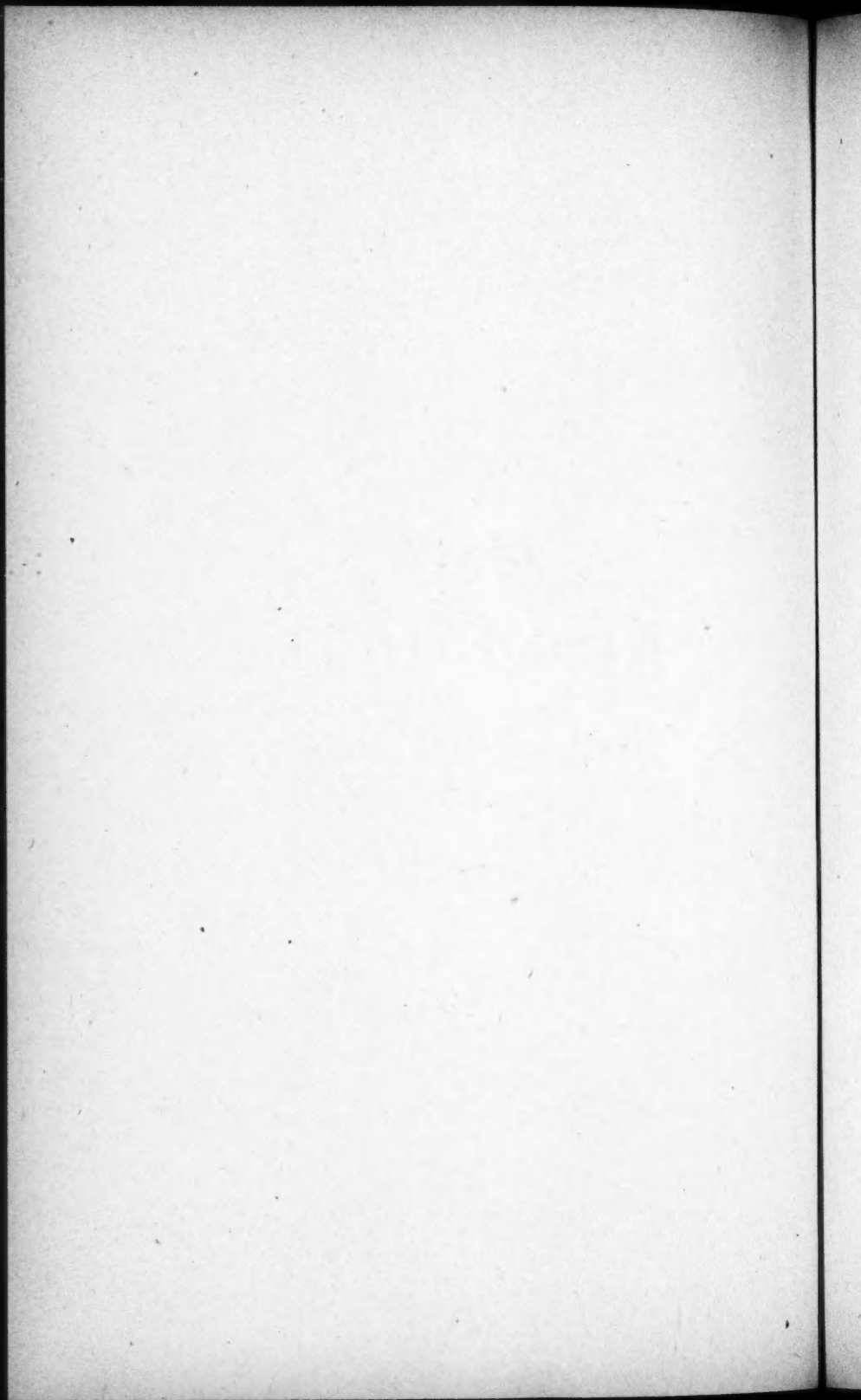


REVUE
HISTORIQUE



REVUE HISTORIQUE

FONDÉE EN 1876 PAR GABRIEL MONOD

DIRECTEURS :

CHARLES BÉMONT ET SÉBASTIEN CHARLÉTY

Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.

Cicéron, de Orat., II, 15.

SOIXANTE-QUATRIÈME ANNÉE

TOME CENT QUATRE-VINGT-SIXIÈME

Juillet-Décembre 1939



LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, VI^e

PARIS

—
1939

REVUE HISTORIQUE

FONDÉE EN 1876 PAR GABRIEL MONOD

MÉMOIRES ET ÉTUDES

CHARLES PETIT-DUTAILLIS. <i>Charles Bémont</i>	1
G. CONTENAU. <i>Ce que nous savons des Hittites</i>	1
CHRISTIAN COURTOIS. <i>Les politiques navales de l'Empire romain (1^{er} article)</i>	17
PAUL HENRY. <i>La France et les nationalités en 1848, d'après les correspondances diplomatiques (1^{er} article)</i>	48
MARCEL GARAUD. <i>L'Aquitaine carolingienne et l'histoire du Poitou</i>	78
J. RICOMMARD. <i>Les greffiers des subdélégués, leur création en titre d'office</i>	85
MARCEL DUNAN. <i>Nouveaux documents sur l'Allemagne napoléonienne. Lettres du roi de Bavière au maréchal Berthier, 1806-1813</i>	112
COMPTES-RENDUS CRITIQUES (<i>Pour le détail, voir au verso</i>)	144
NOTES BIBLIOGRAPHIQUES	172
RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES	207
CHRONIQUE	219

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

REVUE HISTORIQUE

DIRECTEUR :

SÉBASTIEN CHARLÉTY

MEMBRE DE L'INSTITUT

RECTEUR HONORAIRE DE L'ACADÉMIE DE PARIS

COMITÉ DE RÉDACTION :

Marc BLOCH, professeur à la Sorbonne; Georges BOURGIN, conservateur aux Archives nationales; Henri HAUSER, professeur honoraire à l'Université de Paris; Georges LEFEBVRE, professeur à la Sorbonne; Paul MANTOUX, directeur de l'Institut universitaire des Hautes Études internationales de Genève, professeur au Conservatoire des Arts et Métiers; Georges PAGÈS, professeur honoraire à l'Université de Paris; Ch.-Edmond PERRIN, professeur à la Sorbonne; Charles PETIT-DUTAILLIS, membre de l'Institut, directeur de l'Office national des Universités et Ecoles françaises; André PIGANIOL, professeur à la Sorbonne; Pierre RENQUVIN, professeur à la Sorbonne; Charles RIST, professeur honoraire à la Faculté de Droit; Charles SEIGNOBOS, professeur honoraire à la Sorbonne.

Secrétaires de la Rédaction : Ch.-André JULIEN et Maurice CROUZET, agrégés de l'Université.

RÉDACTION : 7, place de la Sorbonne (Les Presses Universitaires de France), le mercredi, de 14 heures 30 à 17 heures.

Administration et abonnements : Librairie Félix Alcan, 108, boulevard Saint-Germain, Paris, 6^e.

ABONNEMENTS ANNUELS à partir du 1^{er} janvier 1939

France et Colonies : 150 francs.

Étranger tarif 1 : 180 francs; tarif 2 : 200 francs.

La livraison : **Mémoires et Études**, 30 francs; **Bulletins critiques**, 15 francs.

Compte de chèques postaux : Paris 96-61.

AVIS IMPORTANT. — Il ne sera tenu compte d'une demande de changement d'adresse que si elle est accompagnée de la somme d'un franc.

Les demandes en duplicata de numéros non arrivés à destination ne pourront être admises que dans un délai maximum de quinze jours après réception du numéro suivant.

OUVRAGES ANALYSÉS DANS LES COMPTES-RENDUS

DE LA PRÉSENTE LIVRAISON

	Pages
E. E. KELLETT. Aspects of history (Ch. Seignobos)	144
THALÈS, année 1935 (Pierre Poumier)	145
G. CONTENAU. La civilisation d'Assur et de Babylone (Jean Nougayrol)	146
André PIGANIOL. Histoire de Rome (A. Grenier)	149
A. SOLMI. L'amministrazione finanziaria del regno italico nell'alto medio evo (A. de Bodard)	150
Émile-G. LÉONARD. Histoire de Jeanne I ^{re} , reine de Naples, comtesse de Provence, 1343-1382. T. III (V.-L. Bourrilly)	151
Corrado FATTA. Il Regno di Enrico VIII d'Inghilterra (Henri Hauser)	153
W. MURISON. Sir David Lyndsay, poet and satirist of the Old Church in Scotland (E. Préclin)	154
Paule HENRY-BORDEAUX. Marie Stuart (Roger Chauviré)	155
Henri SÉE. Histoire économique de la France. T. I (Henri Hauser)	157
Anatole G. MAZOUR. The first russian revolution 1825 (Pierre Pascal)	162
William LAW MATHIESON. The Sugar Colonies and Governor Eyre, 1849-1866 (E. Préclin)	163
Georges MARÇAIS. Tunis et Kairouan (Gaudefroy-Demombynes)	164
Henri TERRASSE. Maroc : villes impériales (Id.)	164
Inventaires. III : Classes moyennes (Ch. Seignobos)	169

ori
e;
re,
de
ut,
la
ité

de

ent

tre
nt.

agen

44

45

46

49

50

51

53

54

55

57

62

63

64

64

69



d
re
P
s
d
q
C
k
d
d
P
le
t
d
fi
d
t
N
E
P
h
A
i
t
c
h
h

CHARLES BÉMONT

(1848-1939)

La *Revue historique* vient de perdre le seul qui survécût de ses fondateurs. Charles Bémont était attaché à son administration et à sa rédaction depuis soixante-trois ans. A peine, en effet, était-il sorti de l'École des chartes que Gabriel Monod le prenait pour secrétaire, de sorte que le premier volume de notre périodique, en 1876, a bénéficié de sa collaboration. Il est devenu codirecteur en 1907 et l'est resté jusqu'à la fin de sa vie, ayant successivement à ses côtés Gabriel Monod, Christian Pfister, Louis Eisenmann et M. Charléty. Il a donné le meilleur de son temps à la *Revue*, soit pour rédiger des Bulletins d'histoire d'Angleterre qui forment une admirable bibliographie critique, ou bien des comptes-rendus, des notes, des chroniques, des dépouillements de périodiques et la table des quatorze premiers volumes, soit pour reviser les épreuves, chercher des collaborateurs, suggérer des articles, entretenir toute cette immense correspondance qu'exige le développement d'un grand périodique. Notre *Revue*, comme toutes les autres en ce difficile ^{xx}e siècle, a traversé des passes périlleuses. Elle a profité, en ces dernières années, du concours d'administrateurs d'un esprit plus pratique peut-être que celui de Bémont : ils ont réparé et rajeuni la nef. Mais tous s'accorderaient à dire avec moi que le grand pilote a été Bémont. Il a fondé avec Monod et maintenu la tradition de la *Revue*, par la hauteur de son caractère d'homme et de savant. Nul n'a contribué plus que lui à réaliser la belle devise inscrite au-dessous du titre : *Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia*. Il était d'une indulgente bienveillance à l'égard des débutants ; mais on l'a vu exécuter sans ménagements les pseudo-savants qui prétendaient abuser de la confiance du lecteur. Il n'y avait guère que la constatation de la déloyauté qui pouvait altérer l'habituelle sérénité de cet excellent homme.

Charles Bémont allait atteindre le terme de sa quatre-vingt-onzième année, lorsqu'il s'est éteint, le 20 septembre 1939, après quelques mois d'affaiblissement ; un an auparavant, il fournissait encore des notes bibliographiques à la *Revue*.

Il était né le 16 novembre 1848, à Paris. Son père était un artisan de souche ardennaise. Bémont a vécu dans le quartier latin, et en été à Croissy, où son père avait été adjoint au maire. Sa carrière a été très simple. Après de bonnes études à l'École des chartes, il est devenu, on l'a vu, secrétaire de la *Revue historique*, et il a été, de 1878 à 1890, professeur d'histoire à l'École alsacienne : de cet enseignement est issu un admirable petit manuel, auquel Monod a collaboré, une *Histoire de l'Europe de 395 à 1270*, qui n'a pour égal en ce genre que l'*Histoire romaine* de Guiraud. Après la soutenance, en 1884, de deux thèses remarquables, il aurait pu obtenir facilement un poste dans une Faculté de province. Il était obstinément parisien, obstinément secrétaire de la *Revue historique*. Des nominations de maître de conférences (1887), puis de directeur adjoint (1896) à l'École des Hautes-Études comblèrent ses vœux. Aidé par une compagne qui a assuré le paisible bonheur de son foyer, il a eu la vie la plus unie. De caractère indépendant, il n'acceptait pas les disciplines tracassières, et il n'a été que pendant un an secrétaire de l'École des chartes (1907-1908). Sa démission lui a enlevé la chance d'y devenir professeur. Il s'est contenté de traitements extraordinairement modestes. Mais il estimait que sa place était marquée à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres et, avec une légitime opiniâtreté, il a attendu une élection qui aurait dû être moins tardive (1919). Par la droiture de ses procédés, son assiduité, la valeur des rapports dont il a été chargé dans les Commissions, il a été un académicien modèle. L'annonce de son décès a été accueillie avec une profonde émotion par ses confrères, de même que par ses amis de France et d'Angleterre.

Car Bémont était aussi connu des médiévistes anglais que des français. Il a été avant tout un historien de l'Angleterre. Il était docteur *honoris causa* des Universités d'Oxford et de Manchester, membre correspondant (corresponding fellow) de la *Royal historical Society*, de la *British Academy* et de la *Medieval Academy of America*. Ses ouvrages sont devenus classiques dans les Universités de l'Empire britannique, et les appréciations de ses Bulletins sur les ouvrages nouveaux y étaient attendues et acceptées avec respect.

Il a débuté par deux coups de maître. Son *Simon de Montfort, comte de Leicester*, écrit après les monographies de Pauli et de Prothero, a

renouvelé le sujet, grâce à une connaissance approfondie des documents aquitaniques, et la figure de ce seigneur français, devenu le champion de l'aristocratie en Angleterre, a été désormais beaucoup plus exactement connue. Le livre était si solide qu'en 1930 un érudit anglais, versé dans l'histoire de cette époque tumultueuse, l'a traduit et publié à nouveau, presque un demi-siècle après la soutenance de cette belle thèse.

Mais, à mon avis, le chef-d'œuvre de Bémont est sa thèse latine, publiée, deux ans après sa soutenance, en traduction française, dans la *Revue historique*, sous ce titre : *De la condamnation de Jean sans Terre par la Cour des pairs de France en 1202*. Par sa perspicacité, par le rapprochement et l'étude patiente de tous les textes qu'un historien avait alors à sa disposition sur ce sujet et qu'il s'agissait de dater minutieusement et de critiquer, il a fait écrouler définitivement une légende universellement acceptée des historiens modernes : celle des deux procès intentés successivement au roi Jean, l'un à la suite de l'appel des barons poitevins, l'autre à la suite de l'assassinat d'Arthur de Bretagne. Il s'est aperçu que le second procès, qui aurait abouti à une bien invraisemblable condamnation à mort, était une audacieuse fabrication des agents français envoyés en cour de Rome par Philippe-Auguste en 1216. Sa dissertation jetait une vive lumière sur la subtile fourberie des légistes qui secondaient le roi de France et sur les débuts du grand conflit qui avait, quinze ans auparavant, permis à ce dernier d'annexer la Normandie. Elle ne fut pas du goût de tout le monde. Faut-il le dire ? Il s'est trouvé des érudits pour dire, sous le manteau, que c'était là une invention de « protestant » et que cette accusation de mensonge portée contre un roi de France avait quelque chose de scandaleux. Bémont, qui ne se souciait que de vérité, a dû être bien étonné. Il a toujours montré une extrême réserve en cette affaire, disant qu'il avait pu se tromper, mais qu'il en attendait la preuve. Il ne la trouva point, non plus que la plupart des historiens connaissant bien cette période historique, dans le fameux mémoire de Guilhaumez, qui essaya vainement de le réfuter ; mémoire bourré de textes juridiques sans rapports directs avec le sujet, et construit en l'air, sans contact avec la réalité. Depuis, par la mise en œuvre de documents anglais et français qui avaient échappé à Bémont, on a, je crois, consolidé sa démonstration, qui est vraiment un type de belle découverte historique.

L'œuvre de Bémont est considérable, et l'on ne saurait en donner ici qu'une idée. Qu'il connût avec précision et dans son ensemble l'histoire de l'Angleterre au Moyen Age, c'est ce que prouvent les excellents cha-

pitres fournis par lui à l'*Histoire générale* de Lavis et Rambaud. Seul il était capable de nous fournir un ouvrage synthétique qui, à le bien prendre, nous manque encore. Il a préféré s'adonner à des études d'érudition. La préparation de sa thèse française l'avait conduit à s'occuper de la Guyenne et des voyages de Henri III en France ; c'est ainsi qu'il a été amené à écrire des mémoires sur le lieu du traité de paix de 1259, sur la campagne de Taillebourg et Saintes, sur les institutions municipales de la Gascogne anglaise. Il a abordé quelques-uns des problèmes difficiles de l'historiographie anglaise et anglo-française. Mais, pendant la seconde partie de sa carrière, il a été avant tout un éditeur de textes. Je n'ai pas besoin de rappeler sa belle publication des *Rôles gascons*, des *Recognicioncs feudorum in Aquitania* et de la chronique racontant *Le Premier divorce de Henri VIII*, qu'il a attribuée à Nicolas Harpsfield. Son œuvre d'éditeur la plus achevée a été le petit volume qu'il a intitulé *Chartes des libertés anglaises* ; si l'on considère l'appareil critique, ce recueil est nettement supérieur à celui qui lui fait pendant en Angleterre : les *Select Charters* de Stubbs.

J'ai dit en quelle estime étaient tenus l'homme et le savant, soit en France, soit en Angleterre. Malgré son extrême modestie, Bémont a bien été forcé d'accepter deux témoignages éclatants de cette estime : on lui a apporté, en 1913, un beau volume de *Mélanges Bémont*, et c'est à la suite de démarches pressantes de ses collègues et de ses anciens élèves que la croix de commandeur de la Légion d'honneur lui a été conférée en 1932.

Nous traversons des temps sinistres, affreux. Ceux qui restent à l'arrière ont pourtant, dans leur solitude, une ressource, celle de s'entretenir avec les ombres et de leur demander des certitudes. Chacun de nous a pu connaître des humains qui ont été l'honneur de leur pays, par leur droiture, leur sagesse, les vertus qui sont l'essentiel de la civilisation. Reportons notre pensée vers eux, pour nous assurer que le fétichisme, le mensonge, l'ignorance et la brutalité n'auront pas le dernier mot. Ils nous enseigneront la patience et le courage. Bémont est de ceux-là.

Ch. PETIT-DUTAILLIS.

CE QUE NOUS SAVONS DES HITTITES

Parmi les peuples de la haute antiquité arrivés à un degré de fortune suffisant pour créer de grands empires, l'histoire a conservé le nom des Hittites dont le royaume florissait en Asie Mineure au II^e millénaire avant notre ère, et dont le nom nous est devenu d'autant plus familier, dans ces vingt dernières années, que les Turcs, habitants de la même région, s'intéressent particulièrement à leur histoire.

La connaissance des Hittites à laquelle est graduellement parvenue l'histoire¹ est la conséquence de recherches patientes sur le sol même qu'ils ont habité et du déchiffrement des textes que les fouilles ont mis au jour. Beaucoup reste encore à découvrir et beaucoup, parmi ce qui a été fait, n'est pas interprété par tous de même façon ; c'est à faire le point sur la question que sont consacrées les pages suivantes.

1. BIBLIOGRAPHIE :

G. Contenau, *Éléments de bibliographie hittite*. Paris, 1922. — *Supplément aux Éléments de bibliographie hittite*. Paris, 1927 (*Babyloniaca*, X, et extrait).

L. Delaporte, *Revue hittite et asianique*. Paris, depuis 1930.

Mises au point de la question :

E. Meyer, *Reich und Kultur der Hethiter*. Berlin (Curtius), 1914.

J. Garstang, *The Hittite Empire*. Londres (Constable), 1929.

A. Götz, *Kulturgeschichte des Alten Orients. Kleinasien*. Munich (Beck), 1933.

G. Contenau, *La civilisation des Hittites et des Mitanniens*. Paris (Payot), 1934.

L. Delaporte, *Les Hittites*. Paris (Renaissance du Livre), 1936.

E. Cavaignac, *Le problème hittite*. Paris (Leroux), 1936.

A. Goetze, *Hethiter, Churriter und Assyrer*. Oslo (Aschehøng), 1936.

A. Ungnad, *Subartu, Beiträge zur Kulturgeschichte und Völkerkunde Vorderasiens*. Berlin (de Gruyter), 1936.

Religion :

A. Boissier, *Mantique babylonienne et Mantique hittite*. Paris, 1935.

G. Furlani, *La Religione degli Hittiti*. Bologne, 1936.

Langue hittite :

L. Delaporte, *Manuel de langue hittite*. Paris, 1929-1933.

E. H. Sturtevant et G. Bechtel, *A Hittite Chrestomathy*. Philadelphie, 1935.

E. H. Sturtevant, *A Comparative Grammar of the Hittite Language*. Philadelphie, 1933. — *A Hittite Glossary*. Philadelphie, 2^e édit., 1936.

* * *

NOS SOURCES

LES TÉMOIGNAGES ANCIENS. — Les Égyptiens lors de leurs expéditions en Syrie, au cours de la seconde moitié du II^e millénaire avant notre ère, ont rencontré les Hittites et ont trouvé en eux des adversaires résolus. Le récit des préliminaires du conflit et du conflit lui-même est conservé dans les « lettres de Tell-el-Amarna » et dans les inscriptions historiques égyptiennes. Les lettres de Tell-el-Amarna, écrites en cunéiformes, proviennent des archives réunies par Aménophis IV à Tell-el-Amarna, en Haute-Égypte, lorsqu'il délaisa Thèbes pour y transporter la capitale, après sa grande réforme religieuse ; ce

Déchiffrement des hiéroglyphes hittites :

- H. Bossert, *Archiv für Orientforschung*, IX (1934), p. 172-186 ; X (1935), p. 282-287.
 I. J. Gelb, *Hittite Hieroglyphs*. Chicago, I, 1931 ; II, 1935.
 B. Hrozný, *Les inscriptions hittites hiéroglyphiques*. Prague, I, 1933 ; II, 1934.
 P. Meriggi, *Mitteilungen der Vorderasiatisch-Aegyptischen Gesellschaft*, 39, I, 1934. — *Revue hittite et asianique*, II (1935), p. 45-57. — *Archiv für Orientforschung*, X (1935), p. 113-133, 251-267.
 E. Dhorme, *Où en est le déchiffrement des hiéroglyphes hittites : Syria*, XIV (1933), p. 341-367.

Fouilles archéologiques :

- B. Hrozný, *Rapport préliminaire sur les fouilles tchécoslovaques de Kultépé, 1925 : Syria*, VIII (1927), p. 1-12.
 Von der Osten, *Explorations in Central Anatolia*. Chicago (University Press), 1929.
 Von der Osten et E. Schmidt, *The Alishar Hüyük*. Chicago (University Press), 2 vol., 1930, 1932.
 E. Schmidt, *The Alishar Hüyük*. Chicago (University Press), 2 vol., 1932, 1933.
 Kurt Bittel, *Die Ruinen von Boghazköy, der Hauptstadt des Hethiterreiches. Kurze Beschreibung*. Berlin (de Gruyter), 1937.
 Remzi Oguz Arik, *Les fouilles d'Alaca Höyük, 1935*. Ankara, 1937.
 L. Delaporte, *Malatia : Revue hittite et asianique*, II, 1933, p. 129-154 ; 1934, p. 257-285.

Divers :

- G. Contenau, *Les tablettes de Kerkouk et les origines de la civilisation assyrienne*. Paris (Geuthner), 1926. (Extrait de *Babyloniaca*, IX.)
 J. Friedrich, *Das Erste Auftreten der Indogermanen in Kleinasien*. Heidelberg (C. Winter), 1936 (t. II : *Festschrift für H. Hirt*).
 F. Sommer, *Die Ahhijavā-Urkunden : Abhandlungen der Bayerischen Akademie der Wissenschaften, Phil.-Hist. Abt. N. F. C.*, 1932.
 E. Cavaignac, *Hittites et Achéens : Revue hittite et asianique*, III (1935), p. 149-152.
 F. Schachermeyr, *Hethiter und Achäer : Mitteilungen der Altorientalischen Gesellschaft*, IX (1935).
 M. von Oppenheim, *Der Tell-Halaf*. Leipzig (Brockhaus), 1931. Édition anglaise. Londres et New-York (Putnam), 1933. Édition française. Paris (Payot), 1939.

sont les rapports des chefs de cités placés en Syrie par l'Égypte, ou des rois locaux maintenus en place pour administrer le pays.

Les inscriptions historiques relevées sur les murailles du Ramesseum, des temples de Karnak, d'Ipsamboul, ont trait au conflit lui-même qui opposa les Hittites à Ramsès II vers 1295, et au traité qui mit fin aux hostilités. Ces deux sources sont donc contemporaines des événements qu'elles relatent.

Les sources assyriennes, qui datent des premiers siècles du I^{er} millénaire avant notre ère, relatent les conflits qui s'élevèrent entre les Hittites et les Assyriens et qui se terminèrent par l'annexion du pays hittite; elles sont également contemporaines des événements.

L'Ancien Testament fait mention des Hittites, mais sans en laisser soupçonner l'importance véritable; ses références se rapportent, les unes (celles qui concernent le temps des Patriarches) à une époque bien antérieure à la rédaction de la Bible, les autres à une époque qui la précède de peu ou qui en est contemporaine.

Nous verrons que ces documents ne désignent pas les mêmes populations; les inscriptions égyptiennes se rapportent aux Hittites d'Asie Mineure, celles de l'Assyrie aux Hittites de Haute-Syrie, qu'on nomme les Syro-Hittites ou les Néo-Hittites; la source biblique aux deux catégories.

* * *

FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES

Les documents hittites eux-mêmes n'ont été accessibles que grâce aux fouilles de ces dernières années. Nous ne donnons ici que la liste des principales.

ASIE MINEURE. — Le site de Boghazkeui, autrefois capitale du royaume hittite sous le nom de Hattus, dans la boucle du fleuve Halys, fut l'objet d'une expédition germano-turque en 1906 et 1907, conduite par Winckler et Macridy-Bey. Elle permit le relevé et la mise au jour de monuments importants et surtout la découverte des archives, d'où proviennent nos connaissances intrinsèques sur les Hittites; cette découverte est à la base de tous les progrès qui se sont produits depuis lors. Les fouilles ont été reprises depuis 1931 par M. Kurt Bittel; de nombreuses tablettes ont été encore recueillies au cours des dernières campagnes.

Au nord de Boghazkeui, à Euyuk, les fouilles (Macridy-Bey en 1908)

ont fait connaître une ville hittite importante de l'époque du Nouvel-Empire, avec des vestiges de monuments encore revêtus de blocs sculptés posés en plinthe.

A Alishar, MM. von der Osten et E. P. Schmidt, délégués par l'Institut oriental de Chicago, ont entrepris l'exploration méthodique du site en 1927; peu de monuments, beaucoup de glyptique et de céramique, témoignages précieux par leur ordre de succession assuré, y ont été recueillis.

Au Kültépé, près de Kaisarieh, l'ancienne Césarée de Cappadoce, à la suite de fouilles clandestines des indigènes qui avaient eu pour conséquence la découverte des tablettes dites « cappadociennes », M. B. Hrozny, professeur à l'Université de Prague, entreprit, en 1925, des recherches régulières; elles aboutirent à la découverte d'un nombre important de ces tablettes. Enfin, à Arslantépé (Malatia), dans l'ancienne Mélitène, M. L. Delaporte, du Musée du Louvre, en 1932, 1933 et fin de 1938, a exhumé les ruines d'un palais reposant sur des constructions plus anciennes qui paraissent de l'époque du Nouvel-Empire hittite.

HAUTE-SYRIE. — La Deutsche Orient Gesellschaft effectua des fouilles à Zendjirli, à l'ouest de Karkémish; les monuments découverts ont été partagés entre les Musées de Berlin et de Stamboul.

A la suite de quelques sondages, de 1876 à 1879, à Karkémish sur l'Euphrate, le British Museum y entreprit des fouilles systématiques de 1912 à 1914 et en 1920. Monuments et inscriptions en hiéroglyphes hittites y ont été découverts en abondance.

Nous signalerons encore les recherches de M. Thureau-Dangin à Tell-Ahmar au sud de Karkémish, pour le Musée du Louvre, et les fouilles de M. Mc Ewan, pour l'Institut oriental de Chicago à Tell-Taynat, à l'endroit où la route d'Alep à Antioche traverse l'Oronte, qui ont donné des monuments hittites.

Ces fouilles ont fait connaître l'art hittite d'Anatolie et de Haute-Syrie, ainsi que les intermédiaires entre les deux régions. La dispersion de monuments du même art, sur un espace très étendu, a permis de reconstituer l'aire d'influence de la civilisation hittite; si les monuments sont plus abondants au centre de la péninsule, ils s'étendent à l'ouest jusqu'à la Méditerranée, jalonnant la grande voie du commerce hittite qui reliait la Haute-Syrie et la Mésopotamie à l'Europe; à l'est, ils vont rejoindre les monuments du haut bassin de l'Euphrate.

LANGUES DE L'ANATOLIE. — L'examen des inscriptions a permis de

les diviser en deux groupes : *A*) les tablettes cunéiformes (provenance générale : Asie Mineure) ; *B*) les inscriptions hiéroglyphiques sur pierre (provenance : Asie Mineure et Haute-Syrie, avec prédominance en Haute-Syrie).

A) Le déchiffrement des tablettes cunéiformes y a fait reconnaître :

a) Des textes en akkadien, donc lisibles matériellement et traduisibles. Ce sont, pour la plupart, des traités conclus entre les Hittites et les peuples voisins, l'akkadien ayant servi de langue diplomatique à l'Asie Occidentale ancienne.

b) Des textes écrits dans le même système de cunéiformes, donc matériellement lisibles, mais dans des langues inconnues ; la grande majorité de ces textes appartenait au même langage ; c'est par eux que le déchiffrement a commencé. M. Hrozny, aidé de quelques vocabulaires provenant des mêmes découvertes, où les scribes avaient donné les équivalents akkadiens (quelquefois sumériens) de certains termes de cette langue qui paraissait être indo-européenne, arriva, après de nombreux tâtonnements, au déchiffrement du hittite en 1916. Il s'agit, en effet, d'une langue indo-européenne de la variété dite Kentum, donc proche du latin à l'ouest, et, cependant aussi, proche du tokharien parlé dans le Turkestan chinois jusqu'au VII^e siècle de notre ère. Les cadres du langage, c'est-à-dire la grammaire dans ses déclinaisons et ses conjugaisons et une partie du vocabulaire, sont indo-européens ; mais quantité de mots sont d'une autre langue, celle du pays où sont venus s'installer les Indo-Européens. La langue de ces tablettes est ce que nous nommons couramment le hittite ; les Hittites eux-mêmes l'appelaient : Nasili, que M. Hrozny traduit par Nésite, rapprochant le terme de Nésa (encore mal identifiée, peut-être la Nysse de saint Grégoire), qui fut la capitale des Hittites avant Hattus. Donc, Nésite ou Hittite sont deux appellations de ce même langage.

c) Grâce au passage d'un rituel en nésite, où sont intercalées certaines phrases en diverses langues inconnues, avec annonce en langue nésite du nom de la langue dont il s'agit, on a identifié :

1^o Le luwi, langue du pays du même nom, entre le centre de l'Asie Mineure et les régions côtières de la Méditerranée, y compris la Cilicie ; très peu documenté dans les tablettes de Boghazkeui, il se rattache à l'indo-européen, mais paraît plus ancien que le hittite-nésite.

2^o Le proto-hittite, langue qui était celle de la péninsule avant l'arrivée des Indo-Européens et que les Hittites ont appelée le hittite (Hatti dans leur langue), alors qu'ils appelaient leur propre langage le nasili. Nombre de noms propres des tablettes cappadociennes, nombre

de noms de lieux sont proto-hittites. Cette langue est du type asianique.

3^o Le hurri (ou hurrite), langue du nord de la Mésopotamie et de la région de Van, qui s'est étendue jusqu'à la Méditerranée. Il diffère du proto-hittite, mais appartient aussi au groupe asianique. Le hurri n'est pas un langage pur ; on y rencontre des termes aryens provenant d'une aristocratie étrangère dominante en pays hurri.

4^o Le palawi, parlé dans la région nord-ouest de l'Anatolie, est trop peu documenté pour qu'on puisse faire plus que le mentionner.

Au total : une langue sémitique, l'akkadien ; deux indo-européennes, le luwi et le nésite ; deux asianiques, le proto-hittite et le hurri ; une indéterminée, le palawi.

LES INSCRIPTIONS HIÉROGLYPHIQUES. — Les inscriptions hiéroglyphiques connues depuis 1870 par des spécimens trouvés à Hamah, encastés dans les murs d'une maison, commencent à être déchiffrées. Les premières tentatives sont le fait de A. H. Sayce à la fin du siècle dernier. Dans ces dernières années (depuis 1931), elles ont été reprises avec plus de succès ; on connaissait, en effet, la nature indo-européenne du hittite-nésite, et l'on possédait quelques sceaux inscrits en hiéroglyphes et en cunéiformes qui constituaient autant de débuts de bilingues. On a reconnu d'abord que cette écriture, composée de signes peu identifiables et de signes représentant des objets ou des parties du corps humain ou animal, devait se lire en passant directement de l'extrémité de chaque ligne à l'extrémité au-dessous (écriture boustrophédon), et l'on a essayé de déchiffrer les noms royaux en partant des sceaux bilingues que l'on possédait. Nous citerons les travaux de MM. Gelb, Bossert, Forrer, Meriggi et Hrozný sur le sujet. Actuellement, MM. Hrozný et Meriggi sont arrivés à traduire d'assez longues inscriptions. Lorsque l'écriture est syllabique, leurs traductions se rapprochent ; elles diffèrent souvent notablement, ce qui est très naturel, quand les idéogrammes (signes représentant un mot, une idée) sont abondants. Néanmoins, et sous réserve de perfectionnement, le système de déchiffrement a fait ses preuves. M. Hrozný a reconnu dans la langue des hiéroglyphes hittites, employée jusqu'au VIII^e siècle, une langue indo-européenne, dont le nom est encore inconnu ; le fait que le syllabaire comprend plusieurs centaines de signes rend compte des difficultés que rencontrent les déchiffreurs. Tandis que les Hittites-Nésites ont surtout employé le nésite, écrit en cunéiforme sur tablettes, et peu les inscriptions monumentales en hiéroglyphes, nous possédons uniquement des monuments de la seconde écriture lorsqu'il s'agit des Syro-Hittites.

PEUPLEMENT DE L'ASIE OCCIDENTALE. — La complexité des données précédentes, en rapport avec celle des éléments ethniques qui ont peuplé l'Asie Mineure et le nord de la Syrie, nous oblige à dire quelques mots de ces conditions.

On peut distinguer en Asie Occidentale ancienne trois blocs de populations :

1^o Les Asianiques. — Ce terme, dont fait déjà usage Étienne de Byzance, désigne les autochtones ou du moins ceux qui paraissent le plus anciennement installés dans le pays (ce sont les Japhétites de N. Marr, les Alarodiens de F. Hommel). Ce ne sont ni des Sémites ni sans doute des Indo-Européens. Physiquement, ils se caractérisent par un front bas et fuyant, un occiput aplati, un nez en bec d'aigle souvent presque dans le prolongement de la courbe frontale. Leur langue, de nature très imparfaite, est du type agglutinant ou agglutinatif ; le radical ne subit aucune modification et les flexions sont produites par adjonction de préfixes ou de suffixes. Leur religion est celle des forces de la nature, des principes de fertilité et de fécondité, caractérisées par un couple : le Grand-Dieu et la Grande-Déesse, avec, le plus souvent, la présence d'un dieu-fils dont le rôle est mal défini. Au point de vue social, les Asianiques réservent une place importante à la femme, et le chef de l'État fait volontiers appel à un conseil de familiers, d'anciens, qui sont auprès de lui. Les relations les plus évidentes des Asianiques sont en direction du Caucase, d'où ils paraissent être venus. On voit d'après ce tableau que les Sumériens, par leur type physique, leur langage, leur religion et les traits sociaux que nous avons énumérés, paraissent pouvoir être classés dans la famille asianique. L'élément asianique le plus important et sur lequel nous sommes le moins mal renseignés est celui des Hurri, que certains appellent les Subaréens. On nomme, en effet, Subaru (Subartu, Subar, Su), au III^e millénaire, la Mésopotamie du Nord ; la zone d'influence des Subaréens, dit Ungnad, qui leur a consacré récemment un important ouvrage, va du Zagros à l'Amanus, de l'Élam à Ugarit, de l'Urartu à Obeid. Ce sont précisément les limites que l'on assigne à l'influence hurri en y ajoutant le pays de Canaan. Mais le Subaru est une entité géographique du III^e millénaire ; sans pouvoir prétendre que la population du Subaru à ce millénaire est exactement la même qu'au II^e, où nous avons affaire, pour ce même territoire, à une population que les Hittites ont appelée les Hurri, nous sommes en présence d'un bloc d'Asianiques à caractères qui paraissent constants, et il n'y a aucune raison de les nommer, au II^e millénaire, d'un nom qui avait pu être le

leur au millénaire précédent, mais qu'ils ne portaient plus. Nous savons, en effet, qu'au cours du II^e millénaire, les Hurri ont fondé au nord de la Mésopotamie deux royaumes, le Mitanni à l'est, le Hurri à l'ouest; la propagation de leur langue est constatée jusqu'au pays de Canaan et leurs noms propres sont dispersés sur toute l'aire que nous définissons ci-dessus.

2^o Les Sémites, à qui l'on a attribué tout d'abord en bloc la civilisation de l'Asie Occidentale, y ont joué un rôle considérable; ils ont modifié à leur contact la religion primitive des Asianiques, leur art. Porteurs d'une langue souple, précise, infiniment supérieure à celle des Asianiques, ils ont répandu partout leur langage au détriment de celui des autochtones; ce fait a contribué à leur faire accorder une influence exclusive sur le développement de la civilisation en Asie Occidentale et à minimiser celle des Asianiques, fondateurs de la civilisation que les Sémites ont adoptée lorsqu'ils sont venus à leur contact, ceci bien avant le début du III^e millénaire.

3^o Le troisième facteur est celui des Indo-Européens, que les ouvrages allemands nomment les Indo-Germains, terme absolument impropre, d'autres territoires, en Europe, que la Germanie ayant reçu l'afflux de cet élément ethnique. Il n'est pas besoin d'insister sur les caractères des Indo-Européens, mais sur le rôle qu'ils ont joué en Asie Occidentale ancienne, rôle connu d'après les recherches de ces dernières années. Dès le second millénaire, ils sont présents en Mésopotamie; dans l'invasion kassite, qui, pour plusieurs siècles, donnera une dynastie à Babylone, on constate la présence d'éléments indo-européens. Chez les Hurri, la caste dominante est aryenne, comme l'indiquent les noms de certains de leurs dieux et de leurs rois; le plateau de l'Iran fait partie de leur aire d'expansion. Nous verrons tout à l'heure quelle fut leur importance dans l'histoire de l'Asie Mineure.

* * *

L'HISTOIRE

LES HITTITES D'ASIE MINEURE. — Nous ne connaissons rien des Hittites au début du III^e millénaire; mais, lorsqu'une coalition de peuples du nord et du nord-ouest du pays d'Akkad se forme contre le roi Naram-Sin (vers 2700)¹, nous relevons, parmi les confédérés, les

1. On tend à baisser la date de la dynastie d'Akkad et, partant, celle de Naram-Sin vers 2600; certains même (Christian et Weidner) proposent 2500.

noms de : Pamba, roi de Hatti, Zipani, roi du pays de Kanès ; ces deux noms sont de frappe proto-hittite. Nous retrouvons à la fin du millénaire les Proto-Hittites, grâce aux « tablettes cappadociennes ». Ce sont les archives d'une colonie de marchands assyriens installés au temps de Sargon I^{er} d'Assyrie, soit vers 2000, près de Césarée de Cappadoce. Une des villes dont le nom revient perpétuellement dans ces tablettes est justement celle de Kanès. Par ces documents écrits en cunéiformes et en akkadien, nous voyons, juxtaposée aux Assyriens, la population locale, régie par ses princes, sous forme de protectorat ; noms de princes, noms des contractants du pays sont proto-hittites, mais quelques noms indo-européens s'y trouvent mélangés. Telle est la population primitive du centre de l'Anatolie pour le III^e millénaire. C'est vraisemblablement vers le milieu de ce millénaire que sont arrivés en Asie Mineure les Luwi, dont les documents de Boghazkeui nous gardent le souvenir, et vers la fin du même millénaire la seconde vague d'Indo-Européens qui donnera naissance à l'Ancien Empire hittite. Ils peuvent avoir gagné l'Asie Mineure en suivant le Caucase et avoir pénétré par le nord-est de l'Anatolie ; il est bien plus probable qu'ils ont franchi l'Hellespont comme devaient le faire les Galates tant de siècles plus tard. Ces Indo-Européens fondent à leur arrivée plusieurs petits États, dont le royaume de Nésa, le royaume de Kussar, dont le site n'est pas encore identifié, mais auxquels se rattachent les noms de Pithâna et de son fils Anitta, princes de Kussar. Pithâna commence par conquérir Nésa et y transporte sa capitale. Anitta s'empare de Hattus (site de Boghazkeui, avons-nous dit) ; la ville, à cette époque, ne se compose que de l'éminence rocheuse dite le Büyükkale, au pied de laquelle se trouvent quelques établissements ; la capitale reste pour un temps à Nésa ; peu à peu, l'Ancien Empire se crée au profit des clans indo-européens, sous la direction d'un seul chef dont le nom nous est parvenu, Tlabarna. Désormais, les Hittites-Nésites prennent la place des Proto-Hittites. Sous le successeur de Tlabarna, Hattusil I^{er}, nous voyons les princes et les nobles constituer une sorte de grand conseil assistant le roi dans l'administration des affaires. Au temps du dernier roi de la I^{re} dynastie babylonienne, les Hittites se sentent assez forts pour conquérir Alep et piller Babylone (vers 1800 avant notre ère). Déjà le souci des Hittites est de prendre des points d'appui en Syrie, à Karkémish, par exemple. Le dernier roi de l'Ancien Empire, Télépinu, meurt vers 1650. C'est par un texte de lui que nous sont parvenus les renseignements précédents. Les archives de Hattus, devenue entre temps capitale, se taisent pendant deux siècles, comme

se taisent les textes assyriens et babyloniens. L'invasion massive, irrésistible, des Hyksos s'est produite semant les ruines de tous côtés.

Lorsque les Hyksos se ruèrent vers l'Égypte, ils arrivaient de Canaan, mais les Cananéens, recrutés au passage et qui pouvaient former une part importante des envahisseurs, n'étaient pas tout, le mouvement avait une origine plus lointaine. Du Zagros étaient descendus les Kassites, population asianique dont il semble que l'aristocratie ait eu des attaches indo-européennes; ils avaient fondé une dynastie et du même coup les Hurri s'étaient mis en mouvement dans le territoire qui, au millénaire précédent, constituait le Subaru. Si les vestiges de l'occupation hyksos sont le plus souvent sémitiques (scarabées inscrits notamment), il en est d'autres qui sont asianiques ou indo-européens. Il semble que le mouvement, parti du Zagros où il était peut-être provoqué par l'entrée en Iran de nouveaux éléments venus du nord, ait, de proche en proche, déterminé cette invasion en torrent, dont le contre-coup vint mourir en Égypte.

Quand la tourmente fut passée et que, vers 1580, l'Égypte, à la poursuite des anciens envahisseurs, eut pris l'habitude de paraître en Syrie, de nouveaux États se créaient en Asie Occidentale. Les Hurri, installés dans le nord de la Mésopotamie, y fondent, au ^{xv}^e siècle, le royaume de Mitanni et leur roi Sausatar étend son pouvoir à travers l'Assyrie jusqu'au Zagros. Par une politique d'alliance avec l'Égypte, consolidée par des mariages, les deux pays se gardent contre un voisin menaçant, les Hittites d'Asie Mineure, que nous allons voir rentrer en scène; parfois même, car il y a un parti pro-hittite en Mitanni, la politique est renversée et l'alliance se noue avec les Hittites. Quoi qu'il en soit, après la tourmente hyksos, la situation générale est la suivante: au nord de l'Assyrie et du pays de Canaan sémitisés se trouvent en Asie Mineure, avec les Hittites, et en Haute-Syrie, avec les Mitanniens et les Hittites, deux États asianiques dirigés par une aristocratie indo-européenne.

Au début, lorsque les Pharaons s'avancent en Syrie, les Hittites apportent leur tribut; mais, à mesure que l'occupation égyptienne se fait moins vigilante, sous le règne d'Aménophis IV, occupé de réformes religieuses, les empiétements des Hittites sont quotidiens, sournois; c'est une infiltration lente au milieu des populations plus ou moins fidèles à l'Égypte; les petites villes font cause commune avec eux, en attendant que tombent les grandes. Tout ceci nous est révélé par la correspondance de Tell-el-Amarna.

Mais l'empire hittite n'a pas seulement à se garder de l'Égypte; il

vent limiter l'avance du Mitanni ; tantôt il est vainqueur, tantôt il doit reculer ; sous le roi Suppiluliuma, il marque un avantage. Au cours d'une des nombreuses révolutions de palais qui éprouvèrent la dynastie mitannienne, le roi Tusratta meurt assassiné vers 1370, et son fils Mattiwaza est obligé de se réfugier chez les Hittites, le roi de Hurri lui ayant pris son royaume. Suppiluliuma fait épouser une de ses filles à Mattiwaza et l'aide à reconquérir le Mitanni, tandis qu'il donne le royaume hurri à l'un de ses fils. Nous assistons à l'apogée de la puissance hittite sous le règne de Suppiluliuma ; il s'avance en Syrie, dont il contrôle le nord sans contestation, imposant ses fils comme rois aux villes importantes, Karkémish, Alep, et, lorsque le pharaon Ai mourut, sa veuve, pour écarter l'arrivée au pouvoir du général Horemheb, lui fit demander un de ses fils pour époux. Suppiluliuma crut à une ruse, tergiversa, puis assembla le grand conseil et un fils fut envoyé. Il fut assassiné avant d'arriver en Égypte.

Lorsque les Hittites n'eurent plus rien à craindre du Mitanni, qui devait succomber dans la lutte qu'il mena jusqu'à la fin du ^{xiv}^e siècle contre l'Assyrie, ils se firent plus mordants et leur hostilité à l'égard de l'Égypte se révéla plus franche. Une coalition se forma autour du roi des Hittites ; l'Asie Mineure, dont le centre seul était franchement hittite et dont la périphérie était occupée par des populations moins polices, avides de pillages, offrait un état instable. Le roi Muwatallu détourna le danger en conduisant ces bandes contre l'Égypte, alliées aux troupes solides sur lesquelles il pouvait compter. Aux armées de l'empire se joignirent les Pisidiens, les Lyciens, les Masa et les Gasga (ouest de la péninsule), puis les principautés transtauriques d'Alep, d'Arwad, du Naharina et de Canaan jusqu'à Qadesh sur l'Oronte. Ramsès II, au début de 1294, vint à la rencontre des confédérés et le choc eut lieu à Qadesh ; la bataille fut assez meurtrière, mais indécise, car, si les Hittites furent battus, les Égyptiens furent trop affaiblis pour exploiter leur succès.

Le second successeur de Muwatallu, Hattusil III, prenant ombrage de l'accroissement de la puissance assyrienne, proposa la paix à l'Égypte. Nous possédons le texte du traité en deux versions, en babylonien (archives de Boghazkeui), en égyptien (à Karnak et au Ramesseum). Après quoi, Ramsès, vers 1266, épousa la fille de Hattusil et l'amitié fut durable entre les deux pays jusqu'à la fin de l'empire hittite. Celle-ci reconnaît deux causes : l'hostilité de l'Assyrie, qui prive les Hittites de leurs possessions de Haute-Syrie, et l'invasion des Peuples de la Mer, qui se déclanche au début du ^{xiii}^e siècle. Le fait est

qu'à cette date les archives de Boghazkeui deviennent silencieuses et que nous ne savons rien du Hatti. Il dut être la première victime de cette invasion venue d'Europe par l'Hellespont, aussi bien que des îles, qui ravagea l'Asie Mineure, les cités de Phénicie et de Palestine et, malgré les renforts de Libye, fut arrêtée aux portes de l'Égypte par Ramsès III.

LES SYRO-HITTITES. — Depuis le début du II^e millénaire, les populations de Haute-Syrie, composées de Hurri, de Hittites et de Sémites, bien qu'offrant un complet mélange ethnique, étaient habituées à vivre sous le joug hittite ou mitannien. Sans se grouper en un seul empire, comme l'avaient fait les cités d'Asie Mineure, elles furent unanimes, après l'invasion des Peuples de la Mer, à s'unir contre l'Assyrie ; on vit ainsi, sur les champs de bataille, se dresser en face d'Assur une coalition de Syro-Hittites (dits aussi Néo-Hittites), rassemblée autour du roi de Karkémish. Dans cette mosaïque de villes, les unes ont un caractère plus décidément hittite, d'autres plutôt araméen (branche sémitique alors prépondérante en Haute-Syrie). D'Assurnazirpal II (884-860) à Sargon II (722-705), les expéditions se succèdent, et Sargon II, en 717, réduit Karkémish à l'état de province assyrienne.

* * *

CARACTÈRES DE LA CIVILISATION HITTITE

On peut mesurer le prestige dont a joui la civilisation babylonienne en Asie Occidentale ancienne, aux emprunts que lui ont faits les Hittites. Une partie des archives est rédigée en akkadien et le tout est écrit dans le système cunéiforme.

Par suite, la littérature babylonienne a droit de cité chez les Hittites ; on retrouve chez eux les légendes akkadiennes traitées en hittite ou quelquefois dans une copie originale, ce qui montre la vogue de ces récits en Asie Mineure.

Les emprunts religieux sont aussi considérables ; le fond de la religion est celui des Asianiques, un couple symbolisant les forces de fertilité et de fécondité de la nature ; à ce couple se joint un dieu jeune qui paraît avoir à peu près les attributs du grand dieu. La représentation de ces divinités ne diffère que par des détails de celle des mêmes divinités dans les pays non hittites ; beaucoup est emprunté à la religion akkadienne dans ce qui est son complément naturel, par exemple pour

la divination qui suit étroitement celle de la Babylonie. On a retrouvé à Boghazkeui des modèles de foie en argile qui servaient aux futurs devins à apprendre l'hépatoscopie, tout comme en Mésopotamie, et selon les mêmes principes.

A une époque moins ancienne, le rôle du Soleil paraît devenir prépondérant dans le panthéon hittite, ainsi qu'en Babylonie, au détriment des divinités de végétation primitives ; mais un texte hittite nous dit que le dieu Soleil a pour père le dieu de l'orage, c'est-à-dire le grand dieu asianique, ce qui montre à la fois l'importance relative et l'ancienneté comparative des deux dieux. De même que Dumuzi a persisté dans la religion mésopotamienne, et dans celle de Canaan sous le nom d'Adonis-Tammuz, il existe chez les Hittites un dieu de végétation, Telepinu ; comme lorsque la déesse Ishtar descend aux enfers, toute vie cesse sur terre lorsque Telepinu disparaît ; à son retour, la vie générale reprend son cours. D'autres divinités, qui sont d'origine étrangère, ont été admises dans le panthéon hittite ; cette origine est facilement discernable, parce qu'on leur adresse des prières dans la langue du pays dont ils sont issus ; il y a des divinités luwi, hurri, indo-européennes. La religion hittite dans son rituel est le reflet de la religion du temps ; mêmes cérémonies minutieuses, même souci des purifications ; s'il est des fêtes qui remontent à l'époque proto-hittite, le *perullu*, solennité de caractère naturiste, il est certains traits qui sont à rapprocher des religions voisines, notamment la conception qu'il est normal de voir les enfants expier les fautes de leurs ascendants.

Au point de vue social, nous avons signalé le rôle joué par la femme, particularité que l'on peut remarquer chez tous les Asianiques, et la forme habituelle de gouvernement que ces sociétés réalisent : le roi gouverne, assisté d'un grand conseil, que les membres portent tel ou tel qualificatif : amis, anciens, etc. La structure même de l'État, chez les Hittites, est du type féodal ; l'institution des fiefs est à sa base avec toutes les complications dont l'Europe du Moyen Age a connu les inconvénients. Un sujet du roi hittite peut dépendre d'un vassal de ce roi, qui, lui-même, peut avoir pour second suzerain un souverain étranger, et le roi hittite peut exercer juridiction sur un territoire, conjointement avec un prince étranger. Les fiefs retournent à la couronne s'il n'y a pas d'héritier direct et ne sont pas aliénables. Au point de vue hiérarchique, on distingue par le titre de Grand Roi le chef de la confédération hittite, dont la capitale est Hattus ; les chefs des pays rassemblés autour de lui sont qualifiés simplement rois.

La découverte des archives de Boghazkeui nous a amplement renseignés sur une catégorie de documents d'État : les traités. Les uns sont de roi à vassal, d'autres entre rois de même rang. Les principales clauses concernant les personnes pourraient figurer dans les traités modernes : droit de refuge, extradition, sauvegarde de la famille des réfugiés. Là encore, comme en matière de péché religieux, les signataires rendent garants leurs proches et leur descendance au cas où ils viendraient à manquer aux clauses du traité.

Nous n'avons point de code hittite au complet, mais des recueils dont la date moyenne est le règne de Suppiluliuma. On y constate l'existence de deux sortes de mariage, par achat et par rapt, ce qui est la forme la plus ancienne ; l'adultère peut être puni de mort si tel est le désir du mari ; les rapports entre proches parents sont interdits et, lors d'un mariage dans sa famille, Suppiluliuma rappelle au fiancé qu'une infraction serait punie de mort en Hatti, alors que les pays voisins l'admettent. En matière de dommage, la compensation est de règle ; il y a un progrès évident sur les législations (celles de la Mésopotamie, par exemple), qui ont conservé la loi du talion. Même lorsqu'il s'agit d'une faute capable d'attirer la vindicte des dieux sur la cité (vols de bien de temple), pour laquelle la mort était jadis de règle, la dernière rédaction du recueil de lois prévoit le sacrifice d'un animal qui sera le substitut du coupable. En somme, moins de cas passibles de la peine de mort (huit fois seulement elle est prévue), moins de mutilations pénales si fréquentes dans les lois assyriennes. Mais, si les lois atteignent déjà la notion de l'acte répréhensible, en lui-même, quelles que soient les circonstances, la même faute est cependant réputée plus grave si elle est commise contre des autorités plus hautes : les dieux, le roi.

Pendant longtemps, on a admis que l'art hittite de la Haute-Syrie avait reçu ses influences de l'Assyrie qu'il ne faisait qu'imiter ; la question est beaucoup plus complexe. Il faut distinguer, comme en histoire, deux domaines hittites, l'Asie Mineure et la Haute-Syrie.

En Asie Mineure, le prestige artistique de la Mésopotamie se fait sentir, comme dans les autres formes de la civilisation. Au II^e millénaire, où le milieu est asianique (proto-hittite), l'art suit de près les traditions sumériennes vers lesquelles sont naturellement inclinés les Proto-Hittites. Dans la glyptique des cylindres cappadociens (vers 2000 avant J.-C.), il y a une persistance des formules sumériennes qu'on ne trouve déjà plus dans la glyptique de la Mésopotamie con-

temporaire. Mais, si l'art de Boghazkeui, d'Euyuk, au Nouvel-Empire, reproduit beaucoup de thèmes mésopotamiens, il en est d'autres qui lui sont bien personnels, le défilé processionnel des dieux de Iasili-Kaja, par exemple.

En Haute-Syrie, nous retrouvons des œuvres qui rappellent celles de l'Assyrie, mais les unes sont antérieures, les autres contemporaines de celles des premiers siècles du I^{er} millénaire avant notre ère ; elles sont indépendantes les unes des autres et procèdent d'une source commune : l'art mitannien, dont nous avons peu de monuments importants, mais beaucoup de glyptique (les cylindres de Kerkouk), et dont nous possédons un témoignage attardé dans l'ensemble trouvé par M. von Oppenheim à Tell-Halaf. C'est de l'art mitannien (qu'il paraît assez juste d'appeler ainsi, puisqu'au moment où il se constitue, le Mitanni régit la Haute-Syrie et l'Assyrie) que procèdent l'art des Syro-ou Néo-Hittites et l'art assyrien des Sargonides.

Une différence est frappante entre l'art de l'Asie Mineure de la fin du II^e millénaire et l'art des Syro-Hittites au début du I^{er} ; la facture un peu lourde du second. A cet égard, les découvertes de M. Delaporte à Malatia ont montré, dans cette région de l'est de l'Asie Mineure, une véritable transition qui rend le passage insensible entre les deux techniques.

RÔLE ET IMPORTANCE DES HITTITES

Nous voudrions, en terminant, essayer de mettre en lumière le rôle des Hittites dans le développement de la civilisation et les survivances qu'ils ont laissées. Le progrès indéniable que représentent les Hittites lorsqu'on interroge leur code de lois n'est pas seulement dû à ce qu'ils venaient, dans le temps, après les peuples de Mésopotamie, car, après les Hittites, commence l'empire assyrien, dont les mœurs témoignent par rapport à eux d'une véritable régression. C'est vraisemblablement aux éléments ethniques qui les composent qu'ils le doivent ; or, ces éléments sont des Asianiques, auxquels se joignent des Indo-Européens, de même chez les Hurri avec l'aristocratie dirigeante mitannienne, de même en Iran sous les Achéménides. Au contraire, la Mésopotamie et le pays de Canaan voient se superposer aux Asianiques peu d'Indo-Européens et beaucoup de Sémites. C'est chez les Hittites que nous trouverons les traits d'une civilisation la moins éloignée (de toutes celles de l'Asie Occidentale) de la nôtre ; elle marque une transition entre la culture orientale et celle de l'Occident.

Par elle-même, la civilisation hittite a eu son influence, mais aussi par le commerce auquel s'est adonné l'empire. Sans vouloir sous-estimer le rôle des Phéniciens, l'Asie Mineure constitue un pont, une communication plus commode que la mer entre l'Asie et l'Europe, dans l'antiquité. La capitale Hattus est le point de départ d'un réseau de routes allant à la mer, d'une part, s'enfonçant, de l'autre, vers l'intérieur. La Route royale des Achéménides ne sera pas autre chose que l'utilisation d'une partie de ce réseau ; traditionnellement, la route passera par le site de Hattus, bien que la capitale n'existe plus depuis longtemps, allongeant ainsi le trajet de manière inutile. Les Romains, plus pratiques, abandonneront ce trajet millénaire pour une voie plus courte passant au sud et non au nord du désert salé qui occupe le centre de l'Anatolie.

C'est par la route ancienne que se sont transmises les influences à la Grèce, où, sur tant de points (armement, motifs artistiques), on sent l'esprit de l'Asie Mineure, tandis que, sur place, des coutumes extrêmement anciennes : le costume, la maison à assises de pierre et à murs en briques ou en pierraille à chaînage intérieur de bois, par exemple, se sont perpétuées jusqu'à nos jours. Bien que les invasions aient à maintes reprises recouvert et assimilé les populations primitives de l'Asie Mineure, au point que l'histoire ait pu oublier pendant des millénaires jusqu'au nom des Hittites, et que les apports de l'Orient se soient fondus dans la culture occidentale jusqu'à disparaître, si l'on étudie la civilisation de la Grèce, c'est avec les Hittites que ces rapports s'avèrent le plus tangibles et peuvent être le mieux établis.

G. CONTENAU,

Directeur d'études à l'École des Hautes-Études.

LES POLITIQUES NAVALES DE L'EMPIRE ROMAIN

On trouvera ici une esquisse de ce que fut — croit-on — l'évolution de la politique navale de l'Empire romain du principat d'Auguste aux premières années du ^v^e siècle.

Dans son *Mahomet et Charlemagne*, Henri Pirenne affirme à plusieurs reprises, que la force de résistance de l'Empire romain à ses envahisseurs germaniques fut en quelque sorte fonction de sa puissance maritime¹. Affirmation qui n'est peut-être pas aussi solidement fondée que le pensait l'illustre historien. Nous nous étions donc proposé de préciser, d'une part, la nature et la portée de cette puissance maritime et, d'autre part, la mesure dans laquelle les invasions germaniques et arabes avaient pu contribuer à en modifier l'état.

Cette tentative s'est heurtée à un obstacle bibliographique insurmontable : il n'existe pas actuellement, à notre connaissance, de travail suffisant sur l'ensemble de la marine impériale et, dans ces conditions, il nous a semblé qu'il était vain d'essayer de se représenter ce que pouvait être la Méditerranée du ^v^e ou du ^{vii}^e siècle.

Ce n'est point que l'histoire de la marine romaine ait été dédaignée. Elle a même donné lieu à des travaux respectables, demeurés presque intacts après plus d'un demi-siècle². Mais, comme si souvent, c'est la

1. Cf. p. 4-16.

2. Sur l'histoire des travaux relatifs à la flotte romaine, V. Chapot, *La flotte de Misène*, p. 2-10. Sur la flotte elle-même, les ouvrages essentiels demeurent ceux d'E. Ferrero, *L'Ordinamento delle armate romane*. Turin, 1878, à compléter par l'important compte-rendu de H. Haupt dans la *Revue historique*, t. XIII, 1880, p. 158-164. Du même, *Iscrizioni e ricerche nuove intorno all'ordinamento delle armate dell'impero romano*, dans les *Mémoires de l'Académie de Turin*, 2^e série, t. XXXVI, et *Nuove iscrizioni ed osservazioni intorno le armate dell'impero romano*, dans *Ibid.*, t. XLIX. Ce sont des travaux d'épigraphie plus que des travaux d'histoire, mais dont l'importance est d'autant plus grande que la plupart des auteurs les ont soigneusement démarqués. Cf. également : Marquardt, *Institutions militaires des Romains*, éd. franç., p. 223 et suiv. ; Fiebigcr, art. *Classis*, dans la *Real. Encyclopädie* de Pauly-Wissowa ; Héron de Villefosse, art. *Classis* du *Dictionnaire des Antiquités*, et de Ruggiero, art. *Classis* du *Dizionario Epigraphico*. Tous ces articles sont déjà anciens, mais ont peu vieilli, étant

période qui va d'Auguste aux Sévères — l'âge de l'épigraphie — qui a été l'objet de toutes les attentions. On a vu, dans l'état de choses du IV^e siècle, celui du Haut-Empire parvenu au terme de son irrémédiable décadence. Avouons-nous que les faits ne nous paraissent pas supporter une interprétation aussi simple? L'Empire romain semble avoir eu non une, mais plusieurs politiques navales. Là comme ailleurs, il a usé de tous les secrets d'un incomparable opportunisme; et nous avons eu le sentiment que, peut-être, en étudiant d'un peu près les transformations successives de la marine augustéenne, on apporterait quelques clartés inattendues sur les premiers temps du Moyen-Age traditionnel.

Ce sont les grands traits de cette transformation qu'on a tenté de présenter ici. Un autre article suivra — celui qu'on s'était d'abord proposé d'écrire — et dont celui-ci n'est que la longue mais indispensable préface.

I. — LES CONCEPTIONS D'AUGUSTE ET LE DESTIN DES FLOTTES ITALIQUES

Les Romains n'ont connu le régime des flottes permanentes qu'au début de l'époque impériale. Jusque-là, en dépit de la menace éventuelle qu'avaient pu représenter pour elle Carthage, les royaumes hellénistiques et, plus tard, les pirates orientaux, Rome en était demeurée au système de l'improvisation : quand la nécessité d'une flotte se faisait sentir, on se hâtait d'en construire une, ou bien l'on faisait appel à la marine des alliés. Et c'est au moment où la Méditerranée est deve-

donné le petit nombre des découvertes épigraphiques intéressant la marine faites depuis leur publication. Pour le Bas-Empire, on ajoutera R. Grosse, *Römische Militärgeschichte von Gallienus bis zum Beginn der byzantinischen Themenverfassung*, Berlin, 1920. Malheureusement, les pages consacrées à la flotte ne sont point égales en valeur au reste du livre. Cf. également Kromayer et Veith, *Heerwesen und Kriegführung der Griechen und Römer*, 1928, p. 609-626, qui, à cet égard, ne renouvelle pas la question. Il y a peu à tirer pour nous des deux importants articles de Milnert au Suppl. V du *P. W.*, col. 864 et 906. Le premier (*Seekrieg*) s'arrête à l'époque d'Auguste; le second (*Seewesen*) n'envisage qu'accidentellement les problèmes qui sont posés ici.

Les sources de notre connaissance de la marine romaine sont d'une extrême pauvreté. Varron avait composé divers ouvrages relatifs aux questions maritimes : l'*Ephemeris navalis liber*, le *De ora maritima*, les *Littoralia*, le *De Aestuariis*. Aucun d'entre eux ne nous est parvenu et, d'ailleurs, ils ne nous auraient renseignés que sur l'époque républicaine. Pour l'époque impériale, nous n'avons conservé aucun ouvrage — en admettant qu'il en ait existé — consacré spécialement aux questions maritimes. Toutefois, Végèce, à la fin du IV^e siècle ou au début du V^e, a inséré au livre IV de son *Epitome rei militaris* (§§ 31-45) quinze courts chapitres dont certaines éditions font un livre V et qui concernent la marine militaire. La plupart des renseignements dont nous disposons sont éparpillés dans les textes littéraires, épigraphiques ou juridiques.

nue un lac romain, où Rome n'a plus à craindre de voir se dresser contre elle de puissance rivale, qu'Auguste, bouleversant les traditions, va organiser des escadres permanentes¹.

Les raisons qui ont pu déterminer Auguste à opérer ce « virage » demeurent enveloppées de quelque obscurité. On a généralement expliqué qu'il avait voulu créer des flottes de police, afin de « maintenir, contre une réapparition de la piraterie toujours possible, la liberté des mers² ». Cette explication s'appuie sur l'un des trois textes par lesquels nous connaissons cet aspect de la politique d'Auguste : un passage de Végèce³. Celui-ci dit, en effet, que l'empereur avait établi deux flottes, l'une à Misène, l'autre à Ravenne, chacune ayant pour rôle de surveiller une moitié de la Méditerranée : celle de Misène, la Gaule, l'Espagne, les Mauritanies, l'Égypte, la Sardaigne et la Sicile ; celle de Ravenne, l'Épire, la Macédoine, l'Achaïe, la Propontide, le Pont, l'Orient, la Crète et Chypre. Chacune devait pouvoir faire rapidement voile vers toutes les parties du monde romain. Mais ce texte se heurte à différentes objections. L'énumération des zones assignées à chaque flotte apparaît assez extravagante à la fois dans ses termes et dans leur groupement. D'autre part, on ne comprend pas bien que, voulant confier à une flotte la surveillance des mers d'Orient, on ait choisi, pour lui servir de port d'attache, Ravenne, isolée au fond de l'Adriatique, et non pas, de préférence, une ville de l'Italie du Sud⁴. En outre, on ne voit pas comment, étant donné le faible rayon d'action des vaisseaux antiques, ils eussent été susceptibles d'exercer une surveillance efficace à d'aussi grandes distances de leurs ports d'attache, à moins d'admettre l'existence, dans les différentes provinces, de détachements

1. Sur la politique d'Auguste et l'histoire des flottes italiennes, en dehors des travaux cités à la note 2, on consultera principalement Gardthausen, *Augustus und seine Zeit*, I, p. 647 et suiv. ; l'excellent chapitre de H. Dessau dans sa *Geschichte der römischen Kaiserzeit*, I, p. 302-316 ; Fiebiger, *De classium italicarum historia et institutis*. Leipzig, 1894 ; O. Hirschfeld, *Die italischen Flotten*, dans *Die Kaiserl. Verwaltungsbeamten bis auf Diocletian*, p. 225-229. Plus spécialement sur la flotte de Misène, V. Chapot, *La flotte de Misène*. Paris, 1896.

2. L. Homo, *Le Haut-Empire*, constituant le tome III de l'histoire romaine dans l'*Histoire générale* de G. Glotz, p. 90. E. Albertini, *L'empire romain*, p. 37, s'exprime à peu près dans les mêmes termes : « ... Il fallait que des navires pussent faire la police de toutes les côtes, si l'on ne voulait pas que la piraterie recommençât à troubler le commerce. » Cf. également V. Chapot, *Le monde romain*, p. 102.

3. *Építome*, IV, 31.

4. Dessau a bien senti l'étrangeté de ce choix. Il a tenté de montrer que Brindes, d'où César et Octave lui-même étaient partis pour la Grèce, avait été d'abord choisi comme port d'attache de la flotte, mais que l'expansion de l'empire dans les régions nord-est de l'Adriatique avait fait préférer Ravenne à Brindes (*op. cit.*, I, p. 311). C'est possible, mais non certain.

permanents. Mais, dans ce cas, on ne voit plus pourquoi Végèce ajoute que chaque flotte devait être capable de faire voile rapidement vers les provinces lointaines. Enfin, ce texte se heurte à un autre passage du même Végèce dans lequel il nous dit expressément que le préfet de la flotte de Misène commandait sur les mers de Campanie et celui de Ravenne sur celles d'Ionie, et précise que Ravenne et Misène avaient été choisies assez proches de Rome pour pouvoir veiller à sa garde¹. Autrement dit, Végèce, suivant cette fois-ci ses documents et non plus son imagination, assigne aux flottes italiques une besogne de surveillance des seules côtes italiennes et non la tâche démesurée d'exercer la police sur l'ensemble de la Méditerranée.

C'est cette interprétation que confirment pleinement les deux autres textes auxquels j'ai fait allusion plus haut. Tacite et Suétone s'expriment, à cet égard, avec une égale netteté. « L'Italie », écrit le premier, « était protégée sur l'une et l'autre mer par deux flottes : l'une à Misène et l'autre à Ravenne². » Et le second : « Il établit une flotte à Misène et une autre à Ravenne pour la défense des mers Adriatique et Tyrrhénienne³. » C'est-à-dire que ni l'un ni l'autre ne laissent même entendre que les flottes puissent avoir une autre raison d'être que la protection des côtes italiennes. Et, d'ailleurs, en créant ces escadres destinées à défendre éventuellement l'Italie, Auguste ne faisait peut-être que reprendre et rajeunir de vieux projets, puisque, à une allusion de Cicéron⁴, on croit comprendre que Pompée avait eu l'intention de créer une flotte sur chacune des deux mers et qu'en tout cas César, au témoignage d'Appien⁵, avait déjà divisé sa flotte en deux escadres, confiant à l'une la défense des côtes de la mer Tyrrhénienne et, à l'autre, celle des côtes de l'Adriatique. Une fois de plus, il faut se demander si Auguste n'a pas été l'exécuteur heureux des conceptions de César.

Reste à savoir dans quelle mesure cette politique navale « italienne » s'est accompagnée d'une politique « provinciale ». Il se pourrait, en effet, qu'Auguste eût assigné aux deux flottes italiques un rôle restreint et qu'il eût établi, dans les provinces, des organismes de protection analogues.

1. *Epitome*, IV, 32.

2. *Italiam utroque mari duae classes, Misenum apud et Ravennam..., praesidebant. Ann.*, IV, 5.

3. ... *classem Miseni et alteram Ravennae ad tutelam Superi et Inferi maris conlocavit. Aug.*, XLIX.

4. *Pro lege Manilia*, 23.

5. *Bellum civile*, II, 41. Malheureusement, le texte ne précise pas si, dans la pensée de César, cette création devait être provisoire ou définitive.

Nous savons par Tacite qu'Octave avait envoyé au Forum Julii (Fréjus), avec de solides équipages, les navires dont il s'était emparé à la bataille d'Actium, navires dont le rôle fut de protéger le littoral de la Gaule¹. Selon Plutarque, le total de ces vaisseaux atteignait 300². Même si l'on conteste l'exactitude du chiffre, on accordera volontiers que le nombre des vaisseaux capturés devait être assez considérable et, par conséquent, qu'il fallait qu'il existât déjà à Fréjus, en 31, un port d'assez grande envergure³. Or, la fondation de ce port et de ses dépendances — arsenal et chantiers de constructions navales — ne peut pas être reportée à une date très antérieure à 31, puisque Forum Julii était, selon toutes probabilités, une création de César. Et, étant donné que Strabon parle de Fréjus comme de la station navale d'Auguste⁴, on pense tout naturellement qu'Octave et Agrippa en avaient fait une base navale au moment de la lutte contre Sextus Pompée, parce que la Gaule lointaine était, plus que l'Italie du Sud, à l'abri des tentatives pompeïennes. D'autre part, il n'est guère possible de reculer jusqu'à cette époque la création des flottes italiques. On ne comprendrait guère, en effet, que l'ensemble des vaisseaux pris sur Antoine et Cléopâtre ait été envoyé à Fréjus, c'est-à-dire très loin d'Actium, s'il avait existé, à cette époque, des ports militaires plus proches, à Ravenne ou à Misène. On comprendrait encore moins que les textes gardent un silence complet sur Misène pendant les luttes contre Sextus Pompée si, à ce moment même, elle avait été la station de la grande flotte italique. La fondation de la *classis Forojuliensis* apparaît donc comme une première forme de la politique navale d'Auguste et non pas comme le complément de sa politique « italienne ». Si la *classis* de Fréjus a survécu à la création des flottes italiques, c'est, si l'on peut dire, « hors cadres » et, d'ailleurs, il est possible que cette survie n'ait pas été longue. Certains historiens, comme Marquardt, pensent qu'elle disparut au lendemain du règne d'Auguste, peut-être lorsque la Narbonnaise devint province sénatoriale; d'autres, comme Jullian, croient qu'elle a duré jusqu'à Marc-Aurèle ou Commode. A vrai dire, en l'absence totale de textes, toutes les hypothèses demeurent possibles. Cependant, l'archéologie permet de supposer que l'import-

1. *Ann.*, IV, 5.

2. Plutarque, *Ant.*, LXVIII, 1.

3. Sur Fréjus et la flotte de Fréjus, cf. C. Jullian, *Les cités de la Gaule : Fréjus*, dans les *Annales de la Faculté des lettres de Bordeaux*, 1886, et surtout D^r Donnadiou, *Fréjus, le port militaire du Forum Julii*.

4. Strabon, IV, 1 (9 et 10).

tance militaire de Fréjus ne s'est pas maintenue bien longtemps après l'établissement de la paix romaine¹.

Mais, si l'existence de la flotte de Fréjus à la fin du I^{er} siècle est douteuse, si, en tout cas, il est impossible de voir en elle une flotte gauloise réalisée sur le modèle italien, il existait, au temps des Flaviens, une série de flottes réparties dans les diverses provinces et chargées d'en surveiller les côtes. Les premiers témoignages que nous avons conservés de l'existence de ces différentes escadres s'échelonnent entre les règnes de Claude et de Domitien, mais la date précise de leur création ne nous est pas connue. On peut donc, à priori, la faire remonter jusqu'à l'époque d'Auguste. Je ne crois pas, cependant, qu'une pareille hypothèse soit vraisemblable, non seulement parce qu'elle ne s'appuie sur rien, mais surtout parce qu'elle paraît peu compatible avec un passage des *Annales*. Au début du livre IV, dans le tableau qu'il nous fait de l'empire au milieu du règne de Tibère, Tacite énumère, en effet, les différentes forces navales et militaires de l'Italie et des provinces. Il signale d'abord les trois flottes de Misène, de Ravenne et de Fréjus, puis les légions, et il ajoute : *At apud idonea provinciarum sociæ trirèmes alaeque et auxilia cohortium* : « Dans les provinces, et selon le besoin, on avait distribué les trirèmes des alliés, la cavalerie et l'infanterie auxiliaires²... ». On pourrait expliquer que Tacite ait négligé de parler des

1. Dr Donnadié, *op. cit.*, p. 10-12, où l'on trouvera un exposé précis des diverses hypothèses émises. Le port reçut des vaisseaux de guerre bien après Auguste, puisque, en 69, Valerius Paulinus, partisan de Vespasien, avait renforcé la défense de la colonie parce que c'était la clef de la mer (Tac., *Hist.*, III, 43). Mais cela ne prouve pas que Fréjus fût encore, à ce moment, la station d'une flotte autonome. Pline (*Hist. nat.*, III, 35) parle de « *Forum Julii octavanorum colonia, quæ Pacensis appellatur et Classica* ». Peut-être faut-il comprendre que la flotte y séjournait encore de son temps. Dans l'état actuel de la question, aucune solution n'est bien satisfaisante. Tout ce que l'on peut dire, c'est qu'elle existait encore en 23 (Tac., *Ann.*, IV, 5).

2. Tac., *Ann.*, IV, 5. Trad. Goelzer. Pour Chapot (*Flotte de Misène*, p. 54), les *classes sociæ* étaient des flottes provinciales et on les appelait ainsi par opposition aux *classes praetoriae* ou flottes italiennes. Il faut reconnaître que le texte de Tacite qui met en pendant les *classes sociæ*, d'une part, les cohortes et les ailes, d'autre part, invite à traduire *socius* par pérégrins. Je crois, cependant, qu'il s'agit des flottes des peuples, villes et souverains alliés, et ceci pour deux raisons : 1^o Au début de l'Empire et jusqu'à Claude les équipages des flottes impériales sont recrutés dans la *familia Imperatoris* et non point parmi les pérégrins. Le texte en question se rapportant à l'époque d'Auguste et de Tibère ne s'expliquerait donc point. 2^o S'il est vrai que l'on trouve à l'époque républicaine des flottes authentiquement romaines composées de pérégrins, dont certains reçoivent ensuite le droit de cité, il n'en reste pas moins que ces flottes comportaient des éléments étrangers. « Les navires construits et équipés par des villes alliées ou amies étaient commandés par des officiers originaires de ces villes. » C'est-à-dire que les navires étaient fournis par les cités en vertu d'une alliance plus ou moins imposée. C'étaient à proprement parler des flottes alliées. La République ne disposait pas absolument de la composition des équipages (cf. P. Roussel, *Un Syrien au service de Rome et d'Octave*,

flottes provinciales, s'il n'avait mentionné que les deux flottes italiques et celle de Fréjus. Mais comment croire que, si elles avaient existé, il n'ait pas soufflé mot des flottes romaines des provinces, alors qu'il signalait expressément que la défense de celles-ci était confiée aux trirèmes des alliés?

En somme, si l'on tient compte du fait que Fréjus n'avait été promu au rang de base navale que parce qu'il était impossible d'en établir une dans l'Italie du Sud, on peut dire que la politique navale d'Auguste n'a eu qu'un objectif extrêmement limité : la défense éventuelle des côtes italiennes. Et, dans ces conditions, le choix de Ravenne et de Misène s'explique parfaitement. Misène, qui avait déjà servi de port militaire à l'époque de la République¹, était située aussi près de Rome que le permettaient les conditions géographiques de la côte. Quant à Ravenne, protégée par des marais, au milieu des pinèdes qui rendaient faciles les constructions navales², elle était juste en face de cette côte d'Illyrie dont l'empereur avait naguère exterminé les pirates³ — mais pas assez complètement pour empêcher que le Dalmate Baton ne continuât d'exercer ses ravages jusque dans la région d'Apollonie⁴. Et l'audace des pirates était telle que, pour assurer la liberté du commerce dans l'Adriatique, on devait encore envoyer des trirèmes pour convoier les vaisseaux marchands. Nous le savons parce que l'arrivée inopinée de trois d'entre elles à Brindes permit, un jour, d'étouffer une révolte d'esclaves⁵.

Il s'agit maintenant de rechercher les raisons d'Auguste. Ni les auteurs ni lui-même ne les ont laissé soupçonner. Dans les *Res Gestae*, où le vieil empereur descend si souvent au détail de son œuvre, il n'est pas fait allusion à la création des flottes. Nous en sommes donc réduits aux hypothèses. Je crois que ces raisons sont assez diverses. La première est, sans doute, la volonté que l'aventure de Sextus Pompée ne se renouvelle pas. L'un des problèmes les plus angoissants qui se soient posés pour Rome durant toute l'époque impériale est, sans conteste, celui de l'approvisionnement. La capitale était, à cet égard,

dans *Syria*, XV, 1934, princip. p. 43 et suiv.). Il n'y a pas de raison de croire que ce système disparut avec l'Empire, d'autant que l'on sait l'existence de flottes dans les royaumes alliés (cf. *infra*, en ce qui concerne la flotte de Polémon. Peut-être faudrait-il ajouter celle de Juba?)

1. Cicéron, *Pro lege Man.*, XII.

2. C'est du moins l'avis de Fiebiger, mais Gardthausen, *op. cit.*, II, p. 349, n. 40, pense que celui-ci commet un anachronisme.

3. Suétone, *Aug.*, XX; Dion Cassius, XLIX, 33; Appien, *Illyr.*, 16; Florus, II, 23 (IV, 12).

4. Dion Cassius, LV, 29.

5. Tac., *Ann.*, IV, 27.

sous l'étroite dépendance des provinces, l'Égypte, la Sicile ou l'Afrique. Qu'un Sextus Pompée s'en rendit maître et la ville était promise à ces famines qui dégénèrent quelquefois en émeutes et dont ne triomphent pas toujours les pouvoirs politiques. C'est parce que le peuple supportait mal la disette que les triumvirs avaient dû consentir, en 39, au déplorable traité de Misène¹. Une condition essentielle de la solidité du pouvoir impérial, c'était qu'il pût assurer à la plèbe le blé dont elle avait besoin, et c'était, par suite, la nécessité, pour lui, de posséder une flotte qui puisse s'opposer à toute tentative faite pour couper les communications de l'Italie avec les provinces nourricières. Et cette nécessité était si grande qu'en 69, lorsque Cecina veut trahir Vitellius, l'un des arguments principaux qu'il fournit aux soldats, c'est que le ravitaillement est désormais limité parce que la flotte a fait défection².

Et, pourtant, cette nécessité n'a peut-être pas été pour Auguste la raison déterminante. Nous savons aujourd'hui que le régime qu'il avait fondé pouvait supporter l'épreuve des ans. Nous oublions que les gens de son temps n'en savaient rien. Au lendemain d'Actium, on pouvait craindre le retour des troubles qui avaient marqué les deux premiers tiers du siècle. Auguste pouvait redouter le sort de César. Son pouvoir ne reposait, en fin de compte, que sur la force. Il était indispensable, pour qu'il le conservât, qu'il sût garder en main les instruments efficaces de sa dictature militaire. Il ne l'était pas moins qu'il les dissimulât par une constante discrétion. L'empereur avait, dans l'Italie désarmée, établi les cohortes prétoriennes. Mais ces forces, même augmentées des cohortes urbaines, des cohortes des vigiles et de la garde privée, ne formaient qu'une armée au total assez mince : environ 10 à 12,000 hommes³. Or, il existe entre les cohortes prétoriennes et les flottes qu'on appellera prétoriennes, elles aussi, un rapport que Mommsen a déjà souligné⁴. Les unes comme les autres étaient sous la dépendance immédiate de l'empereur. La création des flottes italiques complétait celle du prétoire. Elle augmentait singulièrement l'importance des effectifs personnels dont disposait Auguste. On sait, en effet, par Végèce, que chacune des deux flottes était montée par une légion⁵. C'est-à-dire que le prince, disposait encore, grâce à elles, d'environ 10 à 12,000 hommes et que, s'il avait la possibilité de défendre l'Italie

1. Vell. Paterc, LXXVII et LXXIX.

2. Tac., *Hist.*, II, 13.

3. M. Durry, *Les cohortes prétoriennes*, p. 81-89.

4. *Droit public romain*, trad. franç., t. V, p. 137.

5. *Építome*, IV, 31.

contre ceux qui voudraient lui couper les vivres, il avait celle d'arrêter les convois frumentaires au cas où il serait dans son intérêt de les arrêter. M. Marcel Durry, dans sa belle thèse sur les cohortes prétoriennes, souligne que les *Res gestae*, où il est si souvent question des légionnaires, gardent, à propos des prétoriens, « un silence prudent, regrettable pour nous, mais combien révélateur¹ ». Elles gardent le même silence sur les flottes et c'est pour les mêmes raisons : il ne s'agissait pas là des affaires du peuple romain, mais d'une création du prince « ad usum proprium ».

Les desseins d'Auguste éclairés, on comprend facilement l'évolution des flottes italiques. Le pessimisme ou la prudence dont ils témoignaient se sont révélés sans objet. Le Sextus Pompée éventuel n'a pas existé. Aucun usurpateur, au moins aux deux premiers siècles, n'a privé l'Italie de toutes ses ressources frumentaires à la fois. Par ailleurs, les forces conjuguées du prétoire et des flottes dont disposait le prince ne formaient à son pouvoir qu'une base assez fragile. Elles étaient inefficaces lorsque leur appui ne s'accompagnait pas de celui des grandes légions provinciales. Le temps a été vite révolu où il suffisait d'être maître de l'Italie pour l'être, du même coup, de l'ensemble du monde romain. L'autorité de l'empereur n'était solide que lorsqu'elle reposait sur le consentement, naturellement tacite, mais universel, des légionnaires. Et ainsi les forces proprement impériales devaient, l'une comme l'autre, diminuer d'importance relative, puisqu'elles étaient insuffisantes lorsqu'il s'agissait pour l'empereur de se défendre contre les légions et puisqu'elles étaient de plus en plus inutiles en Italie, où l'on ne discutait point les fondements de la monarchie des Césars. Une seule fois, dans l'histoire romaine, les flottes italiques jouèrent le rôle qui avait été prévu pour elles. C'est en 69, lorsque, grâce à elles, comme l'écrit expressément Tacite, Othon garda la maîtrise de la majeure partie de l'Italie — jusqu'aux abords des Alpes maritimes — et même de la Sardaigne et de la Corse². C'est grâce à elles encore qu'il put tenter une heureuse diversion sur la Narbonnaise et remporter ainsi un moment la victoire sur les partisans de Vitellius³.

1. M. Durry, *op. cit.*, p. 10.

2. Tac., *Hist.*, II, 12 et 16.

3. Tac., *Hist.*, I, 87 ; II, 13 à 15, 28 et 32. Tacite nous décrit avec quelque détail le combat qui eut lieu sur les côtes de Provence. Cette description est, dans l'ensemble, assez confuse, mais le rôle de la flotte au cours de l'engagement paraît avoir été assez considérable. C'est, en tous cas, l'un des très rares textes où nous soit signalée une bataille navale durant la période impériale.

En dehors de cet épisode, les flottes italiques apparaissent comme un organe inemployé plus ou moins bien adapté à d'autres fonctions.

Les meilleurs d'entre les *classici* sont transformés en légionnaires par Néron et par Vespasien, qui constituent avec eux la *prima* et la *secunda Adjutrix*, la première tirée de la flotte de Misène, la seconde de celle de Ravenne. On se servait aussi d'eux comme courriers entre Pouzoles, Ostie et Rome. Deux détachements des flottes séjournaient à Rome en permanence : les *Misenates* étaient cantonnés sur l'Esquilin, les *Ravennates* sur la rive droite du Tibre. Mais il ne s'agissait point pour eux, « soldats de la dernière catégorie », de servir d'appui à un maître impérial. On les avait fait venir là, vers la fin du 1^{er} siècle, pour manœuvrer les voiles qu'on tendait au-dessus du Colisée afin de protéger les spectateurs contre la violence du soleil, ou bien pour prêter leur concours aux exhibitions nautiques que, dans l'immense *Naumachia Augusti*, les empereurs offraient, aux grands jours, à la « plèbe idolâtre »¹. Quant à ceux qui étaient demeurés à Misène, on les utilisait parfois à des tâches analogues : ils servaient de rameurs aux trirèmes d'Agrippine² ou bien ils participaient à de gigantesques combats comme celui qu'en 52 l'empereur Claude, revêtu d'un magnifique manteau de guerre, ayant à ses côtés l'impératrice couverte de tissus d'or, offrit, sur le lac Fucin, à la multitude innombrable venue des villes voisines et même de Rome³.

Le rôle des flottes italiques en temps de paix ne s'est pourtant pas borné à ces occupations extra-maritimes. Parfois, on distrait quelques trirèmes pour escorter un gouverneur⁴. Mais, surtout, on envoyait des escadres dans les différents ports de l'Italie et des provinces. On a, d'ailleurs, hésité sur la nature de ces détachements. Les fouilles ont mis au jour, sur de nombreux points du littoral méditerranéen, des inscriptions, principalement des épitaphes, relatives aux *classici* et aux officiers de la flotte. Fiebiger a cru qu'il était possible, d'après ces inscriptions, de déterminer l'existence de détachements permanents des flottes italiques. La méthode consiste à déduire de la découverte en un port donné d'un certain nombre d'inscriptions, — ou même d'une inscription — relatives à un marin des flottes de Misène ou de Ravenne, que ce port servait de station à l'une des deux flottes. En dépit de

1. Sur les *classici* à Rome, cf. Durry, *op. cit.*, p. 23-25, et Héron de Villefosse, *op. cit.*, p. 1233.

2. Tac., *Ann.*, IV, 4.

3. Tac., *Ann.*, XII, 46. Sur cette utilisation de la flotte aux divertissements impériaux, cf. H. Dessau, *Gesch. der röm. Kaiserzeit*, I, p. 315.

4. Tac., *Hist.*, II, 9.

l'ingéniosité de Fiebiger, ces conclusions me paraissent devoir être récusées d'ensemble, parce qu'établies d'après une méthode inacceptable. Comme Borghesi l'a remarqué, les inscriptions peuvent fort bien se rapporter à des marins de passage. D'autre part, les *classici* romains étaient, ainsi que nos matelots d'aujourd'hui, recrutés dans les régions côtières et, comme le dit très bien M. Chapot, qui pourtant suit en partie Fiebiger, « les soldats ne mouraient pas forcément à leur poste et plus d'un retournait sans doute au pays natal¹ ». Enfin, dans l'antiquité comme de nos jours, les vaisseaux de guerre faisaient relâche dans les ports de commerce², et on ne saurait conclure du fait qu'on trouve dans un port une inscription relative à un *classicus* que ce port était une station militaire. Au total, il est impossible d'affirmer qu'il y ait eu des détachements permanents des flottes italiques sur un point quelconque du littoral romain, à l'exception d'Ostie³. Par contre, il est acquis que les flottes italiques envoyaient, et sans doute fréquemment, pour un temps qui pouvait être assez long, des unités ou des escadres sur des rivages proches ou lointains. C'est d'Antium qu'Agrippine s'embarque pour ses promenades en mer, dont la dernière faillit lui être fatale⁴. Nous savons que Néron envoya un moment une partie de la flotte de Misène à Formies⁵. Peut-être faut-il voir un détachement des flottes italiques dans la *classis* « *quae est in Aegypto* » que nomme un diplôme de Vespasien du 8 septembre 79⁶. En tout cas, une partie d'entre elles séjourne vraisemblablement en Égypte⁷, et certainement à Séleucie⁸, au cours de l'année 166⁹. Sans doute devaient-elles transporter les troupes de Lucius Vérus.

1. Cf. V. Chapot, *La flotte de Misène*, p. 69 et suiv.

2. Tac., *Hist.*, III, 42. Fabius Valens est contraint de faire relâche au port d'Hercule Monoeus (Monaco).

3. Suét., *Vesp.*, VIII. Le fait que nous n'ayons de preuve qu'en ce qui concerne Ostie n'entraîne point que cette ville ait été la seule station des flottes italiques. Il est possible qu'il y en ait d'autres. On a pensé, en particulier, à Centumcellae (Civitavecchia) et à Aquilée. Pais (*Storia della Sardinia e della Corsica*, I, p. 286 et suiv.) affirme que Cagliari fut une station des flottes italiques. C'est une simple conjecture.

4. Tac., *Ann.*, XIV, 4.

5. Tac., *Ann.*, XV, 46.

6. *Rev. arch.*, 6^e série, t. XXVI, 1927, n° 96. Il semble qu'on n'emploierait point l'expression « *quae est in Aegypto* » s'il s'agissait de la *classis Alexandrina*. Mais il n'est nullement exclu que ce soit elle qui soit en cause, en dépit du caractère exceptionnel de cette désignation, puisqu'il est question dans les inscriptions de la *classis* « *quae est Miseni* ».

7. I. G., ad R. R. pert. I, 1046, et J. Carcopino, *Le diplôme Jean Maspero*, dans les *Mélanges P. Thomas*, p. 95, n. 1.

8. Schulten, dans *Hermes*, XXII, p. 289.

9. Sur le séjour des flottes d'Italie en Orient, voir J. Lesquier, *L'armée romaine d'Égypte*, p. 100, n. 2.

Quant au rôle militaire des flottes italiques, il est mal connu, mais semble avoir été minime. « La marine impériale a traversé l'histoire presque en silence¹. » C'est seulement pendant les crises intérieures qu'on entend parler des *classici*. En 41, ils participent à l'élection de Claude². Au cours des années 68-69, on voit les marins de Ravenne choisir pour préfet Cornelius Fuscus et prendre parti pour Vespasien contre Vitellius³. On les utilisa pour occuper les côtes italiennes de l'Adriatique⁴ et, pour les récompenser, un certain nombre d'entre eux, comme on l'a vu plus haut, furent élevés au rang de légionnaires. Les *Misenates*, eux aussi, se rangèrent au parti de Vespasien, et ceci fut pour la flotte un véritable désastre, car Terracine, où s'étaient réfugiés les adversaires de Vitellius, fut prise par celui-ci et, avec la ville, une partie des vaisseaux. Quant aux autres, ils furent engloutis, tant ils étaient chargés de fuyards, à l'exception de six liburnes qui parvinrent à s'échapper⁵. Puis, pendant toute la période des Flaviens et des Antonins, c'est le silence. Il faut attendre les troubles qui marquèrent la transition entre le règne de Commode et celui de Septime-Sévère pour entendre parler à nouveau d'une intervention des flottes italiques : on sait, en effet, que celui-ci s'empara de la ville et du port de Ravenne⁶. Seules quelques inscriptions, en nous révélant le nom de préfets pour la plupart du 1^{er} et du second siècle, introduisent dans leur histoire une trame à peu près continue. L'une d'elles nous fournit le nom d'un préfet du 4^e ou du 5^e siècle, Flavius Marianus⁷. Et la *Notitia* les mentionne une dernière fois⁸.

Les flottes italiques n'ont donc eu, durant leur longue histoire, qu'une importance bien restreinte. Créées pour être un instrument de

1. V. Chapot, *Le monde romain*, p. 103.

2. Josèphe, *Ant.*, XVIII, 253.

3. Suét., *Vit.*, XV; Tac., *Hist.*, III, 6.

4. Tac., *Hist.*, III, 42.

5. Tac., *Hist.*, III, 7.

6. Hist. Aug., *Vita Jul.*, VI; Dion Cassius, LXXIII, 17.

7. *C. I. L.*, X, 3344, du 4^e selon Ferrero, du 5^e selon Mommsen. Cf. V. Chapot, *La flotte de Misène*, p. 156-157. Le dernier préfet de la flotte de Misène dont on trouve trace à une date précise serait de 302 (*C. I. L.*, X, 3343). Sur les préfets de la flotte, je renvoie au livre de Ferrero, dont la liste n'est, toutefois, pas absolument complète. Le dernier découvert est Julius Crescens, connu par le diplôme Jean Maspéro publié par M. Carcopino dans les *Mélanges P. Thomas*, et qui fut préfet de la flotte de Misène en 166. Cette liste des préfets est, d'ailleurs, assez incertaine et sa critique serait trop longue pour que nous puissions la faire ici. Nous connaissons au total, pour les deux flottes italiques, une quarantaine de noms.

8. *Notitia*, Occ. XLII, 7 et 11. Cf. R. Grosse, *Römische Militärgesch.*, p. 70 et 71.

puissance aux mains du prince, le plus clair de leur rôle a dû être d'assurer la police inutile des côtes italiennes. Elles ont eu la pénible situation d'un officier supérieur qu'on aurait nommé sergent de ville. Fondues dans le système des flottes provinciales, elles ont été seulement la flotte d'une province qui avait eu jadis la chance d'avoir été la première étape de la cité conquérante. Pourtant, cette fusion n'a jamais été totale. Les flottes italiques ont gardé le pas sur les autres : elles ont reçu le qualificatif de *praetoriae*. Il apparaît pour la première fois de façon certaine en 127 pour celle de Ravenne, en 129 pour celle de Misène¹. Mais l'une des deux au moins était prétorienne depuis 113, comme le prouve un diplôme militaire de Trajan². On ne sait point exactement à quelle date s'est faite cette transformation de titulature, mais ce fut certainement après le 5 avril 71, puisqu'à cette date l'adjectif *praetoria* ne figure pas sur deux diplômes de Vespasien³. On a disputé pour parvenir, à cet égard, à plus de précision. En l'absence de textes, il est impossible d'apporter une réponse quelconque⁴. Et, d'ailleurs, la question est d'intérêt limité. Il suffit de s'en tenir aux dates extrêmes de 71 et de 113. Ce qui est plus important, et que pourtant on n'a point cherché à expliquer, c'est la raison pour laquelle ces flottes avaient été dites *praetoriae*. Là encore, nous en sommes réduits aux hypothèses, mais il faut voir sans doute dans cette qualification plus qu'un titre honorifique⁵. Les flottes romaines — italiques ou provinciales —

1. C. I. L., III, xxxi, p. 874 ; xxxii, p. 875.

2. *Rev. arch.*, 5^e série, t. XXVI, 1927, n° 3. Il est, en effet, possible que les flottes aient constitué d'abord un tout dont les unités étaient réparties entre deux stations plutôt que deux flottes autonomes. Il semble bien qu'au temps d'Auguste les deux flottes aient eu un commandement unique. Les inscriptions de cette époque relatives aux *praefecti classis* ne portent aucun épithète. Voir l'inscription de Velletri relative à M. Mindius Marcellus (*Rev. arch.*, 5^e série, t. XXII, 1925, n° 93) et cf. Robiou, *Le recrutement de l'état major et des équipages dans les flottes romaines au temps de l'Empire*, dans la *Rev. arch.*, nouv. série, t. XXIV, 1872, p. 142-156. En tout état de cause, à plusieurs reprises, un seul préfet commanda aux deux flottes. C'est le cas de Lucilius Bassus au temps de Vitellius (*Tac., Hist.*, II, 100) et peut-être celui de P. Cominius Clemens (*C. I. L.*, V, 8659), qui fut préfet des deux flottes sous Marc-Aurèle, sans qu'on puisse déterminer si ce fut ensemble ou successivement. Il semble, d'ailleurs, qu'il fut courant de passer du commandement d'une flotte à celui de l'autre. Cela semble avoir été le cas de L. Furnus Victorinus (*Rev. arch.*, 4^e série, t. X, 1907, n° 152). En temps de guerre, les escadres étaient probablement placées sous l'autorité d'un seul chef comme ce Martius Agrippa qui *classi praeerat* lors de la guerre parthique de Caracalla (*Hist. Aug., Carac.*, VI). Sur cette question du commandement, cf. Chapot, *La flotte de Misène*, p. 119 et suiv.

3. C. I. L., III, viii, p. 850, et III, sup. ix, p. 1959.

4. V. Chapot, *La flotte de Misène*, p. 49 et suiv.

5. Au III^e siècle, elles reçoivent différents qualificatifs : *pia*, *vindex*, *Gordiana*, *Philippiana*, qui, eux, semblent, par contre, tout à fait honorifiques.

étaient sous l'autorité personnelle de l'empereur. Pour des nécessités pratiques, il est bien probable que cette autorité a dû s'exercer dans les provinces par l'intermédiaire des gouverneurs. On le sait au moins pour celle d'Afrique. L'absence de gouverneur en Italie fit que les préfets de Ravenne et de Misène demeurèrent sous la dépendance immédiate de l'empereur et, par suite, que les flottes qu'ils commandaient furent particulièrement impériales, c'est-à-dire se trouvèrent dans une situation privilégiée que la chancellerie impériale consigna dans un titre officiel. Ce qui me paraît appuyer cette thèse, c'est que le qualificatif de *praetoria* figure encore sur un monument de Pouzzoles de 302¹ et a disparu dans la *Notitia*. Autrement dit, le qualificatif de *praetoria* tombe en désuétude lorsque, l'empereur ayant émigré d'Italie, les flottes sont passées sous la direction du *magister militum*.

Mais ce vain privilège paraît bien être la seule survivance de l'ancienne conception d'Auguste, la seule distinction qu'on trouve encore entre les flottes italiques et les flottes provinciales.

II. — LES FLOTTES PROVINCIALES ET LA CRISE DU III^e SIÈCLE

Dès le milieu du I^{er} siècle, en effet, l'Empire romain s'est engagé dans une politique navale très différente de celle d'Auguste par son inspiration et qui va demeurer, en gros, la sienne jusqu'au milieu du III^e siècle.

Peu à peu, au cours de l'époque impériale, on voit s'effacer les marques de l'éminente dignité qu'avait eue naguère encore l'Italie dans l'ensemble des territoires impériaux. Il est apparu très vite au pouvoir que l'existence exclusive des flottes italiques se justifiait assez peu dans un monde où tendait à s'établir l'égalité provinciale. Si l'Italie avait besoin d'être défendue, les provinces avaient ce même besoin. La fidélité du monde tout entier à la domination romaine et, jusqu'en 68, à la dynastie même de César, rendait moins indispensable aux empereurs la domination personnelle sur la mer. On pensa que la piraterie pouvait toujours renaître, qu'il valait mieux, si l'on ne voulait point revoir, comme à la veille des exploits mémorables du grand Pompée, les barbares menacer l'existence même de la puissance romaine, que les provinces fussent protégées par l'éventuelle intervention d'escadres relativement proches. La création des flottes provinciales, qui furent

1. C. I. L., X, 3323.

avant tout des flottes de surveillance, montra que, désormais, le souci essentiel du prince en la matière était d'assurer sur la mer ce même ordre inébranlable que les continents devaient à la présence des légions.

Nous connaissons l'existence de quatre flottes provinciales : la *classis Britannica*, la *classis Alexandrina*, la *classis Syriaca* et la *classis Pontica* — c'est-à-dire de quatre flottes autonomes, analogues aux flottes italiques. Mais cela ne signifie pas que, seuls parmi les provinces, la Bretagne, l'Égypte, la Syrie et les pays du Pont-Euxin fussent pourvus de forces navales. On a vu plus haut que, pour certains auteurs, la flotte de Fréjus s'était maintenue jusqu'à la fin du second siècle. Ce qui est sûr, en tout cas, c'est la présence de navires de guerre sur les côtes gauloises, au moins à certaines périodes, puisque, en 69, un ami des Vespasiens, Valerius Paulinus, envoya des liburnes pour arrêter Fabius Valens lorsque celui-ci eut été jeté par la tempête, près de Marseille, sur les îles Stéchades¹. La présence de liburnes en Corse est attestée vers la même date². Il est possible que l'Espagne ait été, elle aussi, surveillée par des forces navales. Une inscription nous dit, en effet, que Ti. Claudius Candidus, légat d'Espagne au temps de Septime-Sévère, était *dux terra marique adversus rebelles*³. Mais, comme l'Espagne citérieure avait une double façade, atlantique et méditerranéenne, il n'est pas certain que ces forces navales aient été commises à la garde des côtes orientales. Par contre, il est assuré que les côtes de l'Afrique mineure reçurent un détachement permanent des flottes de Syrie et d'Égypte. Ainsi, en dépit du petit nombre des flottes provinciales, grâce au système des escadres détachées à titre définitif ou provisoire, tous les rivages méditerranéens bénéficiaient de la protection de César. Mais cette protection n'était peut-être pas tout à fait désintéressée : on remarquera que la station principale des flottes est toujours située dans une province impériale ; on remarquera également que les flottes de l'empereur étendaient leur ombre tutélaire jusque sur les provinces confiées à l'administration du Sénat.

Il est assez difficile de préciser l'histoire de ces différentes flottes ; la documentation est ici plus particulièrement fragile et fragmentaire et, si l'on écarte les opinions aventureuses, le bilan de nos relatives certitudes est assez vite établi. Je laisserai de côté, pour le moment, la *classis Britannica*. Sa création était indispensable du fait même du

1. Tac., *Hist.*, III, 43.

2. Tac., *Hist.*, III, 16.

3. C. I. L., II, 4114.

caractère insulaire de la province dont elle assurait la sécurité, et son rôle dans une région excentrique de l'empire devait entraîner pour elle une évolution un peu différente de celle des flottes méditerranéennes.

La *classis Alexandrina*, ou *classis Augusta Alexandrina*, ou *classis Alexandriae*, aurait été, selon J. Lesquier, constituée avec les restes de la flotte ptolémaïque¹. Hypothèse séduisante, mais qui ne s'appuie que sur l'opinion courante qui fait d'Auguste le créateur des flottes provinciales comme des flottes italiques. On a prétendu qu'elle avait été envoyée en mission vers l'an 40 sur les côtes de Maurétanie au moment de la mort de Ptolémée, fils de Juba II². C'est encore une simple hypothèse. Le premier texte qui fasse mention de la flotte d'Alexandrie est une inscription relative à un certain Ti. Julius Claudius, qui en fut sous-préfet, et qui est de l'époque de Néron ou de Vespasien³. Il n'y a aucune raison plausible d'en faire remonter l'existence bien au delà. Elle était commandée, comme les forces de terre, par le préfet d'Égypte et comprenait des vaisseaux de ligne (quadrièmes et quinquèmes) et des vaisseaux légers (trirèmes et liburnes); mais on ignore dans quelles proportions. On ne sait pas non plus très bien quelle était sa zone de surveillance. On a dit qu'elle avait, en particulier, pour rôle d'escorter les convois de blé d'Alexandrie à Messine, lieu où les bateaux de Misène devaient assurer le relai. C'est possible, bien que l'utilité d'une telle escorte apparaisse assez mal au moment de la paix romaine. Peut-être avait-elle, dès le 1^{er} siècle, comme au temps d'Hadrien ou des Sévères, la charge de la police du Nil? On ne peut que poser la question. Ce qui est certain, c'est qu'elle ne doit pas être confondue avec la flotte frumentaire appelée également *classis Alexandrina*, et qui, elle, existait encore au 5^e siècle⁴. Quant à la flotte militaire, on perd sa trace au III^e siècle, si l'on admet que le préfet L. Valerius Proculus, qu'on peut placer aussi bien au

1. Sur la flotte d'Égypte, cf. Ferrero, *Ordinamento*, p. 160-167 (principalement p. 163), qui pense qu'elle existait dès les premiers temps de l'empire, et surtout J. Lesquier, *L'armée romaine d'Égypte*, p. 98-99, dont on peut critiquer les vues, mais au livre de qui il n'y a rien à ajouter.

2. Héron de Villefosse, *Bull. des Ant. afr.*, 1882, p. 20.

3. H. Dessau, *Insc. lat. sel.*, n° 2816.

4. *C. I. G.*, XIV, 917 et 918. La mention, dans la première inscription, d'un ἐπιμελητής et, dans la seconde, de ναύκληροι montre qu'il faut différencier la flotte frumentaire et la flotte militaire. Sur la survivance de la flotte frumentaire, cf. R. Grosse, *op. cit.*, p. 72, qui renvoie aux différents textes du Code Théodosien.

temps d'Hadrien, est de cette époque¹. A vrai dire, le dernier préfet mentionné à une date certaine est Juvencus Valens en 175².

Nous connaissons encore moins bien la *classis Syriaca*³. On a prétendu, d'après une phrase des *Annales*, qu'elle existait dès l'an 19 de notre ère. Mais le texte invoqué ne prouve rien de ce genre. Tacite écrit, en effet : *Interim Piso classem haud procul opperientem adpugnare frustra temptavit*. On peut en conclure qu'il y avait une flotte mouillée à ce moment sur les côtes de Cilicie, flotte dont un détachement conduisit Pison en Italie, mais non point que ce fût la *classis Syriaca*. A peine y aurait-il probabilité que ce fût d'elle qu'il s'agit si on avait, auparavant, pu démontrer son existence à cette date⁴. La première mention indiscutable qui en est faite n'est que de l'époque d'Hadrien⁵. Toutefois, il semble à peu près certain qu'elle existait sous le règne de Vespasien et qu'elle prit part à la guerre juive⁶. Elle ne doit être confondue ni avec la flotte homonyme, qui est une flotte annonaire⁷, ni avec la *classis Carpathica*, qui était une flotte de transport — et qui n'est, d'ailleurs, mentionnée que par une loi de 409⁸ — ni, enfin, avec la *classis Seleucena* — on y reviendra plus loin — dont parle une constitution de 369⁹. Son port principal fut Séleucie et elle envoya des détachements jusque sur les côtes de Maurétanie. Il est possible qu'elle en ait envoyé également sur les côtes de la mer Égée. On a retrouvé à Éphèse, à Téos, au Pirée des inscriptions relatives à des officiers ou à des soldats de la flotte de Syrie¹⁰. Mais celles-ci ne permettent en rien, pour les mêmes raisons qu'on a soulignées à propos des flottes italiques, de conclure à la présence d'escadres tirées de la flotte de Syrie à ces différents points du littoral égéen. Autrement dit, le rôle de la flotte de Syrie est presque ignoré jusqu'au milieu du II^e siècle et l'est tout à fait depuis cette date.

Les deux flottes de Syrie et d'Égypte étaient conjointement char-

1. C. I. L., II, 1970.

2. Pap. Oxy., XII, 1451. Cf. Lesquier, *op. cit.*, p. 101, n. 2.

3. Ferrero, *Ordinamento*, p. 170-171.

4. Tac., *Ann.*, II, 81.

5. C. I. L., VIII, 8934.

6. Eph. Epig., III, p. 331.

7. Waltzing, *Étude historique sur les corporations professionnelles chez les Romains*, II, p. 40.

8. Cod. Theod., XIII, 5, 32. Cf. R. Grosse, *op. cit.*, p. 72.

9. Cod. Theod., X, 23, 1.

10. C. I. L., III, 434; C. I. L., III, 421; C. I. G., III^e, 1447.

gées, on l'a dit en passant, de la police des côtes de l'Afrique mineure¹. On ne sait pas si les détachements des deux *classes* se fondaient pour ne plus former qu'une escadre, ou bien si chacune des deux flottes exerçait alternativement la surveillance : les inscriptions nous montrent, en effet, les deux flottes confondues lorsqu'il s'agit des chefs et séparées lorsqu'il s'agit des soldats². On ne sait pas non plus si des détachements des flottes italiques vinrent, parfois, se joindre à eux. Mais, quoi qu'il en soit, la flotte de Maurétanie n'avait pas d'état civil. Elle ne constituait pas, à proprement parler, une *classis* : c'était un détachement permanent et jouissant d'une certaine indépendance, puisque l'amiral ou *praepositus* était choisi, semble-t-il, dans les troupes de la province et dépendait du gouverneur de Maurétanie Césarienne³. Son port d'attache était Caesarea (Cherchel), mais, peut-être, Saldæ (Bougie) servait-elle également de station. L'étude attentive du port militaire de Cherchel, nettement distinct du port marchand, a permis à R. Cagnat d'évaluer l'importance de la flotte de Maurétanie. Elle était insignifiante. Au total, treize liburnes, c'est-à-dire treize petits vaisseaux, pouvaient seulement tenir dans le port⁴ ! Or, on a toutes raisons de croire que la flotte d'Afrique ne comprenait que des croiseurs rapides, trirèmes et liburnes, puisque les inscriptions ne signalent point de navarques, mais seulement des trierarkes⁵. Quant à l'utilité de cette flotte, elle est assez peu évidente. Cagnat prétend que les pirates du Rif, que Rome ne parvint jamais à soumettre, profitaient des moments favorables pour piller la Maurétanie et la Bétique ; d'où la nécessité d'une flotte⁶. C'est vraisemblable, mais non certain. Sur les origines des stations de Maurétanie, on ne sait rien. On a rappelé plus haut l'hypothèse d'Héron de Villefosse ; elle est peu acceptable. De

1. Sur les flottes d'Afrique, cf., outre l'ouvrage général de Ferrero, Ferrero, *La marine militaire de l'Afrique romaine*, dans le *Bull. des Ant. afr.*, 1884 ; R. Cagnat, *L'armée romaine d'Afrique*, et A. Audollent, *Carthage romaine*, p. 359-361. Le travail récent de L. Lacoste et C. Quemard, *Les ports antiques de l'Algérie*, n'a pas renouvelé la question.

2. J. Lesquier, *op. cit.*, p. 100-101, et *C. I. L.*, VIII, p. 9358 et 9363, relatives à des amiraux ; *C. I. L.*, VIII, 9385, et *Eph. Epig.*, V, 989, qui concernent des soldats.

3. J. Lesquier, *op. cit.*, p. 100 et id. n. 7.

4. R. Cagnat, *op. cit.*, p. 344-348. On s'étonne un instant que la base de la flotte ait été Cherchel et non Carthage. J'ai souligné plus haut que les stations principales étaient toujours situées dans les provinces impériales. On voit ici qu'il en est de même pour les stations des détachements permanents — évidemment pour la même raison : le désir de l'empereur que la flotte dépende de ses agents directs.

5. R. Cagnat, *op. cit.*, p. 343.

6. *Ibid.*, p. 339. Sur le pillage de l'Espagne par les Maures, *Hist. Aug., Com.*, XXI, et R. Thouvenot, *Les incursions des Maures en Bétique sous le règne de Marc-Aurèle*, dans *R. E. A.*, XLI, 1939, p. 20-28.

la Blanchère émet l'opinion que le détachement d'Afrique serait une transformation de la flotte des rois de Maurétanie¹. Il faudrait au moins prouver qu'ils en avaient une. Ce qui est certain, c'est l'existence de l'escadre à l'époque flavienne. On connaît, en effet, l'existence d'un trierarque Ti. Claudius Eros qui est *libertus Augusti*. Or, le dernier empereur nommé *Ti. Claudius* est Néron². Il faut donc admettre que ce personnage fut un affranchi de Claude ou de Néron, et son commandement ne peut guère, par suite, être reporté au delà du règne de Vespasien.

On a pu se demander si cette flotte ne fut pas complétée, au cours du second siècle, par une seconde flotte qui aurait eu son siège en Libye. Une inscription de Cirta (Constantine) parle d'un certain C. Julius Libo, *trierchus* (sic) *classis Novae Libyae* (sic), et qui peut être datée du début du règne de Commode³. On ne peut incontestablement pas prétendre qu'il s'agisse d'une flotte annonaire et l'identifier à la *classis Africana* créée par Commode pour le transport du blé d'Afrique⁴. La mention d'un *trierarchus* est une objection suffisante. Reste à savoir s'il faut reconnaître en elle la flotte de Maurétanie. La discussion à laquelle cette inscription a donné lieu est assez vaine. Il est difficile de croire qu'on puisse appeler *nova* une flotte qui existe depuis un siècle déjà. Il l'est au moins autant d'accepter qu'on donne le qualificatif de *Libyca* à une flotte alors qu'administrativement la province de Libye n'existera qu'à l'époque de Dioclétien⁵. Mais la graphie même de l'inscription est incertaine et on peut émettre quelques doutes sur la rigueur de son contenu. Peut-être, en fin de compte, s'agit-il d'un détachement provisoire envoyé sur les côtes de Libye. Aucune affirmation sérieuse-

1. *De rege Juba*, p. 151.

2. R. Cagnat, *Ibid.*, p. 342.

3. *C. I. L.*, VIII, 7030. Cf. Ferrero, *op. cit.*, p. 175 et suiv. ; du même, *Iscrizione*, p. 60 ; A. Audollent, *Carthage romaine*, p. 359-360 ; Cagnat, *op. cit.*, p. 340. Cette inscription a été dédiée par C. Julius Libo à son patron. Mais le nom de celui-ci ne figure pas sur la pierre, dont la partie supérieure a disparu. La comparaison du *cursus* de ce patron avec celui de C. Arrius Antoninus, qui figure sur une inscription de Concordia (*C. I. L.*, V, 1874), étudiée par Borghesi (*Œuvres*, V, p. 383), a montré que le *patronus* de l'inscription de Cirta n'était autre que ce personnage (cf. *Prosopographia*, I, p. 139). Ce personnage est mort vers 188 (Waddington, *Fastes*, dans *Voyages arch.*, III, p. 736). L'inscription est du règne de Commode d'après le *cursus*. L'adjectif *nova* permet de croire que la flotte est de création récente, c'est-à-dire du début du règne de Commode ou de celui de Marc-Aurèle.

4. Hist. Aug., *Com.*, XVII.

5. Ferrero, *La marine militaire...*, p. 24 et suiv. Il convient de remarquer, en effet, que le nom d'une flotte était tiré de celui de la province où se trouvait sa base. Toutefois, cela ne saurait être un argument décisif, car la *classis Britannica* paraît avoir eu sa station principale en Gaule.

ment fondée ne me semble possible. Mais, quoi qu'il en soit, les deux flottes entrent dans un même silence avec le III^e siècle.

Sur la *classis Pontica*, notre information est peut-être un peu moins indigente. Les rivages de la mer Noire étaient en partie occupés par des peuples assez primitifs et le fait qu'ils ne fussent pas intégralement romains en rendait la sécurité assez précaire. La piraterie renaissait là avec une particulière facilité. Tacite nous rapporte qu'un ancien préfet de la flotte de Polémon, Anicetus, souleva les Barbares des rivages pontiques en faveur de Vitellius. Comme les liburnes de la mer Noire avaient été concentrés à Byzance, la course reprit « grâce à la rapidité avec laquelle les barbares avaient construit des bateaux ». Et l'affaire parut assez grave à Vespasien pour qu'il ordonnât en toute hâte la construction de liburnes et qu'il envoyât sur-le-champ quelques cohortes¹. Il est impossible d'indiquer exactement la date de création de la flotte du Pont-Euxin, mais je croirais volontiers qu'il faille la placer sous le règne de Claude. C'est, en effet, en 47/48 qu'une armée romaine commandée par le légat de Moesie, A. Didius Gallus, intervint contre le roi du Bosphore Cimmérien, Mithridate, qui fut battu et remplacé par son frère, Cotys. Or, nous savons par Tacite que l'expédition se fit en partie par mer, puisque quelques-uns des vaisseaux qui ramenaient les troupes furent jetés par la tempête sur les côtes de Tauroïde². Sans doute faut-il voir là la trace première de la *classis Pontica*, qui dut être renforcée en 63 de l'ancienne flotte de Polémon, lorsque le royaume de celui-ci fut annexé par Rome³. En tout cas, la *classis Pontica* est stationnée à Trapézonte (Trébizonde) sous le règne de Vespasien⁴. Un peu plus tard, à l'époque de Domitien, il est question d'une flotte de Perinthe avec laquelle on l'a identifiée⁵. Et, enfin, sa présence est attestée à Cyzique — dernière mention qu'on ait d'elle — au temps de Caracalla ou d'Élagabale⁶. Faut-il penser que la *classis*

1. Tac., *Hist.*, III, 48-49. Sur la piraterie, voir aussi Strabon, XI, II, 12.

2. Tac., *Ann.*, XII, 17. Sur l'expédition en question, cf. Albertini, *L'Empire romain*, p. 92, et L. Homo, *Le Haut-Empire*, p. 264.

3. Tacite nous parle, en effet (*Hist.*, III, 47), d'un « *regiae quondam classis praefectus* ».

4. Tac., *Hist.*, III, 47. La flotte du Pont est mentionnée encore sous le même empereur dans *Hist.*, II, 83.

5. *I. G. ad R. R. pert.* I, p. 781. Cf. Ferrero, *Ordinamento*, p. 168.

6. Dion Cassius, LXXIX, 7 ; *I. G. ad R. R. pert.* IV, 150. Cf. Ferrero, *Ordinamento*, p. 199, et Marquardt, *op. cit.*, p. 235. Procope parle (*Bell. vand.*, XII, 3) d'une flotte de Périnthe. On a voulu voir en elle l'héritière de la flotte du Haut-Empire. Le fait de trouver deux flottes dans un port à plus de deux siècles de distance ne me paraît pas pouvoir être un argument suffisant pour établir entre elles une continuité.

Pontica eut trois bases successives ou bien qu'elle était divisée de façon permanente en escadres réparties sur les différentes côtes du Pont-Euxin et de la Propontide? On ne peut que poser la question. Je ne vois aucun argument assez lourd pour emporter la conviction en faveur de l'une ou de l'autre des deux interprétations. Mais, à défaut de cette précision topographique, nous avons sur la *classis Pontica* un renseignement particulièrement précieux : son effectif. Selon Josèphe, elle comptait quarante navires¹.

De l'étude particulière des différentes flottes provinciales, il résulte donc que les premiers témoignages que l'on ait sur chacune d'elles s'échelonnent entre les règnes de Claude et de Vespasien. Je ne crois pas que cette concordance chronologique soit fortuite. Je ne crois pas non plus que les différentes flottes aient été créées successivement, car, s'il en était ainsi, il faudrait admettre, pour expliquer leur existence, que c'est une nécessité immédiate qui est à l'origine de chacune d'elles. Or, cette nécessité d'une flotte, on la découvrirait peut-être dans l'histoire des provinces pontiques, mais on aurait sans doute quelque peine à le faire dans celle de l'Égypte, par exemple. Par ailleurs, la création des flottes provinciales paraît bien ne pas résulter d'une série d'improvisations, mais d'un plan d'ensemble, cohérent et systématique, établi en vue d'une politique définie, dont on a tenté de tracer plus haut les grandes lignes, et dont on voudrait maintenant déterminer l'instigateur. Sans doute ne peut-on parvenir qu'à une probabilité ; du moins celle-ci est-elle assez forte. Si l'on pense, en effet, que les flottes provinciales ont été créées d'un seul coup ou, au moins, d'après un seul programme, on écartera à priori Vespasien, les empereurs de 68-69 et Néron, puisque la *classis Pontica* et peut-être la *classis Alexandrina* existaient dès l'époque de Claude. Reste le choix entre Auguste, Tibère, Caligula et Claude lui-même. On ne peut guère penser à Auguste, dont la politique navale s'inspirait de tout autres idées que celles que révèle la création des flottes provinciales. Et, parmi les trois autres, c'est, pense-t-on, à Claude qu'il faut s'arrêter. Notons d'abord l'intérêt qu'il porta à la marine, comme en témoigne la gigantesque naumachie dont on a rappelé déjà la splendeur, qui dépassa en munificence ce qu'Auguste lui-même avait fait et au cours de laquelle « la chiourme put montrer sa vigueur, les pilotes leur habileté, les navires leur vitesse et les combattants leurs manœuvres ordinaires² ». Au lendemain de sa

1. *Bell. Jud.*, II, xvi, 4.

2. *Tac., Ann.*, XII, 56.

victoire de Bretagne, il fit attacher au faite de sa maison du Palatin une couronne navale à côté de la couronne civique¹. Le creusement du port d'Ostie est également révélateur. D'autre part, c'est Claude qui a supprimé les deux dernières questures italiques — celles qui, précisément, s'occupaient de la flotte² — et cette rupture de la tradition est déjà l'indice d'une organisation nouvelle. Fait plus important, c'est à partir de son règne que les équipages furent recrutés parmi les pérégrins et non plus seulement, comme jusque-là, dans la *familia imperatoris*³. On peut voir là un relèvement de la condition des flottes et cela prouverait déjà l'intérêt que Claude prenait à elles. J'y vois, pour ma part, une autre raison : la nécessité où se trouvait l'empereur d'élargir le recrutement, parce que, du fait de la création des nouvelles flottes, les affranchis et les esclaves de l'empereur n'étaient plus en nombre suffisant pour fournir à la marine le personnel indispensable. C'est lui qui, très probablement, créa la flotte de Bretagne, car on ne voit pas pourquoi Rome aurait eu une flotte de Bretagne avant d'occuper la grande île et, d'autre part, dès son règne, un triérarque, T. Claudius Seleucus, affranchi de l'empereur, est nommé par une inscription de Gesoriacum (Boulogne-sur-Mer)⁴. Enfin, la création des flottes provinciales, en contribuant à estomper la primauté de l'Italie, s'intègre dans la politique que Claude préconisait dans le célèbre discours qu'il prononça devant le Sénat au mois d'août 48, et que nous ont conservé Tacite et la Table de Lyon.

Ce que nous aimerions pouvoir faire, c'est, beaucoup plus qu'attribuer à tel ou tel empereur la création des flottes provinciales, préciser ce qu'était, numériquement parlant, la marine du Haut-Empire. C'est malheureusement impossible dans l'état actuel des sources. Il ne peut pas même être question d'évaluation approximative. Tout au plus peut-on envisager un ordre de grandeur. Jordanès rapporte d'après Dion Cassius que le port de Ravenne pouvait contenir 250 navires⁵, et Végèce prétend que chacune des deux flottes italiques était montée par une légion⁶. Si l'on évalue la légion à environ 6,000 hommes, cela revient à dire que chaque bateau comptait 24 combattants en sus de

1. Suét., *Cl.*, XVII.

2. *Ibid.*, XXIV. Cf. Chapot, *La flotte de Misène*, p. 18, n. 1.

3. Mommsen, dans les *Schweizer Nachstudien*, dans *Hermes*, XVI, 1881, p. 463-464.

4. E. Desjardins, *Géogr.*, I, p. 368. Mais le premier texte est dans Tacite, *Hist.*, IV, 79. Cf. Ferrero, *Ordinamento*, p. 178 et suiv.

5. *Getica*, XXIX.

6. Cf. *supra* et Végèce, *Epitome*, IV, 32.

l'équipage. Chiffre qui paraît bien faible. Josèphe nous dit que les 40 navires de la flotte du Pont étaient montés par 3,000 hommes, ce qui donne 75 hommes par navire¹. Si l'on applique la même proportion pour un effectif légionnaire, on arrive au chiffre de 80 navires. On dispose donc d'une marge d'évaluation qui varie entre 80 et 250 navires, soit une moyenne de 165, qui semble vraisemblable. Nous voyons, en effet, à deux reprises une flotte montée par une légion, à l'époque de la seconde guerre punique, il est vrai : la première fois, elle comprend 120 voiles et la seconde 150². C'est aux environs de ces chiffres qu'on peut évaluer la flotte de Ravenne. Le port pouvait contenir 250 vaisseaux, mais, dans la pratique, ne devait en contenir que 150. Il faut sans doute estimer à peu près au même chiffre la flotte de Misène, également montée par une légion. Cela fait environ 300 vaisseaux pour l'ensemble des deux flottes italiques et ce total est acceptable, si on le compare aux 40 navires de la flotte du Pont-Euxin. Si l'on adopte, d'après ce chiffre, une moyenne de 40 vaisseaux pour chacune des flottes provinciales, on obtient, pour l'ensemble des forces provinciales, 160 vaisseaux, soit, pour l'ensemble de la marine impériale, 460. Ce chiffre de 40 en moyenne se justifie si l'on veut bien se rappeler que le port de Cherchel contenait 13 vaisseaux. C'est-à-dire que l'escadre d'Afrique, si l'on ajoute aux vaisseaux de Cherchel ceux qui étaient stationnés à Bougie, atteignait un maximum de 20 vaisseaux environ. Si les flottes provinciales ne comprenaient qu'une quarantaine de vaisseaux, on s'explique que, pour créer un détachement de 20 navires, il ait fallu faire appel à la collaboration des deux flottes de Syrie et d'Égypte, collaboration qui apparaît au premier abord assez étonnante. Acceptons un moment l'hypothèse absurde que chacune des flottes provinciales, excepté, bien entendu, celle du Pont-Euxin, pour laquelle nous avons un chiffre, soit numériquement aussi considérable que l'une des deux flottes italiques ; l'ensemble des flottes provinciales atteindrait 490 navires, ce qui, joint aux 300 navires italiques, donnerait un total, pour les forces de l'empire, de 790 navires. Nous parvenons donc à deux chiffres extrêmes, 460 et 790 navires, dont le second très vraisemblablement trop élevé de beaucoup. On peut penser qu'en temps normal la flotte de l'empire romain était d'environ 5 à 600 unités — principalement, semble-t-il, des petits bâtiments, liburnes

1. Josèphe, *Bell. Jud.*, II, xvi, 4. Je ne comprends pas pourquoi Th. Reinach voit dans ces 3,000 hommes non pas des soldats de la flotte, mais des éléments empruntés à des cohortes auxiliaires ou aux légions de Moésie. Éd. de Fl. Josèphe, t. V, p. 201, n. 1.

2. Tite-Live, XXII, 31, et XXXIV, 11.

et trirèmes¹. Et ce chiffre est, en réalité, considérable, si l'on songe que Sextus Pompée avait fait trembler l'Occident avec 350 navires² et Mithridate l'Orient avec 400³. Mais, encore une fois, il s'agit seulement d'un ordre de grandeur et je ne prétends nullement aboutir à des conclusions rigoureuses.

Ces forces navales suffisaient, en tout cas, amplement pour le monde tranquille qu'était l'empire. La plupart des navires exerçaient leur surveillance sur un domaine sans malfaiteurs. Depuis que Pompée avait pacifié la mer, la piraterie n'avait pas reparu sur les côtes méditerranéennes, sauf sur quelques points et, encore, par intermittence⁴. Josèphe nous a signalé le cas de ces Juifs qui, chassés de leurs villes par les troupes de Vespasien et ne pouvant tirer des ressources de la campagne désolée, relevèrent les murs de Joppé et en firent un centre de piraterie. Mais c'est là un fait exceptionnel. Ils construisirent « une flottille de brigantins et commencèrent à rançonner tous les parages de la Syrie, de la Phénicie et de l'Égypte, de manière à rendre la navigation sur ces mers tout à fait impossible ». Ce qu'il est d'ailleurs curieux de noter, c'est que Vespasien n'envoya ni la flotte de Syrie ni celle d'Égypte contre les habitants qui s'étaient enfuis sur leurs navires en prévision d'une attaque romaine, mais un corps de cavaliers et de fantassins qui eut à peine à intervenir, car les embarcations furent jetées contre les rochers par la tempête et s'y écrasèrent affreusement. Après quoi les Romains détruisirent la ville « pour empêcher les pirates de s'y nicher à nouveau et y établirent un camp où ils laissèrent un petit détachement⁵ ». En d'autres termes, les pirates ne jouissaient plus d'une

1. Voir à l'article *Scæwenen* du *P. W.*, Suppl. V, col. 906 et suiv., la liste des vaisseaux romains actuellement connus. Elle montre que les trirèmes et les liburnes, c'est-à-dire l'équivalent de nos croiseurs légers, constituaient l'essentiel de la flotte romaine. Bien entendu, le chiffre donné ici ne saurait être qu'un chiffre moyen. En temps de guerre, d'expéditions, le nombre des navires et des soldats de la flotte devait être à l'occasion augmenté ; mais il semble qu'une fois l'expédition terminée, on en revenait aux effectifs normaux, les *classici* étant libérés par anticipation. Cf. J. Carcopino, *Le diplôme Jean Maspéro*, dans les *Mélanges P. Thomas*, p. 95.

2. Florus, II, 18 (IV, 8).

3. Appien, *Bell. Mithr.*, 17 et 119.

4. Sur la piraterie : Plin., *Hist. nat.*, II, 45 ; Strabon, XI, 11, 12. Cf. Lécivain, art. *piratae* du *Dictionnaire des Antiquités*, et H. A. Ormerod, *Piracy in the ancient world*, ch. VII, p. 248 et suiv. Auguste se vante d'avoir pacifié la mer (*Res Gestae*, 25), et on lui en rend hommage. Cf. Horace, *Odes*, IV, 5, 19, et Suét., *Aug.*, 98. — Toutefois, même de son temps, la piraterie demeura dans la mer Rouge, où l'on dut armer les bateaux marchands (Plin., *Hist. nat.*, VI, 101). Mais il ne semble pas qu'il y ait eu, comme on l'a dit, une police organisée sur cette mer.

5. Josèphe, *Bell. Jud.*, III, 1x, 3.

tranquillité relative que sur la mer ! La flotte, d'une utilité plus éventuelle qu'immédiate, n'était sans doute jamais présente au moment voulu.

Il en est des flottes provinciales comme des flottes italiques : on n'entend parler d'elles que lors des crises intérieures de l'empire. En 69, Mucien fit venir à Byzance les escadres du Pont et pensa à bloquer les côtes méridionales de l'Italie¹ pendant que Fabius Valens concevait « un plan qui ne manquait pas de hardiesse et qui, s'il eût réussi, eût été terrible » : s'emparer de vaisseaux et débloquent la Narbonnaise pour soulever la Gaule et la Germanie en faveur de Vitellius². Il faut attendre la fin du second siècle pour voir à nouveau la flotte jouer un rôle de quelque importance³. A cette époque, les Byzantins construisirent 500 vaisseaux, la plupart à un rang de rames, quelques-uns à deux rangs et munis d'éperons, et résistèrent pendant près de trois ans à l'ensemble des flottes méditerranéennes (ἐκ τῆς οἰκουμένης), ce qui prouve, en passant, que les forces navales de l'empire devaient être d'un niveau à peu près égal et justifie les conjectures ci-dessus. Du moins se livra-t-il une véritable bataille où les embarcations furent percées par les éperons des navires, où la mer fut couverte de débris de vaisseaux, de cadavres et de sang⁴. Mais la vie quotidienne des flottes ne consistait pas à accumuler ces exploits héroïques, elle devait se passer à la besogne fastidieuse de transporter quelques troupes ou d'escorter des vaisseaux marchands⁵. A moins qu'on n'utilise les *classici* pour la construction des monuments publics comme on le fit, au II^e siècle, pour l'aqueduc de Saldae (Bougie)⁶.

Ce qui frappe, en somme, quand on regarde d'un peu près ce qu'étaient les flottes des deux premiers siècles, c'est leur médiocre utilité. On a cependant prétendu qu'à la fin du second siècle et au début du III^e, l'empire avait augmenté ses forces navales. Domaszewski a montré que les inscriptions du début du III^e siècle reflétaient une pratique en usage, d'après lui, depuis le règne d'Antonin le Pieux, et par laquelle les officiers de la flotte pouvaient accéder au tribunat légionnaire et revenir ensuite dans la marine impériale⁷. Il a vu là un relè-

1. Tac., *Hist.*, II, 83.

2. Tac., *Hist.*, III, 41.

3. Sur l'importance de la flotte en 68-69, cf. Tac., *Hist.*, II, 100-101, et III, 1-2.

4. Dion Cassius, LXXIV, 11, 12 et 13.

5. Ferrero, *Ordinamento*, p. 24.

6. *C. I. L.*, VIII, 2728.

7. Von Domaszewski, *Die Piraterie in Mittelmeere unter Severus Alexander*, dans *Rheinisches Museum für Philologie*, LXIII, 1903, p. 385-387. Sur le début de cette pratique, C.

vement du niveau militaire des navarques et des triérarques et conclu que l'empire avait eu à ce moment un souci plus profond des choses de la mer. Cette constatation me paraît appeler une conclusion directement inverse. Les diverses inscriptions invoquées par Domaszewski montrent que les officiers en question passent de la flotte à la légion¹, ou bien, comme C. Sulgius Caecilianus, finissent leur carrière dans l'armée de terre après avoir exercé successivement des fonctions militaires et navales². Il y a bien passage de l'armée à la marine et inversement, mais les conséquences de cette interpénétration sont en faveur de l'armée. Et cela se comprend fort bien : il est normal qu'on accorde une faveur aux officiers de marine recrutés parmi les pérégrins, en les élevant aux grades légionnaires ; l'inverse ne se comprendrait pas et ne serait pas dans la logique de l'évolution sociale qui va conduire à la constitution de 212. D'ailleurs, ce serait, je crois, le seul exemple d'un passage définitif de l'armée dans la marine, alors que nous savons qu'en cas de nécessité Rome faisait appel aux *classici*. Non seulement Néron avait appelé à Rome une légion composée des soldats de la flotte, la *legio classicorum*, comme l'appelle Tacite³, non seulement Vespasien avait incorporé les *classici* dans son armée pour les remplacer par des Dalmates moins habiles⁴, mais Othon en avait appelé pour défendre Rome⁵ et, s'il faut en croire Mommsen, Dioclétien les versera dans les troupes des frontières⁶. Si l'accession des officiers de la marine au tribunat légionnaire fournit un indice, c'est certainement celui d'un affaiblissement de la flotte.

Et, d'ailleurs, qu'on y réfléchisse un moment, qu'on essaye, pour autant que cela est possible, de raisonner comme a pu le faire un empereur de la fin du second siècle, un Septime-Sévère, par exemple. Les flottes provinciales — et j'entends aussi bien les flottes italiques — n'avaient servi à peu près à rien depuis un siècle et demi. On les avait organisées pour réprimer une piraterie éventuelle que l'empire n'avait pas eu à supporter. Et puis à quoi bon des flottes, puisque,

I. L., X, 3340. Ce texte a donné lieu à diverses discussions qui importent peu de notre point de vue. Les arguments ci-dessus restent les mêmes, qu'on voie les premières traces de l'interpénétration de la flotte et de l'armée à l'époque d'Antonin le Pieux, avant ou après.

1. *C. I. L.*, X, 3348 ; *C. I. L.*, III, 10979.

2. *C. I. L.*, VIII, 1322, daté par *C. I. L.*, X, 3342.

3. Tac., *Hist.*, I, 6 et 36.

4. Tac., *Hist.*, III, 50.

5. Tac., *Hist.*, II, 11.

6. Mommsen, *Das Römische Militärwesen seit Diocletian*, dans *Hermes*, XXIV, p. 208.

pour lutter contre ces pirates futurs, Rome disposait du contrôle terrestre de tous les rivages méditerranéens. On pouvait d'autant plus se passer de ces escadres permanentes que les vaisseaux antiques se construisaient avec une extrême rapidité. Florus ne nous dit-il pas qu'il ne s'écoula que soixante jours entre la coupe du bois et le lancement d'une flotte de 160 navires¹ ! En d'autres termes, la politique d'improvisation navale, qui avait été celle de la République, apparaissait au second siècle infiniment mieux adaptée à la structure du monde antique que celle d'Auguste, même revue et corrigée par Claude.

Mais, dira-t-on, cela n'était pas nouveau. Comment se fait-il qu'on ne s'en soit avisé qu'à la fin du second siècle ? Objection qui ne soulève qu'une apparente difficulté. Pendant toute la période du Haut-Empire, le monde a connu les bienfaits de la paix romaine : c'est-à-dire une double sécurité économique et militaire. Le trésor impérial, abondamment alimenté par l'impôt ou par l'or des Daces, était, en somme, florissant ; l'entretien des flottes n'était pas pour lui une charge très lourde. D'autre part, Rome disposait de forces militaires suffisantes pour que les effectifs de la flotte n'apparussent pas indispensables à la garde de la frontière. Or, à partir de Marc-Aurèle, l'empire est déjà menacé sur le plan militaire, et la crise économique atteindra bientôt ses forces vives. On comprend que, dans de telles conditions, l'empire ait négligé sa flotte. Il avait mieux à faire de son argent plus rare que de l'employer à la construction des navires d'un usage futur ; les *classici* pouvaient paraître plus utiles sur le *limes* débordé par les barbares que sur la mer qui semblait éternellement pacifiée. On n'a pas supprimé la marine romaine, bien entendu. Elle n'a pas disparu tout à fait, d'une mort brutale. Elle s'est atrophiée, et cela au moment où Rome aurait eu le plus besoin d'elle. Et la preuve qu'il en fut ainsi, c'est qu'au III^e siècle ce qui reste des flottes italiques ou provinciales est incapable d'assurer à l'empire la maîtrise de la mer.

La situation n'est réellement très grave qu'à partir du règne de Gal-

1. Florus, I, 18 (II, 2). La construction d'une flotte n'était pourtant pas d'une aussi grande rapidité que ce texte pourrait le faire croire. Les bateaux devaient être faits de certains bois : cypres, pin cultivé ou sauvage, mélèze, sapin, aux dres de Végèce (*Epit.*, IV, 34). Ces bois devaient être naturellement coupés à certaines saisons. On devait parfois les transporter assez loin. Étant donnée la difficulté des transports hivernaux, l'équipement total d'une flotte pouvait ainsi demander quelques mois. Notons, en passant, la grande fragilité de ces flottes, souvent détruites par la tempête. On a eu, dans cette étude, l'occasion de signaler plusieurs naufrages. Ajoutons-y le désastre qui frappa en 64 la flotte de Misène, qui, se déplaçant de Formies à Misène, alla s'écraser près de Cumes, sur les côtes de Campanie (Tac., *Ann.*, XV, 46). Sur la construction des flottes, cf. aussi Isidore de Séville, *Etym.*, XIX, 10.

lien, mais la piraterie reprend dès le premier tiers du III^e siècle¹. Une inscription de Cos a conservé le souvenir de P. Sallustius Victor, qui, au temps de Sévère-Alexandre, a rétabli la paix sur toutes les mers — entendons sur les côtes d'Asie Mineure². La paix fut bien fragile, car, quelques années plus tard, au début du règne de Valérien (253)³, une inscription d'Oenoanda, en Lycie, félicite du même exploit un certain Valerius Castus (Προνοησάμενον τῆς εἰρήνης κατὰ θάλασσαν). C'était, semble-t-il, un prince indigène qui se disait σύμμαχος τῶν Σεβαστῶν (*Comes Augustorum*), à qui l'empire avait remis le soin de maintenir cette sécurité qu'il n'était plus capable d'assurer⁴. Le brigandage n'en continua pas moins en Isaurie, certainement sur terre, puisque Probus la traversa en allant en Orient et en profita pour faire mettre à mort un nommé Pal-furius qui terrorisait le pays, probablement aussi la mer⁵. Zozime signale, à la même époque, la piraterie dans ces régions⁶. Trois quarts de siècle plus tard, elle devait reprendre de plus belle. Ammien nous a donné quelques détails sur les exploits de ces Isauriens, qui passaient du calme apparent aux incursions inattendues, et dont l'audace croissait avec l'impunité. Ils se cachaient dans les ravins proches de la côte et attendaient les bâtiments de commerce qui faisaient relâche dans les anses voisines. La nuit venue, ils s'emparaient de la cargaison en massacrant, au besoin, l'équipage. Si bien que les navires finirent par abandonner ces parages et passèrent par la route de Chypre. Bien entendu, cette désertion mit fin à la piraterie, mais non aux rapines des Isauriens, qui se jetèrent sur les régions voisines (353)⁷. On dut envoyer des forces militaires importantes pour en venir à bout — au moins provisoirement.

A partir du règne de Valérien, on ne peut plus parler de piraterie dans la mer Noire et dans l'Égée. Il s'agit plutôt d'invasions. Les

1. Sur cette reprise de la piraterie, cf. von Domaszewski, *loc. cit.*

2. *I. G. ad R. R. pert.* IV, 1057. Cf. von Domaszewski, *op. cit.*, p. 384. L'inscription n'est pas datée, mais le même personnage est nommé, à la fin du règne de Sévère Alexandre, comme procureur de Maurétanie Césarienne. Le *cursus* permet de penser que les événements dont parle l'inscription de Cos se sont déroulés au début du règne du même empereur. Cf. H. Dessau, *Prosop.*, III, p. 160, n° 69.

3. Von Domaszewski, *op. cit.*, p. 389-390 ; M. Holleaux et P. Paris, *Inscriptions d'Oenoanda*, dans *B. C. H.*, 1886, p. 227-229.

4. *Hist. Aug., Prob.*, XVI-XVII.

5. *Zoz.*, I, 69-70.

6. Ammien, XIV, 2, 1 et suiv.

7. Sur ces invasions maritimes du III^e siècle, je renvoie au livre de M. Besnier, *L'Empire romain de l'avènement des Sévères au concile de Nicée*, p. 177, 181, 228, qui a épuisé les textes et dont j'adopte ici la chronologie. Textes principaux : *Zoz.*, I, 28, 31-32, 45 ; *Jord., Ga.*,

Goths franchirent le Pont-Euxin en 256 et ravagèrent les côtes de Colchide. En 257-258, ils s'emparèrent de Trébizonde, puis, passant le Bosphore, ravagèrent la Bithynie. Quelques années de répit et les invasions deviennent annuelles. En 263, les barbares dévastèrent les côtes de l'Asie Mineure jusqu'à Éphèse. En 264, ils débarquèrent une fois de plus en Bithynie et, de là, se répandirent dans les provinces voisines. En 265, ils pillèrent Héraclée du Pont et s'en retournèrent chargés de butin. En 267, ils abordaient avec 500 navires aux bouches du Danube. En 269, ce fut une tentative d'émigration massive. Ils réunirent 2,000 vaisseaux, s'il faut en croire l'Histoire Auguste confirmée par Ammien¹, et, longeant les côtes du Pont, arrivèrent jusqu'à la Propontide. S'ils ne purent prendre Byzance ni Cyzique, ils franchirent l'Hellespont, assiégèrent Cassandria, Thessalonique et atteignirent la Crète et Chypre. Il ne faut point nous faire illusion : les forces barbares étaient médiocres. Les chiffres sont énormes, — 500, 2,000 navires ! — Mais, selon toute probabilité, il ne s'agissait pas de navires comparables à ceux de Rome. Tacite nous a longuement décrit les bateaux indigènes des peuples pontiques, les camares : « ... ils sont étroits de bord, larges de ventre, et l'assemblage n'en est relié par aucune attache ni de bronze ni de fer ; quand la mer est grosse, et suivant la hauteur de la vague, on exhausse avec des planches la partie supérieure du bordage, si bien que ces planches finissent par former comme un tout qui ferme le navire. De la sorte, ils roulent parmi les vagues et leur double proue, ainsi que la facilité avec laquelle on change le coup de rame, leur permettent d'aborder de l'avant ou de l'arrière indifféremment et sans danger². » Les Goths n'étaient pas des marins d'origine. Il est normal de penser qu'ils avaient emprunté aux indigènes les ressources de leur technique navale et il n'y a guère de raison d'imaginer que, chez ces peuples primitifs, la technique navale se soit modifiée sensiblement en moins de deux siècles. Pour autant que nous puissions nous la représenter, la flotte gothique ne devait donc point constituer un danger très redoutable. Et, pourtant, les forces navales de Rome furent incapables d'y faire face...

Lorsque Héraclée fut prise par les barbares, la flotte romaine n'essaya pas de défendre la cité, mais elle tenta d'entraver le retour des pillards.

XX, 107-108 ; Sync., I, p. 716-717 ; Hist. Aug., Gall., VI, XI, XII ; Claude, VIII et X ; Orose, VII, 22 ; Eutr., IX, 8.

1. Hist. Aug., Cl., VIII et X ; Ammien, XXXI, 5, 15.

2. Tac., Hist., III, 47. Trad. Gœtzer.

Elle fut battue par eux *quamvis multi naufragio perierunt*. Si les villes de Moésie parvinrent à les refouler, ce fut grâce aux fortifications hâtives des ingénieurs byzantins, Cléodame et Athénée, et non à une attaque navale. La *classis Pontica* ne fut pas même capable de fermer le Bosphore, ni l'Hellespont. Venerianus essaya de le faire, mais il fut tué pendant l'engagement et ses lieutenants durent battre en retraite. Cléodame et Athénée reconstituèrent une flotte romaine en 267, mais elle devait être bien faible, puisque, deux ans plus tard, en 269, elle ne parvenait pas encore à arrêter sur l'Hellespont les barbares, pourtant éprouvés par la tempête dans la Propontide. Et ce n'est qu'au large des côtes de Pamphylie que le gouverneur d'Égypte, Probus, parvint enfin à les arrêter. Bien plus, vers 280, au temps de l'empereur Probus, un groupe de Francs transplantés sur les côtes de la mer Noire pouvait, avec des barques dérobées, traverser toute la Méditerranée et rejoindre leur pays natal, après avoir au passage pillé la Sicile et l'Afrique, sans qu'aucune flotte romaine ait entravé leur aventure¹.

Or, cette carence des flottes méditerranéennes est d'autant plus remarquable qu'elle contraste avec l'activité de la *classis Britannica*, qui, quelques années plus tard, apparaît pleinement à la hauteur de sa tâche². Elle aussi était demeurée dans le silence aux deux premiers siècles. Mais, à l'époque de Dioclétien, elle était assez forte pour permettre à Carausius de pacifier la mer infestée par les Saxons et les Francs³. Le même Carausius en profitait, d'ailleurs, pour laisser les barbares exercer librement leurs pillages, afin de pouvoir ensuite confisquer le butin, dont il faisait deux parts : l'une pour ses soldats et l'autre pour lui-même. Finalement, il entra en rébellion contre l'empire. Après une expédition maritime contre lui, Dioclétien et Maximien se résignèrent à lui confier la défense de la mer du Nord (288). Suivant le mot de M. Besnier, « l'empire gaulois de Postumus et de Tétricus semblait renaître sous la forme réduite d'un État maritime unissant les deux rives de la Manche⁴ ». La flotte romaine fut reconstituée et, en 293, Constance Chlore pouvait attaquer par terre et par mer Gesoriacum (Boulogne), station principale de la flotte adverse⁵. En 296,

1. Zoz., I, 67 et 71 ; Pan., VIII (V), 18.

2. Cf. Ferrero, *Ordinamento*, p. 172-177 ; Stein, *Die Kaiserlichen Beamten und Truppenkörper im Römischen Deutschland unter dem Prinzipat*, I, p. 273-274 ; Le Roux, *L'armée romaine de Bretagne*, p. 144 et suiv.

3. Eutr., IX, 21.

4. M. Besnier, *op. cit.*, p. 287 ; C. Jullian, *Histoire de la Gaule*, t. VII, p. 75-80.

5. Elle aurait dû s'appeler *Gallica*.

enfin, il passait la mer et sa flotte, sous le commandement du préfet du prétoire Asclepiodorus, allait brûler les vaisseaux bretons dans leur port, tandis que le César rétablissait la paix dans l'île¹.

C'est donc bien l'inutilité des flottes méditerranéennes qui avait entraîné leur progressif étiolement. L'empire entretenait les escadres avec un soin jaloux lorsque celles-ci paraissaient nécessaires. Mais, ailleurs, la vieille indifférence des Romains pour les choses de la mer reprenait le dessus. N'est-il pas frappant que Dion Cassius ne dise rien des flottes italiques, que pas un auteur n'ait signalé les créations de Claude? N'est-ce point la preuve du faible intérêt qu'on portait à la marine? Durant la crise du III^e siècle, les flottes méditerranéennes sont, de toute évidence, réduites à de telles proportions qu'elles sont parfaitement inefficaces. Cela est si vrai que, contre les pirates d'Isaurie eux-mêmes, on n'envoie pas la *classis Syriaca*, cependant toute proche. On préfère utiliser de petits chefs locaux ou réduire les pirates par une offensive terrestre. Pas une seule fois il n'est question, au cours du III^e siècle, j'entends depuis Sévère-Alexandre, du rôle quelconque d'une seule des flottes romaines, à l'exception de la *classis Britannica*. Il n'est fait mention d'aucune d'elles, sauf peut-être, on l'a vu, de la *classis Alexandrina*, dans aucune inscription, dans aucun texte. Devant le danger, on avait groupé ou divisé tant bien que mal les lamentables débris des anciennes escadres et ç'avait été le coup de grâce porté à l'organisation méticuleuse de Claude. En matière de politique navale, Rome avait joué de malheur : après avoir manifesté pendant un siècle et demi une prudence superflue, elle se trouvait désarmée au moment où s'accumulaient de toutes parts les dangers imprévisibles.

Christian COURTOIS.

(Sera continué.)

1. M. Besnier, *op. cit.*, p. 293.

LA FRANCE

ET LES NATIONALITÉS EN 1848

D'APRÈS LES CORRESPONDANCES DIPLOMATIQUES

Une étude parue dans cette *Revue*, en 1936, sur la politique polonaise de la France en 1848, nous avait conduit, entre autres conclusions, à émettre l'idée que notre gouvernement avait eu, cette année-là, devant les problèmes extérieurs, une attitude moins passive qu'on ne le dit parfois, et que sa réserve était moins l'effet de sa timidité que d'une prudence suggérée par les contradictions et les dangers auxquels conduisait le principe des nationalités, tel qu'on le comprenait au delà de nos frontières.

Cette affirmation dépasse sensiblement le cadre de l'affaire polonaise et demande à être justifiée. Bien que nous l'ayons étayée de quelques exemples, notre démonstration ne sera probante que si elle résulte d'un exposé d'ensemble de la politique extérieure de la République en 1848, tout au moins à l'égard des principales questions européennes. Sur ce point, les faits connus, susceptibles d'interprétations variées, ne suffisent pas à eux seuls à guider nos recherches ; c'est la pensée du gouvernement qu'il nous faut atteindre, et nous ne pouvons l'entrevoir que dans les correspondances diplomatiques. Certes, les ouvrages écrits par des contemporains des événements ne manquent pas. Nous avons signalé et utilisé, dans notre étude sur la question polonaise, les Mémoires d'A. de Circourt (*Une mission à Berlin*)¹, dont il ne faut d'ailleurs user qu'avec précaution. Les Souvenirs de Marie d'Agoult (Daniel Stern, *Histoire de la Révolution de 1848*, en 3 volumes), de Garnier-Pagès (*Histoire de la Révolution de 1848*, en 10 volumes), de Lamartine (surtout *Trois mois au pouvoir*), de Bastide (*La République française et l'Italie en 1848*, Paris, 1858), de Reiset (*Mes souvenirs*, t. I. Paris, 1901), de l'ambassadeur Normanby (*Une année*

1. Réédité par G. Bourgin. Paris, Picard, 1908, 2 vol., avec de nombreuses notes.

de révolution), sont classiques et méritent de l'être ; de toute l'innombrable littérature du sujet, ce sont les plus recommandables. D'autre part, l'étude de P. Quentin-Bauchart (*Lamartine et la politique extérieure de la Révolution de février*, Paris, 1907) et celle, toute récente, de Veit Valentin (*Geschichte der deutschen Revolution von 1848-1849*, 2 vol., Berlin, 1930) sont infiniment précieuses, et nous ne saurions mieux faire que de renvoyer le lecteur à tous ces ouvrages. Mais des Mémoires, destinés au public, sont toujours, ou peuvent être suspectés d'être, plus ou moins entachés d'une arrière-pensée d'apologie personnelle, et il est bon d'en vérifier les affirmations ; les deux ouvrages cités en dernier lieu ne traitent, naturellement, que de certains aspects de la politique française en 1848 ; enfin, la question de l'attitude du gouvernement français à l'égard des nationalités n'a fait l'objet d'une étude spéciale de la part d'aucun des auteurs que nous venons de rappeler.

Au contraire, les correspondances diplomatiques sont pleines de renseignements sur ce point, et même de réflexions précises. Les documents d'archives ont, de plus, sur les ouvrages imprimés l'avantage de n'être pas destinés à un public large et de refléter plus fidèlement la pensée des hommes d'État. C'est ce qui fait l'intérêt des procès-verbaux de la Commission des Affaires étrangères (aux Archives nationales), et encore plus des lettres et dépêches échangées entre Paris et ses agents à l'étranger (aux Archives du Quai d'Orsay). C'est de ces dernières qu'il nous a paru intéressant de faire la base principale de nos recherches ; car, si les renseignements fournis par nos ambassades et nos légations demandent parfois à être utilisés avec précaution, les directions qu'elles reçoivent sont des documents positifs, qui révèlent, sinon peut-être les intentions exactes des ministres, à tout le moins l'attitude dont ils désirent se parer aux yeux des cours étrangères et de leurs correspondants. Or, ces dépêches, celles de Bastide principalement, même si l'on fait la part des erreurs inévitables dans les jugements portés sur des événements contemporains, témoignent d'une indéniable pénétration, et il est intéressant de les voir discerner dans les problèmes de nationalités, dès que ceux-ci s'affirment en 1848, des caractères d'obscurité et de confusion que nous n'avons que trop appris à connaître de nos jours.

Que nos dirigeants en aient eu conscience ; qu'ils n'aient pas, comme l'ont fait parfois les générations suivantes, cru naïvement les mouvements européens issus de celui de Paris et des idées françaises, voilà

qui prouve en leur faveur, mais qui ne devrait pas nous étonner. Les deux ministres successifs des Affaires étrangères, Lamartine et Bastide, avaient assez de sens et d'expérience politiques pour être de vrais hommes d'État et non des improvisateurs. Je ne reviendrai pas sur leur personnalité, que j'ai antérieurement décrite ; non plus que sur la pièce connue sous le nom de « manifeste du 4 mars », sinon pour rappeler que cette circulaire, tout en déclarant abolis en droit les traités de 1815, les reconnaissait en fait et affirmait avec force la volonté de paix de la France, sauf le cas où se trouveraient menacées des nationalités opprimées (évidemment la Pologne, bien que ce nom ne fût pas prononcé) ou en train de s'organiser (Suisse et États italiens, nommément désignés cette fois). Le gouvernement français répudiait donc toute idée d'agression ou de propagande, mais se posait en défenseur des nationalités éventuellement attaquées. Ses actes postérieurs ont-ils été fidèles à cette doctrine ? Nous les avons précédemment étudiés en ce qui concerne le problème polonais. Leur examen dans les affaires d'Italie et d'Allemagne, où la France était le plus directement intéressée, ainsi que dans d'autres questions plus lointaines, nous permettra de répondre.

* * *

I. — LA FRANCE ET L'ITALIE

Le 27 mars 1848, Lamartine recevait une députation italienne, venue pour féliciter la République française et lui laisser entendre les espoirs mis en elle par les patriotes italiens. Le ministre rappelait dans une vibrante réponse son amour personnel pour l'Italie et l'affection traditionnelle que la France portait à sa voisine. « Votre cause est la nôtre », affirmait-il, et, en prenant congé des délégués, il leur donnait cet encouragement précieux : « Eh bien ! puisque la France et l'Italie ne font qu'un seul nom dans nos sentiments communs pour sa régénération libérale, allez dire à l'Italie qu'elle a des enfants aussi de ce côté des Alpes ! Allez lui dire que si elle était attaquée sur son sol ou dans son âme, dans ses limites ou dans ses libertés, que si vos bras ne suffisaient pas à la défendre, ce ne sont plus des vœux seulement, c'est l'épée de la France que nous lui offririons pour la préserver de tout envahissement¹ ! »

1. Texte dans : *Trois mois au pouvoir*, p. 142-146 ; *La France parlementaire*, V, p. 229-232 ; etc.

L'épée de la France... Cette paraphrase d'un passage caractéristique du « manifeste » était d'autant plus remarquable qu'en général Lamartine n'était pas prodigue de promesses. Il avait, le 4 mars, insisté sur le fait que l'ère des guerres de propagande était passée ; le 19, à une délégation polonaise, il avait bien laissé espérer l'appui de la France, mais en réclamant le choix de l'heure et en repoussant toute idée de guerre¹ ; le 3 avril, assurant une députation irlandaise de son ardente sympathie, il l'avertissait cependant sans hésitation qu'il se refusait à intervenir dans les affaires intérieures de la Grande-Bretagne. Ces réponses étaient d'un homme d'État qui pesait ses mots ; il n'est pas besoin d'en souligner la concordance avec sa politique : Lamartine allait faire de l'entente anglaise le pivot de son action extérieure ; il allait tenter un gros effort diplomatique en faveur de la Pologne, ou au moins du duché de Posen, en s'efforçant d'associer à cette œuvre le gouvernement prussien et l'Assemblée de Francfort ; mais il allait créer l'armée des Alpes.

La diplomatie à coups de discours n'est pas spéciale à 1848. Lamartine semblait user systématiquement de la tribune publique pour parler au monde : or, toutes ses manifestations oratoires étaient des appels au calme. La réponse aux Italiens constituait une exception qui ne pouvait passer inaperçue et dont il faut essayer de rendre compte.

Ses sympathies pour l'Italie étaient bien connues. Il les partageait avec la majorité de l'opinion française, auprès de qui la cause italienne était aussi populaire que la polonaise. Lui-même avait à plusieurs reprises rompu des lances en faveur d'aspirations que, parallèlement, Michelet et Quinet défendaient avec éloquence au Collège de France. A la veille même de la révolution de Février, il avait vigoureusement attaqué l'incompréhension de Guizot. Dans un article du 28 octobre 1847, où il reprochait au ministre l'esprit étroit et rétrograde de sa politique extérieure, il s'était écrié : « Il ne doit pas y avoir un soupir de liberté en Italie qui ne soit entendu de la France ! Il n'y a pas besoin entre les deux peuples ni de protocoles, ni de traité, ni de serment d'alliance : ce sont les natures qui s'allient, ce sont les âmes qui s'assimilent, ce sont les instincts qui jurent pour eux² ! » Et, dans la discussion toute récente de l'adresse, le 29 janvier 1848, il venait encore de stigmatiser l'attitude « autrichienne » de Guizot, qui en arrivait à condamner la moindre velléité libérale en Italie ; il l'avait accusé d'avoir

1. *Trois mois...*, p. 130-136 ; *La France parlementaire*, V, p. 221-225.

2. Cf. *La France parlementaire*, V, p. 96.

dû, à la suite de l'affaire des mariages espagnols, se livrer pieds et poings liés à la volonté de Metternich, admettre « que le droit de l'occupation autrichienne permanente était le droit de l'indépendance italienne », suivre une politique « française nulle part, contre-révolutionnaire partout », et avait conclu ainsi : « Sous le gouvernement de la France, il y a la France elle-même ; il y a la France libre de ses sympathies, persévérante dans ses amitiés et dans ses principes, et qui saluera toujours avec gloire et avec ivresse le jour de la résurrection de l'Italie¹. »

Il n'y avait peut-être qu'une stricte honnêteté à ne pas renier au pouvoir les convictions si vigoureusement exprimées dans l'opposition. Encore les responsabilités du gouvernement lui faisaient-elles un devoir de tenir compte des situations et des opportunités. Le poète-ministre se laissait-il entraîner par ses propres sentiments à accorder des promesses imprudentes ? Précurseur de Napoléon III, faisait-il de la question italienne une affaire personnelle ? Cette attitude eût présenté un contraste assez singulier avec la réserve dont il usait en toute autre circonstance. Aussi bien, l'avertissement donné aux ennemis éventuels de l'Italie concordait-il avec la position doctrinale prise par le gouvernement et ne dépassait-il pas les risques que Lamartine croyait pouvoir courir. Adversaire des traités de 1815 comme tous les régimes français de 1815 à 1871, le ministre des Affaires étrangères ne voulait les combattre qu'indirectement. Mais, en fait, le *statu quo* international n'existait plus. La proclamation de la République à Paris, les révolutions européennes, les débuts de la résurrection polonaise (plus ou moins encouragée par Frédéric-Guillaume IV le 24 mars) et italienne (commencée dès 1847) étaient autant d'atteintes aux restaurations imposées par le Congrès de Vienne et semblaient annoncer un droit nouveau. Le gouvernement provisoire était décidé à n'intervenir militairement qu'en cas de nécessité absolue, afin de ne pas augmenter la confusion, de ne pas prêter le flanc au soupçon de nourrir des convoitises personnelles, afin, aussi, de ne pas dépasser ses propres possibilités d'action ; mais il ne voulait pas laisser écraser à sa porte un peuple qui proclamait une fois de plus sa volonté de vivre, de suivre ses propres destinées, d'affirmer dans les faits une existence millénaire qu'un morcellement factice ne parvenait pas à masquer. Il n'est pas certain que la France s'illusionnât alors sur sa force ; le demi-défi du 4 mars pouvait être prématuré, mais, le 27, lorsque Lamartine rece-

1. *La France parlementaire*, V, p. 128-150.

vait la députation italienne, Berlin avait fait sa révolution depuis dix jours ; les peuples allemands, tout à leur projet de réorganisation, attendaient la réunion imminente du *Vorparlament* ; Metternich était en fuite depuis quatorze jours, son régime paraissait s'être écroulé avec lui et l'Autriche en convulsions, chassée de Milan et de Venise, convertie paradoxalement au parlementarisme, était en plein désarroi. Désorganisée sans doute par la Révolution, la France l'était moins que les États de l'Europe centrale ; les propositions Hummelauer du 24 mai allaient d'ailleurs assez prouver que l'Autriche était disposée à de grands sacrifices. Cependant, prêt à prendre les armes pour sauver l'Italie, le gouvernement provisoire entendait ne pas être entraîné dans la guerre à un moment qu'il n'eût pas choisi.

La France et la guerre italo-autrichienne. — Pour le moment, le danger n'était pas à craindre de voir le Piémont impliquer la France dans la lutte. On sait comment Charles-Albert refusa l'aide que Paris lui eût sans doute accordée immédiatement. Lamartine, au courant de ce qui se tramait en Lombardie, avait, dès le 10 mars, envoyé à Turin un représentant, Bixio. Simple mission d'observation au début¹, la tâche de Bixio était peut-être de préparer une collaboration plus directe ; mais, le même jour, le baron d'André, qui n'était pas encore remplacé à Turin, adressait à Lamartine une dépêche significative : « Je m'empresse de vous dire que le Roi m'a chargé de vous faire connaître qu'il voit avec un grand plaisir les intentions pacifiques du Gouvernement français, son désir de ne point faire de propagande et de laisser s'opérer graduellement chez les peuples voisins le développement moral et intellectuel de leurs institutions ; et, enfin, S. M. fait les vœux les plus sincères pour que l'Assemblée nationale qui va se réunir puisse partager les sentiments qui unissent les membres du Gouvernement provisoire². » L'insistance, les redondances de cette communication constituaient un avertissement sérieux dont Lamartine dut prendre bonne note ; mais il attribua d'abord les craintes sardes au mauvais souvenir de l'hostilité de Guizot et garda l'espoir, comme il l'écrivit à Bixio, que la Sardaigne comprendrait les sympathies françaises et perdrait « les dispositions qu'y avait si malheureusement fait naître la politique à contresens du gouvernement déchu³ ».

1. Instructions de Lamartine à Bixio, 10 mars. Affaires étrangères, Turin, 1848, n° 321, fol. 8.

2. André à Lamartine. Ibid., fol. 9.

3. Lamartine à Bixio, 15 mars. Ibid., fol. 14.

Le 23 mars, une ultime dépêche du baron d'André signalait que Charles-Albert allait se porter au secours des Milanais, mais que cette démarche hardie avait, entre autres causes, le désir d'échapper aux difficultés intérieures du Piémont (évidemment l'agitation constitutionnelle); il transmettait en même temps la fameuse proclamation, où le Roi promettait aux Lombards et aux Vénitiens son concours avec l'aide de Dieu, « di quel Dio che ha dato all'Italia Pio IX, di quel Dio che con si maravigliosi impulsi pose l'Italia in grado di fare da se¹ ». Nouvel avertissement.

Quelques jours après, l'armée sarde quittait Turin; mais Lamartine, alarmé de la disproportion des forces en présence, concentrait quelques troupes sur le Var, réunissait, le 29 mars, les officiers supérieurs du Conseil de défense pour aviser aux mesures à prendre et faisait décider l'urgente formation d'une « armée des Alpes », qui fut à pied d'œuvre dans le courant d'avril et dont l'effectif monta jusqu'à 60,000 hommes.

Cependant, ce même 29 mars, Bixio confirmait les mauvaises dispositions de Charles-Albert déjà signalées par André. « Avant de partir, le Roi avait adressé à toutes les Légations, excepté à la Légation française et, dit-on, au Nonce, une note dans laquelle il déclarait que, dominé par l'opinion publique très violente ici contre l'Autriche, alarmé des tendances républicaines d'une partie de la population lombarde, il croyait rendre service à la cause des monarchies européennes en dirigeant le mouvement pour arriver à le maîtriser. » Il n'était pas impossible de croire que le roi s'exprimait ainsi surtout pour faire accepter sa prise d'armes; mais son ministre des Affaires étrangères, Pareto, recevant Bixio le 28, ne lui parut « effrayé que d'une chose, à savoir l'arrivée prochaine de la flotte française à Gênes, qu'on venait de lui annoncer. Selon lui, la présence de cette flotte devait déterminer à Gênes une insurrection républicaine, qui, dans les circonstances suprêmes où se trouve l'Italie, porterait la division dans les esprits²... ». — Il n'y avait donc pas à se faire d'illusions sur les sentiments de Charles-Albert. Il était confirmé vraisemblablement dans ses inquiétudes par les outrances verbales de Ledru-Rollin et de ses amis; mais le hardi avocat ne dirigeait pas les Affaires étrangères, son parti restait une minorité et les antécédents de Lamartine eussent dû dissiper les appréhensions du roi. Aussi bien, le danger était-il, à ses yeux, en Italie encore plus qu'en France. Contraint d'accorder une constitu-

1. Lamartine à Bixio, fol. 25-27.

2. Bixio à Lamartine, 29 mars. Ibid., fol. 28.

tion à ses sujets (5 mars), le roi de Sardaigne n'était pas pour autant converti au libéralisme et craignait que la présence d'une armée française n'encourageât le mouvement libéral sarde et les rancunes génoises. Il avait beaucoup moins d'appréhensions du côté de Radetzky. Bixio ne pouvait s'empêcher d'être surpris de l'assurance avec laquelle on parlait de la défaite imminente de l'Autriche : « Ce qui frappe le plus ici », ajoutait-il, « c'est le contraste entre l'audace de l'entreprise et l'insuffisance des moyens ¹. »

Lamartine comprit. Sur la dépêche de Bixio, il notait au crayon : « Répondre que ces informations nous paraissent très conformes à nos prévisions. Il faut insister vivement sur la nécessité de compléter le mouvement et l'armement de la Sardaigne puisqu'il est engagé. La France n'interviendra que si l'Italie l'appelle. »

Cette défiance incurable à l'égard de Paris dura jusqu'à Custoza. Le 31 mars, au moment où les troupes piémontaises franchissaient le Tessin, Bixio parlait des espérances du Piémont et ajoutait : « Le ministre des Affaires étrangères, que je vois tous les jours, ressent plus de frayeur de la contagion des idées républicaines que des armes de l'Autriche, et le corps d'armée de Radetzky l'intimide moins que la présence prochaine, annoncée par les journaux, de troupes de la République sur le Var ². » Il est vrai qu'un événement regrettable, l'échauffourée de Chambéry, venait attiser ces craintes. Emmanuel Arago, commissaire à Lyon, avait eu le tort de laisser partir de nombreux Savoisiens désireux de rentrer chez eux ; il s'est pourtant défendu de toute arrière-pensée, et, rendant compte, le 4 avril, de ces événements, il expliqua qu'il n'avait pas cru devoir refuser les passeports, mais qu'il avait interdit d'emporter des armes ; que Chambéry avait demandé sa réunion à la France ; « mais pouvons-nous », ajoutait-il, « mais devons-nous, quand Charles-Albert combat les Autrichiens, lui prendre la Savoie ³ » ? On ne manqua pas, à Turin, d'accuser Arago d'avoir fomenté l'insurrection, et il fallut le succès rapide de la répression pour convaincre que la France ne soutenait pas le mouvement ⁴. Le sentiment

1. Bixio à Lamartine, fol. 28 bis.

2. Ibid., fol. 29.

3. Arago à Lamartine, 4 avril. Ibid., fol. 31.

4. Bixio à Lamartine, 5 et 7 avril. Ibid., fol. 35-37 et 40-43. — Lamartine s'empessa de répudier toute solidarité avec les républicains de Chambéry, tout en s'adressant aux sentiments d'humanité du roi pour obtenir un adoucissement de la répression (dépêche à Bixio, 8 avril. Ibid., fol. 44). Le gouvernement de Turin parut croire à ces assurances ; mais il ne pouvait ignorer que Lamartine avait reçu, le 19 mars, une délégation savoyarde venue récla-

sarde n'en restait pas moins ombrageux. Le 7 avril, dans une lettre que Lamartine lut à la tribune de l'Assemblée le 23 mai, l'ambassadeur sarde, de Brignole, réclamait en des termes à peine courtois l'éloignement de l'armée des Alpes, laissant entendre que le cabinet sarde serait peut-être amené à mobiliser sur la frontière française¹. Il fallut que, le 12, Lamartine lui répondit que cette armée surveillait simplement la frontière d'un pays en guerre et que l'Italie n'avait rien à craindre de ces troupes amies². Le 20, Bixio adressait à son chef une lettre si alarmante que celui-ci en donna également lecture partielle à la tribune de la Chambre à la séance du 23 mai, pour expliquer l'inaction française aux interpellateurs. Cette lettre disait en substance : le mouvement est italien et le veut rester ; si l'armée française passe les Alpes sans un appel au secours, « c'en est fait, pour bien longtemps, de l'influence de la France et des idées françaises en Italie... On ne veut de l'appui militaire de la France que le jour où il aura été constaté par une défaite éclatante que l'Italie seule est impuissante à rejeter les Autrichiens au delà des Alpes. Jusque-là, l'orgueil national se flatte que l'armée sarde, soutenue par les contingents de Rome et de Naples et par les volontaires toscans et lombards, suffira à conquérir et à reconstituer l'Italie... ». Une intervention prématurée laisserait croire à des vues intéressées et soulèverait « dans tous les cœurs une haine implacable, une haine d'Italie... ». Lamartine taisait la suite, où Bixio, continuant de répondre à la dépêche secrète du 11 avril, qui lui demandait quelles seraient les réactions italiennes en cas d'intervention française, donnait quelques précisions matérielles : les forts des Alpes tireraient, l'approvisionnement en Lombardie se heurterait à d'innombrables difficultés. La situation changerait quand Radetzky serait victorieux³.

L'hostilité italienne n'était pas la seule à vaincre. Dans cette même dépêche, Bixio soupçonne des intrigues anglaises. La Grande-Bretagne se porterait garante, croit-on, de l'intégrité du Piémont ; elle aurait fait savoir qu'elle la tenait pour « une nécessité européenne et que, tant que la guerre resterait italienne, tant que la République n'interviendrait pas, les Autrichiens victorieux s'arrêteraient aux bords du Tes-

mer l'annexion à la France, et que le ministre, en repoussant cette demande au nom de la paix, n'en avait pas exclu catégoriquement l'idée, au cas où une guerre serait ultérieurement imposée à la France.

1. Cette lettre, qui ne se trouve pas au dossier « Turin » du Quai d'Orsay, est insérée avec le discours de Lamartine dans *La France parlementaire*, V, p. 295-296.

2. Lamartine à Brignole. *Aff. étr.*, n° 324, fol. 50.

3. Bixio à Lamartine, 20 avril. *Ibid.*, fol. 57-58.

sin. Cette assurance que lord Posenby avait déjà donnée à Vienne à l'envoyé sarde, M. Ricci, avec un commentaire insolent pour la France, a été depuis renouvelée en termes si formels que le ministère ici est convaincu que l'Angleterre tiendra parole¹. L'envoyé français revient souvent désormais sur cette action de Londres. Palmerston, écrit-il le 27 avril, aurait adressé au roi une lettre, où il l'engage à traiter avec l'Autriche, ceci évidemment afin d'écarter toute intervention française, même diplomatique. Cette intervention ne s'en imposera pas moins d'ici peu ; mais dans quel sens ? Charles-Albert ne nous aime pas ; d'autre part, les révolutionnaires seuls sont impuissants ; on pourrait ramener le roi en lui offrant toute l'Italie du Nord². Précisément, le 2 mai, Bixio annonce que la Lombardie est prête à se donner à Charles-Albert et que celui-ci y trouve un encouragement pour résister aux insinuations anglaises³.

Les soupçons du diplomate français n'étaient pas sans fondement. L'Angleterre ne reconnut la République française que le 15 août, et si, dès le 1^{er} mars, la reine Victoria en envisageait l'éventualité, c'était précisément « pour l'obliger à maintenir la paix et respecter les traités ». Palmerston, satisfait de la chute de Guizot, ne témoignait pas d'hostilité systématique au nouveau gouvernement, ce qui ne l'empêchait pas de lui faire présenter par lord Normanby des notes très raides, à propos de tel discours prononcé par quelque ministre, telle insertion dans le *Bulletin officiel*, etc... S'il ne s'opposait pas absolument à une extension de la puissance du Piémont, il tenait à ménager l'Autriche et à empêcher la France de jouer un rôle trop considérable dans la plaine du Pô. Notre envoyé à Londres, Tallenay, mandait, par exemple, le 2 juin, que l'Angleterre restait fidèle à son alliance traditionnelle avec l'Autriche et ne verrait pas avec indifférence une armée française franchir les Alpes⁴ ; le 5, qu'elle tenait à n'être liée nulle part par des engagements et agirait suivant les circonstances⁵. Cette vue est trop conforme à la politique traditionnelle de la Grande-Bretagne pour n'être pas en partie exacte ; mais l'hostilité de Palmerston à l'égard des mouvements révolutionnaires lui faisait également désirer éteindre l'incendie naissant, que ses propres intrigues, pendant les derniers

1. Bixio à Lamartine, fol. 59.

2. Id. Ibid., fol. 65-66.

3. Id. Ibid., fol. 70-73.

4. *ARR. étr.*, Londres, 1848, n° 670, fol. 87-88.

5. Ibid., fol. 104-105.

mois de la monarchie de Juillet, n'avaient pas peu contribué à allumer, et dont les proportions dépassaient maintenant son attente. C'est une tactique fréquente de la diplomatie britannique que de ne pas enrayer le déroulement d'événements graves, voire de les faciliter, et de se réserver d'intervenir à la fin, pour faire face à la situation nouvelle qu'ils ont créée et d'imposer sa volonté. Le vœu de Palmerston était maintenant le rétablissement de la paix sous ses auspices ; en même temps qu'il engageait Charles-Albert à traiter, il encourageait les dispositions conciliantes de l'Autriche aux abois, et c'est à Londres que le mémorandum du 24 mai fut porté. Quant à l'intervention française, il devait la redouter pour plusieurs raisons : elle aurait prolongé l'état de guerre, porté peut-être l'esprit révolutionnaire français en Lombardie et encouragé les républicains, donné à la France dans la péninsule un ascendant qui eût renforcé sa position en Europe. Il n'est pas étonnant que, tant qu'une expédition française resta possible, nous ayons eu à compter avec l'hostilité anglaise.

D'ailleurs, les Italiens, influencés ou non par l'attitude de Londres, repoussèrent notre aide jusqu'au bout. Bixio répétait, le 15 mai : « La France est toujours populaire en Italie, mais à la condition d'en être absente¹. » Charles-Albert était à ce moment dans l'exaltation de l'avance de ses troupes ; le 30 mai, il bousculait les Autrichiens à Goito et prenait Peschiera ; le 1^{er} juin, Turin illuminait et retentissait du cri de : « Viva il Re d'Italia ! » ; à en croire notre chargé d'affaires Reiset, les Piémontais voyaient déjà toute l'Italie s'unissant spontanément sous le sceptre de la maison de Savoie². Il est compréhensible que le roi se soit cru en mesure d'agir seul ; les Milanais partageaient d'ailleurs cette vue, puisque, dès le 22, leur envoyé demandait à Lamartine d'arrêter les engagements volontaires pour l'Italie et de déclarer bien haut que les républicains de Milan avaient repoussé l'aide française. Ils ajoutaient, il est vrai, que cette déclaration aurait pour effet de les décharger de l'accusation, lancée contre eux par les « feuilles à gages du Piémont et les Albertistes », d'avoir vainement appelé le secours étranger³ ; ils ne craignaient pas de confirmer ainsi ce que l'on pouvait raconter des dissensions entre Sardes et Lombards.

Mais l'illusion du *fare da se* persévéra lorsque l'attitude suspecte des gouvernements toscan, napolitain, pontifical, laissa les Piémontais

1. Aff. étr., n° 321, fol. 84.

2. Reiset à Bastide, 2 juin. Ibid., fol. 112.

3. *La France parlementaire*, V, p. 296-297.

pratiquement seuls devant les Autrichiens ; elle persévéra lorsque ceux-ci se ressaisirent, que la reprise de Prague (12-16 juin), l'élection de l'archiduc Jean comme *Reichsverweser* (29 juin), l'organisation du nouveau Parlement autrichien (juillet), révélèrent la renaissance du prestige et de l'autorité de l'Empereur ; lorsque Radetzky, rejoint par Nugent, réussit à concentrer 100,000 hommes dans le Quadrilatère. Sans doute, les journées de Juin avaient paralysé la France, mais l'immense retentissement de la victoire gouvernementale en effaça l'impression en Europe et ancrâ la conviction que la République saurait être énergique le cas échéant¹ ; on peut d'autant moins rendre l'effet de la guerre civile responsable de la défiance de Turin que l'appel au secours armé devait venir dès juillet. Il était alors trop tard. Le 5, encore, Reiset avait confirmé que Charles-Albert, tout à sa crainte de voir proclamer la République à l'entrée des troupes françaises, ne les appellerait « qu'à la dernière extrémité² ». Ce n'est qu'au moment suprême, en effet, que l'on semble s'être tourné vers la France, et encore ! Le 22 juillet, Reiset signale seulement le désir de recevoir l'aide d'un général français, Bugeaud par exemple³. Mais, déjà, le résultat logique et inexorable de tous ces atermoiements s'était produit : l'écrasement de Charles-Albert à Custoza (25 juillet). Bientôt seules résistaient encore Venise et la forteresse d'Osoppo dans les Alpes.

La médiation franco-anglaise. — Les changements survenus à Paris, d'abord le 12 mai (où le gouvernement provisoire céda la place à la Commission exécutive, et Lamartine à Bastide aux Affaires étrangères), ensuite après les journées de Juin (qui valurent à Cavaignac de devenir chef du pouvoir exécutif), ne modifièrent point la politique extérieure de la République. Le maintien de la paix, l'aide à l'Italie dans toute la mesure permise par les circonstances, la recherche de l'entente anglaise, ces principes du gouvernement de Lamartine restaient professés par ses successeurs.

Au lendemain de Custoza, le 28 juillet, les Lombards demandèrent officiellement l'intervention française ; les Piémontais, le 29, se contentèrent d'envoyer Ricci sonder les dispositions du gouvernement de Paris. Mais, à cette date, une opération militaire n'était plus possible ;

1. Tous nos postes signalent cette recrudescence du prestige français à travers toute l'Europe, de l'Angleterre à la Russie.

2. *Aff. étr.*, n° 324, fol. 165.

3. *Ibid.*, fol. 190.

Reiset écrivait avec raison que tout serait à reprendre à zéro, et avec le risque d'une conflagration générale¹; d'ailleurs, Turin, dégoûté de l'indifférence des autres États italiens, ne semblait déjà plus parler que d'un appui diplomatique²; les informations suivantes contredisaient cette nouvelle, mais témoignaient d'un grand désarroi à la cour.

Le 4 août, Bastide informait Bixio qu'il avait longuement causé avec l'ambassadeur d'Angleterre et qu'il envisageait une médiation commune³. Le même jour, Ricci annonçait à Bastide que Brignole avait reçu l'ordre de demander le secours armé de la France⁴; Guerreri, envoyé milanais et chef du gouvernement provisoire, faisait cette même demande le 5 au nom de la Lombardie⁵; le surlendemain, Brignole s'acquittait de la démarche annoncée sur un ton presque désespéré : « La moindre marque de froideur de la part de la République française jetterait les populations italiennes dans le découragement et pourraient avoir de bien sinistres conséquences⁶. »

Le 8 août, répondant à Brignole, Bastide lui fait discrètement la leçon : les sympathies de la France ont toujours été acquises à l'Italie, et, « à la première nouvelle des revers de l'armée italienne, revers si noblement soutenus, nous avons éprouvé le regret qu'une noble susceptibilité nationale ne vous eût pas permis de nous appeler plus tôt... »; mais, ajoute-t-il, ce même jour, la France et l'Angleterre ont proposé leur médiation aux gouvernements sarde et autrichien⁷.

La demande du concours anglais était habile. La France n'avait pas en Italie les mêmes raisons d'agir secrètement que dans l'affaire polonaise; en associant la Grande-Bretagne à son action, elle allait au-devant du désir de Palmerston d'enrayer l'agitation révolutionnaire; elle écartait les craintes que Londres semblait nourrir à l'endroit des ambitions possibles de notre pays dans la péninsule; elle rendait plus difficile, d'autre part, le rejet pur et simple de ses propositions par l'Autriche et prouvait à Vienne et au monde que la République n'était pas isolée. Le but constant de Bastide (en cela pleinement d'accord avec Lamartine qui avait fait, dès le 3 mars, à Normanby des propo-

1. Reiset à Bastide, 30 juillet. Ibid., fol. 215-220. — Il estimait, le 7 août, qu'il faudrait envisager l'envoi d'au moins 100,000 hommes pour faire œuvre utile : Ibid., fol. 253.

2. Id., 31 juillet. Ibid., fol. 223-224.

3. Ibid., fol. 234.

4. Ibid., fol. 239.

5. Guerreri à Bastide. Ibid., fol. 241.

6. Ibid., fol. 255-256.

7. Ibid., fol. 256 v°.

sitions d'étroite collaboration) fut de marcher de concert avec l'Angleterre. Les réponses courtoises du gouvernement français aux notes de l'ambassadeur étaient en général bien accueillies ; l'idée d'une attitude commune dans les affaires européennes avait été reprise au mois d'avril, où Tallenay, dans sa première entrevue avec Palmerston, le 27, avait déjà abordé avec lui la question du Schleswig¹ ; notre envoyé, moins d'un mois après, croyait pouvoir assurer que l'éventualité d'une collaboration entre les deux pays paraissait désirable à Londres². Cependant, le 30 juin, lorsque l'avance sarde ne donnait encore, il est vrai, aucun caractère d'urgence à une intervention, il rendait compte que l'Angleterre ne semblait pas très disposée à jouer le rôle de médiatrice en Italie³. Trois semaines après, la situation s'était entièrement modifiée : le secrétaire d'État des Affaires étrangères accueillait avec « une visible satisfaction » les propositions de Tallenay en vue d'une médiation commune et priait le diplomate français de demander des instructions à Paris⁴. Peu de jours après, notre envoyé, tentant de pénétrer les causes de ce revirement, suggérait l'idée que Palmerston avait été guidé par les événements de Francfort et par l'évolution de la monarchie danubienne, qui n'était plus l'ancienne Autriche, mais « un membre affaibli d'une nouvelle Allemagne qui tend à se constituer politiquement et commercialement d'après des principes peu favorables aux vues de la Grande-Bretagne » ; celle-ci, ne trouvant plus dans les Habsbourgs le contrepoids habituel opposé à la France, verrait avec indifférence la séparation des provinces d'Italie ; mieux, elle cherchait ailleurs « une sorte d'équivalent à cette alliance devenue stérile, et l'agrandissement d'un État aussi heureusement placé que le Piémont pour contre-balancer dans certaines limites et la France et l'Allemagne se présente tout naturellement à sa pensée. Plus l'Autriche se confondra avec l'unité germanique, plus l'Angleterre favorisera le développement de la puissance piémontaise en Italie⁵ ».

L'idée d'une médiation franco-anglaise était donc déjà en bonne voie lorsque Piémontais et Milanais demandèrent le secours de la France. Des raisons différentes poussaient Londres et Paris à agir dans le même sens, c'est-à-dire à protéger les patriotes italiens tout en les con-

1. Tallenay à Lamartine, 28 avril. Aff. étr., Londres, 1848, n° 669, fol. 262-264.

2. Tallenay à Bastide, 17 mai. Ibid., n° 670, fol. 43-44.

3. Id. Ibid., fol. 203.

4. Id., 21 juillet. Ibid., fol. 258.

5. 26 juillet. Ibid., fol. 272-273.

tenant : la France, par sympathie pour l'Italie et le droit des peuples et aussi pour endiguer les ambitions de Charles-Albert, dont elle se défiait de plus en plus¹ ; l'Angleterre, par crainte d'une intervention française, par désir d'asseoir son influence en Lombardie à la place, à la fois, des Autrichiens dont la puissance à venir pouvait devenir inquiétante si elle fusionnait avec celle de l'Allemagne et des Français dont elle redoutait les ambitions, enfin pour séparer les uns et les autres. La dépêche de Tallenay montre que la France n'ignorait pas les arrière-pensées de Palmerston. S'en emparer pour en faire sortir une collaboration n'était pas d'une mauvaise politique.

Seulement, après Custoza, il ne pouvait plus être question d'enlever à l'Autriche toute l'Italie du Nord. Palmerston dut être heureux de pouvoir se référer aux propositions de Hummelauer, qui avait suggéré par le memorandum du 24 mai, alors que tout allait mal pour Vienne, l'abandon de la Lombardie et l'autonomie de la Vénétie. Bastide ayant déclaré qu'il n'avait pas d'idée préconçue sur les conditions à envisager², l'accord devait être facile. Le 8 août, le jour même de sa réponse à Brignole, le ministre français communiquait à Lacour, notre envoyé à Vienne, et à Reiset les bases de l'arrangement à proposer à l'Autriche³ : armistice sur la base de l'*uti possidetis* ; l'Autriche renonce à la Lombardie ; le gouvernement lombard actuel est un fait pris comme base de discussion, quoique sans garantie ; la Lombardie prendra à sa charge une partie de la dette autrichienne ; la Vénétie sera organisée comme la Hongrie, sous l'autorité supérieure de l'empereur ; la nouvelle frontière sera celle qui sépare actuellement la Lombardie de la Vénétie ; Parme et Modène se donneront à qui ils voudront.

Mais déjà Charles-Albert avait, une fois de plus, prouvé sa défiance en signant, le 9 août, seul à seul (mais, on le verra, au su de l'Angleterre), l'*armistice Salasco* (arrêté entre les généraux Hess et Salasco), sur des bases beaucoup moins favorables que le *statu quo* proposé par la France : la frontière est ramenée au Tessin ; Peschiera, Rocca d'Anfo (sur le lac Idro) et Osoppo seront rendus aux Autrichiens dans les trois jours ; les Sardes évacueront Modène, Parme et Plaisance ; ils abandonneront Venise ; l'Autriche garantit les personnes et les propriétés des villes évacuées ; l'armistice, d'une durée de six semaines,

1. Bastide à Tallenay, 18 juillet. Ibid., fol. 249. Voir ci-dessous.

2. Id., 31 juillet. Ibid., fol. 292.

3. Aff. étr., Vienne, 1848, n° 436, fol. 64.

sera prolongé d'un commun accord ou dénoncé avec un préavis de huit jours¹.

Cette nouvelle fut fort mal accueillie à Paris ; mais il n'y avait rien à faire. Il avait plu à Charles-Albert d'abandonner des places qui résistaient encore et d'accentuer ainsi la victoire autrichienne : libre à lui d'en supporter les conséquences, car la tâche des négociateurs ne s'en trouvait pas facilitée. Le projet de médiation lui fut présenté le 15 août à Alexandrie et accepté le même jour². Venise, sacrifiée d'un trait de plume après avoir fait taire ses sentiments républicains pour se donner au Piémont, refusa l'armistice et demanda le secours de la France : Bastide ne pouvait qu'opposer à cette prière l'impossibilité d'offrir à la fois sa médiation et des troupes, mais il mettait l'Autriche en demeure de respecter Venise et envoyait deux navires croiser dans l'Adriatique³. Intervention diplomatique ne signifiait pas politique d'abandon.

Les difficultés de la médiation. — Le tiers bien intentionné qui tente d'apaiser une querelle est à peu près sûr d'avoir à lutter contre la mauvaise volonté des deux parties. Bastide et Palmerston devaient vite faire l'épreuve de cette vérité.

1^o Le gouvernement de Vienne n'avait pu décliner les bons offices de la France et de l'Angleterre réunies, d'autant plus que la situation intérieure restait fort trouble ; mais il n'était pas dans les habitudes des Habsbourgs de lâcher prise sans y être contraints. Toute la tactique de l'Autriche allait consister à gagner du temps, mettant son espoir dans l'amélioration de la situation et dans les imprudences italiennes : et, en somme, ce calcul se trouva juste. Pour le moment, le cabinet impérial commença par soulever des difficultés sur le principe même de la médiation. Une première dépêche de Lacour, du 23 août, annonçait que Wessenberg lui opposait des réponses dilatoires, se prétendait mal informé, avançait que Charles-Albert négociait séparément (ce qui était faux), que l'armistice n'était pas exécuté (il est vrai qu'Osoppo résista jusqu'en octobre), que, d'ailleurs, les propositions Hummelauer étaient périmées, les circonstances ayant changé⁴. Ce n'est que le 3 septembre que le ministre accepta officiellement

1. Lacour à Bastide, 15 août. Ibid., fol. 89-90.

2. Revel (premier ministre sarde) à Reiset. Aff. étr., n^o 321, fol. 296-297.

3. Bastide à Bois-le-Comte, 25 août. Ibid., fol. 380.

4. Lacour à Bastide. Ibid., n^o 436, fol. 106-114.

l'offre de médiation, mais en insistant sur l'entière exécution de l'armistice¹.

Seulement, le 9, Lacour fait savoir que Wessenberg ne discutera pas de l'abandon de Milan ni de Venise, sous prétexte qu'une médiation est admissible entre deux États belligérants, non entre un souverain et ses sujets révoltés ; du moins ne leur refusera-t-il pas l'autonomie ; mais il excite en même temps l'opinion contre la France par le moyen de la presse². Devant la fermeté de la France, le gouvernement autrichien se rabat sur le choix du lieu de la conférence. Le 14 septembre, Bastide propose une ville neutre (Bâle, Genève ou Constance) et spécifie qu'il n'accepte pas les interprétations de Vienne ; les Français se refusent à se présenter comme « des suppliants à l'égard de la Lombardie et de la Vénétie », non plus que les Anglais, et il est bon que cela se sache³. Le 26, Wessenberg, qui, le 17, avait proposé Innsbruck, fait savoir qu'il n'y tient pas autrement, mais repousse l'idée d'aller en Suisse, « en raison de l'agitation qui y règne » (?), et propose Vérone ou Padoue⁴, sans doute parce qu'il les juge inacceptables pour Bastide : celui-ci refuse, en effet, le 30, parce que ce ne sont pas des villes neutres, et suggère Rome⁵ ; puis, comme l'Autriche ne répond pas et semble renâcler, il propose Bruxelles⁶.

Le siège de Vienne vient interrompre les conversations ; après la victoire, le ton s'élève avec Schwarzenberg, qui accepte Bruxelles, le 27 novembre⁷, mais déclare le même jour à l'Assemblée que « la révolution viendra d'en haut », que l'intégrité de l'Empire sera maintenue et qu'aucune concession territoriale ne sera faite en Italie⁸. Le 1^{er} décembre, il fait abdiquer Ferdinand pour proclamer un empereur qui ait les mains libres de tout engagement ; le 11, Lacour signale la satisfaction que causent au général les imprudences commises par les révolutionnaires italiens, et sa mauvaise humeur à l'égard de la France et de l'Angleterre⁹ ; le 17, Schwarzenberg propose un Congrès des grandes puissances, où la France, l'Angleterre, la Russie, la Prusse et l'Au-

1. Wessenberg à Lacour. Ibid., fol. 168-171.

2. Lacour à Bastide. Ibid., fol. 186-192 et 194-201.

3. Bastide à Lacour. Ibid., fol. 201^a-201^b.

4. Lacour à Bastide. Ibid., fol. 230-236.

5. Ibid., fol. 239.

6. 7 octobre. Ibid., fol. 262 bis.

7. Schwarzenberg à Lacour. Aff. étr., n° 437, fol. 104.

8. Lacour à Bastide, 29 novembre. Ibid., fol. 112-117.

9. Ibid., fol. 153-155.

triche se réuniraient pour discuter de toutes les affaires en suspens en Europe¹ : la menace est à peine déguisée, le ministre veut échapper à la médiation en lui substituant une conférence où la France et l'Angleterre seront en minorité². D'ailleurs, à Lacour, qui se plaint de tous ces retards, il répond qu'il n'y a rien à faire tant que l'on s'en tiendra à des conditions aussi inacceptables que l'abandon de Milan³. C'est que les armées impériales sont en pleine offensive contre la Hongrie et que Schwarzenberg croit la victoire proche. A cette date, le rôle des hommes de 48 est terminé ; le gouvernement du Prince-Président s'organise et Drouyn de Lhuys, d'ailleurs parfaitement au courant de la situation, assume depuis le 20 décembre la responsabilité de notre politique étrangère. L'affaire austro-italienne se présente sans doute à ce moment sous de fâcheux auspices ; mais la position française n'est pas entamée et le nouveau cabinet a les mains entièrement libres.

2^o Des difficultés tout aussi graves sont venues de la mobilité du gouvernement piémontais. Non seulement Turin n'a jamais considéré l'armistice que comme un répit avant la reprise de la guerre, mais il manifeste presque constamment sa mauvaise humeur contre la médiation qui l'a pourtant sauvé et formule des exigences *a priori* qu'il est bien difficile de ne pas laisser discuter par les Autrichiens. Le Comité lombard de défense, par exemple, écrit, le 13 septembre, à Cavaignac, que l'Italie n'acceptera pas une médiation qui n'assurerait pas l'indépendance de Milan et de Venise⁴. Le 21 septembre, Bois-le-Comte, qui a remplacé Reiset à Turin le 19 août, fait savoir que le roi tirera l'épée si la médiation n'aboutit pas à l'indépendance de l'Italie du Nord, et que l'on discute dans tous les milieux de l'organisation de la future Italie unifiée⁵ ; le 29, il rend compte d'un discours de Gioberti à un meeting pour la Ligue italienne, où l'orateur a préconisé une fédération de provinces autonomes et averti ses auditeurs de ne pas compter sur

1. Lacour à Bastide, fol. 167-172.

2. Cette idée n'était pas nouvelle. En septembre, la Prusse avait témoigné de son désir de participer à la médiation ; Bastide n'avait pas immédiatement repoussé le projet de conférence générale, espérant opposer plus ou moins la Prusse à l'Autriche et à Francfort (cf. lettres à Arago, 6 septembre. Aff. étr., n° 302, fol. 248, et à Beaumont, 9 septembre. Ibid., n° 671, fol. 144) ; mais Palmerston lui en avait fait sentir tous les dangers, y compris ceux qui pouvaient venir de Francfort et de Saint-Petersbourg (Beaumont à Bastide, 13 septembre. Ibid., fol. 154-155). Bastide y avait renoncé dès le 16.

3. Lacour à Bastide, 25 décembre. Aff. étr., n° 437, fol. 191-199.

4. Aff. étr., n° 322, fol. 62.

5. Ibid., fol. 121-124.

la médiation, qui ne sert qu'à endormir les esprits¹. Le 15 octobre, Bois-le-Comte se dit en mesure d'affirmer que, si la médiation n'a pas pour résultat de donner la Lombardie au Piémont, le ministère se retirera de lui-même et cédera la place au parti de la guerre ; on dira qu'on reprend les armes parce que la France a abandonné l'Italie ; les ambitions sardes, ajoute l'ambassadeur, ont moins de poids dans tout cela qu'un irrésistible mouvement d'opinion qui voit dans le Piémont le libérateur désigné de l'Italie et des provinces occupées : déjà la « Ligue pour l'indépendance italienne » a adopté pour cet État le nom de *Royaume de Haute-Italie*². Le 25, le ministre De Perrone tente un petit chantage : se disant peiné de ce que le gouvernement français refuse son agrément à la nomination de Ricci (frère du ministre, et qui n'était pas *persona grata* à Paris) comme successeur de Brignole, il déclare que, affaibli moralement de ce fait, il devra se réhabiliter en dénonçant l'armistice³... Les informations de ce genre sont constantes, jusqu'à la reprise de la guerre, le 13 mars 1849. Disons toutefois, à la décharge des gouvernements successifs de Turin, qu'ils avaient la plus grande peine à tenir tête à une opinion surexcitée, dont un fort parti se montrait, comme dans toute l'Italie, décidé à faire succéder, pour reprendre le mot d'Azeglio, la guerre des peuples à la guerre des princes.

Plus graves peut-être encore étaient les tentatives visant à compromettre la France et à l'entraîner à la guerre. Le 25 août déjà, reprenant l'idée signalée le 22 juillet avant Custoza, le gouvernement sarde envoie à Paris le colonel La Marmora demander un général français, de préférence le maréchal Bugeaud, pour prendre le commandement de l'armée piémontaise⁴ ; le 4 septembre, Bois-le-Comte signale que les Sardes sont furieux qu'à la place de Bugeaud on leur ait proposé des « jeunes » (Le Flô, Mac-Mahon), et qu'ils se sont adressés à un général polonais⁵ (en réalité, Bastide a répondu à La Marmora « que l'envoi d'un Français à la tête de l'armée sarde constituerait un cas d'intervention et que, du reste, l'armée n'en avait pas besoin, tant qu'il s'agirait pour elle seulement de se réorganiser⁶ »). Ils essaieront de même de profiter de la mission du général Pelet, en janvier 1849, pour obtenir

1. Aff. étr., fol. 159.

2. Ibid., fol. 223-228.

3. De Perrone à Bois-le-Comte. Ibid., fol. 299-300.

4. Bois-le-Comte à Bastide. Aff. étr., n° 321, fol. 383.

5. Aff. étr., n° 322, fol. 26.

6. Bastide à Bois-le-Comte, 28 septembre. Ibid., fol. 158.

toutes sortes de conseils techniques, au point que Drouyn de Lhuys devra le rappeler le 30 janvier¹.

A mesure que le désir de recommencer la guerre reparait, l'irritation contre la médiation se fait plus nerveuse. L'incident le plus caractéristique à cet égard est peut-être la séance du 26 octobre à la Chambre des députés, où personne ne voulut avoir eu la malencontreuse idée de demander les bons offices de la France et de l'Angleterre; on faillit décréter le ministre Revel d'accusation pour l'avoir fait², et la discussion a mis en lumière des dessous bien singuliers dans l'affaire de l'armistice. « Vous trouverez », écrit Bois-le-Comte, « dans le Journal que je vous envoie, une lettre du 1^{er} août du ministre Pareto au comte de Revel, ambassadeur sarde à Londres. Cette lettre est fort curieuse; elle démontre que le ministre d'Angleterre ne s'est rendu au camp de Radetzky que pour empêcher, en l'arrêtant, que l'intervention de la France ne devint nécessaire et que le cabinet sarde ne fût forcé de la demander, et que celui-ci réclamait celle de l'Angleterre pour éviter cette nécessité qu'il reconnaît être le vœu du pays, mais auquel il est loin d'être favorable³. » Au cours de la séance, les ministres Ratazzi et Ricci ont été jusqu'à prétendre que ce qui avait été demandé à la France, c'était un « sussidio », c'est-à-dire un corps auxiliaire! Cavour ne put s'empêcher de bondir. *Un sussidio svizzero!* s'écria-t-il, dans un

1. Cf. Correspondance depuis le 18 janvier. Aff. étr., n° 323.

2. Bois-le-Comte à Bastide, 27 octobre. Aff. étr., n° 322, fol. 304.

3. 30 octobre. Ibid., fol. 322. Voici les passages essentiels de la dépêche à Revel, d'après le 2^e supplément de la *Gazetta Piemontese*, n° 280, p. 1-2, joint à la lettre de Bois-le-Comte : « Le Roi avait fait proposer un armistice au maréchal Radetzky; mais il y a mis des questions si dures qu'elles n'auraient pu être acceptées... Dans cet état de choses, le gouvernement... a cru devoir expédier M. le marquis Albert Ricci à Paris, non pour demander une intervention armée, mais pour savoir quelles seraient les dispositions du gouvernement français dans le cas où les circonstances nous obligeraient à la réclamer. Nous en avons informé en toute sincérité M. Abercromby, qui s'est rendu à l'armée avec l'intention d'intervenir auprès du maréchal Radetzky, dans le but d'obtenir, à des conditions plus acceptables, un armistice qui pourrait être le prélude d'un arrangement et d'une pacification. Elle ne pourrait cependant avoir lieu qu'à des conditions honorables. — Veuillez entretenir dans ce sens lord Palmerston et réclamer avec chaleur ses bons offices comme une nouvelle marque de sa constante bienveillance pour nous... Dites-lui que, si les conditions qu'on nous fera n'étaient pas raisonnables et telles que nous puissions les accepter avec honneur, l'armée et le pays tout entier seraient encore prêts à faire les derniers sacrifices pour les obtenir, et que, si la fortune venait à tromper leur courage et leur dévouement, nous serions forcés de recourir à l'intervention de la France. Certainement, le gouvernement est loin de la désirer; il n'y aurait, au contraire, recours qu'à la dernière extrémité; mais, si l'on voulait nous faire des conditions qui ne fussent pas honorables, il serait obligé, à regret et cédant au vœu du pays, de recourir à ce moyen qui serait devenu une nécessité » (Aff. étr., ibid., fol. 332).

article du *Risorgimento*¹, et, à la Chambre même, selon le texte de la *Gazetta Piemontese*, il se montra ironique à froid (« non potete fare che l'Inghilterra non abbia in fede creduto che avevate invocato il suo intervento diplomatico, ciò che suol chiamarsi mediazione ») ou même indigné (« Ora io chieggo alla Camera, se la pare un atto molto conveniente, molto abile, il domandare ad una nazione quale è la Francia d'intervenire in una questione, quale era la questione d'Italia, d'entreprendre une guerre che poteva diventare europea, come semplice nostro ausiliare, come non avete in detta questione che una parte secondaria²? »). L'Assemblée ne parut pas si choquée que Cavour, non plus que le ministère ; mais des scènes de ce genre devaient singulièrement refroidir l'enthousiasme du gouvernement français.

L'attitude de la France après Custozza. — Dans ces circonstances critiques, l'attitude de la France fut ce qu'elle devait être. Sa ligne de conduite ne varia pas : s'opposer à tout acte agressif de l'Autriche, sans se laisser entraîner par l'Italie. La médiation, en définitive, échoua, puisque la conférence ne se réunit jamais ; mais on ne saurait dire que la politique française soit restée passive, ni qu'elle n'ait exercé aucune influence sur les événements. Dans l'ombre si l'on veut, mais fermement, notre diplomatie agissait et ne se laissait pas oublier.

Cette action a une double face, qu'il peut être plus commode d'étudier séparément.

1^o Le gouvernement de Bastide s'est montré énergique à l'égard de Vienne chaque fois qu'il en a senti la nécessité.

Le fait se vérifie d'abord en ce qui concerne Venise. Paris interdisait les hostilités contre la ville en maintenant une escadre dans l'Adriatique. Dès le 25 août, on l'a vu, le ministre des Affaires étrangères avait annoncé à Bois-le-Comte l'envoi de deux vaisseaux, ajoutant que, si Venise n'était pas respectée, nous n'aurions plus « qu'à consulter les intérêts d'une intervention qui deviendrait inévitable³ ». Le 29, il propose à l'Angleterre d'occuper conjointement Venise, ajoutant qu'en cas de refus, la France le fera seule et remplacera s'il le faut la diplomatie par la guerre révolutionnaire ; il envoie à Bois-le-Comte une copie de cette dépêche et lui en confirme, le 4 septembre, le contenu⁴.

1. Aff. étr., fol. 325.

2. Loc. cit., p. 3. Aff. étr., ibid., fol. 333.

3. Aff. étr., n° 321, fol. 330.

4. Ibid., fol. 414-417, et n° 322, fol. 27-28.

« Autant », ajoute-t-il, « nous avons usé de modération, tant que l'espoir de garder la paix a pu être conservé, autant nous avons pris soin de ne point exciter les peuples contre leurs gouvernements, autant alors nous nous appliquerons à propager les doctrines républicaines et à nous faire des alliés de toutes les populations... » Et comme Wessenberg ne paraît pas beaucoup s'émouvoir, qu'il ne semble pas reculer devant l'éventualité d'une guerre¹, qu'il laisse circuler des feuilles volantes affirmant que les éléments royalistes n'attendent qu'une occasion pour balayer « le dictateur Cavaignac² », et comme Venise est bloquée, Bastide prescrit à Lacour d'insister pour qu'on laisse cette ville tranquille, sinon les vaisseaux français interviendront³; il réitère le lendemain sa menace de déclencher une guerre révolutionnaire⁴; en octobre, il prévient Bois-le-Comte et le consul de France à Venise que les deux navires, qui quittent leur mouillage pour se ravitailler, seront aussitôt remplacés⁵ et bientôt fait dire à l'Angleterre que l'escadre de l'Adriatique a reçu l'ordre de s'opposer au blocus au besoin par la force⁶. En novembre, l'ambassadeur d'Autriche, M. de Thorn, lui fait de vives représentations au sujet des secours envoyés par la France à Venise et qui ont empêché l'effet du blocus : Bastide n'envisage pas un moment l'idée d'abandonner la cité, même si cette attitude mène à la guerre⁷. Le 17 décembre encore, au moment de remettre ses pouvoirs, le ministre de la Marine prévient l'amiral Ricaudy, commandant l'escadre de l'Adriatique, que ses forces présentes (la frégate à vapeur *l'Asmodée* et les avisos à vapeur le *Solon* et le *Brasier*) vont être renforcées d'une frégate à voiles (la *Psyché*), d'une frégate à vapeur de la division Baudin et, plus tard, de deux avisos à vapeur⁸.

En même temps qu'il faisait respecter Venise, le gouvernement français assurait Charles-Albert contre toute reprise des hostilités par l'Autriche. La réussite de la médiation, écrivait Bastide à Bois-le-Comte, le 29 août, est « notre affaire principale, le but essentiel vers lequel nous tendons. Si cette solution amiable ne peut être obtenue, si l'on nous force à tirer l'épée, nous ne ferons pas seulement la guerre

1. Lacour à Bastide, 9 septembre. Aff. étr., n° 436, fol. 186-192.

2. 5 septembre. Ibid., fol. 193.

3. 25 septembre. Ibid., fol. 228.

4. 26 septembre. Ibid., fol. 229^a-229^b.

5. A Bois-le-Comte, 19 octobre. Aff. étr., n° 322, fol. 248.

6. A Beaumont, 24 octobre. Aff. étr., n° 672, fol. 11.

7. Bastide à Bois-le-Comte, 7 novembre. Aff. étr., n° 322, fol. 358.

8. Aff. étr., n° 437, fol. 165.

dans l'intérêt de l'Italie ; nous la ferons aussi à notre point de vue personnel, et nous saurons tirer profit de toutes les chances qui se présenteront. Ce n'est pas à nous qu'on devra imputer les conséquences d'une intervention qu'il n'aura pas dépendu de nous d'éviter¹ ». Même idée dans la dépêche du 4 septembre, déjà citée, et Bastide y tient, car il la reprend presque dans les mêmes termes en s'adressant à Emmanuel Arago : si les justes propositions de la France sont repoussées, « si nous nous trouvons encore une fois seuls contre tous, alors, il faut que les gouvernements de l'Europe le sachent bien, nous emploierons tous les moyens qui sont en notre pouvoir, nous allumerons tous les éléments d'incendie qui existent en Europe, nous déchaînerons la propagande la plus démagogique contre ceux qui n'auront pas compris le rôle de conservation, d'ordre et de paix que nous aurions voulu remplir, et quand je m'exprime ainsi, ce n'est pas mon seul sentiment que j'expose, c'est celui des hommes les plus modérés²... ». Le 14, il proteste encore formellement contre la prétention du gouvernement de Vienne, qui se dit autorisé par l'armistice Salasco à occuper Venise, et contre l'assertion selon laquelle Milan et Venise sont seulement « des pays révoltés en faveur desquels on peut invoquer la clémence de leurs maîtres légitimes, mais qui n'ont aucun droit qu'une puissance quelconque puisse songer à défendre en qualité de médiatrice³ » ; il menace à nouveau le 26 : il serait bon que l'Autriche sût que la seule modération a empêché la France de déchirer les traités de 1815 ; « si l'on blesse gratuitement l'opinion publique..., nous appellerons à la guerre contre les trônes tous les peuples qui n'attendent que le signal donné par nous⁴ ». — Bastide était sincère ; il a prouvé tout au long de son activité qu'il ne cherchait pas les aventures. On peut s'étonner qu'il ait envisagé ainsi de sang-froid une guerre contre toute l'Europe, qui eût été une terrible épreuve. Mais il faut se rappeler qu'en septembre 1848, tout était encore possible ; alors que Cavaignac tenait avec fermeté le gouvernail de la France, Vienne, la Hongrie grondaient, l'Italie était en pleine effervescence mazzinienne, l'Allemagne de Francfort paraissait sur le point d'exclure l'Autriche ; Bastide s'était fait envoyer par ses divers agents le décompte des armées sarde et autrichienne et le tableau des possibilités militaires⁵, et il peut être excusable de s'être

1. Aff. étr., n° 321, fol. 410.

2. 6 septembre. Aff. étr., Berlin, 1848, n° 302, fol. 248.

3. Bastide à Bois-le-Comte. Aff. étr., n° 322, fol. 66.

4. Bastide à Lacour. Aff. étr., n° 436, fol. 229^a-229^b.

5. Le 6 septembre, Bois-le-Comte parle de 40,000 Sardes, les seuls qui lui paraissent entra-

fait quelques illusions ; d'autant plus qu'il songeait bien plutôt à effrayer l'adversaire éventuel, afin de n'avoir pas à passer aux réalisations. C'est sans doute encore dans cet esprit que, le 10 octobre, il promettait formellement à Turin le secours de ses armes si les Autrichiens passaient le Tessin¹. Ce même jour, Bois-le-Comte se joignait à son collègue anglais pour protester auprès de Radetzky contre sa décision de retenir le parc d'artillerie de Peschiera, sous prétexte que toutes les conditions de l'armistice n'étaient pas respectées, et cette intervention n'est peut-être pas restée sans effet sur la libération de ce parc une quinzaine plus tard². En tout cas, l'appui français paraissait si décidé que, devant les clameurs impatientes, le président du Conseil, De Perrone lui-même, crut devoir faire, le 13 novembre, à la Chambre piémontaise, ce vif éloge, que nous avons rapporté en d'autres temps, de l'armée des Alpes qui assurait au Piémont « des frontières invulnérables³ ».

Enfin, ce n'est pas seulement le nord de l'Italie, objet de la médiation, que Bastide surveillait avec soin, mais les événements de toute la péninsule. Lorsque les Autrichiens font entrer leurs troupes dans les Légations, le ministre français proteste énergiquement : « Vous inviterez le ministre autrichien à s'expliquer nettement à ce sujet⁴ » ; il approuve, dans la même dépêche, notre agent à Florence, Poilly, de s'être associé sans en attendre l'ordre, vu l'urgence, à une démarche britannique ayant pour but de faire respecter la Toscane, et il précise bientôt que le maintien des troupes autrichiennes en Italie Centrale serait un *casus belli*⁵. Il s'oppose de même à toute restauration dans les duchés de Modène et de Parme, qu'il faut laisser s'annexer soit au Piémont, soit à la Toscane, comme ils voudront⁶. — En face des événements de Rome, il garde une attitude prudente : au pape qui lui demandait des troupes, il fait répondre qu'il peut difficilement envoyer, soit une gendarmerie dont le rôle ne serait pas digne de la France, soit

nés, et de quelque 50,000 Italiens de partout, mal organisés, parmi lesquels les volontaires seront sans valeur aucune, à moins que la France ne leur envoie des cadres corses (*sic*). En face, 80,000 Autrichiens sont en état de faire immédiatement campagne (Aff. étr., n° 322, fol. 20-24 et 25-26).

1. Bastide à Bois-le-Comte. Aff. étr., n° 322, fol. 204.

2. Bois-le-Comte et Abercromby à Radetzky, 10 octobre. Ibid., fol. 211-212 ; Bois-le-Comte à Bastide, 25 octobre. Ibid., fol. 285.

3. Bois-le-Comte à Bastide. Ibid., fol. 370. Cf. *Revue historique*, 1936, t. CLXXVIII, p. 237.

4. Bastide à Lacour, 12 août. Aff. étr., n° 436, fol. 79.

5. 24 août. Ibid., fol. 100.

6. Bastide à Bois-le-Comte, 29 août. Aff. étr., n° 321, fol. 410.

une armée dont l'expédition serait incompatible avec l'action pacifique de la médiation¹; mais, après l'assassinat de Rossi (15 novembre) et devant les projets de fuite de Pie IX, Cavaignac donne à l'escadre de Toulon l'ordre d'offrir au pape son appui et un refuge, en cela approuvé par presque toute l'Europe, même par la Russie². On sait, d'ailleurs, que le Saint-Père préféra se réfugier à Gaète. On connaît également l'intervention humanitaire des amiraux français et anglais en Sicile en vue d'arrêter les excès du *Re Bomba*; Bastide prenait soin d'avertir le gouvernement britannique que l'amiral Baudin avait reçu pour instructions de mettre fin à la guerre de Sicile, d'obtenir de Ferdinand les plus larges concessions et d'inviter les insurgés à s'en contenter³.

2^o Mais, tout en empêchant la non-intervention de devenir une comédie, le gouvernement français exerçait en Italie une action modératrice encore plus remarquable peut-être. L'ami de Cavaignac et de Carnot, l'ancien combattant de 1830, le collaborateur de la liste du *National* en 1848, eut l'occasion, en ces semaines de crise, de prouver sa modération et les ressources de sa diplomatie. Très favorable à l'Italie, il n'en était pas moins renseigné sur l'hostilité de Charles-Albert à l'égard de Paris et sur les dangers possibles d'un agrandissement subit du Piémont dans une telle atmosphère morale. La campagne n'était pas terminée que Bastide confiait à Tallenay qu'il considérait comme peu souhaitable pour la France et même pour l'Italie « la création au pied des Alpes d'une grande puissance appuyée sur deux mers, commandant à dix millions d'habitants, ayant à sa tête une maison nourrie dans des idées de conquête, peu scrupuleuse en politique, peu sûre dans ses relations, peu bienveillante pour la France et peu sympathique, au fond, pour les principes démocratiques et même constitutionnels⁴... ». Non qu'il fût hostile à l'unité italienne; mais, comme beaucoup d'esprits alors, il croyait plutôt à une confédération et n'était pas sans inquiétude au sujet des conceptions hésitantes du « Roi Magnanime ». Il n'ignorait nullement les ressources véritables de l'Autriche; les insuffisances et même l'indifférence d'une grande partie de l'Italie. Bois-le-Comte lui envoyait sur ce point, le 19 août, des détails assez savoureux : on n'a pu trouver un volontaire

1. 25 août. Ibid., fol. 380.

2. Le Flô à Bastide, 18 décembre. Aff. étr., Russie, 1848, n° 202, fol. 169.

3. Bastide à Beaumont, 16 novembre. Aff. étr., n° 672, fol. 56.

4. 18 juillet. Aff. étr., n° 670, fol. 249.

à Rome ni à Florence ; « Turin était calme, un peu abattu par la défaite de son Roi qu'il avait, un moment, égalé à Napoléon, mais rien, dans la physionomie de cette ville ni dans celle des campagnes du Piémont, n'indiquait une participation populaire au sentiment de la situation grave dans laquelle se trouvait le pays. A Turin, les registres ouverts pour la mobilisation de la garde nationale ont donné quarante-quatre noms ; à Gênes, on n'a pu aller que jusqu'à vingt-trois ». C'est que la pensée de l'unité ne s'est développée qu'au cours de la guerre, n'est devenue le but de la campagne qu'après la prise de Peschiera ; mais alors l'apparition subite de cette idée a effrayé les princes, qui ont abandonné Charles-Albert et qui boudent encore ; c'est même pourquoi Gioberti, lui-même, conscient de l'erreur politique commise, prétend maintenant avoir prêché « l'union, non l'unité¹ ». — Bastide n'ignorait pas davantage que Palmertson, encore qu'hésitant, n'éprouvait point de déplaisir devant la perspective de dresser aux portes de la France un grand État italien capable de lui donner de l'ouvrage. Aussi, devant tout cet inconnu, désire-t-il avant tout la paix et se montre-t-il décidé, tout en défendant s'il le faut l'Italie attaquée, à ne prendre les armes que dans cette unique hypothèse.

Ainsi s'expliquent des dépêches comme celle qu'il adresse le 15 septembre à Bois-le-Comte : « Il ne faut pas, au reste, vous préoccuper des clameurs qui s'élèvent en Italie. Nous ferons avec fermeté ce qui est juste et possible, sans en tenir aucun compte. L'Autriche nous promet de donner à la Lombardie et à la Vénétie une constitution libre, assurant à ces provinces une administration séparée avec des fonctionnaires exclusivement italiens, une assemblée nationale formée par le suffrage universel, une armée également nationale sans mélange de troupes étrangères ; elle ne se réserve qu'un droit de souveraineté personifié dans un prince de son choix. Je n'ai pas accepté ces propositions, mais elles peuvent certainement servir de base aux négociations. Quant aux duchés, ils pourront être remis à la Sardaigne qui aurait encore gagné beaucoup plus par ses défaites que d'autres puissances par des victoires². » Il est assez curieux de voir poindre en 1848 une idée qui sera un peu celle de Napoléon III en 1860, à savoir que des acquisitions vers l'Italie Centrale pourraient être une compensation à l'échec des espérances piémontaises dans le Nord³. Mais ce n'est là

1. Aff. étr., n° 321, fol. 320-335.

2. Aff. étr., n° 322, fol. 80.

3. Une lettre de Gauldrée-Boilleau, consul à Milan, semble indiquer que le bruit courait

qu'une ligne de repli, et Bastide déclare nettement, plus d'un mois après, que, lorsque les conférences s'ouvriront, il défendra le projet d'annexion de la Lombardie au Piémont, « proposition que nous ne pouvons abandonner sans une sérieuse discussion¹ ». — A Brignole, qui insiste pour qu'en aucun cas l'on ne refuse le Milanais au Piémont, il répond « que des bases de médiation doivent être considérées comme sujettes à discussion et que si l'on en faisait un ultimatum il n'y avait dès lors plus lieu à discussion et à conférence » ; il lui refuse, pour les mêmes raisons, un traité d'alliance, tout en lui confirmant la garantie de la France contre toute attaque². Le 30 septembre, il rédige pour Bois-le-Comte une longue dépêche extrêmement intéressante, où il analyse sa propre politique. Deux principes, dit-il, s'affrontent en Europe : l'un voit dans les peuples la propriété des princes et repousse toute ingérence entre ceux-ci et leurs sujets révoltés ; l'autre soutient « que les peuples ne relèvent que d'eux-mêmes » et qu'en conséquence les traités de 1815, « conclus seulement par des princes », sont nuls de plein droit. « Nous avons évité, nous, révolutionnaires français, de proclamer ce dernier principe d'une manière absolue, nous avons admis les traités de 1815, sinon comme une base, au moins comme un fait et comme point de départ pour les arrangements ultérieurs qui peuvent intervenir. Quoiqu'on nous reproche cette modération, j'ai la conscience que nous avons bien fait, mais, lorsque, d'un autre côté, on abuse de cette modération pour invoquer contre nous le prétendu droit de propriété des princes, on commet une grave imprudence ; on ne fait autre chose que de hâter le moment où les deux principes opposés se heurteront et embraseront l'Europe. » Mais il faut bien faire comprendre au cabinet de Turin que, si elle éclatait, « la guerre serait la perte inévitable du royaume sarde » ; la victoire française signifierait, selon toute apparence, le renversement du trône ; la défaite, la fin même de l'existence du Piémont³.

dans cette ville que le gouvernement sarde lui-même, craignant la prépondérance lombarde, envisageait parfois sans défaveur une solution de ce genre : on préférerait, dit-il, à la Lombardie l'annexion des duchés, si la Lombardie était à l'égard de l'Autriche aussi libre que la Hongrie ; on y verrait un régime de transition vers l'indépendance future. Il ajoute, il est vrai, que, si les troupes d'occupation gardent une attitude exemplaire, la dureté du régime et de la loi martiale pousse, au contraire, de plus en plus les Milanais vers Turin. A Bastide, 18 septembre. Ibid., fol. 98-109.

1. Bastide à Bois-le-Comte, 27 octobre. Ibid., fol. 315.

2. 28 septembre. Ibid., fol. 157.

3. Ibid., fol. 165-166.

Ce que Bastide proclame inlassablement, avant tout, c'est que, si le Piémont prend l'initiative de la rupture de l'armistice, ce sera à ses risques et périls. « Il y a un parti », écrit-il, le 10 octobre, « qui veut nous forcer à la guerre. Je dois déclarer tout d'abord que la France fera la guerre, si elle la fait, à son jour et à son heure, quand elle le jugera convenable, mais qu'on ne l'entraînera pas, quoi qu'on fasse » ; ceux qui ont repoussé l'appui français le réclament maintenant qu'ils ont perdu la partie : qu'ils laissent l'Angleterre et la France réparer la faute commise par eux. « Celle des deux parties belligérantes qui rompra la médiation nous aura pour ennemis, si c'est l'Autriche ; pour spectateur indifférent, si c'est la Sardaigne. Nous qui portons les responsabilités du gouvernement de la France, nous serions coupables au plus haut degré si nous jetions notre pays dans les aventures d'une guerre européenne parce que des gens qui nous repoussaient il y a trois mois comme des ambitieux veulent aujourd'hui nous faire courir les hasards d'une politique désespérée. » L'Allemagne interviendrait, elle l'a dit à Francfort, et, en Italie, l'armée sarde serait de nouveau seule. « Si le Piémont veut faire la guerre, qu'il la fasse et qu'il paie la peine de sa folie. Si on l'attaque, nous le défendrons, nous tiendrons la ligne du Tessin comme si c'était celle du Var¹. » Même avertissement, aussi énergique, le 12 novembre, au moment où l'on prévoyait la constitution d'un ministère Gioberti² ; le 4 décembre, où le ministre reprenait le dilemme déjà exposé dans sa dépêche du 30 septembre³ ; le 6, après que Ricci eut annoncé que le gouvernement sarde se disposait à expulser à main armée les Autrichiens des duchés : « S'il provoque la reprise des hostilités, il n'aura pas à compter sur notre appui, même dans le cas où, après une défaite, son territoire serait envahi⁴. » Peu après, le gouvernement du Prince-Président prenait la succession de celui de Cavaignac, sans qu'aucune imprudence eût encore, du côté français, mis en danger ni l'Italie ni la paix. A l'égard du Piémont, du moins, l'attitude de Drouyn de Lhuys restera sensiblement, en 1849, celle de son prédécesseur.

1. Bastide à Bois-le-Comte, fol. 204-206.

2. Ibid., fol. 368.

3. Ibid., fol. 490.

4. Ibid., fol. 503.

* * *

CONCLUSION

Comme dans l'affaire polonaise, la politique de la France avait été résolument pacifique dans le problème italien ; mais, alors que le grand-duché de Posen était trop loin pour être utilement secouru, il n'y a pas de doute à avoir qu'une attaque contre le Piémont eût amené l'armée française au delà des Alpes, et qu'une tentative contre Venise eût provoqué l'intervention de l'escadre de l'Adriatique. Paris était décidé à ne pas laisser écraser les patriotes italiens, et c'est peut-être même pour être plus sûr du concours anglais dans cette œuvre de protection que notre gouvernement parlait de temps à autre de prendre des mesures militaires, sachant que c'était là ce que Palmerston redoutait le plus.

Quant à la médiation, on a vu que Bastide ne la prenait pas non plus à la légère. Il est plus malaisé de se rendre compte de ce qu'il en espérait. Certaines des dépêches que nous avons citées montrent, en tout cas, qu'il ne jugeait pas l'indépendance nécessaire, si l'on accordait à la Vénétie, et même à la Lombardie, au cas où sa libération se fût révélée impossible, une autonomie dans le genre de celle de la Hongrie. L'écrasement de cette dernière en 1849 eût en tout état de cause rendu cette solution impraticable. Mais Bastide ne pouvait prévoir l'avenir ; l'unité italienne lui paraissait une chimère — c'en était une en 1848 — et une administration séparée eût peut-être, dans son idée, contenté pour le moment les vœux de populations habituées au morcellement.

Demander plus, c'était risquer une guerre européenne ; c'était peut-être abattre l'Autriche et, par là, supprimer un contrepoids utile au pangermanisme naissant de Francfort, aliéner l'Angleterre et donner un prétexte à l'intervention russe, que nos agents dépeignaient déjà comme prête à se produire¹ ; c'était aussi préjuger de l'avenir et livrer l'Italie au Piémont à un moment où il n'était pas encore démontré que l'unité se ferait sous le sceptre de la maison de Savoie. Du point de vue

1. La dépêche la plus catégorique à ce sujet est celle du général Le Flô lui-même, ambassadeur à Saint-Petersbourg, en date du 2 novembre : « L'entrée de notre armée en Sardaigne serait le signal de marche des armées russes et la cause d'une guerre générale immédiate. » *Aff. étr.*, n° 202, fol. 134. — Mais, dès le mois de septembre, on en parlait sérieusement en Europe ; c'est notamment ce qui résulte d'une dépêche de l'envoyé belge à Madrid à son gouvernement (30 septembre) ; cf. *Aff. étr.*, n° 322, fol. 163-164. On sait que, dès le mois d'août, le tsar avait envoyé au maréchal Radetzky le grand cordon de l'ordre de Saint-Vladimir.

français, enfin, les ambitions de Charles-Albert ne paraissaient pas sans danger. Sa facilité à prêter l'oreille aux insinuations anglaises, sa hâte à conclure un armistice avec une puissance ennemie dont il semblait se sentir moins éloigné que de la puissance amie qui lui garantissait ses frontières, ancrèrent Bastide dans l'idée qu'un accroissement démesuré du royaume n'était pas souhaitable pour la France. La libre disposition des peuples n'impliquait pas forcément la constitution de vastes unités nationales ; l'optique des hommes de 48 ne pouvait pas être la nôtre, habitués que nous sommes à l'état de choses résultant des grandes réalisations de 1861 et de 1871 ; des autonomies locales, entières et sincères, pouvaient paraître suffisantes à des esprits plus épris de liberté humaine que de mysticisme de race. Ces considérations, au surplus, s'éclairaient plus vivement à la lumière de ce qui se passait alors en Allemagne.

P. HENRY,

Professeur à l'Université de Clermont-Ferrand.

(Sera continué.)

MÉLANGES

L'AQUITAINE CAROLINGIENNE

(778-927)

ET L'HISTOIRE DU POITOU

A PROPOS D'UN LIVRE RÉCENT¹

M. J. Calmette observait, en 1934, qu'aucune étude d'ensemble n'avait été consacrée jusqu'ici à l'Aquitaine carolingienne². Les manuscrits inachevés, laissés par M. Auzias et qui viennent d'être publiés en un gros volume, témoignent que, si la mort ne l'avait pas frappé prématurément, cet historien distingué nous aurait, sans doute, donné l'ouvrage attendu sur ce sujet. Tel qu'il nous est présenté, le travail de M. Auzias est, en effet, remarquable et ses éditeurs ont pu écrire, sans crainte d'être démentis, qu'il serait utile à l'Histoire.

Il n'entre pas dans mon dessein d'en présenter un compte-rendu complet. Je voudrais seulement montrer qu'il apporte une contribution notable à l'histoire du Poitou aux ix^e et x^e siècles. Grâce à une revision consciencieuse et une analyse souvent pénétrante des textes, le livre de M. Auzias complète ou rectifie sur plusieurs points les conclusions d'Alfred Richard, dont l'*Histoire des comtes de Poitou*³ reste encore, malgré ses imperfections : erreur dans l'estimation des sources, manque d'idées générales, connaissance très imparfaite des institutions en vigueur, l'ouvrage fondamental pour cette période. Il substitue, en outre, à quelques-unes des hypothèses de cet érudit des vues plus satisfaisantes. Il est facile de s'en apercevoir en considérant successivement :

1° L'état social et politique du Poitou durant la rivalité de Pépin II et de Charles le Chauve.

2° La succession et les titulaires du comté de Poitou au ix^e siècle.

1. Léonce Auzias, *L'Aquitaine carolingienne, 778-987*. Toulouse, Édouard Privat, et Paris, Henri Didier, 1937, in-8°, xlviii-587 p. — Voir le compte-rendu de M. L. Halphen, *Rev. hist.*, t. CLXXXVII, p. 122.

2. J. Calmette, *Le monde féodal* (collection *Clio*, t. IV, 1^{re} édit., Paris, 1934), p. 146.

3. Richard, *Histoire des comtes de Poitou*. Paris, 1903, 2 vol. in-4°.

3^e Les tentatives des Robertiens pour supplanter la dynastie des comtes, fondée par Rannoux.

1. Lorsque à la mort de Pépin I^{er}, roi d'Aquitaine, survenue en 839, Louis le Pieux disposa de ce royaume, en faveur de son fils Charles, au préjudice de Pépin II, fils de Pépin I^{er}, une grave question se trouva posée. L'Aquitaine accepterait-elle d'être incorporée dans le royaume franc, ou voudrait-elle, au contraire, rester un royaume indépendant? L'opinion des grands fut divisée. Mais le plus grand nombre d'entre eux se prononcèrent en faveur de Pépin II. Quelques-uns seulement se montrèrent disposés à obéir à Louis le Pieux et à approuver son choix. Émenon, comte de Poitou, fut le chef du parti de l'indépendance aquitanique. « Comte depuis dix ans au moins dans la ville où Pépin I^{er} avait reçu la sépulture, Émenon avait été un des favoris du roi défunt : il resta fidèle à sa descendance. C'est lui qui prit l'initiative du mouvement destiné à placer Pépin II sur le trône. » Mais, si, à Poitiers, le comte tint pour Pépin II, l'évêque Ébroin se prononça pour l'empereur. Pourquoi les deux principales autorités de la Cité et du Poitou adoptèrent-elles respectivement une attitude diamétralement opposée? Il semble bien que, jusqu'à présent, personne, avant M. Auzias, ne se soit posé la question ou du moins ne l'ait résolue d'une manière plausible et satisfaisante. A. Richard a vu exclusivement dans Émenon un Poitevin de vieille race, hostile aux Francs du Nord et partisan d'une dynastie nationale, et dans Ébroin un homme ambitieux, rallié à la politique impériale. Des motifs plus terre à terre semblent avoir inspiré le choix du comte et de l'évêque. Il s'agissait avant tout, entre eux, d'un conflit d'intérêt. Beaucoup de bénéfices comtaux provenaient d'une sécularisation des biens de l'évêché. Si on n'en a pas une preuve positive, les recherches de Mgr Lesne sur la sécularisation des biens d'église à l'époque carolingienne permettent, comme l'a écrit M. Auzias, de le soupçonner. Il est, croyons-nous, très vraisemblable que tel fut le motif de l'hostilité irréductible du comte et de l'évêque et de leurs préférences politiques. Le comte tenait à conserver ses bénéfices et l'évêque à recouvrer ceux dont l'*episcopatus* avait été privé. Pour M. Auzias, le conflit aquitain apparaît, avant tout, comme un conflit d'intérêt et la Cité de Poitiers, déchirée par la discorde, « symbolise l'ensemble de l'Aquitaine, tiraillée entre les seigneurs nantis, jaloux de l'indépendance du royaume et encore plus de la leur, et les prélats partiellement dépossédés, joints aux leudes insatiables, qui, attendant tout de l'empereur, sont prêts à se conformer servilement à ses ordres¹ ». C'est cette affaire d'intérêt qui jeta les grands d'Aquitaine dans l'un ou l'autre parti. « Ce ne fut pas la légitimité plus ou moins contestable des prétentions de Pépin II et de Charles, ce ne fut même pas, ou ce ne fut qu'en apparence, la question politique de l'indépendance de l'Aquitaine ou de son rattachement au royaume de l'Ouest². »

1. P. 131-132.

2. Auzias, p. 141.

Émenon fut destitué en 839 et remplacé à la tête du Poitou par le comte Rannoux. Poitiers devint, grâce à l'influence de l'évêque débarrassé de son rival, le principal foyer du loyalisme carliste en Aquitaine¹. M. Auzias a insisté judicieusement sur ce point. Il méritait d'être souligné. On pourrait s'étonner, en effet, de ce que Pépin II, allié aux Normands, pour renforcer la petite troupe d'Aquitains ralliés à sa cause, ait dévasté la cité de Poitiers en 857, de concert avec les pirates². A. Richard a enregistré l'événement sans commentaire³. Il s'explique par l'attitude politique de Poitiers, « quartier général des chefs du parti carliste depuis 840⁴ ».

Le Poitou resta toujours, en effet, sous la domination de Charles le Chauve. Il fut, avec la Saintonge et l'Angoumois, l'un des trois pays que l'empereur se réserva en vertu de la Convention de Saint-Benoît-sur-Loire (845), qui fit de Pépin II le maître du reste de l'Aquitaine⁵.

Les sources soulèvent au sujet de l'attribution du Poitou à Charles le Chauve une question embarrassante. On voit, en effet, Pépin II intervenir comme roi dans cette région et Charles le Chauve considérer son action comme légitime. Cette attitude de l'empereur exclut l'hypothèse d'un empiètement de son rival. M. Levillain a pensé que le Poitou, l'Angoumois et la Saintonge étaient restés à l'état de *condominium*, où s'exerçait l'autorité de Charles et de Pépin⁶. M. Auzias a émis deux autres hypothèses. A ses yeux, l'annaliste ne nous aurait donné qu'un renseignement global en omettant de préciser que Pépin II aurait eu une partie du Poitou sous sa domination. Il suppose encore que, postérieurement à la Convention de Saint-Benoît, une clause rectificative aurait modifié au profit de ce dernier les limites respectives des territoires attribués à chacune des parties. On ne saurait dire laquelle de ces différentes explications est la meilleure. C'est au fond l'opinion de M. Auzias, et l'on tombe d'accord avec lui pour reconnaître, dans tous les cas, que Charles a dû renoncer partout en Aquitaine à la pleine souveraineté ou qu'il n'a réussi à la maintenir que sur un territoire moins étendu que celui dont parle l'annaliste Prudence⁷.

2. Ces circonstances n'ont pas manqué d'exercer leur influence sur la succession des comtes de Poitou au IX^e siècle. M. Auzias a consacré à la question des développements suggestifs et neufs qui tendent à introduire de nouveaux personnages dans la série de ces hauts fonctionnaires.

Il admet, avec M. Ferdinand Lot⁸, la présence d'un certain Bernard, frère

1. Auzias, p. 158 et 191.

2. Garaud, *Les incursions des Normands en Poitou* (Revue historique, 1937, p. 241 et suiv.).

3. Richard, *ouvr. cité*, I, p. 23.

4. Auzias, p. 158.

5. *Ann. Bert.*, ad. ann. 845.

6. Levillain, *Recueil des actes de Pépin I^{er} et de Pépin II*, p. CLXXXI-CLXXXII.

7. P. 224.

8. Réponse à la défense d'Alfred Richard (Bull. des Ant. de l'Ouest, 1904, p. 287-288).

d'Émenon, à la tête du comté de Poitou en 844¹. Le texte A d'Adhémar de Chabannes² nous paraît autoriser cette opinion. Il qualifie, en effet, Bernard de *Comes Pictavinus*. Ces expressions ne signifient pas, croyons-nous, comme l'a écrit Richard, que le personnage était originaire du Poitou ou appartenait à la famille des précédents comtes de ce pays³, mais qu'il était, suivant l'opinion de M. Lot, comte de Poitou. Si l'on admet, suivant un autre passage du même chroniqueur (texte C)⁴, que Rannoux avait été nommé comte de Poitiers en 839 à la place d'Émenon, il faut conclure qu'Émenon fut remplacé à son tour par Bernard, ce qui n'a rien d'in vraisemblable, comme l'a pensé M. Auzias. Dans tous les cas, il ne nous paraît pas douteux, contrairement à l'avis de Richard, que Bernard a été un moment comte de Poitiers. La mort de ce dernier, survenue en 844, permit à Rannoux de récupérer le comté de Poitou⁵.

L'opinion, suivant laquelle Bernard de Gothie aurait été pourvu du comté de Poitou, à la fin du règne de Charles le Chauve, après la mort de Rannoux, n'est pas nouvelle. On la trouve déjà formulée dans l'*Histoire du Languedoc*, par Dom Vaissette⁶. Mais cette hypothèse a été reprise par M. Auzias, et cet érudit l'a si bien, suivant son expression, débarrassée de certains éléments inexacts, en en consolidant les bases, qu'il l'a rendue vraisemblable.

D'après A. Richard, Charles le Chauve n'aurait pas concédé aux enfants de Rannoux I^{er}, encore en bas âge, les bénéfices de leur père après la mort de ce dernier. Il les aurait distribués à d'autres fidèles, à l'exception du Poitou, dont il se serait réservé l'administration. L'hypothèse d'A. Richard, qui a été accueillie par Mgr Lesne⁷, n'est pas, comme l'a écrit Auzias, universellement admise, et cet historien a montré, sans difficulté, combien elle était aventureuse⁸. « Le silence des textes au sujet des comtes de Poitou pendant une période de dix années », qui est le principal argument d'A. Richard, ne signifie rien, à cause de la pénurie des documents pour cette période. C'est, en outre, une assertion gratuite que de prétendre avec cet historien que la mainmise de l'empereur sur le Poitou fut un acte conforme à ses agissements ordinaires. Les interventions de Charles le Chauve dans cette région, invoquées par A. Richard, à l'appui de sa thèse, ne sont pas plus pertinentes, comme l'a montré M. Auzias.

On souscrit volontiers, avec M. Auzias, à l'opinion de M. F. Lot, d'après lequel le comté de Poitou aurait suivi, à la mort de Rannoux I^{er}, comme de

1. Auzias, p. 209, n° 44, p. 213, n° 52.

2. Adémar de Chabannes, III, 17 (ms. A).

3. Richard, I, p. 18, note 2.

4. Adémar, III, 17 (ms. C).

5. Auzias, p. 233.

6. *Hist. Lang.*, t. II, p. 255.

7. *Hist. de la propriété ecclésiastique*, t. II, fasc. 2, p. 238, n° 2, et p. 241, n° 2.

8. Appendice II, Bernard de Gothie, comte de Poitou, p. 526 et suiv.

son vivant, le sort de l'abbaye de Saint-Hilaire de Poitiers et aurait passé comme elle à un certain Effroi, que les *Annales de Saint-Bertin* nous déclarent, en 868, possesseur de cette abbaye et, en outre, détenteur de bénéfices nombreux et importants¹. Mais Effroi, tué dans les premiers jours de l'année 868², resta fort peu de temps comte de Poitou, et il s'agit de savoir à qui ce comté échut à la fin du règne de Charles le Chauve.

M. Auzias estime que ce fut à Bernard de Gothie. Il était le neveu d'Émemon, l'ancien comte de Poitou, destitué en 839, mais rentré en grâce en 863, en outre, celui de Rannoux I^{er}, peut-être même son beau-fils. Ces titres le qualifiaient mieux que personne, pense avec raison l'auteur, pour briguer et obtenir le Poitou, à défaut des fils de Rannoux I^{er}, à une époque où le bénéfice tendait à devenir héréditaire et où la parenté commençait à engendrer et même à justifier des prétentions.

Ils ne fournissent pas néanmoins, à eux seuls, la preuve de l'accession de Bernard de Gothie au comté de Poitou. Aussi M. Auzias invoque, en outre, plusieurs textes, où il trouve des présomptions très fortes à l'appui de son opinion. Les usurpations commises par Bernard de Gothie, au préjudice de Frotier, archevêque de Bordeaux, qu'il dépouilla de ses possessions poitevines, permettraient, notamment, selon lui, de confondre ce personnage avec le comte de Poitou. L'auteur montre, dans des développements très ingénieux qu'il serait trop long de reproduire ici, que son hypothèse permet d'expliquer bien des points ténébreux de l'histoire. Nous admettons volontiers qu'elle est plausible. Mais M. Auzias va sans doute trop loin en la considérant comme probable. Nous sommes si mal renseignés, en effet, sur les événements de cette époque, que mentionnent la plupart du temps des textes à la fois rares et laconiques, qu'il est facile d'en tirer argument à l'appui des différents systèmes qui ont été proposés. Nous reconnaitrions néanmoins volontiers que celui de M. Auzias est séduisant³.

Un fait certain est que Rannoux II recouvra le comté de Poitou qu'avait gouverné son père. En fut-il pourvu par Louis le Bègue, dont il avait été pendant dix ans l'un des familiers à la mort de Charles le Chauve (octobre 877)? L'obtint-il seulement quelques mois après, lors de la disgrâce de Bernard de Gothie et du partage de ses dépouilles (septembre 878), ou encore un peu plus tard, en 885, après la mort de Bernard Plantevelue, qui succéda peut-être à ce dernier à la tête du comté de Poitou, ou après celle de Vulgrin, comte d'Angoulême (2 mai 886)⁴? Nous ne saurions nous prononcer sûrement sur la valeur respective de chacune de ces hypothèses, car c'est

1. F. Lot, *L'année 866 du règne de Charles le Chauve* (*Le Moyen Age*, 1902, p. 436 et n° 1).

2. *Ann. Bert.*, ad. ann. 868.

3. M. Auzias avait déjà soutenu cette opinion à laquelle M. L. Levillain s'est rallié (*Levillain, Adémar de Chabannes, généalogiste*, p. 239-240; *Les Nibelungen historiques, Annales du Midi*, t. XLIX, p. 369 et 383), dans son article sur *Bernard « Le Veau » et Bernard « Plantevelue »* (*Ann. du Midi*, 1932, p. 265, note 1).

4. Auzias, p. 432, et *Appendice*, II, p. 541.

seulement en 889 qu'on voit apparaître, d'une façon certaine, Rannoux II comme comte de Poitou¹.

Ces constatations nous permettent, néanmoins, de faire, avec M. Auzias, une observation importante : c'est que l'hérédité des bénéfices est sans doute bien moins établie à cette époque qu'on serait tenté de le croire. La spoliation dans le même temps par Charles le Chauve du fils de Robert le Fort, qui reçut seulement à la mort de son père quelques lambeaux de l'héritage paternel, et celle des enfants de Rannoux en fournissent un témoignage intéressant.

Les substitutions de fonctionnaires aquitains, commencées sous Louis le Pieux et poursuivies durant le règne de Charles le Chauve, autorisent une autre remarque de plus grande portée encore. Elles créèrent entre ces grands une rivalité qui fut, suivant l'expression de M. Auzias, « un corollaire local du duel engagé sur le terrain de l'histoire générale entre les deux factions aquitaines et les deux compétiteurs aquitains² ». Il en résulta dans le pays un état permanent de trouble et d'anarchie, qui fut « le terrain le plus propice à l'éclosion et au développement de la féodalité ». On regrettera que M. Auzias se soit borné à faire une constatation aussi intéressante sans lui consacrer les développements qu'elle méritait. Il y a là un sujet encore inexploré, qui réserve aux chercheurs des découvertes suggestives. Des études régionales patientes et minutieuses doivent aboutir à des résultats appréciables, malgré la pauvreté des sources, et projeter beaucoup de lumière sur une question encore obscure.

3. La puissance de Rannoux II (890), *dux maximæ partis Aquitaniae*, et la consolidation du comté de Poitou entre ses mains ne suffirent pas à assurer sa succession à son jeune fils Eble-Manzer. Celui-ci ne conserva que peu de temps la jouissance des alleux et bénéfices paternels. Adémar, fils d'Émenon, profita de la jeunesse de son rival pour revendiquer le comté de Poitou qu'avait administré son père. Il l'obtint d'Eudes, roi de France (892), mais, en le lui concédant, Eudes ne faisait que céder à ses sollicitations, car il était dans ses desseins d'en gratifier son frère Robert, ce qu'il fit presque aussitôt. Mais Adémar s'empara de Poitiers et maintint son autorité en Poitou jusqu'au jour où Eble-Manzer réussit à reconquérir l'héritage paternel et à l'évincer à son tour (902).

Le fils d'Eble-Manzer, Guillaume Tête d'Étoupe, entra, à la mort de son père, en possession de ses titres et de son héritage territorial, notamment du comté de Poitou, avec le consentement du roi Raoul. Celui-ci ne souleva à ce sujet aucune difficulté. Mais, après sa mort, survenue le 14 ou 15 janvier 936, l'ambition de Hugues le Grand faillit coûter à Guillaume Tête d'Étoupe non seulement le duché d'Aquitaine, mais aussi le comté de Poitou. Hugues le Grand fit, en effet, rappeler d'Angleterre et élire roi par l'aristo-

1. Auzias, *Appendice*, II, p. 540.

2. Auzias, p. 150.

cratie, sous le nom de Louis IV d'Outremer, le fils de Charles le Simple et, en échange de ce service, il obtint le comté de Poitou. On le voit, en effet, prendre dans ce pays le titre de comte et y supplanter, durant un certain temps, Guillaume Tête d'Étoupe, comme autrefois son père Robert s'était fait concéder le Poitou au détriment du père de Guillaume. M. Auzias a écrit des pages remarquables par la clarté et la précision sur les tentatives des Robertiens au *x^e* siècle pour évincer les descendants de Rannoux. Ils furent « perpétuellement à l'affût des circonstances opportunes ». Leurs prétentions, toujours déjouées, n'attendirent que l'heure propice pour se manifester à nouveau.

Guillaume Tête d'Étoupe obtint de Louis IV la restitution du comté de Poitou. Après 938, on ne trouve plus de trace de l'autorité de Hugues le Grand dans ce pays. Mais celui-ci, loin d'y renoncer, profitant d'un changement de roi et de son influence sur le nouveau prince, Lothaire, se fit concéder par lui, en 954, Bourgogne et Aquitaine. Enfin, en 960, Hugues Capet s'arrangera pour faire ajouter le Poitou aux bénéfices patrimoniaux. Cette dernière tentative ne réussit pas mieux que les précédentes. Tête d'Étoupe recouvra la faveur royale et put conserver son comté et son duché. On ne saurait songer à résumer ici le chapitre de M. Auzias sur l'implantation et la consolidation de la maison poitevine. Bornons-nous à dire qu'il est, par l'importance et la sûreté des développements, comme par la nouveauté de certains aperçus, ce qui a été écrit de mieux sur la question. Son étude approfondie des alternatives de la lutte pour le duché d'Aquitaine au *x^e* siècle lui a permis, enfin, d'apprécier à sa juste valeur l'efficacité de l'autorité royale chez les derniers Carolingiens. C'est par une observation générale, à la justesse de laquelle nous souscrivons volontiers, qu'il termine l'histoire de ce grave conflit. « Aux yeux des deux maisons rivales, la concession royale apparaît comme une justification de leurs prétentions : maintes fois les Robertiens réussissent à arracher l'Aquitaine à la faiblesse des rois ; il semble qu'ils jugent l'agrément du roi comme la condition première de la validité de leurs revendications.

« Le roi n'est donc pas, au *x^e* siècle, un personnage effacé dont les décisions ne comptent guère, il est encore l'arbitre des conflits entre grands et les puissants ducs de France attachent une importance capitale à son assentiment pour la réalisation de leurs convoitises. » Cependant l'autorité des Carolingiens est à la veille de disparaître. Ils seront éliminés définitivement en 987, et la dynastie poitevine, victorieuse des entreprises des Robertiens qu'une communauté d'intérêts a fini par rapprocher d'elle, présidera, en pleine indépendance, pendant un siècle et demi, aux destinées des pays d'Outre-Loire.

Marcel GARAUD,

Professeur à la Faculté de droit de Poitiers.

LES GREFFIERS DES SUBDÉLÉGUÉS

LEUR CRÉATION EN TITRE D'OFFICE

Les subdélégués des intendants, qui avaient pris dans l'administration locale de la fin du XVII^e siècle une place de premier plan¹, étaient devenus des officiers en titre, à la suite d'un édit d'avril 1704². Cet édit, dont l'application fut, à peu de chose près, générale et immédiate dans l'ensemble du royaume, entraîna la confirmation, et même l'accroissement, des attributions des subdélégués. Le travail matériel demandé par les intendants à leurs subdélégués était désormais tel qu'il devenait impossible à « ces officiers » de s'acquitter de leurs fonctions sans se faire aider eux-mêmes par des auxiliaires. Le plus important d'entre ces auxiliaires était le « Greffier » dont chaque subdélégué se faisait assister pour rédiger par écrit, sous son autorité, « les procès-verbaux, les informations et autres actes concernant les affaires » qu'il était chargé d'instruire par ordre de l'intendant³. Les « Greffiers » des subdélégués, qui n'avaient jusqu'alors aucune existence légale, furent à leur tour érigés « en titre d'office formé et héréditaire » par un édit de janvier 1707⁴. La création de ces nouveaux offices eut, à n'en pas douter, un caractère purement fiscal. Mais elle n'en contribua pas moins à « organiser » l'administration des subdélégués et à accroître encore leur rôle et leur influence. A ce titre, elle présente, pour l'histoire des institutions monarchiques locales, un intérêt certain : l'édit de janvier 1707 complète celui d'avril 1704. Nous voudrions, dans cette brève étude, examiner les circonstances et les conditions de cette création ; analyser comment et dans quelle mesure elle fut réalisée ; essayer, enfin, de déterminer quelles en ont été les conséquences durables.

* * *

Des greffiers des subdélégués avant 1704, on ne trouve pour ainsi dire nulle trace ni aux Archives nationales, ni dans les archives départementales. Il est peu probable, du reste, que l'on découvre jamais sur cette question

1. Cf. notre étude sur *Les subdélégués des intendants jusqu'à leur érection en titre d'office* (*Revue d'histoire moderne*, numéro spécial d'octobre-décembre 1937).

2. Nous pensons publier incessamment une étude sur *L'érection en titre d'office des subdélégués des intendants*.

3. Archives nationales, A D + 661.

4. Ibid.

beaucoup de documents. La raison en est simple. Les subdélégués eux-mêmes n'ont, jusqu'en avril 1704, aucune existence légale. Ils sont en marge des institutions officielles, et leur rôle, comme leur autorité, dépend entièrement de l'intendant. Ils n'ont donc pas, bien moins encore que les intendants, d'archives administratives. Les minutes qu'ils ont conservées des procès-verbaux et des rapports adressés par eux à l'intendant sont leur propriété privée; ils n'en doivent compte à personne et le plus souvent ils les détruisent. Si par hasard ils jugent utile de garder trace par devers eux de telle ou telle affaire, ils ne mettent point à part les « papiers » de la subdélégation. La très grande majorité des subdélégués sont, par ailleurs, titulaires d'un ou de plusieurs offices; ce sont très souvent, selon la recommandation de Le Tellier à un jeune intendant¹, les premiers officiers de leurs sièges : bailliages, élections, trésoriers de France, greniers à sel, etc. Aussi est-ce dans les archives de ces différents sièges qu'on risque de rencontrer les rares documents qui concernent l'activité propre du subdélégué. Mais nous ne connaissons guère, avant 1704, les subdélégués que par la correspondance des intendants avec le contrôleur général et les secrétaires d'État des divers départements d'une part, et par la correspondance des subdélégués eux-mêmes avec leurs intendants respectifs de l'autre. Cette dernière ne nous apprend rien, naturellement, sur les « Greffiers » dont peuvent user les subdélégués. La correspondance du subdélégué avec l'intendant a presque toujours un caractère personnel; même lorsqu'il s'agit de documents purement administratifs, tels que les procès-verbaux d'adjudication des réparations aux églises, aux prisons ou autres bâtiments publics, on n'y trouve mention, généralement, que du subdélégué agissant au nom de l'intendant en l'absence de ce dernier.

Il nous paraît pourtant très vraisemblable, sinon certain, que les subdélégués se sont servis de « greffiers » avant 1704. Au début, ils n'en ont pas eu besoin. Longtemps, leur rôle essentiel a été de fournir à l'intendant, dont ils étaient « les gens de confiance », des renseignements plus ou moins confidentiels, dont l'envoi ne comportait aucun intermédiaire. Même lorsque l'intendant le charge de l'instruction et du jugement d'une affaire déterminée, par une « subdélégation spéciale », le subdélégué est le plus souvent associé à des officiers de différentes juridictions ou à des gradués, dont l'un est chargé de faire les expéditions des actes nécessaires. Mais, à la fin du xvii^e siècle, particulièrement à partir de 1690, la tâche administrative du subdélégué devient telle que pratiquement il ne peut suffire au travail matériel qu'elle lui impose. Il est impossible qu'il rédige lui-même, en dehors des rapports qu'il adresse à l'intendant, toutes les écritures que nécessitent les enquêtes dont il est chargé en ce qui concerne les grains, les dettes des communautés, la répartition de la taille, le recrutement de la milice et bien d'autres affaires. Nous pensons donc que, dès cette époque, le subdélégué a, d'une façon perma-

1. Arch. nat., Guerre A² 201.

nente, un « commis » ou « greffier » à sa disposition. Mais ce greffier n'avait aucun caractère spécial et c'est pourquoi il est si difficile d'en déceler le rôle ou même l'existence. Il était simplement « l'homme de confiance » du subdélégué comme le subdélégué était lui-même celui de l'intendant. Le subdélégué prenait le plus souvent comme greffier celui de la juridiction à laquelle il appartenait, si elle en comportait un : police, bailliage, élection, etc. ; à défaut, il recourait aux bons offices d'un « procureur » de cette juridiction. Nous ne pouvons guère toutefois présenter l'existence et le rôle des greffiers des subdélégués avant 1704 que comme une hypothèse très vraisemblable. Peut-être le dépouillement des archives locales permettra-t-il de la vérifier un jour.

A partir de 1704, la situation change. Des documents sûrs attestent l'existence des greffiers des subdélégués et permettent de se rendre compte de leur rôle¹. Les subdélégués, officiers en titre, ont désormais un rôle et des attributions officiellement reconnus. Leur « bureau » s'organise dans la plupart des subdélégations. Les archives concernant les affaires qu'ils traitent en qualité de subdélégués commencent à être conservées à part, bien que ce ne soit jamais une règle absolue. Ils ont, en tout cas, un ou plusieurs greffiers dont les archives locales révèlent l'activité. De nombreuses pièces signées par les greffiers des subdélégués se rencontrent dans les archives départementales, série C surtout, et même aux Archives nationales dans la série G7².

La pratique des subdélégués est d'ailleurs très variable. Tantôt le subdélégué commet aux fonctions de greffier une même personne qui est alors qualifiée de « greffier ordinaire ». Ce « greffier ordinaire » semble accompagner le subdélégué dans ses déplacements chaque fois que c'est nécessaire. Tantôt, au contraire, le subdélégué, au cours de ses déplacements, prend sur les lieux mêmes un greffier pour une affaire déterminée. Les procès-verbaux et autres documents portent alors la mention significative : « greffier pour ce commis » ou « commis aux fonctions de greffier »³. Le 8 juin 1706, par exemple, le subdélégué de l'élection de Joinville, le sieur Claude Lay de Granville, instruit une contestation entre plusieurs parties civiles. Le procès-verbal des dires des parties porte expressément : « Par devant nous... subdélégué... estant en nostre hostel à Vassy en présence de nostre greffier ordinaire... sont comparus, etc. » Il se termine par la mention finale : « Fait sous nostre seing, celui de nostre greffier ordinaire, les jours et an que dessus. » Suivent les signatures du subdélégué et de son greffier⁴. Le 31 mars 1707, le subdélégué est obligé, pour la même affaire, de se transporter « sur la place contentieuse ». Le pro-

1. Arch. nat., G7. Correspondance des intendants, *passim* ; Arch. dép. : Aube, Marne, Charente, Haute-Vienne, etc., série C.

2. Arch. nat., G7, 233, par exemple.

3. Arch. nat., G7, 231 à 233.

4. Arch. nat., G7, 233.

cès-verbal de transport du subdélégué sur les lieux s'exprime ainsi : « Et le dit jour trente et unième desdits mois et an, huit heures du matin, nous nous sommes transporté au dit lieu de Breuil assisté de Maître Nicolas Gérard le Jeune, greffier par nous commis¹. » Il se termine selon l'usage par la mention : « Fait sous nostre sein (*sic*) et celui de nostre dit greffier commis. »

Mais qu'il s'agisse d'un greffier ordinaire ou d'un « greffier commis » spécialement pour une affaire déterminée, le greffier est dans tous les cas étroitement associé à l'action du subdélégué : les enquêtes de toutes sortes sont faites en sa présence ; les procès-verbaux sont rédigés par lui et il les signe après le subdélégué. Le subdélégué ne se réserve en propre que la correspondance personnelle avec l'intendant, et encore arrive-t-il que les expéditions ne sont pas toujours écrites de sa main². Il se produit ainsi, toutes proportions gardées, dans les relations entre les subdélégués et leurs greffiers une évolution qui rappelle celle qui s'était produite dans les relations entre intendants et subdélégués avant l'érection de ces derniers en titre d'office³. Le greffier dépend entièrement du subdélégué, qui peut en changer chaque fois qu'il lui plaît. Mais le subdélégué ne choisit comme greffier qu'une personne en qui il a toute confiance et qui présente en outre la garantie de compétence nécessaire. De sorte que la tendance naturelle de la plupart des subdélégués est de conserver le plus longtemps possible le même greffier. Les fonctions de greffier présentent ainsi, dès les premières années du XVIII^e siècle, la même pérennité, à quelques exceptions près, que celles des subdélégués. L'édit de janvier 1707 par la création des offices de « Greffier des Subdélégations », allait, en théorie du moins, rendre ces fonctions fixes et héréditaires.

* * *

La pratique des subdélégués de « commettre » aux fonctions de greffier une ou plusieurs personnes de leur choix était évidemment connue des intendants. Il est même vraisemblable, bien que nous n'en ayons trouvé aucune preuve, que la plupart des subdélégués consultaient, n'eût-ce été que par déférence, l'intendant pour le choix de leurs greffiers ordinaires. L'existence des greffiers des subdélégués était également connue, par les intendants, au contrôle général. Pour de nombreuses affaires, les intendants envoyaient au contrôleur général et au ministre ou secrétaire d'État intéressé les procès-verbaux établis par les subdélégués et portant avec la signature de ces derniers celle de leur greffier.

L'édit de janvier 1707, en faisant des greffiers des subdélégués des officiers, donnait ainsi une sanction légale à leur existence. Nous ne pensons pas pour

1. Arch. nat., G7, 233.

2. Arch. dép., Aube, série C, *passim*.

3. Cf. *Revue d'histoire moderne*, numéro cité.

tant que le souci de légaliser une situation de fait, de mettre le droit en accord avec la pratique, ait été pour quoi que ce soit dans la nouvelle création. Cette création, à la différence de celle des subdélégués en 1704, semble avoir été inspirée à peu près uniquement par des motifs financiers. Elle est en corrélation étroite, au surplus, avec l'application de l'édit d'avril 1704, qui avait créé les offices de subdélégués. Le rendement financier de la vente des offices de subdélégués n'avait pas été, pour diverses raisons qu'il serait trop long d'exposer ici, celui qu'on en espérait¹. Malgré les instances auprès des intendants de Fleuriau d'Armenonville, chargé spécialement, comme directeur des finances, de suivre « l'affaire des subdélégués », on trouva rarement des acquéreurs qui acceptassent de payer ces offices « sur le pied » de l'évaluation arrêtée au contrôle général. Il fallut consentir, en faveur des subdélégués en fonctions, des modérations de finance qui diminuèrent sensiblement les profits espérés pour le trésor royal. Le 1^{er} décembre 1706², Fleuriau d'Armenonville écrit à l'intendant de Champagne, d'Harouys, que « le traité de la vente des offices de subdélégués n'a pu estre remply du prix qu'on a retiré de ces offices³. » Pour « remplir ce traité », on a proposé au roi de créer à côté des subdélégués « des Greffiers en titre dont on s'assure, ajoute Fleuriau d'Armenonville, que le débit sera plus prompt et plus aisé que n'a esté celui des offices de subdélégués ». De fortes raisons inclinent à penser, sans toutefois qu'on en ait de preuves décisives, que la proposition émanait du traitant Antoine d'Agincourt, « bourgeois de Paris », chargé de la vente des offices de subdélégués. L'essentiel de la proposition se trouve dans la lettre citée ci-dessus de Fleuriau d'Armenonville : on attribuerait aux greffiers des subdélégués « des gages au denier seize de leur finance et l'exemption de logement de gens de guerre, tutèle, curatèle et autres charges publiques ». Mais avant de réaliser la proposition présentée au roi, Fleuriau d'Armenonville la soumit aux intendants. « Sa Majesté », écrivait-il, « m'a commandé de vous soumettre cette proposition pour avoir vostre avis sur le succès qu'on peut attendre de cette création et sur les fonctions qu'on peut leur⁴ attribuer par rapport à celles qu'ont les subdélégués⁵. » Et il ajoutait : « J'attendray en cela vostre avis pour en rendre compte à sa Majesté. »

Nous ne savons pas ce que répondirent les intendants — celui de Châlons en particulier — car nous n'avons pu jusqu'ici retrouver aucune trace de la correspondance qu'ils adressèrent à Fleuriau d'Armenonville sur cette question comme sur celle des subdélégués. La décision de principe était sans

1. Ces raisons sont analysées dans l'étude que nous annonçons plus haut sur *L'érection en titre d'office des subdélégués des intendants*.

2. Arch. Marne, C. 1180.

3. La même lettre fut vraisemblablement envoyée à tous les intendants.

4. Il s'agit des greffiers.

5. Arch. Marne, C. 1180.

doute déjà prise au Contrôle général au moment où on consultait les intendants ; mais il est vraisemblable que la plupart d'entre eux donnèrent une réponse favorable et que l'édit de création tint compte de leurs suggestions ; comme dans « l'affaire des subdélégués », Fleuriau d'Armenonville tenait à se concilier les intendants.

Quoi qu'il en soit, dès les premiers jours de janvier 1707, un « Édit du Roy », « donné » à Versailles, portait « création d'offices de Greffiers des subdélégations¹ ». Il y a lieu de noter le titre exact des nouveaux officiers qui consacra la « subdélégation » comme circonscription administrative. L'édit de janvier 1707 est présenté comme une conséquence de celui d'avril 1704 qui avait « créé des offices de subdéléguez des intendants et commissaires départis dans les provinces et généralitez » du royaume, « dans chacune des villes où il en avoit esté estably par commission » auparavant, ainsi que « dans celles où l'établissement en seroit jugé nécessaire ». Il confirme l'importance des subdélégués, qui « ne peuvent s'acquitter des fonctions » qui leur ont été attribuées par leur édit de création « sans se faire assister d'un greffier ». Pour mettre les subdélégués à même de bien remplir leurs multiples attributions, le roi a décidé, par son nouvel édit, de créer et ériger « en titre d'office formé et héréditaire un Greffier de la subdélégation dans chacune des villes » du royaume où « il a esté ou dû estre estably des subdéléguez » en exécution de l'édit d'avril 1704. Il doit donc y avoir autant d'offices de greffiers de subdélégations que d'offices de subdélégués. Il peut même arriver qu'on office de greffier soit levé dans une subdélégation où celui de subdélégué ne l'a pas encore été.

Les attributions et le rôle des nouveaux officiers sont précisés dans l'édit de création. Ils devront « faire, à l'exclusion de tous autres, toutes les fonctions de Greffiers près desdits subdéléguez » ; il leur appartiendra en particulier de « rédiger par écrit les informations dans les cas d'enrolemens forcez, ou de désordres commis par les troupes, ensemble les procès-verbaux qui seront faits par lesdits subdéléguez pour la visite et réception des ouvrages et réparations nécessaires, tant aux bastimens dépendans » du domaine royal « qu'aux Églises et presbytères ». En précisant ainsi les fonctions de leurs greffiers, l'édit de janvier 1707 nous apporte, indirectement, des indications intéressantes sur celles de subdélégués eux-mêmes ; indications que ne contenait pas leur propre édit de création. Enfin, pour parer à toute omission, l'édit de janvier 1707 porte que les nouveaux greffiers auront à rédiger « généralement² tous autres procès-verbaux » que les subdélégués « dresseront en exécution des ordres des intendants et commissaires départis ». C'est aux mêmes « Greffiers des subdélégations » qu'incombe, en outre, le rôle de constituer et de conserver les archives de leurs subdélégations respectives.

1. Arch. nat., A D + 661. Milhac (*Les subdélégués des intendants sous l'Ancien Régime*) attribue, par erreur, la création à « un arrêt de janvier 1707 ».

2. Entendez : d'une manière générale.

Ils devront « garder les minutes » des procès-verbaux dressés par les intendants, « et en délivrer des expéditions aux Parties lorsqu'ils en seront requis¹ ».

Les nouveaux offices comportaient naturellement un certain nombre de droits et prérogatives. Lorsqu'ils délivreraient, à la requête des parties, des expéditions des procès-verbaux des subdélégués, les greffiers étaient autorisés à percevoir pour ces expéditions, « ensemble pour leurs salaires et journées », « les mêmes droits que ceux attribuez aux greffiers des bailliages, Sénéchaussées, Vigueries, ou autres justices royales des lieux de leur établissement ». Ces droits étaient déterminés par des tarifs arrêtés par les intendants. Les greffiers des subdélégations étaient ainsi placés sur le même rang que ceux des premières juridictions royales, Parlements exceptés. L'édit de création leur attribuait, en outre, « la faculté de postuler » dans les différentes juridictions royales des villes de leur résidence, « Présidiaux, Bailliages, Sénéchaussées, Élections, Greniers à sel, et autres justices royales ordinaires et extraordinaires », dans les mêmes conditions que « les autres procureurs des dites juridictions ». Ils ne pouvaient cependant « prendre aucune part aux droits » qui entraient « dans la bourse commune desdits procureurs » ; mais, en compensation, ils ne seraient « pas tenus de contribuer aux dettes contractées par les communautés » de ces mêmes procureurs, « ny aux taxes qui ont été ou pourroient cy après estre faites sur eux ».

Quant aux privilèges attachés aux nouveaux offices, ils étaient, sinon considérables, du moins assez sérieux. Ils comportaient notamment, ainsi que l'avait indiqué Fleuriau d'Armenonville dans sa lettre du 1^{er} décembre 1706², l'exemption de logement de gens de guerre et autres charges publiques. Les acquéreurs, dont la finance serait « au moins de la somme de mil livres », devaient en outre jouir de l'exemption « du service et contribution à la milice pour leurs enfants ». Enfin, l'édit spécifiait que les greffiers des subdélégations ne pourraient « estre augmentez à la taille, ustansile ou capitation pour raison » de leurs offices.

Les gages des greffiers étaient fixés « au denier seize de leur finance », comme l'avait annoncé Fleuriau d'Armenonville aux intendants. Les conditions d'acquisition des offices de greffiers étaient ainsi plus onéreuses que celles des offices de subdélégués dont les gages avaient été fixés au denier dix.

Les acquéreurs des offices de greffiers n'étaient pas tenus d'en exercer eux-mêmes les fonctions. Une clause de l'édit de création permettait « aux pourvus desdits offices de commettre à l'exercice d'iceux sur leur simple procuration ». Les « commis » devaient jouir des privilèges attachés aux offices « à moins que les pourvus ne s'en soient reservez la jouissance » pour eux-mêmes « par leur procuration ».

1. Arch. nat., A D + 661 (édit de création).

2. Cf. ci-dessus, p. 89.

Greffiers titulaires ou « commis » étaient placés sous l'autorité des intendants et de leurs subdélégués. L'édit de création précise qu'ils prêteront « serment ès-mains desdits intendants ou de leurs subdéléguez » par qui ils doivent être « reçeus » et installés en leurs offices.

Pour faciliter la vente des offices, les greffiers « ou leurs commis » étaient autorisés à en exercer les fonctions « sans incompatibilité d'aucunes autres charges, emplois ou fonctions », incompatibilité dont ils étaient expressément relevés et dispensés. L'édit accordait également aux pourvus des offices de greffiers « la confirmation de l'hérédité sans que sous ce prétexte ny autres il puisse leur être demandé aucun supplément de finance ». Mais c'était là une clause dont on sait ce qu'elle valait à la fin du règne de Louis XIV.

Une dernière clause de l'édit de création des offices de greffiers était destinée à encourager les bailleurs de fonds. « Ceux qui prêteront leurs deniers pour l'acquisition desdits offices auront », portait-elle, « un privilège spécial sur iceux. » Le trésorier des revenus casuels devait faire mention des emprunts contractés par les acquéreurs dans les quittances de finance qu'il leur délivrerait.

L'analyse des dispositions de l'édit de janvier 1707 met en évidence le caractère fiscal de la création des offices de greffiers des subdélégations. Les titulaires des offices ne sont pas tenus d'en exercer les fonctions. La tâche des subdélégués n'est en rien facilitée par la nouvelle création ; l'obligation pour eux d'employer un greffier qu'ils n'ont pas choisi peut, au contraire, devenir une gêne et une source de difficultés. Mais, nous le savons, il s'agissait de trouver « un secours immédiat », si léger fût-il, pour le trésor royal en remplissant « le traité des subdélégués ».

Le traitant Antoine Dagincourt, déjà chargé de la vente des offices de subdélégués, le fut donc également de celle des offices de greffier des subdélégations. Le « Résultat du conseil » du 8 janvier 1707¹ porta en conséquence « union au traité fait à Antoine Dagincourt du 15 avril 1704... de la finance » qui devait « provenir de la vente des offices de greffier des subdélégations ».

La vente de ces offices de greffiers devait s'effectuer dans les mêmes conditions que celle des offices de subdélégués. Le traitant Dagincourt offrait d'ajouter deux cent mille livres à son forfait de deux millions quatre cent mille livres pour le traité des subdélégués. Son offre acceptée, il lui était fait remise, sur les deux cent mille livres, « d'une somme de trente trois mil trois cent trente trois livres six sols huit deniers, dont », porte le résultat du conseil, « il luy sera dès à présent expédié une ordonnance de comptant ». Quant au « surplus, montant à cent soixante-six mille six cent soixante-six livres treize sols quatre deniers », il revenait au trésor royal. Le traitant en devait faire le versement « en quatre paiements égaux, le premier comptant et les

1. Arch. nat., G 1497.

trois autres de deux mois en deux mois à commencer du premier avril prochain ». Les quittances de finance seraient délivrées aux acquéreurs par le trésorier des revenus casuels sur les récépissés du traitant ou de ses procureurs et commis. Les deux sols pour livre seraient perçus, à son profit, par le traitant sur ses simples quittances. Une clause spéciale, assez rare à cette époque, imposait au sieur Dagincourt l'obligation « de payer en espèces sur les bénéfices du présent traité six mil livres ès-mains du Trésorier général des Ponts-et-Chaussées pour estre par » ce dernier « employées suivant et ainsy qu'il serait ordonné par sa Majesté ».

Le « Résultat » du 8 janvier 1707 constituait un simple avenant à celui du 15 avril 1704 dont les clauses devaient être exécutées « selon leur forme et teneur ». Deux des cautions du traité des subdélégués, « Mrs Buisson et Bonnevie », devenaient cautions de celui des greffiers et apposèrent leurs signatures « au pied du Résultat du Conseil » du 8 janvier.

* * *

L'édit du 8 janvier 1707 fut enregistré le 31 du même mois au Parlement et le 12 mars suivant à la Cour des aides. Aussitôt l'enregistrement au Parlement, toutes dispositions utiles furent prises pour la vente des offices des greffiers des subdélégations. Le traitant Dagincourt avait déjà dans les différentes généralités des « procureurs généraux » pour la levée des offices de subdélégués : c'est à eux que fut confiée également celle des offices de greffiers. Dans la généralité de Châlons, c'est à « M^e Jean Baptiste Léonard Dion, directeur pour les affaires du Roy », que le traitant avait donné le 8 mai 1704 « sa procuration générale et spéciale¹ ». Cette procuration fut révoquée par acte du 5 septembre 1709. Mais le même jour Dagincourt constitua, par-devant notaires, « son procureur général et spécial M^e Pierre Philippe Duhoussé » avec pouvoir « de par luy et en son nom procéder à la vente des offices de Greffiers des subdélégations dans la généralité de Châlons² ».

Au contrôle général, on désirait que les nouveaux offices fussent acquis le plus rapidement possible. Le 7 février 1707, Fleuriau d'Armenonville envoyait aux intendants « des exemplaires imprimez » de l'édit de création. « L'intention de Sa Majesté », écrivait-il dans la lettre annonçant l'envoi, « est que vous fassiez tout ce qui dépendra de vous pour faciliter la vente de ces offices, et que vous donniez au traitant toute la protection nécessaire pour accélérer son recouvrement³. »

Le recouvrement commença effectivement vers la fin de mars ou au début d'avril 1707. Une quittance de finance de mille six cents livres était délivrée

1. Arch. Marne, C 1180.

2. Ibid.

3. Ibid.

le 19 avril 1707, par le trésorier des revenus casuels, au profit de Pierre Dastros pour l'office de greffier dans la ville de Béziers¹. L'intéressé avait dû faire sa soumission au plus tard dans le courant du mois de mars. Le 29 mai 1707, M^e Claude Serqueil obtenait des lettres de provision pour l'office de greffier de la subdélégation dans la ville de Troyes². Il avait dû également faire sa soumission en mars ou avril 1707. Mais le débit des charges de greffiers des subdélégations ne fut pas, semble-t-il, aussi « prompt » et aussi « aisé » qu'on l'avait assuré à Fleuriau d'Armenonville. L'édit de janvier 1707 fut, en tout cas, complété par quelques mesures destinées à le faciliter en encourageant les acquéreurs et en leur donnant les garanties nécessaires.

La première de ces mesures fut un arrêt du Conseil du 10 mai 1707³. Le plus souvent, ceux qui faisaient des offres pour l'acquisition des offices de greffiers des subdélégations étaient les subdélégués eux-mêmes, ou les titulaires des offices de greffiers dans les différentes autres juridictions. Mais beaucoup hésitaient à faire les frais de nouvelles lettres de provision. « Le Roy estant informé » de cette situation, vraisemblablement par le traitant, et désireux de « procurer d'ailleurs la vente de ces nouveaux offices », décida de faciliter aux intéressés « les moyens » de les acquérir. Par l'arrêt du 10 mai, rendu à Marly, sur le rapport de Fleuriau d'Armenonville⁴, « Sa Majesté en son Conseil » permit, en conséquence, « aux subdélégués en titre⁵ et aux greffiers des juridictions de réunir à leurs offices ceux de greffiers des subdélégations sans qu'ils soient obligés d'obtenir de nouvelles provisions ». La « réunion » n'était autorisée, quant aux subdélégués, qu'à la condition par eux de « commettre » aux fonctions des offices « sur leur simple procuration ». En cas de désunion ultérieure des offices de greffiers de ceux de subdélégués, l'arrêt précisait que les « résignataires » ne payeraient les droits de marc d'or et de sceau « que sur le pied de la modération portée par les tarifs arrestez au Conseil » pour l'union des deux offices. Ces dispositions, avantageuses en particulier pour les subdélégués, déterminèrent un grand nombre d'entre eux à acquérir les nouveaux offices, de manière à conserver le choix de leurs greffiers.

Deux autres dispositions de l'arrêt, d'un portée plus générale, tendaient, en ajoutant à l'édit de création, à élargir l'accès aux charges de greffiers des subdélégations. L'une était relative à l'âge des acquéreurs. Cette condition d'âge n'avait pas été précisée par l'édit de janvier 1707. Mais, pour la plupart des offices, il fallait, pour en être pourvu, avoir vingt-cinq ans ou obtenir du roi des lettres de dispense d'âge. L'arrêt du 10 mai permettait « à

1. Arch. nat., E 917.

2. Arch. Marne, C 2516.

3. Arch. nat., E 779C-780A.

4. L'arrêt est signé : Phelypeaux, Fleuriau et Chamillart.

5. En titre d'office, par opposition aux subdélégués par commission.

toutes personnes ayant vingt ans accomplis d'acquérir lesdits offices de Greffiers des subdélégations et de s'en faire pourvoir sans qu'ils (*sic*) soient obligés d'obtenir des lettres de dispense d'âge ». L'autre disposition concernait la faculté accordée aux greffiers par leur édit de création de « postuler » dans les différentes juridictions des lieux de leur établissement. Cette faculté n'était accordée, en droit, qu'à ceux qui étaient « graduez ». L'arrêt du 10 mai l'étendit expressément même à ceux des greffiers qui ne seraient point gradués dans les « lieux de leur établissement où les avocats » faisaient « seuls les fonctions de procureurs », c'est-à-dire, en fait, dans la plupart des petites localités.

La seconde mesure, destinée à garantir les droits des greffiers des subdélégations, fut un nouvel arrêt du Conseil du 19 juillet 1707¹. Les acquéreurs des offices de greffiers se heurtaient à des difficultés variées pour en exercer les fonctions. L'édit de janvier 1707 avait bien stipulé que les « pourvus desdits offices ou leurs commis feraient à l'exclusion de tous autres toutes les fonctions de greffiers près les subdéléguez ». Mais la plupart des subdéléguez, lorsqu'ils n'avaient pas acquis eux-mêmes les nouveaux offices, prétendaient néanmoins « estre en droit de choisir d'autres greffiers que ceux des subdélégations, contre la disposition expresse » de l'édit. En particulier, ceux des subdéléguez qui, « en cas d'absence ou légitime empêchement » des intendants, étaient « commis en leur place », estimaient pouvoir se soustraire à l'obligation de recourir aux greffiers des subdélégations. De telles pratiques ne pouvaient que décourager les acheteurs éventuels. L'arrêt du Conseil rendu à Versailles sur le rapport de Fleuriau d'Armenonville² eut pour objet d'y mettre fin. Il ordonna que l'édit de janvier 1707 serait exécuté selon sa forme et teneur. Il précisa que tous les subdéléguez, « ensemble ceux qui en cas d'absence ou autre légitime empêchement » étaient « commis en leur place par les sieurs Intendants », seraient « tenus de se servir des Greffiers des subdélégations ou de leurs commis pour faire près d'eux toutes les fonctions de greffiers ». Les procès-verbaux et les informations que les subdéléguez feraient « rédiger par d'autres que lesdits greffiers ou leurs commis » seraient entachés de nullité et les subdéléguez eux-mêmes s'exposaient à être condamnés à « tous dépens, dommages et intérêts ».

Le même arrêt du 19 juillet se proposa également de protéger les greffiers des subdélégations contre un autre abus dont ils risquaient d'être victimes. Pour être admis à postuler dans les différentes juridictions « des lieux de leur établissement », ils devaient faire enregistrer leurs provisions dans chacune de ces juridictions. Les greffiers des juridictions intéressées, dépourvus d'aménité à l'égard de leurs nouveaux confrères et concurrents, en profitaient pour exiger d'eux des droits exorbitants. L'arrêt du Conseil entendit

1. Arch. nat., E 782A.

2. L'arrêt est signé : Phélypeaux, de Beauvillier, Fleuriau et Chamillart.

mettre fin à ces exigences. Il ordonna qu'il ne serait payé, « par les greffiers des subdélégations pour tous droits d'enregistrement de leurs provisions aux greffes » des différentes juridictions, « que six livres dans les présidiaux, bailliages et sénéchaussées, et trois livres seulement dans les autres juridictions subalternes ». Il était « fait deffenses aux greffiers des juridictions » intéressées « d'exiger de plus fortes sommes... à peine de concussion ».

Les arrêts du Conseil des 10 mai et 19 juillet 1707 encouragèrent effectivement les acquéreurs des offices de greffiers des subdélégations. Un nombre important de quittances de finance furent délivrées de mai à décembre 1707¹. Mais, surtout, ces deux arrêts déterminèrent la plupart des subdélégués, qui hésitaient encore, à acquérir pour eux-mêmes ces offices. S'ils étaient obligés inéluctablement d'utiliser les « pourvus des offices de greffiers des subdélégations », il devenait de première importance pour eux que les fonctions en soient exercées par des personnes de leur choix². D'autre part, au contrôle général, certains, et notamment Desmarets, qui allait devenir contrôleur général en février 1708, trouvaient trop avantageuses les conditions qui avaient été consenties aux subdélégués pour l'acquisition de leurs propres offices. Les besoins du trésor étaient de plus en plus pressants en raison des dépenses nécessitées par la continuation de la guerre de Succession d'Espagne. Des augmentations de gages créées par un édit de novembre 1704 pour quelques catégories d'officiers avaient été étendues par des déclarations du roi en date des 5 mai 1705, 10 avril 1706 et 10 mai 1707 à plusieurs autres catégories. Les subdélégués se rendaient compte « qu'ils ne pourroient se dispenser dans la suite d'y être assujettis ». Aussi « quelques-uns d'entre eux » estimèrent-ils que s'il leur fallait absolument verser une nouvelle somme au trésor, il était préférable qu'elle fût affectée, plutôt qu'à des augmentations de gages, à l'acquisition des offices de greffiers des subdélégations. Ils auraient, en conséquence, « fait supplier » le roi de les exempter des augmentations de gages créées par l'édit de novembre 1704, « à la charge par eux de réunir à leurs offices ceux de greffiers des subdélégations ». Il faut noter que cette « réunion » avait déjà été autorisée à titre facultatif par l'arrêt du Conseil du 10 mai 1707 ; mais de nombreux subdélégués avaient négligé d'user de la faculté qui leur était offerte tant qu'ils avaient espéré pouvoir échapper à toutes charges nouvelles. La « supplique » adressée au roi par quelques subdélégués fournissait une trop belle occasion de placer les offices non encore levés de greffiers des subdélégations pour n'être pas bien accueillie. Une déclaration du 17 janvier 1708³, motivée par le désir du roi de donner « en cette occasion » aux subdélégués des marques de la satisfaction qu'il avait des services qu'ils lui rendaient « dans les fonctions de leurs

1. Arch. nat., E 917, E 918A, E 928B, etc.

2. Arch. Marne, C 1180.

3. Arch. nat., A D + 671.

charges », ordonna que les offices de greffiers des subdélégations qui restaient à vendre seraient et demeureraient unis à ceux des subdélégués. Cette déclaration faisait ainsi, en droit, des « greffiers des subdélégations » les « greffiers des subdélégués ».

Les facilités prévues par l'arrêt du Conseil du 10 mai 1707 pour la réunion étaient maintenues. Les subdélégués restaient dispensés de nouvelles lettres de provisions et ils étaient autorisés à « commettre sur leur simple procuration » à l'exercice des fonctions de greffier. La faculté de désunir les offices de greffiers de ceux de subdélégués, incluse dans l'arrêt du Conseil, disparaissait, par contre, de la déclaration du 17 janvier 1708.

Cette déclaration modifiait et complétait ainsi l'édit de création de janvier 1707. Elle fixait en outre le taux et les conditions de paiement de la finance des offices de greffiers. Les subdélégués devaient, pour la réunion des charges des greffiers, payer « le quart des sommes » qu'ils avaient versées pour la finance de leurs propres offices. La déclaration précisait toutefois que la finance des offices des greffiers ne pourrait « néanmoins être au-dessous de la somme de mille livres ». Le paiement de la finance devait être effectué dans les conditions ordinaires, le principal sur la quittance du trésorier des revenus casuels, et « les deux sols pour livre sur celle de maître Antoine Dagincourt, ... ses procureurs, commis ou préposez ». Mais les commis du traitant s'étaient rendu compte qu'il serait difficile, sinon impossible, d'obtenir des subdélégués le versement de nouvelles sommes. Sous le prétexte fallacieux d'« en faciliter le paiement ausdits subdélégués », la déclaration ordonnait que la finance des offices de greffiers serait « prise sur la moitié de leurs gages » de subdélégués, « à commencer », précisait-elle, « par ceux de l'année dernière dont le fonds est encore entre les mains de ceux qui sont chargés d'en faire le paiement ». Les « Receveurs généraux des finances, Receveurs des tailles et autres » qui détenaient « le fonds des gages » des subdélégués étaient, en conséquence, invités à « s'en dessaisir pour moitié » entre les mains « dudit Dagincourt par chacun an ». Ce prélèvement de la moitié des gages annuels des subdélégués se poursuivrait « jusqu'au parfait paiement de la finance » des offices de greffiers, telle qu'elle serait fixée par les rôles arrêtés au Conseil. « A l'égard de l'autre moitié » de leurs gages, le paiement en serait fait aux subdélégués, « en la manière accoutumée ». Quant « aux gages et droits attribués aux offices de greffiers des subdélégations », les subdélégués devaient en jouir « à proportion des paiements » qu'ils auraient faits.

En compensation des charges que leur imposait la réunion à leurs offices de ceux de greffiers, les subdélégués étaient « dispensés d'acquérir des augmentations de gages » créées par l'édit de novembre 1794. La déclaration du 17 janvier 1708 spécifiait, en outre, qu'ils ne pourraient « estre taxez à l'avenir pour supplément de finance, confirmation d'hérédité ou autrement ». Ces promesses ne devaient pas, par la suite, être toutes tenues ; mais, au moment

où elles étaient faites, elles pouvaient faciliter la vente des charges de greffiers des subdélégations. Un certain nombre de ces charges avaient déjà été acquises par d'autres que des subdélégués. Il pouvait en résulter, nous l'avons signalé, des inconvénients sérieux. Aussi un article de la déclaration du 17 janvier 1708 permettait-il aux subdélégués de réunir à leurs offices ceux des greffiers de leurs subdélégations respectives lorsqu'ils avaient déjà été vendus. Les « particuliers » qui avaient acheté les offices de greffiers devaient être remboursés « de leur finance, frais et loyaux cousts » par les subdélégués, suivant l'état de liquidation qui en serait établi par les intendants des généralités dans lesquelles ces offices avaient été levés. Les subdélégués obtenaient ainsi, vraisemblablement à l'instigation des intendants, la préférence sur les « particuliers » pour l'acquisition des charges de greffiers. Mais cette préférence était de durée limitée : les subdélégués devaient réunir à leurs offices ceux de greffiers « dans le mois à compter du jour de la publication » de la déclaration de janvier 1708 ; passé ce délai, ils étaient « déchus » de la faculté qui leur avait été accordée et les offices de greffiers déjà levés demeureraient définitivement acquis à ceux qui en étaient pourvus.

* * *

La déclaration du 17 janvier 1708, enregistrée au Parlement le 7 février suivant, réglait, en principe, la question de la vente des offices de greffiers des subdélégations. L'obligation faite aux subdélégués de les réunir à leurs propres offices en assurait le placement. Cette « réunion » n'apportait pas de ressources nouvelles au trésor royal, mais elle diminuait ses charges en le dispensant de payer pendant quelques années la moitié des gages des subdélégués. Il fallait toutefois que les intéressés fassent leur « soumission » et acceptassent de payer les sommes auxquelles ils seraient « modérément taxez ».

Le nouveau contrôleur général, Desmaretz, qui remplaça Chamillard le 20 février 1708, avait peu de sympathie et de ménagements à l'égard des subdélégués. Il prend personnellement en main, dès son arrivée au contrôle général, « l'affaire des subdélégués » et celle de leurs greffiers dont Fleuriau d'Armenonville avait jusqu'alors été chargé¹. Il entend que la « déclaration du Roy portant réunion aux offices de subdélégués de ceux de leurs greffiers qui restent à vendre » soit exécutée. Il le dit nettement dans sa lettre aux intendants du « dernier février 1708 » dont il accompagne l'envoi d'exemplaires imprimés de la déclaration². Il ajoute, il est vrai, que « l'intérêt qu'ont les subdélégués que les fonctions qui sont attribuées à ces nouveaux offices soient exercées par des personnes qui leur soient agréables, joint au party que l'on a pris pour leur faciliter le payement de la finance à laquelle

1. Arch. nat., G7 1494 ; arch. Marne, C 1180.

2. Arch. Marne, *ibid.*

ils ont été évalués ne permet pas de douter qu'ils ne s'y soumettent volontiers ». Mais il insiste sur « l'intention de Sa Majesté » de voir la déclaration appliquée. Dès le 20 mars 1708¹, le Conseil arrêtait le « rôle » des sommes auxquelles étaient évalués les offices de greffiers en vue de leur réunion à ceux des subdélégués. Le traitant Dagincourt donnait aussitôt sa procuration générale à ses préposés pour faire mettre le rôle à exécution². La déclaration du 17 janvier 1708 semble avoir été appliquée immédiatement dans l'ensemble du royaume. Il y eut pourtant de légères différences de dates suivant les généralités. Dans la généralité de Châlons, tout est prêt dès la seconde quinzaine de mars³. Le « directeur du traité des subdélégués » dans la généralité de Montauban, par contre, n'a encore reçu le 11 avril 1708⁴ ni la déclaration, ni l'extrait du rôle arrêté au Conseil en vue de son application dans cette généralité.

La vente des offices de greffiers des subdélégations paraît bien avoir été effective, à peu près partout dans le royaume, à partir de 1708.

Avant la déclaration du 17 janvier, quelques offices avaient été levés, mais en très petit nombre. Cette déclaration permit au traitant d'imposer aux subdélégués l'acquisition de ceux qui restaient à vendre. Les documents ne permettent pas de douter que la quasi-totalité des offices de greffiers furent ainsi vendus. En Flandre, « au département de Lille », les offices de greffiers furent levés notamment à Lille, Cambrai, Douai, Valenciennes⁵; « au département de Haynaut », les mêmes offices furent levés à Avesnes, à « landrecy » et au Quesnoy⁶; dans « l'intendance de Flandres du côté de la mer », ils sont levés également dans les subdélégations de « Bergues et honscotte » de « Gravelines et Bourbourg⁷ » et d'« Ypres, Bailleul et Warneton⁸ ». En Champagne, les offices de greffiers étaient pourvus dès 1709, dans la plupart des subdélégations⁹. Dans le gouvernement de Languedoc, nous avons la certitude que les offices de greffiers ont été levés et pourvus dans les subdélégations de Toulouse, Carcassonne, Castres, Lavaur, Alet et Limoux, Rieux, Montpellier, Uzès, Saint-Poux, Béziers, Alais, Mende¹⁰, Agde et Le Puy¹¹; des doutes subsistent pour ceux des subdélégations d'Albi, Mirepoix, Saint-Papoul, Montauban, Nîmes, Lodève, Viviers et Narbonne¹². Dans la plupart

1. Arch. Marne, C 1180.

2. Ibid.

3. Ibid.

4. Arch. nat., G7 396.

5. Arch. nat., E 917 A.

6. Ibid.

7. Arch. nat., E 918 A.

8. Arch. nat., E 917A E 918A, E 920B.

9. Arch. nat., G7 234-235.

10. Arch. nat., E 928C.

11. Ibid., E 917.

12. Arch. nat., E 928C en particulier.

des généralités, en Normandie, en Bretagne, en Bourgogne, en Provence, dans le Limousin, on peut faire des constatations analogues¹. Elles permettent de conclure que les offices de greffiers ont bien été levés dans l'ensemble des subdélégations pourvues elles-mêmes de subdélégués en titre.

Les subdélégués ont ainsi formé, de gré ou de force, la grande majorité des acquéreurs. Quelques-uns avaient acquis les offices de greffiers dans leurs subdélégations respectives avant la déclaration du 17 janvier 1708 : à Chaumont-en-Bassigny par exemple, et peut-être à Joinville et à Mézières². Mais le plus grand nombre attendirent la déclaration qui les obligeait à la « réunion » et beaucoup s'exécutèrent le plus tard possible.

Quelques « particuliers », en dehors des subdélégués, firent dès la publication de l'édit de création leur soumission pour se faire pourvoir d'un office de greffier de subdélégation. Nous avons déjà signalé Jean Meusnier et Claude Serqueil, qui acquirent l'un celui de Bar-sur-Aube et l'autre celui de Troyes³. Citons encore, entre autres, les offices de greffiers des subdélégations de Bernay, « d'Andély »⁴, de Moulins⁵ et de Montélimar⁶, qui étaient aussi séparés de ceux de subdélégués. Les « particuliers » qui avaient acheté ces offices pouvaient en faire remplir les fonctions par des « commis », mais le plus souvent ils les exerçaient eux-mêmes⁷.

Le recours aux « commis » devenait, par contre, indispensable lorsque les offices de greffiers étaient acquis par une collectivité. Plusieurs vigueries et communautés de Provence⁸ qui avaient acheté les offices de subdélégués virent réunir à ces offices ceux de greffiers des subdélégations, en application de la déclaration du 17 janvier 1708 ; ce fut le cas des communautés de Cuers, d'Entrevaux, de Lorgues, de Saint-Paul, de Sisteron et, sans doute, d'autres. Il n'est cependant pas certain que ces vigueries et communautés aient pu « commettre » aux fonctions de greffiers, car celles des offices de subdélégués qu'elles avaient été « réunies et incorporées » continuaient à être exercées par des subdélégués commissionnés de l'intendant. Le « magistrat de Cassel », auquel l'office de subdélégué avait été réuni par arrêt du Conseil du 21 octobre 1704⁹, acquit également, en 1712, celui de greffier de la subdélégation dont il put faire exercer les fonctions par « commis ».

Pour les vigueries et communautés de Provence comme pour le magistrat de Cassel, l'acquisition des offices de greffiers des subdélégations était la conséquence de leur réunion à ceux des subdélégués, imposée par la déclaration

1. Arch. nat., E 917 en particulier.

2. Ibid., G7 234.

3. Arch. Marne, C 2516.

4. Arch. nat., E 817B, E 833B, E 842B.

5. Ibid., E 2005.

6. Arch. nat., E 917.

7. Ibid., E 917.

8. Arch. nat., E 797 A.

9. Ibid.

du 17 janvier 1708. Mais quelques collectivités achetèrent des charges de greffiers sans être propriétaires des offices de subdélégués. En voici, à titre documentaire un exemple.

La « Communauté des procureurs de l'Élection du Ponteaudemer » avait offert, presque aussitôt la publication de l'édit de janvier 1707, « la somme de 1,300 livres et les deux sols pour livre pour l'office de greffier de la subdélégation de ladite ville¹ ». Les procureurs mettaient comme conditions à leur soumission que l'office demeurerait « réuni à leur communauté sans qu'ils soient tenus d'en obtenir de nouvelles lettres de provision » ; qu'ils jouiraient « des gages y attribuez en conséquence de la quittance de finance » qui leur serait délivrée ; et, enfin, qu'ils pourraient « le désunir par la suite ». Ils se réservaient la faculté « de choisir tous les ans un d'entr'eux » ou de « commettre sur leur simple procuration telle autre personne que bon leur semblerait » pour exercer les fonctions de l'office. Ils demandaient pour celui qu'ils « commettraient » la « faculté de postuler au baillage et vicomté du Ponteaudemer comme les autres procureurs desdits sièges », après qu'il aurait fait enregistrer au greffe des juridictions intéressées la procuration qui lui en aurait été donnée par la Communauté des procureurs. Ils sollicitaient enfin la permission « d'emprunter lad. somme de 1,300 livres et les deux sols pour livres » pour acquérir l'office. Le traitant Dagincourt, estimant « avantageuses » les offres de la communauté des procureurs, présenta au Conseil une requête tendant à les faire agréer par « Sa Majesté ». Le Conseil, par un arrêt² rendu à Versailles, le 16 octobre 1708, sur le rapport du contrôleur général Desmaretz, lui donna satisfaction. Il accepta les offres de la communauté des procureurs avec toutes les conditions qu'ils avaient indiquées : dispense de lettres de provision ; jouissance des gages avec pouvoir de commettre ; droit de postuler « au baillage et vicomté » pour celui qui serait commis ; permission d'emprunter les sommes nécessaires. Enfin, l'arrêt du Conseil, se référant à celui du 10 mai 1707, permettait à la communauté « de désunir et vendre » par la suite l'office de greffier de la subdélégation » à la charge par l'acquéreur « éventuel d'en obtenir des lettres de provision ». Cet arrêt du 16 octobre 1708, sur lequel nous avons insisté à dessein, montre, d'une manière particulièrement nette, les facilités de toute sorte accordées aux acquéreurs des offices de greffiers des subdélégations. Le droit accordé aux procureurs « d'élire un d'entre eux » chaque année pour exercer les fonctions de greffier paraît normal ; mais on est un peu surpris de la faculté qui leur est aussi accordée de commettre aux fonctions de l'office telle personne n'appartenant pas à leur communauté. Elle ne peut guère s'expliquer que par le souci d'un commerçant de placer à tout prix sa marchandise.

1. Arch. nat., E 797A.

2. L'arrêt est signé Phélypeaux, de Beauvillier et Desmaretz.

* * *

Les offices de greffiers des subdélégations, dans leur ensemble, ne nécessitaient qu'une finance assez faible. D'un prix modéré, ils ne produisaient, au denier seize de leur finance, que des gages peu élevés. Ils ne pouvaient guère tenter que des acquéreurs aux moyens limités et déjà titulaires de quelque autre petit office du même ordre : procureur, notaire ou greffier. Ces acquéreurs en exerçaient alors eux-mêmes les fonctions. Si des titulaires d'autres offices plus importants achetaient les charges de greffiers, c'était pour des raisons de prestige ou de commodité — tels les subdélégés — avec l'intention évidente de « commettre » à l'exercice de ces charges. Dans un cas comme dans l'autre, les acquéreurs n'étaient pas disposés à payer une forte finance pour les offices de greffiers. Nous n'avons pas trouvé pour ces offices d'exemples d'enchères successives qui les aient portés à des prix excessifs, hors de proportion avec leur valeur réelle, comme cela est arrivé fréquemment en ce qui concerne les offices de subdélégés. Il ne semble pas que, pour la vente des premiers offices de greffiers, on ait songé à établir un rapport entre leurs prix et ceux des offices correspondants de subdélégés. La seule discrimination importante qu'il convienne de faire, parmi les offices de greffiers, au point de vue de leur prix, est la suivante : offices d'une finance inférieure à mille livres et offices d'une finance égale ou supérieure à cette somme. Une finance de mille livres accordait seule, en effet, aux pourvus des offices de greffiers, l'exemption « du service et contribution à la milice pour leurs enfants ». Il arrivait même, lorsque leur finance était inférieure à mille livres, que les greffiers se voyaient contester le droit de « postuler » dans les différentes juridictions de leur résidence¹. Il y a donc tout lieu de penser que, lorsqu'ils le pouvaient, les acquéreurs faisaient leur soumission pour une somme d'au moins mille livres. La déclaration du 17 janvier 1708, en réunissant les offices de greffiers à ceux de subdélégés, entendit établir un rapport déterminé entre les prix des deux catégories d'offices et fixer en même temps un prix minimum pour les offices de greffiers les moins importants.

Les prescriptions de la déclaration de 1708 furent en général respectées quant au prix des offices de greffiers. La plupart des subdélégés dont la finance de leurs propres offices dépassait quatre mille livres furent taxés effectivement au quart de leur finance pour la réunion des charges de greffiers. Le « subdélégé des villes de Bergues et honscotte », qui avait payé en 1705 une finance de huit mille livres pour son office, paya en 1712 « deux mil livres et les deux sols pour livre » pour « la réunion de l'office de greffier de sa subdélégation »². Le « subdélégé de Gravelines et Bourbourg », dont

1. Arch. nat., E 933B.

2. Arch. nat., E 916A.

la finance avait été fixée à six mille livres, dut payer quinze cents livres pour la réunion de l'office de greffier¹. La finance de l'office de « subdélégué de la Chatellenie de Bailleul, Ypres, Warneton, Poperinghe, Warwick et dépendances » avait été fixée à neuf mille livres ; la somme à payer pour la réunion de l'office de greffier de sa subdélégation fut taxée à deux mille deux cent cinquante livres et les deux sols pour livre². A Béziers, où l'office de subdélégué avait été évalué six mille livres, celui de greffier de la subdélégation fut taxé seize cent livres³. A Saint-Poux en Languedoc, la réunion de l'office de greffier fut taxée mille huit cents livres, celui de subdélégué ayant coûté sept mille livres⁴.

La taxation de l'office de greffier au quart de la finance de celui de subdélégué correspondant ne fut cependant pas une règle absolue, pas plus que la fixation de la finance à un minimum de mille livres. Les réclamations des subdélégués appuyées par les intendants provoquèrent de nombreuses « modérations » de finances pour la réunion des offices de greffiers à ceux de subdélégués. Les exemples abondent. Nous nous contenterons d'en citer quelques-uns. A Mende, l'office de subdélégué avait coûté huit mille livres de finance principale ; celui de greffier de la subdélégation ne fut payé que quinze cents livres⁵. L'office de greffier de la subdélégation dans la ville du Puy fut taxé à mille livres pour sa réunion à celui de subdélégué, qui en avait coûté huit mille⁶. A Alais, la finance de l'office de subdélégué avait été de dix mille livres ; l'office de greffier ne fut taxé que quinze cents livres pour sa réunion⁷. A Uzès, l'office de greffier ne fut taxé que mille huit cent soixante-quinze livres pour sa réunion à l'office de subdélégué de la même ville, qui avait été payé dix mille livres⁸. Même constatation à Montpellier où la finance de l'office de greffier est fixée à mille huit cents livres, celle de subdélégué ayant été de dix mille⁹. Quelques offices de greffiers, par contre, furent payés plus du quart de la finance des offices de subdélégués correspondants. A Limoux, douze cents livres, alors que la finance de l'office de subdélégué n'avait été que de quatre mille livres¹⁰. A Lavaur, neuf cents livres contre trois mille pour l'office de subdélégué¹¹. Il semble que d'une manière générale, là où les offices de subdélégués avaient été payés le prix fort, par suite d'enchères ou d'autres circonstances, les sommes taxées pour la réunion des offices de greff-

1. Arch. nat. E 917A.

2. Ibid.

3. Arch. nat., E 928C.

4. Ibid.

5. Ibid.

6. Ibid.

7. Ibid.

8. Ibid.

9. Ibid.

10. Ibid.

11. Arch. nat., E 928C et E 917.

fiers n'atteignirent pas le quart de la finance des premiers ; elles l'atteignirent ou le dépassèrent là où les offices de subdélégués avaient été acquis à bas prix¹. Nous n'avons pas trouvé d'exemple où la finance d'un office de greffier de subdélégation ait dépassé sensiblement deux mille livres, qu'il ait été ou non réuni à celui d'un subdélégué. Les finances de deux mille livres elles-mêmes sont rares et représentent, semble-t-il, un maximum ; parmi les offices de greffiers qui ont atteint ce prix, citons ceux des subdélégations de Toulouse, d'Angers, de Bergue et Honscotte, de « Furnes et Loo », de « Bail-leul, Ypres, warneton et poperinghe² ». On rencontre, en revanche, de nombreux cas, où la finance des offices de greffier des subdélégations est inférieure à mille livres. Il eût été difficile de taxer à ce prix un office de greffier lorsque l'office correspondant de subdélégué avait été payé deux mille livres ou même moins³.

La finance des offices de greffiers est de huit cents livres dans les subdélégations suivantes : Carcassonne, Châtellerault, Romans, Lisieux ; de six cents livres à « Orbec et Bernay », à Scelles, à Avranches, à Dourdan, à Montaigu, à Mauriac et à Issoire ; de cinq cents livres seulement à Cuers, à « Andély » et à Dreux. La finance de cinq cents livres constitue, d'une manière générale, le prix minimum d'un office de greffier de subdélégation. Les offices qui n'ont pas atteint ce prix sont des exceptions rares. Citons à titre d'exemple celui de Saint-Pierre-le-Moutier, réuni à l'office de subdélégué pour quatre cent cinquante livres⁴.

Les prix des différents offices de greffiers des subdélégations s'échelonnent ainsi de cinq cents à deux mille livres, le plus grand nombre oscillant autour de mille livres. Les gages de ces offices, au denier seize de la finance, ne pouvaient évidemment être très élevés. Ils étaient de cent vingt-cinq livres par an à Toulouse ; de cent dix-sept livres et quelques sols à Uzès ; de cent livres à Béziers ; de quatre-vingt-treize livres et quelques sols à Mende et à Alais ; de cinquante-six livres à Castres et à Lavaur ; de cinquante livres à Carcassonne ; de quarante-sept livres à Rieux⁵. Ce n'étaient sans doute pas de tels gages qui pouvaient attirer les acquéreurs ; c'étaient bien plutôt, comme pour la plupart des petits offices, les droits et prérogatives attachés aux offices de greffiers des subdélégations qui comportaient par ailleurs des avantages accessoires difficiles à chiffrer, mais réels⁶.

1. Arch. nat., série G7. Correspondance des intendants pour la période de 1707 à 1715, série E, même période, et en outre E 917 et E 928C.

2. Arch. nat., E 917, E 918A et E 928C.

3. De nombreux offices de subdélégués entraient dans cette catégorie.

4. Arch. nat., E 917.

5. Arch. nat., E 928C.

6. Ibid., G7, 231 à 234, et 395 à 397.

* * *

La levée des offices de greffiers des subdivisions se heurta, même après la déclaration du 17 janvier 1708, à un certain nombre de difficultés et provoqua quelques mécomptes.

L'obstacle le plus difficile à vaincre fut certainement la résistance des subdivisés. La plupart espéraient, contre toute vraisemblance, continuer à jouir de la faculté de choisir leur greffier sans payer aucune finance supplémentaire. Ils écartaient, par toutes sortes de moyens, les acquéreurs éventuels. Quelques particuliers réussirent pourtant à se faire pourvoir d'offices de greffiers de subdivisions postérieurement à la déclaration de 1708. Le sieur Adrien Le Carron obtint les provisions de l'office de greffier de la subdivision de Bernay et Orbec le 26 janvier 1710¹. Le sieur Jacques Cornu, « procureur et notaire en la justice de Gaillon », se vit octroyer, le 19 avril 1711, les siennes pour celui « de greffier de la subdivision dans la ville d'Andély »². Mais ce sont là des cas rares. Les subdivisés, forts en général de l'appui des intendants, s'autorisaient de la déclaration de 1708 pour empêcher la vente séparée des offices de greffiers tout en n'accomplissant pas les formalités nécessaires à la réunion de ces offices aux leurs propres. Il en résulta qu'un peu partout un certain nombre d'offices de greffiers de subdivisions ne furent pas levés. Ce fut le cas, semble-t-il, à Givet et à Philippeville en Hainaut³. Il en fut de même, sans doute, en Languedoc, pour ceux des subdivisions de Viviers, Lodève, Nîmes, Montauban, Saint-Papoul, Mirepoix, peut-être même Albi et Narbonne⁴. Des recherches plus longues en révéleraient vraisemblablement beaucoup d'autres, notamment en Provence.

Beaucoup de subdivisés n'acquittèrent que fort tard la finance des offices de greffiers de leurs subdivisions. Les quittances de finance de ceux des subdivisions de « Bergues et honscotte » et de « Graveline et Bourbourg » sont du 30 décembre 1712⁵; celle de greffier de la subdivision de Cassel, au profit du « Corps du magistrat de Cassel », est de la même date⁶. D'autres quittances sont de dates encore postérieures : 6 juillet 1713 pour l'office de la subdivision de Carentan⁷; 14 novembre 1713 pour celui de Dourdan⁸; 8 janvier 1714 pour celui de Clermont-en-Auvergne⁹; 27 mai

1. Arch. nat., E 842B.

2. Ibid., E 833B.

3. Ibid., E 917A.

4. Ibid., E 928C.

5. Ibid., E 918A.

6. Ibid., E 917.

7. Ibid.

8. Ibid.

9. Ibid.

1714 pour celui de la ville d'Issoire¹; 8 mars 1715 pour celui de Pontivy². Aussi plusieurs offices n'étaient-ils pas entièrement payés lorsqu'en août 1715 ils furent supprimés. A titre d'exemple, indiquons qu'il restait encore à percevoir par le traitant, en 1716, cent soixante-quatorze livres quinze sols huit deniers sur la finance de l'office de greffier de la subdélégation de « Chaudesaigues », et deux cents livres sur celle du même office à Gannat³. Pour d'autres offices, il n'avait même pas été versé, semble-t-il, aucun acompte; par exemple, pour ceux des subdélégations de « Pont-de-l'Arche et Louviers », de Civray, de Mortagne, d'Hyères, d'Avranches, etc.⁴. A la requête du traitant Dagincourt, un arrêt du Conseil du 20 janvier 1719⁵ annula trente-sept quittances de finance délivrées pour des offices de greffiers, unis pour la plupart à ceux de subdélégés, et ordonna qu'elles seraient déchargées du contrôle et rendues au trésorier des revenus casuels, Bertin. Du point de vue financier, il semble bien qu'on puisse affirmer que la création des offices de greffiers des subdélégations fut d'un faible rendement; elle n'apporta, en définitive, qu'un maigre appoint au traité des subdélégés.

* * *

L'installation des « pourvus des offices de Greffiers des subdélégations » ne donna lieu à aucune difficulté lorsque ces offices étaient réunis à ceux des subdélégés. Le subdélégué intéressé « commettait » à l'exercice des fonctions de greffier une personne à sa discrétion; il recevait les gages de l'office et son « commis », fort de son appui, jouissait des autres droits attachés à l'office de greffier, notamment de la « faculté de postuler » dans les diverses juridictions de la subdélégation.

L'exercice de cette « postulation » provoqua, par contre, de longs et violents conflits lorsque les offices de greffiers des subdélégations étaient acquis par « des particuliers » autres que les subdélégés. Si l'office était acquis par la « communauté des procureurs », comme dans la subdélégation « du Pontaudemer », tout allait bien encore. Mais, en dehors de ce cas, les procureurs des différentes juridictions mettaient en œuvre toutes sortes de chicanes pour empêcher le greffier de la subdélégation de leur faire concurrence en « postulant » comme eux. Même avec l'appui de l'intendant et du Conseil, l'intéressé ne parvenait à jouir effectivement de la faculté de postuler qu'après des mois, et parfois des années, de procédures coûteuses. Deux exemples particulièrement significatifs suffiront à donner une idée précise de cette hostilité des procureurs à l'égard des greffiers des subdélégations.

1. Arch. nat., E 917.

2. Ibid.

3. Ibid.

4. Ibid.

5. Ibid.

Le premier concerne Jacques Cornu, « greffier de la subdélégation dans la ville d'Andély¹ ». Le sieur Jacques Cornu, « praticien », avait acquis pour cinq cents livres son office de greffier. Il en avait obtenu des lettres de provision le 19 avril 1711. Le 18 mai suivant, il avait prêté serment « par-devant le sieur de Richebourg, intendant en la généralité de Rouen », et avait été par lui reçu et installé en son office. Il voulut alors se mettre en mesure d'exercer la faculté de postuler attribuée à son office ; il demanda, en conséquence, l'enregistrement de ses provisions aux greffes des différentes juridictions de la ville et en particulier à celui du bailliage. Il se heurta à la résistance de la communauté des procureurs dudit bailliage. Ceux-ci s'opposèrent à l'enregistrement des provisions obtenues par Jacques Cornu et à ce que ce dernier « fut reçu à exercer la faculté de postuler dans les différents sièges de la ville ». Ils prétendaient « qu'il en devoit estre exclu aux termes de l'édit de création » des greffiers des subdélégations « qui exige », déclaraient-ils, « pour cette attribution une finance d'au moins mille livres ». Ils ajoutaient « que, d'ailleurs, il n'avait pas la capacité et l'expérience requises dans les affaires ». Jacques Cornu requit alors les officiers du bailliage d'ordonner l'enregistrement de ses provisions. Il n'eut pas de peine à montrer l'inanité des griefs articulés contre lui par la communauté des procureurs. Il établit que leur édit de création attribuait « précisément à tous les pourvus des offices de greffiers des subdélégations la faculté de postuler indépendamment de leur finance » ; que le minimum de mille livres n'avait été fixé « que par rapport à l'exemption du service et de la contribution à la milice pour leurs enfants ». Quant à son prétendu manque de capacité et d'expérience, il justifia « que, dès le 28 juillet 1704 », il avait « été reçu et immatriculé praticien » et avait, à ce titre, « presté serment au bailliage d'Andély » ; qu'au surplus il était « encore procureur et notaire en la justice de Gaillon » où il avait « été reçu et installé par actes des 11 et 16 avril 1709 ». Dans de pareilles conditions, les officiers du bailliage furent obligés de faire droit à la requête de Jacques Cornu. Sans se prononcer « sur les droits des parties au principal », droits sur lesquels elles devaient se pourvoir au Conseil, ils ordonnèrent, par sentence du 20 juin 1711, « que les provisions de l'office de greffier de la subdélégation d'Andély », obtenues par Jacques Cornu, « seroient enregistrées, qu'il presteroit serment et seroit reçu ».

Les procureurs ne se tinrent pas pour battus. Bien que la sentence du bailliage eût renvoyé les parties devant le Conseil, ils en interjetèrent appel immédiatement, prirent « des lettres de relief en la chancellerie du Parlement de Rouen », devant lequel ils firent assigner Jacques Cornu par exploit du 24 juin.

Jacques Cornu ne répondit pas à l'assignation au Parlement de Rouen, mais adressa une requête « au Roy en son Conseil ». Comme il s'agissait

1. Arch. nat., E 833B.

« d'une opposition formée à l'exécution d'un édit et que la connoissance d'une contestation de cetté nature ne peut », exposait-il, « appartenir ny estre portée ailleurs qu'au Conseil », il demandait « qu'il luy soit sur ce pourveu ». L'arrêt qui intervint le 10 novembre 1711, sur le rapport du contrôleur général, lui donna pleine satisfaction. Il le déchargeait de l'assignation au Parlement de Rouen ; sur le fond, « sans s'arrester à l'opposition » des « procureurs du baillage et élection d'Andély », il ordonnait que « ledit Cornu » jouirait « dans les baillage, élection, et autres justices royales ordinaires et extraordinaires de ladite ville d'Andély, de la faculté de postuler attribuée à sondit office de greffier de la subdélégation ». Enfin, l'arrêt faisait « defenses aux dits procureurs de l'y troubler, à peine de nullité, cassation de procédures, cinq cents livres d'amende et de tous dépens, dommages et intérêts ». Cet arrêt, à l'exécution duquel l'intendant de Richebourg était chargé de veiller, mit fin, semble-t-il, au conflit ; nous n'en avons, en tout cas, pas trouvé d'autres traces.

Le deuxième exemple est celui du conflit qui mit aux prises « Adrian Le Carron, Greffier de la subdélégation de la ville de Bernay », avec « les procureurs du baillage de Bernay et vicomté d'Orbec ¹ ». Ce conflit fut beaucoup plus long et plus violent que le précédent. Le premier avait duré une année ; le second se prolongea pendant plus de deux ans et nécessita deux arrêts du Conseil et plusieurs interventions de l'intendant. La procédure, dans les deux cas, est à peu près la même, à quelques détails près. Le 26 janvier 1710, le sieur Le Carron obtient les provisions de son office de greffier de la subdélégation. Il veut exercer effectivement le droit de « postuler » attaché à cet office. Mais les « procureurs du baillage de Bernay et vicomté d'Orbec » s'opposent à sa réception et installation « auxdits baillage et vicomté » et empêchent l'enregistrement de ses provisions. Ils prétendent que, par l'édit de création de janvier 1707, « Sa Majesté n'a eu au plus intention d'accorder aux Greffiers des subdélégations la permission de postuler que dans les juridictions établies pour les affaires de finances ». Le Carron voit dans cette opposition des procureurs « un effet de l'animosité et de la caballe de quelques-uns » d'entre eux contre lui ; il y relève, en outre, « une contravention formelle » aux dispositions de l'édit de création des greffiers des subdélégations. Il s'adresse donc directement au Conseil. Un premier arrêt, rendu à Versailles le 17 juin 1710 ², sur le rapport du contrôleur général Desmaretz, lui donne satisfaction. Il ordonne, sans s'arrêter à l'opposition des procureurs, que les lettres de provision par lui obtenues seront enregistrées au greffe du baillage et « qu'il jouira de la faculté qui luy est atribuée de postuller tant audit baillage et vicomté que dans les autres juridictions de ladite ville de Bernay ». Par cet arrêt, « Sa Majesté » fait en outre « defenses auxdits procureurs

1. Arch. nat., E 817A et E 842B.

2. Ibid., E 817B.

et à tous autres » de le troubler dans la jouissance de son droit, « à peine de cinq cents livres d'amende et de tous dépens, dommages et intérêts ».

Le sieur de Bouville, intendant d'Alençon, doit tenir la main à l'exécution de l'arrêt. Mais, en dépit de cet arrêt du Conseil, le sieur Le Carron ne parvient pas à faire enregistrer ses provisions et à se faire recevoir au bailliage de Bernay. Le 21 mai 1712, il obtient de l'intendant de Bouville une ordonnance « portant qu'il fera les fonctions de procureur audit bailliage et vicomté de Bernay conformément à son édit de création ». A la suite de l'ordonnance de l'intendant, Le Carron est reçu « aux bailliage et vicomté de Bernay et orbec » par sentence du 23 mai et il est admis « à faire les fonctions de procureur dans ces deux sièges ». Les procureurs ne se rebutent pas. Ils interjettent appel de la sentence du bailliage au Parlement de Rouen et y font assigner Le Carron par exploit en date du 28 mai. Ce n'est que le 18 juin suivant qu'une nouvelle ordonnance de l'intendant de Bouville décharge l'intéressé de cette assignation et lui permet enfin de postuler dans les juridictions de la subdélégation. Le greffier Le Carron estime plus sûr toutefois de recourir à nouveau à l'autorité du Conseil. Au surplus, « comme toutes ces chicanes réitérées de la part des procureurs au préjudice des défenses portées dans l'arrêt du Conseil » du 17 juin 1710 « n'ont tenu » qu'à le priver « des fonctions à luy attribuées par son édit de création », il entend poursuivre la communauté des procureurs en dommages et intérêts. Il adresse donc « au roi en son conseil » une requête par laquelle il demande qu'il plaise à « Sa Majesté ordonner que l'édit du mois de janvier 1707 » et « l'arrêt du conseil du 17 juin 1710 » seront exécutés, ainsi « que les ordonnances du sieur de Bouville, intendant de la généralité d'Alençon, des 21 mai et 18 juin 1712 ». Il requiert, en outre, que l'arrêt à intervenir le décharge de l'assignation à lui donnée le 28 mai, sur l'appel interjeté par les procureurs de la sentence du bailliage du 23 du même mois. Il demande enfin que le même arrêt précise que lui, « Le Carron, jouira dans les bailliages, vicomtez et autres juridictions royales ordinaires et extraordinaires des villes d'Orbec et Bernay de la faculté de postuler attribuée à son dit office » ; condamne « les procureurs desdits bailliage et vicomté d'orbec et de bernay en 600 livres de dommages et intérêts envers ledit Le Carron pour l'obstacle qu'ils ont apporté aux fonctions de la postulation à luy attribuées... depuis plus de deux années ». Pour éviter tout nouvel ennui dans l'avenir, Le Carron requiert également que le Conseil fasse « itératives défenses » aux procureurs de le troubler dans ses fonctions « à peine de 1500 livres d'amende et de tous dépens, dommages et intérêts ».

L'arrêt qui intervint le 30 août 1712¹ donna en grande partie satisfaction au greffier Le Carron. Il le déchargea de l'assignation qui lui avait été donnée au Parlement de Rouen à la requête des procureurs d'Orbec et de Bernay « et

1. Arch. nat., E 842B.

de tout ce qui pourroit s'en être ensuivy ». Il fit « itératives deffenses » auxdits procureurs « de troubler le suppliant dans la faculté de postuler à luy attribuée » et « pour l'indue vexation » les condamna « solidairement en tous ses dépens, dommages et interests, suivant la liquidation » qui en serait faite par l'intendant de Bouville¹. Les procureurs étaient, en outre, condamnés « aux cousts » de l'arrêt. Ainsi se terminait le conflit dont le greffier de la subdélégation de Bernay était, non sans peine, sorti victorieux grâce au soutien de l'intendant de la généralité et du Conseil.

* * *

La création des offices de greffiers des subdélégations apparaît bien, en définitive, en relation étroite avec celle des offices des subdélégués qui l'avait précédée. La première conséquence, la plus importante au point de vue financier, de cette création fut, en fait, d'exiger des subdélégués un véritable supplément de finance sous le prétexte de la réunion à leurs offices de ceux des greffiers. La plupart des subdélégués, après avoir essayé de se soustraire aux exigences financières du contrôle général, finirent par accepter, d'assez bonne grâce, « la réunion » qui leur était imposée par la déclaration du 17 janvier 1708. Ils se rendirent compte des avantages que présentait pour eux cette réunion. Elle leur laissait, sans conteste, le libre choix de leurs greffiers en qui il était indispensable qu'ils puissent avoir confiance. Elle leur permettait d'avoir un « bureau » « en leur hostel » et de faire des greffiers de leurs subdélégations respectives des collaborateurs réguliers et permanents, tout comme ils étaient devenus eux-mêmes des auxiliaires réguliers et permanents des intendants. La création des offices de greffiers aboutit ainsi à l'organisation des bureaux des subdélégations dont le rôle dans l'administration locale au XVIII^e siècle n'a pas encore été nettement mis en relief, bien qu'on le devine considérable.

Les offices de greffiers des subdélégations furent supprimés, en même temps que ceux des subdélégués, par un édit d'août 1715². Ils eurent ainsi une existence éphémère, comme beaucoup d'autres offices de la fin du règne de Louis XIV, créés avant tout pour apporter au trésor royal « un secours immédiat ». Mais leur création avait entraîné un certain nombre de conséquences qui survécurent à leur disparition.

Les subdélégués ont désormais, à peu près tous, un bureau fixe où un greffier à leur discrétion les remplace au besoin. A Troyes, par exemple, le subdélégué Pierre-Jean Paillot, qui reste en fonctions jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, se rend fréquemment dans sa propriété, voisine, il est vrai, de Saint-Parres-les-Vaudes. Son greffier expédie les affaires courantes

1. Nous regrettons de ne pouvoir donner ici cette liquidation.

2. Arch. nat., A D + 731.

en son absence¹. Les subdélégués sont ainsi amenés à laisser les fonctions de leur greffier entre les mains du même personnage le plus longtemps possible. Parfois, le fils succède au père comme greffier du subdélégué. A Troyes, le subdélégué Paillot a successivement comme greffier les Patris père et fils. Les fonctions de greffiers des subdélégués tendent alors à devenir viagères et héréditaires, rappelant en cela l'évolution subie par celles des subdélégués eux-mêmes.

Une pareille évolution n'a été rendue possible que parce que les intendants ont continué à laisser aux subdélégués, même après la suppression des offices de greffiers des subdélégations, le libre choix de leurs greffiers. C'est un fait acquis au XVIII^e siècle. L'expérience a confirmé que le greffier doit être l'« homme de confiance » du subdélégué, comme celui-ci l'est lui-même de l'intendant. Aussi les intendants, pour la plupart, n'interviennent pas dans ce choix du greffier. Leur doctrine à ce sujet peut se résumer, nous semble-t-il, dans cette phrase qu'écrivait, le 1^{er} décembre 1783, l'intendant Rouillé d'Orfeuil à son nouveau subdélégué d'Épernay : « Votre greffier ou commis étant entièrement à votre disposition, vous avez toute liberté de continuer celui actuel ou d'en choisir un autre, mais je suis persuadé que vous voudrez bien veiller de près à sa conduite tant sur l'article de la probité que sur celui de la discrétion². » Le greffier d'une subdélégation qui présentait les garanties nécessaires de « probité » et de « discrétion » avait les plus grandes chances de rester en fonction, même lorsque le subdélégué venait à changer. Il n'est sans doute pas exagéré de penser que la création de janvier 1707 était à l'origine d'une telle fixité dans les fonctions des greffiers des subdélégués.

J. RICOMMARD.

Paris, décembre 1938.

1. Arch. dép., Aube, série C, *passim*. Sur les Paillot, subdélégués à Troyes, cf. notre ouvrage : *La lieutenance générale de police à Troyes au XVIII^e siècle*, p. 265 et suiv.

2. Arch. dép., Marne, C 2055.

NOUVEAUX DOCUMENTS SUR L'ALLEMAGNE NAPOLEONNIENNE

LETTRES DU ROI DE BAVIÈRE AU MARÉCHAL BERTHIER

(1806-1813)

M. Jean Pozzi, directeur des archives du ministère des Affaires étrangères, a pu acquérir, lors de leur mise en vente aux enchères à Londres, certains papiers du maréchal Berthier, qui sont venus compléter très heureusement au Département, les correspondances plus spécifiquement diplomatiques de l'époque napoléonienne, aux révélations demeurées si attirantes malgré la masse immense des matériaux publiés sur elle. Un accord antérieur entre l'État et les héritiers du prince de Neuchâtel et de Wagram, en assurant la remise des pièces essentielles aux archives de la Guerre, avait laissé la libre disposition du reste, considéré comme éléments de collection plus que de documentation. Pourtant le catalogue de l'antique maison londonienne Sotheby (qui avait précédemment assuré la vente aussi sensationnelle des lettres de Napoléon à Marie-Louise, acquises par M. Julien Cain pour la Bibliothèque nationale) révélait bien des lots tentants : deux surtout peut-être, une série de lettres adressées, de novembre 1800 à septembre 1803, par Bonaparte, consul, à son ministre de la Guerre, et les papiers de Berthier relatifs à sa mission à Vienne, quand il s'y rendit en qualité d'ambassadeur extraordinaire pour demander, au nom de Napoléon, à l'Empereur d'Autriche, la main de sa fille, l'archiduchesse Marie-Louise et la ramener en France après le mariage par procuration. Si ces autographes ont échappé, par l'envoi de leur prix, à M. Pozzi, il n'avait pas moins rapporté quelques dossiers de choix, sauvés dans le cadre du crédit disponible¹.

A côté de dépêches du Directoire, lettres de ministres — et notamment de Talleyrand — comptes-rendus de généraux français, rapports d'informateurs, missives de diplomates et de généraux étrangers, mémoires, notices, et même factures, quittances ou feuilles d'impôts, une série a particulièrement retenu notre attention, celle des lettres de divers souverains de l'Allemagne napoléonienne à leur nouveau « cousin » le prince de Neuchâtel. La campagne d'Austerlitz, brisant l'autorité séculaire des Habsbourg sur l'Allemagne du Sud et de l'Ouest, avait permis à Napoléon cette première promotion collective des princes de second ordre dont il allait, à l'été de 1806, former la Confédération du Rhin sous son « protectorat » : Bade, promu grand-duché, le Wurtemberg et la Bavière, royaumes, bientôt aussi la Saxe,

1. Voir Marcel Dunan, *Aux Archives du Quai d'Orsay*, dans le *Temps* du 13 avril 1939.

quand Iéna et l'effondrement prussien vinrent compléter en cette même année fatidique la chute du Saint-Empire et le repli de son dernier chef sur ses États héréditaires d'Autriche, Bohême et Hongrie. Le personnage le plus marquant, dans toutes ces secousses qui mettaient le point final à un millénaire du monde germanique, était le nouveau roi de Bavière, Maximilien-Joseph de Deux-Ponts (1756-1825), élevé en France, entre la cour de Versailles et « son » régiment de Royal-Alsace, devenu, par la mort de son oncle, en 1799, héritier de l'Électorat bavaro-palatin, « passé » roi en vertu du traité de Presbourg, et le premier des princes « de droit divin » à allier sa maison avec la famille de l'*imperator* révolutionnaire par le mariage de sa fille aînée avec le fils adoptif de Napoléon, Eugène de Beauharnais, en janvier 1806.

Les lettres du Prince Primat, Mgr de Dalberg, du grand-duc de Bade, des rois de Wurtemberg et de Saxe, qui n'ont guère pour objet que des éloges amphigouriques ou l'octroi de grands cordons, ne méritent sans doute pas d'être retenues par l'Histoire à côté de tant de témoignages déjà connus de la servilité de ces nobles vassaux du Grand Empire. Par contre, la correspondance de Max Joseph avec Berthier, demeuré de longs mois à Munich après la campagne d'Austerlitz et l'alliance matrimoniale franco-bavaroise, encore rapproché du roi par son mariage de 1808 avec la princesse Élisabeth de Bavière, nièce de Max Joseph, constitue, par la variété de ses détails et toute l'évolution de son inspiration, un ensemble d'une valeur documentaire exceptionnelle, si nous en croyons nos recherches personnelles de vingt ans sur la Bavière napoléonienne¹.

Louis-Alexandre Berthier, né à Versailles, le 20 novembre 1753, ingénieur géographe, tour à tour lieutenant d'infanterie et de dragons, capitaine de chasseurs, puis, durant la guerre de l'Indépendance américaine, « sous-aide maréchal général des logis », chevalier de Saint-Louis en 1788, lieutenant-colonel en 1789, était entré dans la Révolution française comme major général de la garde nationale de Versailles, et bientôt maréchal de camp, chef d'état-major de La Fayette, mais destitué dès 1792, remis en activité en 1795 comme général de brigade à l'armée d'Italie, il allait s'y illustrer comme divisionnaire et même commandant en chef, mais surtout, dans l'intervalle, devenir le bras droit de Bonaparte et son chef d'état-major, sous des titres de plus en plus brillants, jusqu'à la chute de l'Empire. Ministre de la Guerre, de novembre 1799 à août 1807, avec une simple interruption de quelques mois en 1800, maréchal et grand veneur de la Couronne en 1804,

1. Objet d'une thèse de doctorat qui doit être déposée cette année en Sorbonne. Nous nous permettons de renvoyer à cet ouvrage, basé sur le dépouillement des archives des principales capitales et sur une vaste bibliographie, pour toutes les annotations de la présente publication, où nous citons seulement, pour n'en pas trop alourdir les pages, quelques titres choisis ou références particulières.

grand aigle et chef de la première cohorte de la Légion d'honneur (février 1805), major général de la Grande Armée (août 1805), prince de Neuchâtel et Vallengin (mars 1806), vice-connétable (1807), pourvu de dotations multipliées (180,000 francs de rente annuelle sur la Westphalie et 141,000 sur le Hanovre en 1808, 300,000 sur les départements de la Sarre et de la Roer, 100,000 sur le Mont de Milan, 200,000 sur l'octroi du Rhin, château de Chambord, avec 250,000 francs de rente en 1809), prince de Wagram (1809), colonel général des Suisses (1810), il devait cependant, comme presque tout le plus haut entourage de Napoléon, lui reprocher sa politique de guerre à outrance et se rallier à Louis XVIII, au point d'accepter une capitainerie de ses gardes du corps et de l'accompagner à Gand, puis, désarmé par l'aventure des Cent-Jours, se suicider au château de Bamberg, chez son beau-père, le prince Guillaume de Bavière¹.

Les lettres autographes de Max Joseph à Berthier sont toutes — à une seule exception près — écrites sur un papier d'un blanc crème un peu jauni, doré sur tranche, sans chiffre ni monogramme, d'un format uniforme (petit in-8° carré). L'écriture du roi a ce tremblement caractéristique de toutes les pièces consécutives à une maladie d'avant 1789. Elle est cependant, en général, très lisible pour qui la connaît et connaît les noms propres qu'il mentionne. Il écrit ceux-ci à la française : Salzbourg, Nymphenbourg, Augsbourg, Nuremberg, Inspruck, cependant tantôt Tyrol, tantôt Tirol. Par contre, il orthographie presque toujours Wreden le nom du fameux général de Wrède. Son orthographe est excellente pour un grand seigneur d'ancien régime et il parle le français comme un habitué de Versailles, à peu près sans germanismes. Un détail allemand, pourtant, de fréquentes majuscules pour des noms communs. Très rarement une expression familière : elle demeure alors de la langue d'un officier cultivé. Il a tout naturellement une très grande dignité de ton dans tout ce qui relève de ses prérogatives de roi ou de chef militaire. Par contre, un respect et parfois une dévotion qui nous étonnent pour parler de l'Empereur : « Notre Empereur, car il est à moi comme à vous », dira-t-il. « Notre protecteur à tous », dit-il ailleurs, jouant sur le titre de Napoléon en Allemagne. Enfin, il s'abaisse à une réelle flageolet.

1. Sur Berthier, voir : Général Derrécagaix, *Le maréchal Berthier* (2 vol., 1904-1905), à compléter par les ouvrages suisses de Bachelin, *Al. Berthier, prince et duc, souverain de Neuchâtel* (1864), que n'ont pas remplacé E. Borel, *Neuchâtel sous le prince Berthier* (1898), et Minnich, *Das Fürstentum Neuenburg unter französischer Herrschaft, 1806-1813* (1910), et, pour la mort : Strich, *Marshall Alexander Berthier und sein Ende* (1908) ; Radbruch, *Revue des études napoléoniennes* de juin 1936. — Pour l'histoire militaire de la Bavière napoléonienne, le vieux ouvrage de Völderndorff, *Kriegsgeschichte von Bayern unter König Maximilian Joseph I* (4 vol., 1826), est, sans perdre tout intérêt, remplacé, après divers travaux de Hellmann, par le tome VI (en deux volumes, l'un, *L'armée*, d'O. Bozzel, l'autre, *Les campagnes*, de Leyh, 1933-1935) de la monumentale *Geschichte des bayerischen Heeres*, éditée par les archives de la Guerre de Munich. En français : lieutenant-colonel Sauzey, *Les Allemands sous les aigles françaises*. T. V ; *Nos alliés bavarois* (1910).

nerie quand il s'agit des perspectives de récompenses territoriales et de l'arrondissement de sa maison. Vis-à-vis de Berthier, il est le camarade militaire : « mon cher maréchal », l'ami « à la vie et à la mort », « chérissime » même une fois, heureux peut-être de retrouver en lui ce que Napoléon lui reprochera à Sainte-Hélène, son origine de Versailles, avec ce grade presque pareil de colonel d'ancien régime. Puis il y a eu le mariage, mais c'est exceptionnellement que le « mon cher neveu » remplace « mon cher prince ».

Quand il parle de Napoléon, le ton, d'éloge hyperbolique, devient de plus en plus humble au cours des années. En 1809, il suppliera Berthier de demander pour lui « l'agrément de l'Empereur d'oser lui demander la permission d'aller le voir à Vienne » et s'engagera pour ce cas à ne pas « l'importuner de demandes » comme ses « confrères » de Wurtemberg ou autres lieux envahissants. Au début, c'étaient ses « tendres hommages » qu'il envoyait régulièrement : on était près du mariage de Munich et les liens de famille jouaient. Mais le temps passa, le rôle de la Bavière dans la politique générale de Napoléon diminuait. On se recommandait désormais à « ses bontés », en invoquant son esprit de justice et en proclamant un « attachement à toute épreuve ». A l'entrevue d'Erfurt, Max Joseph ne protesta-t-il pas quand Napoléon dit « compter le plus » sur le roi de Saxe (en quoi il ne se trompait pas), et l'Empereur de le consoler : « Vous avez tant vécu en France que je vous compte pour Français ! » Mais les craintes de 1812 ébranlant la confiance royale en 1813, Napoléon n'est plus qu'une fois « Sa Majesté Impériale ». La flatterie ne cesse pas. Jamais l'Empereur ne lui a paru plus grand, assure-t-il. Peut-être le pense-t-il, d'ailleurs, appréciant le miracle de la résurrection d'une armée après la débâcle de l'hiver. Mais il veut surtout récupérer ses soldats sous prétexte de la menace autrichienne (qu'il définit, d'ailleurs, très exactement : l'invasion par la Suisse et la Franche-Comté) : « Ils serviraient la même cause. » Plus bien longtemps, et la correspondance s'arrête sur ce mot de la fin.

* * *

Les (trente-six) lettres autographes de Max Joseph à Berthier commencent à son départ de Munich¹ :

I

Nymphenbourg², 27 septembre 1806.

L'on vient de me remettre votre aimable lettre, cher et bien-aimé prince. Nous

1. Il y était arrivé le 30 janvier et y avait été retenu par la liquidation de la guerre avec l'Autriche, puis celle du Saint-Empire avec l'établissement de la Confédération du Rhin ; enfin, les premières menaces de la rupture avec la Prusse.

2. Château royal aux environs de Munich.

vous remercie, ma femme et moi, pour tout ce qu'elle contient d'obligeant pour tous les deux. Votre départ laisse un vide dans nos cœurs, qui ne peut être rempli que par la certitude de votre amitié. Continuez-la moi, mon cher maréchal. J'ose dire que je la mérite, car vous seriez mon frère que je ne pourrais pas vous aimer plus que je ne fais. Donnez-moi bien souvent de vos nouvelles et quand vous verrez l'Empereur, parlez-lui de moi, de ma reconnaissance et de mon attachement à toute épreuve. Je vous recommande mon pays et mes troupes. Vous savez que nous ferons tout pour conserver l'amitié de notre protecteur et de sa brave armée.

Adieu, cher prince, mes vœux vous accompagnent. Pensez dans vos moments de loisir à

votre meilleur et plus fidèle ami.

MAX JOSEPH.

P.-S. — Ma femme est venue dans ma chambre pour que je vous fasse mille amitiés de sa part.

II

Nymphenbourg, 14 octobre 1806.

Un chambellan de mon beau-frère le duc Guillaume¹ m'a remis ce matin, à 4 h. 1/2, votre billet, bien cher prince. Grand merci pour l'excellente nouvelle² et pour votre charmante attention.

Cette éclatante victoire nous en procurera encore d'autres plus grandes. La mort du prince Ferdinand m'a peiné. C'était une mauvaise tête, mais un homme rempli de courage et de talents. Mes tendres hommages à l'Empereur. Je recommande à sa bonté et à son indulgence l'Électeur de Saxe et ma pauvre sœur³. Je vais réexpédier le courrier. Adieu, cher prince, je vous embrasse de cœur et d'âme.

MAX JOSEPH.

P.-S. — Je vous recommande Froberg⁴. Il est bien heureux de pouvoir être utile à l'Empereur.

1. Le duc Guillaume de Bavière (1752-1837), chef de la branche cadette de Deux-Ponts-Birkenfeld, était devenu le beau-frère de Max Joseph en épousant sa sœur aînée Marie-Anne en 1780. Il avait joué un rôle important, politique et militaire, au début du nouveau règne en 1799-1800, puis avait été écarté dans l'*apanage* constitué pour lui en 1803 dans le duché de Berg, mais avait perdu celui-ci, cédé à Napoléon pour Murat, au début de l'année. Mal dédommagé à ses yeux par le « château » de Bamberg et une rente de 225,000 florins, il venait d'y recevoir l'Empereur et Berthier, sans se douter que le premier lui ferait marier sa fille deux ans plus tard au second, et que celui-ci mettrait fin à ses jours dans cette « Résidence » princière.

2. De la victoire de Saalfeld.

3. L'Électeur de Saxe Frédéric-Auguste avait épousé l'autre sœur de Max Joseph, Marie-Émilie-Auguste. Napoléon, non seulement pardonna à l'Électeur son intervention d'allié de la Prusse, mais lui renvoya après Iéna ses officiers et soldats prisonniers et, signant avec lui à Posen, le 11 décembre, une paix séparée, en fit un des rois de sa Confédération du Rhin.

4. Le comte J.-N. de Froberg-Montjoie, colonel d'état-major, aide de camp général de cavalerie du roi en janvier 1807, fut décoré de la Légion d'honneur le 2 juin 1809.

III

Munich, 22 octobre 1806.

Quelle bonne nouvelle¹, cher Prince, et quelle gloire pour l'armée française qui n'avait pourtant point besoin de ces nouveaux succès pour être la première de l'univers. Puissiez-vous, mon cher maréchal, être récompensé au plus fort pour tout le bien que vos lettres me font. Vous êtes le plus aimable des hommes, étant si exact à m'écrire. J'espère que Wartenberg² exécutera mes ordres et qu'il vous parlera bien souvent de moi et de l'amitié que je vous ai vouée à tant de titres.

La mort du duc de Brunswick³ m'a fait bien de la peine. Ce brave homme avait donné, il y a trois semaines, sa démission, ayant toujours été contre la guerre. Le Roi lui a forcé pour ainsi dire la main.

Présentez mes tendres hommages à l'Empereur. J'espère qu'il ne doutera jamais de mon attachement à toute épreuve et qu'il se resouviendra en temps et lieu de moi et de ma maison.

Adieu, chérissime prince, je vous embrasse.

MAX JOSEPH.

P.-S. — La prise du général Schmettau⁴ est une excellente affaire.

IV

Munich, 5 novembre 1806.

Le moment est arrivé, cher prince, où je vais avoir grand besoin de votre amitié et où il faudra que vous soyez mon avocat auprès de l'Empereur. Vous savez mieux que personne ce que j'ai fait ainsi que mon pays pendant que l'armée y a séjourné. Vous n'ignorez pas non plus qu'il me faut une frontière militaire que je n'ai pu avoir jusqu'à présent. Je ne vous en dis pas davantage et m'en rapporte entièrement à vous. *Je ne vous cache pas que je crains que tout le monde ne pense pas comme vous, et cela pour la raison dont je vous ai parlé souvent ici⁵.*

1. Celle d'Iéna-Auerstaedt.

2. Le général comte Louis de Wartenberg Roth, aide de camp général de cavalerie du roi, le 1^{er} janvier 1811 (*Rangliste der Kön. bayerischen Armee für das Jahr 1811*, première année publiée).

3. Le duc de Brunswick (1735-1806) (l'auteur de l'inoubliable manifeste, qui survécut à sa blessure d'Auerstaedt jusqu'au 10 novembre) avait marié, en 1802, son quatrième fils à la princesse Marie de Bade, sœur de Caroline de Bavière. Le duc Frédéric-Guillaume de Brunswick-Oels, successeur *in partibus* du vaincu d'Auerstaedt et qui devait être tué aux Quatre-Bras, en 1815, était donc le beau-frère de Max Joseph par leurs femmes.

4. Le lieutenant général Frédéric-Guillaume de Schmettau (1742-1806), ancien favori de Frédéric II, connu par ses travaux cartographiques, commandait la 3^e division de l'armée placée sous les ordres directs du roi. C'est celui des vingt généraux faits prisonniers que nommait le 5^e Bulletin. Grièvement blessé, il fut transporté à Weimar et y mourut le 18 octobre (Foucart, *Campagne de Prusse*, t. I, p. 612, 620. *Allgemeine deutsche Biographie*, t. XXXI).

5. Le roi, qui a souligné pour être mieux compris, fait sans doute allusion aux dispositions de Talleyrand pour des raisons de vénéralité.

Je vous recommande mon corps d'armée. J'ai lieu de croire qu'il a besoin de votre protection ; sans quoi cela pourrait bien aller comme l'année passée¹.

Les succès de l'Empereur se succèdent si rapidement que je suis continuellement ivre de joie. Avouez pourtant que nous n'avions pas cru que cela irait de ce train là. Que j'envie le bonheur de Wartenberg ! J'espère qu'il vous parle souvent de moi. Il ne saurait vous répéter assez que je vous aime tendrement.

Adieu, cher maréchal, pensez à votre meilleur ami dans vos moments de loisirs.

MAX JOSEPH.

Offrez mes tendres hommages à l'Empereur. Mes vœux et mes pensées ne cessent de l'accompagner.

V

Munich, le 5 novembre 1806, à 11 h. du matin.

J'avais à peine envoyé ma lettre à M. Otto², mon cher Prince, qu'un courrier, envoyé par le commandant du corps de Wreden³, m'a apporté la copie de l'ordre que vous lui avez envoyé pour se faire fournir des souliers et du drap. Recevez-en mes remerciements, mon cher maréchal. J'ai lu dans le Bulletin qu'il restait 6,000 chevaux à Spandau. Il serait heureux pour ma cavalerie que l'Empereur voulût bien faire remplacer les chevaux qui sont ou estropiés ou blessés. Je vous laisse le maître de faire la démarche que vous croirez ne pas être désagréable. Pardon de toutes mes importunités.

Je vous embrasse.

MAX JOSEPH.

P.-S. — J'espère que votre cheval et le mulet pour l'Empereur sont arrivés à bon port.

1. Allusion aux frictions avec Bernadotte qui commandait les Bavares dans la campagne de 1805.

2. Louis-Guillaume Otto (1754-1817), originaire du grand-duché de Bade, entré au Service diplomatique français sous Louis XVI, négociateur, sous le Consulat, des Préliminaires de Londres, avait été nommé ministre de France à Munich, en 1803, par disgrâce ; mais, principal artisan de l'alliance franco-bavaroise de 1805, s'était ainsi signalé à l'estime de Napoléon, qui le fit comte, ambassadeur à Vienne, ministre d'État. Otto s'était très amicalement entendu avec Berthier et ils demeurèrent en correspondance cordiale.

3. Charles-Philippe de Wrède (1767-1838), d'une famille de barons westphaliens, né à Heidelberg, après des études de droit, commissaire civil palatin auprès de l'armée autrichienne du Rhin, avec le rang de colonel, fut confirmé dans ce grade en Bavière en 1799. Général major en 1800, lieutenant général en 1804, grand-croix de l'ordre militaire de Max Joseph à sa création et en même temps grand officier de la Légion d'honneur (mars 1806), il devait plaire à Napoléon par sa parfaite connaissance du français et son habileté courtoise mêlée à une vanité et une confiance en soi sans égales et jouer ainsi dans les armées de la Confédération un rôle brillant, où il recueillit même, après Wagram, le titre de comte de l'Empire français, avec 30,000 francs de rente, non sans inspirer à des témoins étrangers très divers le même sentiment d'une déloyauté qui n'attendait qu'une occasion pour changer de camp. — La division Wrède était alors commandée par le général de brigade Mezanelli.

VI

Munich, 17 novembre 1806.

Le capitaine Berlier¹ m'a remis hier matin votre aimable lettre, mon cher Prince. Personne ne désire la paix plus ardemment que moi, surtout parce qu'elle me donnerait l'espérance de vous voir chez moi. Ma femme, qui vous fait mille amitiés, s'en réjouit d'avance avec moi. Vous avez bien raison de dire que la guerre avec la Prusse finit faute de combattants. Avouez pourtant que vous ne vous attendiez pas à cette prompte fin? J'étais sûr qu'ils seraient battus, mais je croyais qu'ils se défendraient mieux. Reste à voir ce que feront les Russes et les Autrichiens. Je crains quelques coups fourrés de la part des derniers pour mes États. Veuillez parler le plus souvent possible de moi à l'Empereur. Dites-lui que je laisserai (*sic*) ma vie pour lui et que je remets en ses mains le bonheur et la prospérité de ma maison. Adieu, cher Prince. Ma devise envers vous est : A la vie et à la mort.

MAX JOSEPH.

VII

Munich, le 20 novembre 1806.

J'ai reçu hier trois lettres de vous à la fois, cher Prince, et m'empresse d'y répondre. 1° L'Empereur peut compter sur les 3,000 hommes pour compléter l'infanterie. Les deux tiers en sont déjà partis ou partiront avant huit jours. 2° Je fais mes remerciements à Sa Majesté pour les chevaux qu'Elle veut bien laisser à ma disposition dans le pays de Baireuth. J'y envoie quelqu'un dès aujourd'hui muni de vos ordres pour celui qui a remplacé le général Legrand² et pour l'auditeur des comptes Tournon³. *Ceci entre nous* : Le bruit court que la plupart ont été vendus pour 200 florins pièce. Si cela est, je vous en préviendrai sur-le-champ. 3° Enfin, mille remerciements pour les chevaux, brides et selles que vous avez fait donner à mes cavaliers non montés. Michel⁴ est à bout de voix. On ne trouve plus de bons chevaux de remonte dans nos contrées.

Je vous recommande mes intérêts, mon cher maréchal, et vous prie d'être sûr que ma reconnaissance égalera la tendre amitié que je vous ai vouée pour la vie.

MAX JOSEPH.

1. Le capitaine Berlier était au Grand Quartier impérial l'un des deux capitaines « chargés de la topographie de campagne près le major général » (Foucart, t. II, p. 885).

2. Étienne Legrand (1755-1828), engagé aux dragons, Mestre de camp sous Louis XV, sous-officier sous Louis XVI, capitaine en 1792, général en 1793, commandait une brigade de cavalerie sous Nansouty quand il fut nommé gouverneur de Bayreuth (7 octobre 1806). Contrairement à ce que ferait croire cette lettre, le général conserva ce poste (où Napoléon le récompensa d'un don de 100,000 francs et le fit baron de Mercey) jusqu'en décembre 1808. (Ch. Rémond, *Le général Legrand, baron de Mercey*, 1903.)

3. L'auditeur au Conseil d'État, Camille de Tournon, intendant de Bayreuth, où il venait d'arriver le 14 novembre 1806, de cette date à fin 1809, futur préfet de Rome, de Bordeaux et de Lyon, auteur d'utiles ouvrages statistiques, a trouvé le plus consciencieux des biographes, dans l'abbé Moulard, *Le comte Camille de Tournon, 1778-1833*, 3 vol., 1929.

4. Franz Joseph von Michel était lieutenant-colonel du 6^e cheval-légers bavarois depuis le 7 octobre 1805 (*Rangliste*, 1811).

VIII

Munich, 24 novembre 1806.

J'ai reçu hier matin, cher Prince, votre lettre du 18. Je me doutais bien que le lieutenant-colonel Aubert¹ m'avait servi un plat de sa façon ; il ne le portera pas en Paradis, je vous le promets. Je n'étais pas content du 7^e régiment d'infanterie. Je lui ai donné à l'ouverture de la campagne un bon colonel qui est le baron de Stengel². Le Prince Jérôme³ l'a fait commandant de son quartier général. J'aurais mieux aimé qu'il l'eût laissé à son corps. Ceci entre nous.

Nous voilà donc à Varsovie ? Si l'Empereur continue d'aller de ce train-là, dans un mois il aura son Quartier général à Pétersbourg ou à Vienne, ce qui me ferait encore bien plus de plaisir. Il part ce matin un officier avec 306 hommes du régiment des Gardes, dont 86 recrues dressées et 120 soldats. J'ai ordonné que les régiments qui sont à l'armée, outre les gens de nouvelles levées, prennent quinze hommes par compagnie de leurs dépôts, ce qui fera passer 3,000 hommes. D'un autre côté, si, comme je l'espère, Plassenbourg⁴ se rend bientôt, vous aurez un régiment de plus à votre disposition. Je voudrais bien aussi vous envoyer 50 hommes à pied de chaque régiment de cavalerie, mais il s'agirait de les remonter à l'armée et ce serait trop exiger des bontés de l'Empereur.

Adieu, bien aimé maréchal, je vous embrasse et vous aime de tout mon cœur.

MAX JOSEPH.

P.-S. — Ma femme vous fait mille amitiés. Votre souvenir lui a fait grand plaisir. N'oubliez jamais de parler de moi à l'Empereur quand l'occasion s'en présentera.

IX

Munich, 15 avril 1807.

Oui, mon bien cher ami, nous partageons votre juste douleur⁵. La Reine vous remercie de la justice que vous rendez à ses sentiments pour vous. Nous avons été bien occupés de vous, cher Prince, tous ces jours-ci. Il est cruel de perdre un frère

1. Le lieutenant-colonel Louis d'Aubert devait être promu colonel commandant le 8^e régiment d'infanterie le 17 mars 1809. Il avait été décoré de l'ordre militaire de Max Joseph à la création, le 1^{er} janvier 1806, et de la Légion d'honneur, le 25 avril suivant (*Rangliste*, 1811, et *État général de la Légion d'honneur*, 1814, t. II).

2. Le colonel Charles-Joseph de Stengel, né en 1765 à Munich, et qui bientôt commandait une brigade, fit la campagne de 1809 comme général, puis fut mis à la retraite (Lang, *Adelsbuch d. Königr. Baiern*, 1815, p. 244).

3. Le prince Jérôme Napoléon, bientôt roi de Westphalie, commandait dans cette campagne les Allemands du Sud (voir notamment le t. II de ses *Mémoires et correspondance*).

4. Forteresse silésienne ; capitula, en effet, dès le 25 novembre.

5. Le général de division Léopold Berthier (1770-1807), frère cadet du maréchal, était mort à Paris des suites d'une maladie contractée dans la campagne de Prusse, le 13 mars précédent (Six, *Dictionnaire biographique des généraux et amiraux français de la Révolution et de l'Empire*, 1934, t. I).

et un ami à la fois, et à la fleur de l'âge. Un homme comme vous ne devrait jamais avoir de peine. Vous méritez tout le bonheur imaginable.

Votre estafette m'est parvenue cette nuit. Veuillez remercier l'Empereur des bontés qu'il a pour le vieux baron de Moltke¹, et pour les drapeaux et canons de Breslau². Je vous enverrai incessamment un officier. Je veux vous en envoyer un qui soit digne de vos bontés.

Adieu, mon cher Maréchal. Mes vœux et mon amitié vous accompagneront tant que je vivrai.

MAX JOSEPH.

Si mon fils fait des étourderies, veuillez m'en instruire sur-le-champ³.

X

Nymphenbourg, 7 juillet 1807.

Je vous envoie le major Comeau⁴, cher Prince. Il m'importe de le laisser auprès de vous, afin qu'il vous parle souvent de moi, de mon amitié et de mon attachement pour vous, mon bien cher ami. Voici le moment où vous pourrez me prouver que vous avez de l'amitié pour moi. Engagez l'Empereur de (*sic*) ne pas m'oublier dans les partages qu'il va faire. Si je pouvais obtenir une frontière militaire du côté de Salzbourg, mes États seraient à jamais en sûreté. Mes chers voisins⁵ deviennent journellement plus chicanes et plus maussades. Voici Noailles⁶ qui me remet votre lettre. Ce sera lui que je chargerai de tous mes remerciements.

1. Sans doute Charles de Moltke, colonel « à la suite » depuis 1803 (*Rangliste*).

2. Dans les opérations de sièges de la campagne de Silésie, les Bavaois firent capituler, pour leur part, le 5 janvier 1807, Breslau, où Jérôme entra à leur tête. « Les troupes bavaoises ont mérité les éloges du prince Jérôme et l'estime de l'armée française », proclama le 48^e Bulletin.

3. Le prince héritier Louis, le futur roi Louis I^{er}, filleul de Louis XVI, n'avait pas pardonné à la France la Terreur révolutionnaire, ni à Napoléon son opposition à un mariage projeté pour le prince avec la grande-duchesse Catherine, sœur d'Alexandre. Il ne rejoignit l'armée en 1807 que sur un rappel menaçant de Napoléon et prit le commandement effectif d'une division.

4. Le baron Sébastien-Joseph de Comeau (1771-1844), en 1789 lieutenant d'artillerie au régiment de Metz, émigré, à l'armée de Condé, de 1791 à 1800, passé de là au service bavaois comme capitaine, officier de liaison avec le Grand Quartier impérial dans la campagne de 1805, promu major le 23 septembre 1806, il avait particulièrement contribué à la prise de la forteresse de Plassenbourg. Attaché à Berthier en 1807, il se signala à Heilsberg, où Napoléon le décora. Lieutenant-colonel (1807), puis colonel (1812) d'état-major, attaché de nouveau au Quartier général en 1809, puis au 2^e corps bavaois en 1812, il devait être grièvement blessé et fait prisonnier à la bataille de Polotsk et rentrer en 1814 en France, où il fut fait chevalier de Saint-Louis. Max Joseph, qui lui témoigna toujours une confiance particulière, l'avait nommé chambellan bavaois. Ses *Souvenirs des guerres d'Allemagne pendant la Révolution et l'Empire* (1900) sont, sous bénéfice d'inventaire, une des sources les plus vivantes sur la Bavière napoléonienne.

5. Les Autrichiens.

6. Alfred-Louis-Dominique-Vincent de Noailles, baron de l'Empire par lettres patentes du 31 janvier 1810, capitaine aide de camp de Berthier, né à Paris, 15 septembre 1784, mort à la Bérésina, 28 novembre 1812, était le fils cadet du vicomte Louis-Marie de Noailles, maré-

Si vous étiez ici, vous me verriez sans troupes quelconques. Les habitants du Vorarlberg, intrigués par mes chers voisins, sont en pleine insurrection. Après m'avoir fourni déjà deux fois des conscrits, ils refusent tout net cette fois-ci. J'ai fait partir ce matin tout ce que j'avais de disponible pour les faire mettre à la raison. Je ne vous parle pas des nouvelles de Vienne. Le général Andréossi¹ vous tient au courant. Il faut avouer qu'ils ne sont pas encore corrigés ; une petite saignée leur ferait grand bien. Avouez pourtant qu'on n'a pas le sens commun dans ce pays-là.

Oh ! que je suis aise que mon beau-frère Alexandre est (*sic*) avec notre Empereur² : Il (celui-ci) aura la bonté de le mettre en bon chemin et de lui faire connaître ses véritables (mot sauté). J'espère qu'il (Alexandre) n'aime plus mon beau-frère de Suède, comme il (celui-ci) me le disait pendant son séjour de Munich³. C'est bien d'avoir du caractère, mais pour le bien et non pour faire sottise sur sottise. Voici bien du bavardage, mon cher Prince, mais quand je vous écris, je vous dis tout ce que j'ai sur le cœur. Faites donc bien vite la paix et venez me voir. Il y a bientôt un an que je ne vous ai plus vu, c'est pour moi un siècle. Adieu, mon bien cher ami. A vous pour la vie.

MAX JOSEPH.

P.-S. — Si vous en trouvez l'occasion, offrez à notre Empereur, car il est à moi comme à vous, l'hommage de mon attachement et de mon admiration. Je voudrais donner la croix à Noailles et l'ordre de Saint-Hubert au général Clarke⁴. Arrangez-moi cela.

1809

La paix de Tilsit n'avait été suivie pour la Bavière d'aucun de ces remaniements territoriaux qui étaient jusqu'ici la grande raison d'être de l'alliance française pour la cour de Munich. A défaut d'une meilleure frontière du côté de l'Autriche, le moins qu'elle escomptât était l'acquisition de la principauté de Bayreuth, que Napoléon se réserva provisoirement, et qui ne devait devenir bavaroise qu'après une nouvelle guerre. Celle-ci menaçait

chal de camp, le petit-fils du maréchal de France, duc de Mouchy. Il avait épousé, le 15 avril 1809, sa cousine Charlotte-Marie de Noailles-Mouchy (Révérend, *Armorial du Premier Empire*, t. III, p. 325. Cf. Foucart, t. II, p. 902).

1. Andréossi (1761-1828), général d'artillerie divisionnaire en 1800, ambassadeur en Angleterre en 1803, l'était à Vienne depuis novembre 1806. Comte de l'Empire et grand aigle de la Légion d'honneur en 1809, il fut ambassadeur à Constantinople de 1812 à 1814. Son frère, le général du génie (1747-1819), fait baron, commanda le génie de la Grande Armée (Six).

2. A Tilsit.

3. En 1804. L'empereur Alexandre et le roi de Suède Gustave IV avaient épousé les princesses de Bade Elisabeth et Frédérique, sœurs cadettes de la reine Caroline de Bavière. Le caractère exalté et les excentricités politiques de Gustave (1778-1837) le firent déposer en 1809.

4. Le général Clarke (1765-1818), futur duc de Feltre et maréchal de France, et qui allait précisément succéder à Berthier comme ministre de la Guerre, d'août 1807 à la chute de l'Empire, était alors gouverneur général de Berlin et de la Prusse occupée ; il reçut effectivement la grand-croix de Saint-Hubert en 1807 (Six, t. I, et *Almanach royal bavarois*).

vite, d'ailleurs. L'aventure d'Espagne décidait les Autrichiens à reprendre les armes. La Bavière avait dénoncé sans relâche à Paris leurs préparatifs, que leur propagande au Tyrol rendait doublement menaçants pour elle. Elle se préparait de son côté dès le début de l'année 1809. Le 10 avril, l'archiduc Charles franchissait l'Inn. Le prince royal, dont, à bon droit, Napoléon suspectait le loyalisme, avait sollicité vainement le commandement nominal de l'armée bavaroise. Il était mis, cependant, comme en 1807, à la tête d'une division.

XI

Dillingen, 14 avril 1809.

Je vous envoie, cher Prince, le rapport que mon fils m'a envoyé ce matin. Vous y verrez les moyens que les Autrichiens emploient pour gagner mes troupes. Le Tyrol est en pleine insurrection¹. Au moment où l'on m'écrivait, on tirait de la mitraille à Inspruck sur 5,000 paysans. J'ai perdu jusqu'ici une assez grande quantité de monde. Il est temps que la danse commence.

Adieu, mon cher neveu, je vous embrasse.

MAX JOSEPH.

XII

10 juin 1809.

Je vous prie, cher Prince, de faire agréer mes remerciements à l'Empereur pour la permission qu'il m'a donnée de distribuer mon ordre. Sa Majesté mettrait le comble à mes désirs si Elle permettait que je donne le grand cordon au duc de Dantzig² et la croix de commandeur au général Drouet³. Répondez-moi le plus vite que vous pourrez. Les Tiroliens sont rentrés dans leurs montagnes. Vous n'avez pas d'idée de gueux pareils.

Je vous embrasse.

MAX JOSEPH.

P.-S. — Comme je suis content de l'ami du Tailli⁴ et du général Beaumont⁵ ! Ma femme vous fait mille amitiés.

1. Rappelons l'ouvrage classique de J. Hirn, *Tirols Erhebung im Jahre 1809* (1909).

2. Le maréchal Lefebvre (1755-1820), ancien sergent aux gardes-françaises, l'époux de « Madame Sans-Gêne », général de brigade en 1793, de division en 1794, président du Sénat en 1800, maréchal d'Empire en 1804, dirigea, comme commandant du 10^e corps, le siège de Dantzig, où il eut sous ses ordres quelques éléments bavarois. Créé duc de Dantzig par lettres patentes du 10 septembre 1808, il avait reçu, le 14 mars 1809, le commandement du corps bavarois (le 7^e). Vainqueur à Abensberg et Eckmühl (20-22 avril), il commandait, depuis mai, l'armée du Tyrol (Six. Cf. J. Wirth, *Le maréchal Lefebvre, duc de Dantzig*, 1904).

3. Il s'agit du futur maréchal de France Drouet d'Erlon (1765-1844). Général de division en 1803, chef d'état-major de Lefebvre en 1807 et depuis le 5 mai 1809, il fut, selon Six, commandeur de l'ordre du Lion de Bavière et grand-croix du Mérite militaire de Max Joseph, après avoir succédé à Lefebvre, en octobre, comme commandant de l'armée du Tyrol.

4. Le général du Taillis (1760-1851), capitaine dans la garde nationale de Paris en 1789, à l'armée du Nord en 1792, suspendu comme royaliste de 1793 à 1795, aide de camp de Ber-

XIII

Nymphenbourg, 26 juin 1809.

Voici, cher Prince, le mémoire d'un bon bourgeois de Munich. Si vous pouvez faire quelque chose en sa faveur, vous me ferez un véritable plaisir. Le général De Roy¹ étant obligé de couvrir Salzbourg, je me retrouve de nouveau dans des inquiétudes du côté du Tyrol. J'espère cependant m'en tirer. Je ferai partir d'ici à huit jours un bon et beau bataillon de chasseurs nouvellement créé pour renforcer le général Beaumont. Il serait à désirer que le roi de Wurtemberg lui rende les mille hommes qu'il a fait marcher en Franconie. Les corps du duc de Walmi (*sic*)², du Roi Jérôme et mes 2,000 hommes suffiront, je crois, pour faire rentrer les Autrichiens en Bohême. A en croire les rapports de mes baillis du Haut Palatinat, cette retraite s'est déjà effectuée; ils mandent plus encore; ils prétendent qu'ils (les Autrichiens) traversent même la Bohême pour se porter précipitamment vers le Danube. Je suppose que c'est l'approche des Russes qui est cause de ce mouvement. Faites donc que les derniers coups soient bientôt portés par notre protecteur à tous. Si cet état de choses allait rester encore quelque temps, il ne me resterait plus que des yeux pour pleurer. De vous à moi, mes États sont épuisés d'argent, d'hommes et de chevaux. Ne croyez pas au moins que je sois inquiet de l'avenir; je compte trop sur les bontés, sur l'amitié, et j'ose le dire sur la justice de l'Empereur pour avoir le moindre doute qu'il n'aura pas soin de moi et de ma maison. Je ne parle que du moment actuel qui n'est pas bien gai.

thier, chargé de porter au Directoire les drapeaux pris à Castiglione, général de brigade en 1803, avait eu le bras droit emporté par un boulet au combat de Guttstadt (1807). Divisionnaire le 29 juin 1807, comte le 23 mai 1808, mis à la disposition du major général de l'armée d'Allemagne le 24 mars 1809, il avait été nommé par Berthier commandant à Munich (17 mai), d'où il passa à Erfurt. Futur pair de France et grand-croix de la Légion d'honneur, il reçut, en 1809, la grand-croix de l'ordre militaire de Max Joseph (Six. Cf. *Tables du Moniteur*).

5. [*Page précédente.*] Le général comte de Beaumont (1763-1830), ancien page de Louis XIV et capitaine à Lorraine-dragons, divisionnaire de 1802, premier écuyer de Madame Mère en 1806, sénateur en 1807, était déjà grand-croix de l'ordre militaire de Max Joseph. Envoyé à Augsbourg pour y commander la division de réserve (4 mai 1809), servit dans le Vorarlberg en juin; comme du Taillis, futur pair de France et grand-croix de la Légion d'honneur (Six).

1. Bernard-Erasmus de Deroy, né à Mannheim le 11 décembre 1743, avait fait ses premières armes comme enseigne dans la guerre de Sept ans, général major (1792), lieutenant général (1804), grand aigle de la Légion d'honneur à la première distribution de grands cordons à des étrangers en mars 1805, il s'était signalé en toute rencontre par son courage personnel et son sang-froid. Grièvement blessé dans la campagne de 1805, il conduisit sa division aux sièges des forteresses prussiennes de Silésie en 1806-1807; conseiller d'État (1808), se distingua, en 1809, à Abensberg et dans la campagne du Tyrol. Promu général de l'infanterie en 1811, il voulut encore, à soixante-dix ans, exercer un commandement dans la guerre contre la Russie, où il fut mortellement blessé à la bataille de Polotsk, le 18 août 1812. Napoléon, qui l'estimait particulièrement, lui conféra, à la nouvelle de sa blessure, le titre de comte, une pension de 30,000 francs réversible à ses enfants, puis 6,000 francs de pension à sa veuve.

2. Le maréchal Kellermann, duc de Valmy (1735-1820), commandait, depuis mai, le corps d'observation de l'Elbe à Hanau et allait assumer, le 27 juin, le commandement supérieur des 5^e, 25^e et 26^e divisions militaires, avant celui de l'armée de réserve du Nord à Maestricht.

Adieu, cher Prince, n'oubliez pas, dans aucune occasion,

votre meilleur ami.

MAX JOSEPH.

P.-S. — J'apprends qu'un jeune peintre d'Augsbourg¹ peint tout le Quartier impérial. Vous seriez le plus aimable des hommes si vous vous laissiez peindre pour moi. Ma femme vous fait mille amitiés. Je dîne aujourd'hui dans le jardin du pauvre Salabert² avec du Tailli.

XIV

Nymphenbourg, 29 juin 1809.

Je n'ai reçu qu'hier par la poste, mon cher Prince, votre lettre du 22 de ce mois. Vous aurez vu par ma dernière que j'ai donné sur-le-champ les ordres nécessaires pour la formation d'un corps de 2,000 hommes pris dans les places de Forchheim, Rothenberg et Cronach. Il serait déjà en marche si les Autrichiens n'avaient occupé, il y a trois jours, la ville de Nuremberg. Ils en sont repartis le 28, à 1 h. du matin³, de sorte que j'espère que dans ce moment-ci mes ordres ont été exécutés. Je vous envoie un petit tableau de ce que j'ai fait depuis l'entrée de mon armée en campagne. Je trouve que bien loin que mon ministère de la Guerre, que je préside moi-même⁴, n'a pas été actif, je trouve, dis-je, qu'au contraire on a fait l'impossible, surtout en songeant que je ne suis pas maître de trois cercles du Tirol ni de la

1. Ce *post-scriptum* vise sans doute Albrecht Adam, le peintre d'histoire, qui faisait ses premières armes dans cette campagne de 1809, où l'avait emmené le comte Froberg, mentionné plus haut. Mais Adam était de Nördlingen. (Voir son autobiographie publiée par H. Holland, *Albrecht Adam, 1786-1862. Aus dem Leben eines Schlachtenmalers*, 1886).

2. L'abbé Pierre Salabert, précepteur français de Maximilien-Joseph et de son frère aîné, le duc de Deux-Ponts, Charles-Auguste, avait été fait par celui-ci ministre d'État. Compromis dans la capitulation de Mayence et arrêté par les Autrichiens pour « trahison » en 1795, il avait reçu de Napoléon, en manière de compensation, l'un des grands cordons de la Légion d'honneur qui inaugurèrent en 1805 sa politique d'alliance franco-bavaroise. Écarté par Montgelas, il avait achevé dans l'obscurité une vie d'épicurien désabusé dans ce « jardin » arrangé par son ami Mannlich, directeur des Musées royaux. (Voir, sur ce ministre ignoré des dictionnaires biographiques, mort, semble-t-il d'après les Almanachs impériaux, en 1807 : Heigel, *Der angebliche Mannheimer Verrat*, dans ses *Geschichtliche Bilder und Skizzen*, 1897, et surtout les Souvenirs de Mannlich, *Lebenserinnerungen*, publ. par Stollreither, 1910 ; pour le jardin, p. 537).

3. Le roi avait d'abord écrit le 27 ; il a surchargé 28 et ajouté entre les lignes : à 1 h. du matin.

4. Dès son avènement à l'électorat, Max Joseph s'était réservé la direction du « college », puis « bureau de la guerre », transformé, par la constitution de 1808, en ministère royal, où il promut secrétaire d'État le chef du *Kriegsbureau*, le général de Triva. Ce dernier, né et mort à Munich (1755-1827), entré au corps noble des cadets en 1766, officier du génie, puis d'infanterie, lieutenant général en 1804, grand-croix et grand chancelier de l'ordre militaire de Max Joseph à sa création, en même temps que grand officier de la Légion d'honneur (1806), a été, aux côtés du roi, expert mais dilettante, le véritable organisateur de l'armée bavaroise à l'époque napoléonienne, d'où elle date. Général de l'artillerie en 1811, comte en 1816 et même académicien en 1818, il devait se retirer en 1822.

moitié de celui de l'Iller, ni de celui de la Pegnitz, et que, celui de la Naab étant souvent occupé par l'ennemi, il est impossible d'en tirer des hommes, encore moins de l'argent¹. Figaro dit que l'argent est le nerf de l'intrigue ; j'ajouterai aussi celui de la guerre². Je ne touche presque rien de mes sujets. On ne paye pas ce qu'on me doit et vos hôpitaux d'Ulm et d'Augsbourg me coûtent 109,000 florins par mois. Malgré cela, j'ai déjà levé six bataillons de réserve ; on est occupé d'en lever six autres. Je forme deux bataillons de chasseurs dont le premier va partir pour Augsbourg pour être aux ordres du général Beaumont. Donc je ne crois pas être dans le cas qu'on taxe mon ministère de la Guerre de manque d'activité. J'avoue franchement que ceci n'est pas fait pour encourager. Au surplus, j'en appelle au général du Tailli. Il est témoin journalier de ce qu'on fait.

Adieu, mon cher Prince. Recevez l'assurance de ma sincère amitié.

MAX JOSEPH.

P.-S. — On est occupé à compléter les attelages pour les quatre pièces de canons à envoyer au général La Roche³. On donne aux gardes nationaux une formation active. En un mot, je fais plus que l'impossible. Je vais avoir, outre mon corps d'armée, des troupes sous les ordres des généraux Beaumont, Du Moulin⁴, La Roche et Bourcier⁵. Je prévois que chacun tirera de son côté. S'il y avait un point de réunion à Munich, où tous les ordres fussent envoyés, je crois qu'il en résulterait un grand bien pour le service et pour mes troupes. Par exemple, Du Taillis pourrait recevoir toutes les demandes et en concerter l'exécution avec moi et mon

1. La Bavière, répartie en sept provinces historiques, à « l'organisation » du royaume en 1806, avait été, en 1808, découpée en quinze cercles géographiques sur le modèle des départements français et portant tous un nom de rivière ou de fleuve ; ainsi, le Tyrol avait formé les cercles de l'Inn, de l'Eisack et de l'Adige. L'Iller était le département de Kempten, la Pegnitz, de Nuremberg, la Naab, d'Amberg.

2. Beaumarchais, dans le *Barbier de Séville*, fait dire à Figaro (acte I, scène vi) : « De l'or, c'est le nerf de l'intrigue. » Maximilien-Joseph, nourri du répertoire, cite ensuite, sans s'en rendre compte, le fragment de vers célèbre de Regnard (*Folies amoureuses*, I, 7) : « l'argent, c'est le nerf de la guerre ».

3. Le seul général Laroche, (François) (1775-1825), colonel de carabiniers en 1809, ne passa brigadier qu'en 1813. Il s'agit, sous ce nom adopté par les historiens bavares, du général de cavalerie Jean-Baptiste Delaroche (1767-1845), promu général de division et baron en 1809, et qui, après les dépôts de cavalerie de l'armée d'Espagne, commandait, fin juin 1809, à Ratisbonne et eut à repousser un raid autrichien sur Bamberg et Nuremberg (Six, cf. Leyh, p. 175).

4. Il y a eu sous l'Empire deux généraux Du Moulin, dont l'un avait enlevé et épousé en 1806 une jeune fille de la noblesse bavaroise, M^{lle} Catherine-Eugénie Eckhart von Leonberg, comtesse du Saint-Empire ; mais celui-là, en 1809, guerroyait en Espagne ; l'autre combattait les troupes de débarquement anglaises avec les gardes nationales de Saint-Omer. Il s'agit ici du général Moulin (Jean-François-Auguste), brigadier et divisionnaire de 1793 dans les guerres de l'Ouest, élu directeur en 1799 et l'un des opposants au 18 Brumaire, mis en non-activité, mais rallié à l'Empire et employé en Allemagne, nommé gouverneur d'Augsbourg le 11 avril 1809, rentré en France malade, pour y mourir en mars suivant.

5. François-Antoine-Louis Bourcier (1760-1828), général de division de 1795, conseiller d'État, inspecteur général de la cavalerie de la Grande Armée, comte de l'Empire, avait été appelé à Augsbourg pour prendre le commandement des dépôts de cavalerie de l'armée d'Allemagne (25 avril) ; commanda le dépôt de cavalerie de Passau, de mai à novembre 1809.

ministère : les choses en iraient mieux. C'est une idée qui m'est venue à l'instant. Je vous la soumets et, si vous la trouvez bonne, mettez-la sous les yeux de l'Empereur. Le général Bourcier vient de prendre le commandement de l'Oberhaus à l'officier qui l'a très bien défendue, il y a deux mois, et l'a donné à un major saxon. Un colonel du grand parc a écrit au lieutenant général comte de Preysing¹, gouverneur d'Ingolstadt, de lui envoyer sur-le-champ 11,000 boulets en le menaçant s'il n'exécutait pas sur-le-champ son ordre. Toutes ces incartades, qui découragent ceux à qui elles s'adressent, n'arriveraient pas si on établissait un point central où toutes les demandes aboutiraient.

XV

Nymphenbourg, 11 juillet 1809.

J'ai oublié de vous dire hier, cher Prince, que votre lettre au ministre Caffarelli² est partie par estafette extraordinaire ; c'est la voie la plus sûre³. Il est d'ailleurs prouvé qu'un courrier ne va pas si vite.

J'ai dit à Comeau de vous parler de son neveu. Le duc de Dantzig a perdu ce jeune homme ; il en est fâché actuellement, mais le mal est fait. S'il n'avait fait que celui-là, encore passe, mais il a mis le général Wreden mal dans l'esprit de mon fils et a fait du Quartier général un vrai foyer de tripotage. C'est un homme bien brave que votre maréchal Lefevre (*sic*), mais il est borné, susceptible et bavard comme une vieille femme. Notre correspondance est la chose du monde la plus plaisante. Ne m'a-t-il pas reproché, il y a quelque temps, que je ne faisais pas son éloge dans mes ordres du jour ? Le général Drouet ayant appris que j'avais demandé le consentement de l'Empereur de lui donner ma croix de commandeur m'a écrit très poliment qu'il n'en voulait pas, ayant déjà mon ordre du Lion que j'ai supprimé⁴. Il m'a prié de donner en revanche ma croix à ses aides de camp !

La blessure de mon pauvre Wreden⁵ me désespère, car, en dépit du duc de Dantzig, c'est pourtant mon meilleur général.

Voici trois personnes auxquelles je voudrais pouvoir donner ma croix du Mérite, le chef de bataillon des pontonniers De Sale (*sic*), le général de brigade Guilleminet

1. Le lieutenant général Jean-Sigismond, comte de Preysing, nommé en 1786, était le plus ancien des généraux bavaois dans son grade. Il était gouverneur d'Ingolstadt depuis 1792 (*Rangliste*, 1811).

2. Auguste Caffarelli du Falga (1766-1849), frère du héros de Saint-Jean-d'Acre et mari d'une d'Hervilly, pour qui Napoléon semble avoir eu un amour repoussé, gouverneur des Tuileries, aide de camp de l'Empereur (1805), était ministre de la Guerre du royaume d'Italie, dont Napoléon, on le sait, portait la couronne depuis 1805. Après d'importants commandements en Espagne, il devint gouverneur du palais de l'Impératrice en 1813, accompagna l'année suivante Marie-Louise et le roi de Rome jusqu'à Vienne (Six. Cf. comte Begouen, divers articles dans les *Mémoires de l'Académie de Toulouse* de 1935, le *Temps* des 18-21 février 1939, etc.).

3. A cause du soulèvement tyrolien.

4. Voir plus haut, Drouet reçut plus tard le grand cordon.

5. Wrede avait été grièvement blessé le 6 juillet à Wagram, où ses Bavaois eurent une part importante à la victoire.

et le colonel Bonne du bureau topographique¹. Je vous prie d'en demander l'agrément à Sa Majesté Impériale.

Nous sommes assez tranquilles sur la frontière du Tirol. Il paraît que la saine partie de cette province est lasse de tout ceci et il faut espérer que les victoires des 5 et 6 achèveront le reste. Je lève du monde à force. On exerce du matin au soir et on travaille sans relâche à l'habillement. Si vous pouviez voir ce qui se fait et à quoi se réduisent mes moyens, vous seriez forcé de me louer. Malheureusement je n'ai pas la jactance ni le talent de prôner mes actions comme mon confrère le roi de Wurtemberg. A l'en croire, il soumettra le monde entier. Je fonde tout mon espoir sur les bontés et l'amitié de l'Empereur, ainsi que sur sa justice, et je ne doute pas qu'il sait apprécier ce que la Bavière et mon armée ont fait dans cette campagne. Je suis assez présomptueux de croire que, si mes États et mes troupes n'avaient pas tenu bon, nos affaires ne seraient pas si avancées.

Si l'Empereur faisait Comeau officier de la Légion, il me ferait grand plaisir; je vous préviens qu'il ne se doute pas de ma demande².

Adieu, mon bien-aimé neveu, je vous embrasse tendrement.

MAX JOSEPH.

P.-S. — Vos poudres de remplacement arrivent lentement.

XVI

Munich, le 18 juillet 1809.

Vous jouissez de la tranquillité de l'armistice, mon cher Prince, tandis que nous nous battons encore journellement contre les *Autrichiens* et les *Tiroliens*. Le combat d'hier durait encore à 6 h. 1/2 du soir. Je n'en ai pas encore de nouvelles ultérieures.

1. Le chef de bataillon Dessalles, « directeur des équipages des ponts », venait d'avoir les honneurs du 25^e Bulletin pour avoir préparé le fameux pont de 80 toises, d'une seule pièce, qui, placé en cinq minutes, assura le passage de l'île Lobau à la rive gauche du Danube, opération initiale de la victoire de Wagram.

Guilleminot Armand-Charles (1774-1840), ancien aide de camp de Moreau, mis quelques mois en réforme après le complot de Cadoudal, chef de bataillon employé au Service historique et géographique du G. Q. I. dans la campagne de 1805, puis à l'état-major de Berthier en 1806, adjudant-commandant envoyé en mission en Turquie pour y notifier le traité de Tilsit (1807), général de brigade et baron (1808), était, dans la campagne de 1809, chef du Service topographique au G. Q. G. et adjoint en cette qualité au major général. Il reçut, en effet, en 1810, la croix de l'ordre de Max Joseph en attendant les étoiles du divisionnaire qui eut à signer la capitulation de Paris après Waterloo et, sous la Restauration, les nombreux grands cordons du directeur général du dépôt de la Guerre, du major général de l'expédition d'Espagne, du pair de France et de l'ambassadeur à Constantinople.

Bonne Charles-Rigobert-Marie (1771-1839), alors colonel au corps des ingénieurs géographes et depuis chevalier de l'Empire (1814), puis maréchal de camp, avait longtemps collaboré à Munich, comme chef du bureau topographique français de Bavière, avec le bureau topographique bavarois pour la levée de la carte générale commencée par les soins de Moreau dans la campagne de 1800 et dont, dès celle de 1805, les éléments achevés avaient été précieux.

2. Comeau, on l'a vu, avait reçu de Napoléon sur le champ de bataille d'Heilsberg la croix de chevalier, épinglée par Berthier lui-même.

rieures. Je ne vous cache pas que je crois qu'il y a encore de la mauvaise foi sur le tapis, car, du 13 au 17, il y a quatre jours, c'est-à-dire plus de temps qu'il ne faut à un courrier pour porter à Inspruck la nouvelle de l'armistice. Je suis sûr que les insurgés ne laisseront pas partir les Autrichiens. Du moins ceux-ci diront qu'ils ont été forcés d'y rester. Je suis plus certain encore que, même ceux-ci partis, le Tyrol ne se rendra qu'après qu'il y aura été forcé par les armes. Il en coûtera du monde, mais du moins sera-t-il soumis à jamais. Quand je pense que, si le duc de Dantzig avait resté (*sic*) huit jours plus longtemps en Tirol, tout aurait été dit, je pleure de rage. Si vous pouvez m'obtenir l'agrément de l'Empereur d'oser lui demander la permission d'aller le voir à Vienne, vous serez le plus aimable des hommes. Je m'engage d'avance à ne pas l'importuner de demandes, comptant sur son amitié et sur sa justice. D'ailleurs, vous savez que ce n'est pas mon genre. Je veux uniquement rendre hommage à sa gloire et lui renouveler celui de ma reconnaissance et de mon attachement à toute épreuve.

Adieu, cher Prince, je vous embrasse tendrement et vous aime de même.

MAX JOSEPH.

P.-S. — Le public d'ici, au lieu d'être bien aise de l'armistice, en murmure, uniquement par la crainte qu'il n'en résulte une seconde paix de Presbourg. Vous sentez bien qu'on fait l'impossible pour lui ôter cette idée de la tête. Ceci prouve le patriotisme de mes bons Bavares.

XVII

Nymphenbourg, 21 juillet 1809.

J'ai reçu ce matin, mon cher Prince, votre lettre du 18 de ce mois. Je suis enchanté de la justice que Sa Majesté l'Empereur veut bien rendre au général Wrède. *Je désire que mon fils pense de même.* Pour vous prouver que je n'ai pas de rancune et que je sais rendre justice aux bonnes qualités du duc de Dantzig, je vous prie d'insister auprès de l'Empereur de m'accorder la permission de lui envoyer le grand cordon de mon ordre militaire et puis de me permettre de donner la croix aux officiers dont je vous envoie la liste, sachant que cela fera grand plaisir au maréchal. Je fais plus. Je demande d'en décorer M. de Salignac, aide de camp du général Drouet, quoique celui-ci m'ait refusé la satisfaction de lui donner la croix de commandeur.

Après avoir demandé pour les autres, il est juste que je demande aussi pour moi. J'ai vu ce matin le troupeau de moutons mérinos que l'Empereur envoie à Rambouillet. Les conducteurs autrichiens m'ont dit qu'il en restait encore 2,000. Puis-je sans indiscrétion en demander seulement 50? Je me chargerais de les faire chercher et mener ici.

On m'a rendu compte que, malgré l'armistice, les Autrichiens s'étaient encore montrés hier aux frontières du Tirol. C'est d'autant plus extraordinaire que les déserteurs assurent que l'armistice avait été mis à l'ordre du jour le 18. Ces messieurs ont été, en attendant, bien frottés à Méran et à Kempten.

Adieu, cher Prince, aimez toujours un peu

votre meilleur ami.

MAX JOSEPH.

P.-S. — Le 22. Le colonel comte Arco¹ me mande cette nuit qu'il a envoyé un parlementaire à l'officier commandant les avant-postes autrichiens pour lui représenter qu'il n'était pas dans l'ordre qu'il reste plus longtemps avec sa troupe en Tirol, vu les conditions de l'armistice. Il répondit qu'il n'en avait aucune connaissance et qu'en général on croyait que cette prétendue armistice (*sic*) n'était qu'une ruse de guerre de l'Empereur Napoléon. Vous conviendrez que c'est pousser la mauvaise foi bien loin.

Je sais que le colonel ingénieur Backler (*sic*) d'Albe² ne serait pas fâché d'avoir aussi ma croix. Si l'Empereur le permet, je vous l'enverrai pour la lui remettre de ma part.

XVIII

Munich, 25 juillet 1809.

Vous ne serez peut-être pas fâché, cher Prince, d'avoir un état de toutes les troupes que j'emploie, outre les trois divisions et les garnisons des différentes (mot sauté : places?). En voici un que j'ai fait dresser pour vous. Je donne les corps d'Arco et Oberndorf³ au duc de Dantzig, ce qui fait 3,081 hommes; j'ai 1,762 hommes sous le duc d'Abrantès⁴ et 989 sous le général Beaumont. J'envoie des renforts à la division Wreden. Ceux de la 1^{re} et 3^e sont en route. En outre, je

1. Le comte Max d'Arco — de cette famille comtale de chambellans bavarois, dont un cadet, Louis, avait, à la mort de l'Électeur Charles-Théodore, épousé morganatiquement sa veuve l'archiduchesse Marie-Léopoldine — était le beau-frère du tout-puissant ministre des Affaires étrangères Montgelas. Représentant diplomatique de l'ordre de Malte à Munich et n'ayant eu, mandait à sa cour l'envoyé d'Autriche Stadion en février 1809, « de service que l'uniforme et le grade de colonel », il avait failli remplacer Triva au secrétariat d'État de la Guerre. Devant la révolte tyrolienne, il demanda à servir sans solde. On lui confia le commandement du premier corps franc de défense territoriale de montagne créé en mai, et à la tête duquel il devait se faire tuer le 13 août (*Berichte des Grafen Fr. L. Stadion, 1807-1809*, publiés par E. Wertheimer, dans l'*Archiv f. oester. Gesch.*, t. LXIII, p. 235; Bezzel, *Die Massnahmen Bayerns zum Grenzschutz im Feldzuge 1809*, 1905).

2. Bacler d'Albe, Louis-Albert-Guislain (1761-1824), peintre de talent, devenu, en 1796, « officier géographe » après plusieurs campagnes et blessures dans l'infanterie, passait « chef des ingénieurs géographes employés au dépôt de la Guerre » (décembre 1799), chef du cabinet topographique de l'Empereur (septembre 1804), à la Grande Armée, de septembre 1805 à 1807, comme colonel, puis adjudant-commandant. Il devait être fait baron le 31 décembre 1809, général en 1813 (*Six, Dict.*; Campardon, *Liste des membres de la noblesse impériale*, 1889; Col. Berthaut, *Les ingénieurs militaires*, 2 vol., 1902). Il a édité (1818-1824) — avec un superbe portrait de lui par Le Guay — deux volumes de *Souvenirs pittoresques*, belle série de planches lithographiées par Engelmann (paysages et scènes de bataille), dont nous avons pu acquérir l'exemplaire du prince Eugène et d'Auguste de Bavière à leur chiffre.

3. Aussitôt après le corps d'Arco avait été créé un second corps franc pour la défense des frontières (chasseurs à pied et à cheval), formé de gardes-chasses et gardes forestiers et commandé, comme en 1805, par le comte Charles d'Oberndorff, inspecteur des forêts à Munich (Bezzel, *Massnahmen*).

4. Junot (1771-1813), le secrétaire de Bonaparte devant Toulon, devenu son aide de camp, grand aigle de la Légion d'honneur, colonel général des hussards, gouverneur de Paris, commandant en chef de l'armée de Portugal, où il gagna son duché d'Abrantès, était depuis juin commandant de l'armée de réserve en Allemagne (*Six*).

forme à force mon bataillon de réserve et la milice nationale. Vous voyez que je fais ce que je peux.

Adieu, cher ami, je vous embrasse.

MAX JOSEPH.

XIX

Nymphenbourg, 29 juillet 1809.

Je vous remercie, mon cher Prince, des états des forces autrichiennes qui se trouvent en Tirol. Les 14,000 hommes que l'Empereur veut qu'il reste dans cette province au départ du duc de Dantzig s'y trouveront et je vous promets qu'il n'y manquera pas un homme. Le général Raklowich (*sic*)¹, qui commande la 1^{re} division en l'absence de mon fils, m'a mandé ce matin qu'à l'approche de mes troupes du Passe-Strupp² et de Cufstein (Kufstein), les Tiroliens avaient arboré le drapeau blanc, s'étaient retirés et avaient porté leurs armes d'eux-mêmes et cela sans qu'on ait été dans le cas de tirer un seul coup de fusil. Un officier que j'avais envoyé au comte d'Arco est revenu il y a une heure et m'a porté la nouvelle que le général Montmarie³ était avancé de six lieues vers l'Achensée, que les Tiroliens s'étaient retirés après avoir ôté le pont sur l'Ach au rétablissement duquel on avait commencé à travailler la nuit dernière. Arco a envoyé une patrouille au delà du lac, qui n'a plus rencontré un ennemi. Tout cela s'est aussi fait sans qu'on ait tiré un seul coup. Si cela continue de même, nous serons bientôt à Inspruck. Pourvu que le maréchal procède sur-le-champ au désarmement, afin que la scène qui a eu lieu il y a six semaines ne se renouvelle plus.

Mon fils ne saurait assez se louer des bontés que l'Empereur veut bien lui témoigner. Veuillez, mon cher Prince, en témoigner ma vive reconnaissance à Sa Majesté Impériale. Je voulais prendre la liberté de lui en faire moi-même mes remerciements, mais, dans un moment aussi décisif que celui-ci, j'ai trouvé qu'il y aurait eu de l'indiscrétion de distraire un seul instant notre grand protecteur de ses importantes occupations.

Recevez aussi mes remerciements pour l'amitié que vous témoignez à mon fils. Il m'en a fait part sur-le-champ. Je sais qu'il se conduit bien à Vienne. Cela me fait le plus grand plaisir. Je compte faire tuer lundi un cerf à Du Taillis. Chaque fois que nous chassons ensemble, nous n'avons qu'un seul regret, celui de ne pas vous voir avec nous.

1. Clément de Raglovich (1766-1836), d'une famille militaire d'origine croate, entré au service bavarois, en 1802, avec le grade de colonel, général de brigade en 1806, devait être promu lieutenant général en 1813, général d'infanterie en 1823 et, successivement chevalier, officier et (en 1813, après Bautzen) commandeur de la Légion d'honneur, recueillir encore les plus hautes distinctions civiles et militaires. Voir *Die bayerischen Generale der napoleonischen Kriegsepoche*, fasc. II, 1839; *Allg. deutsche Biogr.*, t. XXVII.

2. Pass = Col.

3. Louis-François-Élie Pelletier, comte de Montmarie (1771-1854), déjà, comme chef de bataillon, aide de camp de Lefebvre en 1805, l'avait suivi comme colonel en Espagne, puis en Autriche. Après Eckmühl, il était promu général le 5 mai. Il fut blessé au Tyrol, le 12, d'un coup de feu, passa, en octobre, en Espagne, où il fut plusieurs fois blessé, avant de faire sous la Restauration une brillante carrière militaire et parlementaire.

Adieu, mon cher neveu, je vous embrasse.

MAX JOSEPH.

Ma femme vous fait ses amitiés.

XX

Munich, 10 août 1809.

Vous devez avoir dit à Kobell¹, mon cher Prince, que l'Empereur viendrait passer quelques jours chez moi à son retour de Vienne. Tâchez de savoir si Sa Majesté désire être à Munich ou à Nymphenbourg. Je voudrais en être informé quelques jours d'avance, parce que, dans le premier cas, il faut que je rentre de la campagne. Je crois que l'Empereur serait mieux et plus tranquillement à Nymphenbourg. Vous savez que le château est plus logeable que celui de Munich et je pourrais l'y faire chasser de toutes les manières possibles. Au surplus, je me conformerai aux désirs de S. M. et serai le plus heureux des hommes de pouvoir le recevoir chez moi².

Adieu, mon bien cher ami. Je vous embrasse.

MAX JOSEPH.

P.-S. — Attendez-vous à recevoir un de ces jours une lettre d'affaire de moi.

XXI

Nymphenbourg, le 11 (ou 12) août 1809.
(chiffre surchargé)

J'ai donné les ordres les plus précis pour qu'on fournisse à la place de Passau le plus d'artillerie possible. Pourvu, mon cher Prince, que le duc d'Abrantès permette qu'on en prenne dans les différentes forteresses qui se trouvent dans ce moment-ci sous son commandement. Je crois qu'il n'y aurait pas de mal que vous lui en écriviez un petit mot.

Vous savez sans doute que le général Rouyer³ n'a pas pu arriver à Brixen et qu'il a perdu assez de monde. La division de mon fils Bivouaque à Sterzingen et ne peut pas aller plus avant. Je crois que le duc de Dantzig le persuadera enfin que la soumission du Tirol n'est pas si aisée qu'il se l'est imaginé. Si les deux divisions italiennes ne prennent pas les insurgés par le revers (*sic*), je ne vois pas le moyen

1. Les Kobell, famille de peintres-graveurs venus du Palatinat à Munich, y occupaient divers hauts emplois. Il s'agit, sans doute, du secrétaire général du ministère de l'Intérieur, François-Xavier, ou du secrétaire-général du Conseil d'État, Égid.

2. C'est à Nymphenbourg que — du 20 au 22 octobre — Napoléon s'arrêta chez le roi après la signature de la paix de Vienne (Schuermans, *Itinéraire général de Napoléon I^{er}*, 2^e éd.).

3. Marie-François Rouyer (1765-1824), originaire des Vosges, entré bizarrement au service de l'empereur d'Allemagne dans le corps de ses pompiers, en 1783, puis lieutenant de dragons dans les campagnes contre les Turcs, passait au service français, en 1791, comme capitaine d'infanterie ; général de brigade en 1799, de division en 1805 après avoir commandé les troupes hessoises au siège de Graudenz (1807), la division suisse au service de l'Espagne (1808), avait été, en mars 1809, à la tête de la division du contingent des petits princes allemands (quatre régiments) à Würzburg, était passé sous les ordres de Vandamme, puis sous Lefebvre au Tyrol (Six).

de pouvoir pénétrer de front. Il n'en est pas de même du Vorarlberg. Le général Beaumont a fait merveille. Les Wurtembourgeois ont avancé quand ils ont vu qu'il n'y avait plus personne à Bregenz. De vous à moi, j'ai de forts indices que S. M. convoitait ce pays-là et qu'Elle aurait désiré pouvoir y glisser ses troupes pour se faire un parti, mais comme Elle est le beau-père de ma fille¹, je ne veux pas donner trop de poursuite à cela.

Présentez mes tendres hommages à l'Empereur et faites-lui agréer mes remerciements de la bonté qu'il a eu de dispenser mon fils de l'expédition contre le Tirol. Sa présence m'aurait causé mille inquiétudes et occasionné beaucoup d'embarras. Il n'y a que la plus grande sévérité qui puisse faire rentrer ces gens-là dans l'ordre.

Mes bataillons de réserve exercent (*sic*), c'est-à-dire les six derniers, car les six premiers sont déjà employés. Ma milice s'organise. Croyez que je ne m'endors pas et que je redouble d'efforts. Je m'étonne souvent moi-même de tout ce que je fais : mes moyens étant pour ainsi dire brûlés.

Du Taillis a dîné hier avec moi. Nous avons mangé un jeune coq de bois (*sic*), qui était si bon que j'ai avisé sur-le-champ aux moyens de vous en envoyer sans qu'ils vous en arrivent gâtés. Attendez-vous donc à en recevoir un beau matin et mangez-les à ma santé. Vous voyez que je ne cesse de penser à vous.

Voici une lettre d'Antoine. Faites-lui entendre raison. Je ne donne ma croix qu'à des officiers, pas même aux inspecteurs aux revues. Il m'en coûte beaucoup de ne pas pouvoir lui accorder sa demande.

Adieu, mon cher ami, je vous aime de tout mon cœur.

MAX JOSEPH.

Ma femme vous fait mille amitiés.

XXII

Nymphenbourg, 17 août 1809.

Je sais, à ne pas en douter, cher Prince, que le général Beaumont ambitionne d'avoir le grand cordon de mon ordre militaire. Comme il a reconquis le Vorarlberg et qu'il est occupé de son désarmement, je ne demande pas mieux de lui donner cette marque de ma reconnaissance. Voyez donc ce que vous croyez qu'il y a à faire. Je vous laisse le maître d'agir comme bon vous semblera.

Le duc de Dantzig m'a mandé qu'il se retirait à Salzbourg et qu'il me laissait la division du général Deroy pour couvrir la Bavière. Je me suis imposé le silence le plus absolu sur cette expédition manquée. Je me permets seulement de regretter les braves gens qui y ont péri inutilement.

J'ai reçu ce matin la lettre dans laquelle vous m'annoncez la rentrée de tous les sujets bavares non combattants ; celle de mes officiers et soldats m'aurait fait plus de plaisir encore. Je manque des premiers et les derniers seront très difficiles à remplacer ; car, je vous le répète, mon moral et mon physique sont dans un état de souffrance difficile à peindre. Il n'y a qu'une bonne paix ou quelques batailles décisives qui puissent me rendre à moi-même.

1. Le prince héritier de Wurtemberg avait épousé à Munich, le 8 juin 1808, la seconde fille de Max Joseph, Charlotte, union politique tout de suite malheureuse. Le mariage, n'ayant pas été consommé, devait être annulé par le pape en 1814 et la princesse, épousant l'empereur d'Autriche François, devenir ainsi la belle-mère de Napoléon !

Adieu, mon bien cher ami. Pensez dans vos moments de loisir à
votre meilleur ami.
MAX JOSEPH.

XXIII

Munich, le 19 août 1809.

J'apprends, non sans un grand étonnement, que le duc de Dantzig jette toute la faute de la malheureuse expédition du Tirol sur mes troupes. Il a été jusqu'à dire qu'avec deux bataillons français il en aurait plus fait qu'avec mes deux divisions. Il serait bien malheureux, mon cher ami, que mon armée perdisse, à cause des mauvaises dispositions de son chef, la bonne réputation qu'elle s'est acquise, à Thann, à Abensberg, sous les yeux de l'Empereur, ainsi qu'à Wagram et à Znaim. Ce qui prouve pourtant encore en faveur de mes troupes est la quantité de tués et blessés que cette expédition a valu, sans compter une vingtaine d'officiers blessés et tués. Soyez l'avocat de mon armée auprès de l'Empereur. Si la guerre continuait, je demande comme une faveur qu'elle soit employée aux endroits les plus périlleux. J'ose être garant qu'elle prouvera qu'elle n'est pas indigne des bontés de S. M. I.¹.

J'ai reçu ce matin à 5 h. votre lettre du 14. Lindau sera approvisionné et mis à l'abri d'un coup de main. Le Vorarlberg est encore assez tranquille. Je le dois en partie à la peur qu'il eut d'être cédé au roi de Wurtemberg. Aussi je crains que, quand le prince royal y entre (*sic*) avec son corps, la révolte ne recommence.

Adieu, mon cher ami, j'ai le cœur navré de douleur.

MAX JOSEPH.

XXIV

Nymphenbourg, 21 août 1809.

Je vous félicite, cher Prince, sur votre nouveau titre et sur le don de Chambord avec les revenus que l'Empereur y a attachés². Nous nous en sommes réjouis ce matin, Du Taillis et moi, tout en tuant des perdrix, des lièvres et des faisandeaux. En général, il ne vous arrivera jamais autant de choses heureuses que je ne vous en souhaite.

1. Le maréchal Lefebvre, dont le caractère difficile était apparu dans des frictions avec Wrède, fut, en effet, ulcéré de l'échec total de la seconde offensive du Tyrol, dont les responsabilités étaient au moins très partagées. L'argument de Max Joseph sur les pertes bavaroises dans cette Vendée alpestre (il y avait eu 7 officiers tués dans la campagne de 1805, 17 dans celle de 1806-1807, dont 2 colonels; il y en eut 58 dans celle de 1809, dont 1 général et 4 colonels, outre 207 blessés, dont Wrède, et 4 colonels. *Rangliste*, 1811) est probant pour le courage de ses troupes, mais non pour leurs mérites tactiques. Cette polémique laissa, de part et d'autre, de fâcheuses rancunes. Voir ainsi la lettre royale du 31 août.

2. La constitution de Chambord en principauté de Wagram en faveur de Berthier a été annoncée dans un message au Sénat du 15 août, mais les lettres patentes sont du 31 décembre seulement. Le même jour que la correspondance autographe de Max Joseph avec Berthier (n° 80) étaient mis en vente deux lots de papiers relatifs à la donation de Chambord, notamment les lettres d'investiture du 12 janvier 1810, le procès-verbal de la prise de possession du 28 septembre suivant et une évaluation de 1809 — à 4,347,130 francs — par l'expert Fontenay (Catalogue Sotheby, n°s 68-69).

Adieu, mon bien-aimé neveu. Mon amitié pour vous ne finira qu'avec moi.

MAX JOSEPH.

P.-S. — Faites-moi savoir si l'Empereur trouverait bon que je donne le grand cordon militaire au général La Ribeaussière (*sic*)¹ et quelques croix à des officiers sous ses ordres, ainsi qu'au colonel commandant le parc d'artillerie, dont j'ai oublié le nom.

XXV

Nymphenbourg, 22 août 1809.

Ce n'est que ce matin qu'on m'a remis la liste ci-jointe, mon cher Prince². Il est certainement très flatteur pour mon ordre que tant d'individus le demandent, mais d'un autre côté il est très embarrassant pour moi d'être à chaque instant dans le cas de tourmenter l'Empereur. Mettez-vous à ma place et vous sentirez que je ne peux pas me refuser aux désirs d'individus qui ont tous contribué, plus ou moins, à sauver mes États. Je vous prie de faire de cette liste l'usage que vous croirez convenable et de recevoir l'assurance de l'amitié à toute épreuve que je vous ai vouée pour la vie.

MAX JOSEPH.

XXVI

Nymphenbourg, 31 août 1809, à 9 h. 1/2 du soir.

Je vous prévien, cher Prince, que j'ai empêché les généraux des deux divisions qui étaient en Tirol d'envoyer demain un mémoire à l'Empereur pour supplier S. M. de faire déclarer au duc de Dantzig en quelle occasion elles avaient manqué. *On murmure depuis le tambour jusqu'au général. C'est d'autant plus fâcheux que, si la guerre venait à recommencer, l'ancienne confiance n'existerait plus*³. Croyez que tout ceci me chagrine à mort.

Je vous embrasse.

MAX JOSEPH.

1811-1812

La paix de Vienne apporta à la Bavière de sérieux avantages territoriaux, mais le « mariage autrichien » de Napoléon était presque un renversement des alliances à l'égard de Munich. Le fossé va se creuser, dans une Europe de plus en plus durement soumise au Système continental, et bientôt dans les inquiétudes de la rupture avec la Russie.

1. Il s'agit du général d'artillerie Jean-Ambroise Baston, comte de Lariboisière (1759-1812), camarade du lieutenant Bonaparte au régiment de La Fère, commandant en chef l'artillerie de la garde impériale, directeur général des parcs à l'armée d'Allemagne.

2. La liste des candidats à des décorations bavaoises. Montgelas reconnaît, dans ses *Mémoires*, qu'on en a trop distribué sous l'Empire, surtout à des Français.

3. Souligné par nous.

XXVII

Munich, 13 novembre 1811.

Le capitaine Laval, porteur de la présente, mon cher Prince, m'a prié de vous le recommander. Je connais beaucoup ses parents, mais lui fort peu. J'ai saisi avec empressement cette occasion, mon cher neveu, pour me rappeler à votre souvenir. Je me fais bien vieux. Mon humeur n'est plus si gaie que quand nous chassions à Grosbois¹ et que nous déjeunions à vos Écuries. Je baisse en tout. Il n'y a que mon amitié pour vous qui est et restera toujours la même. Continuez-moi la vôtre, mon cher ami, et croyez que j'en sens tout le prix. Je ne chasse jamais sans penser à vous et sans regretter que vous ne soyez pas des nôtres. J'ai tué pour mon compte près de 800 perdrix et 600 lièvres. Ma femme vous fait mille amitiés, vous embrasse, vous, notre nièce et votre enfant².

Adieu, cher et bien-aimé Prince, je vous aime de cœur et d'âme³.

MAX JOSEPH.

XXVIII

Munich, 5 mars 1812.

Ferri⁴ m'a remis hier matin, mon cher Prince, votre lettre. J'ai reconnu, au changement de direction des divisions italiennes, les bontés et l'amitié de l'Empereur⁵. Veuillez, mon bon ami, lui en témoigner toute ma gratitude.

Je vous félicite, mon cher Prince, de la grossesse de ma nièce⁶. Embrassez-la bien tendrement de ma part et de celle de la reine qui vous fait mille amitiés. Elle m'a donné de vives inquiétudes sur sa santé, mais elle est heureusement en pleine convalescence.

Dans ce moment entre M. Bogne⁷ avec votre (lettre) du 29. Le général Gouvion-

1. Château de la famille Berthier en Seine-et-Oise, après avoir été possédé par Barras et le général Moreau.

2. Napoléon-Alexandre-Louis-Joseph, fils aîné du prince de Wagram, né à Paris le 11 septembre 1810, qui, pair de France de la Restauration et sénateur du Second Empire, mourut en 1887.

3. Une lettre non autographe, cependant signée du roi, en date du 28 novembre 1811, annonce à Son Altesse Sérénissime le prince de Neuchâtel et de Wagram la naissance du petit-fils de Maximilien-Joseph, porteur des mêmes prénoms et qui sera le roi Maximilien II.

4. Ferri était, dès la campagne de Prusse, capitaine aide de camp de Berthier (Foucart, t. II, p. 902).

5. Les passages de troupes étaient une des charges des plus lourdes qui aient pesé sur la Bavière napoléonienne.

6. Le roi avait d'abord écrit : « de notre nièce ». On sent la nuance. La reine vient seulement ensuite « embrasser » la nièce de son mari.

7. Le chevalier Pierre-François-Jean Bogne de Faye (1778-1831), employé auprès d'Otto à Londres pour l'échange des prisonniers, l'avait suivi, en 1803, dans son poste de Munich en qualité de premier secrétaire de légation. Il devait demeurer après son départ comme chargé d'affaires. Nommé, en 1810, auditeur de première classe au Conseil d'État, il remplit encore différentes missions diplomatiques. Rallié à la Restauration, colonel d'état-major de la garde

Saint-Cyr¹ n'est pas ici ni à mon corps d'armée. Je vais faire expédier l'ordre du départ de mes troupes pour le 10 et tenir la main pour que tout ce que vous avez demandé au général Triva s'exécute ponctuellement. Je vous recommande mon armée et ne doute pas que vous en serez aussi content que dans les guerres précédentes et qu'elle se rendra de plus en plus digne des bontés de l'Empereur.

Adieu, mon bien-aimé neveu. Je vous embrasse et vous aime de tout mon cœur.

MAX JOSEPH.

P.-S. — La division du général d'Elzons² est partie d'ici ce matin. Il est impossible d'être mieux discipliné qu'elle. Entre nous soit dit, les deux régiments de chasseurs sont mal montés, surtout le 6^e.

XXIX

Munich, 24 mars 1812.

Je tiendrai avec un très grand plaisir, cher Prince, votre futur enfant si c'est un fils et vous remercie de la préférence. La reine vous fait mille amitiés et vous répondra incessamment. J'ai reçu votre lettre du 8. Votre ordre au duc d'Abrantès a été exécuté. Les divisions n'ont eu que trois jours de séjour. Il n'y a pas eu la moindre plainte et j'espère qu'on n'en a pas porté non plus contre mon administration. Je suis un peu embarrassé pour me remonter. On ne veut pas les (*sic*) laisser sortir du pays (les chevaux?). J'ai fait faire des représentations au prince d'Eckmühl et l'ai fait prier de penser que ces chevaux sont pour le service de l'Empereur encore plus que pour le mien. Si tout cela ne sert à rien, j'aurai recours à vous.

Adieu, cher et bien-aimé Prince. Je vous embrasse et vous aime comme toujours, c'est tout dire.

Votre meilleur ami.

MAX JOSEPH.

1. nationale de Paris, ministre à Darmstadt et commandeur de la Légion d'honneur, il adhéra au gouvernement des Cent-Jours et perdit tous ses emplois à la seconde Restauration, où il entra à la Chambre comme député de la Nièvre.

2. Gouvion-Saint-Cyr (1764-1830), volontaire de 1792, général de division deux ans après, colonel général des cuirassiers (1804), mais disgracié en 1809, après de hauts commandements en Espagne, reprenait du service actif avec sa désignation pour le commandement du corps d'armée bavarois à la Grande Armée (8 février 1812), devenu 6^e corps (1^{er} avril), à la tête duquel il allait gagner son bâton de maréchal en août suivant (Six. Voir ses *Mémoires pour servir à l'histoire militaire sous le Directoire, le Consulat et l'Empire*, t. III; *La vie du maréchal Gouvion-Saint-Cyr*, par Gay de Vernon, 1856, chap. XII, et, outre le chap. V de *Nos alliés bavarois*, Sauzey, *De Munich à Vilna à l'état-major du corps bavarois de la Grande Armée*, 1911).

3. Le général baron Delzons (1775-1812), vétéran d'Italie et d'Égypte, longtemps employé en Dalmatie et dans les Provinces Illyriennes, commandait, en janvier 1812, la 13^e division du corps d'observation d'Italie, qui devint, en avril, le 4^e corps de la Grande Armée, sous le prince Eugène. Il tomba criblé de blessures à Malojaroslawetz, en octobre suivant.

XXX

Nymphenbourg, 10 septembre 1812.

J'apprends à l'instant par le comte de Merci (*sic*)¹ que l'Empereur a daigné accorder une dotation de 30,000 francs de rente au pauvre Deroy². Je vous prie, cher Prince, d'être auprès de S. M. l'interprète de ma vive reconnaissance. Ce bienfait, joint à la dotation que ce brave homme a eu de moi, il y a trois ans, donnera de l'aisance à une veuve respectable et à ses quatre enfants en bas âge. Quoique j'aie eu 118 officiers tués ou blessés, la certitude que mon corps d'armée a obtenu le suffrage de l'Empereur est un grand adoucissement à mes peines. Je me flatte que le comte de Saint-Cyr en est aussi content. *Je n'en ai pas reçu signe de vie depuis qu'il a quitté Munich.*

Je vous félicite, mon bien cher ami, de l'heureuse délivrance de ma nièce³. Vous connaissez assez mon amitié pour vous, pour que vous ne doutiez pas de l'intérêt que je prends à tout ce qui vous regarde. Adieu, mon cher neveu, je vous recommande mes intérêts, ceux de mes Bavaois, et vous embrasse comme je vous aime.

Votre meilleur ami.

MAX JOSEPH.

P.-S. — Ma femme vous fait mille amitiés. Je vais faire partir 8,000 hommes pour recruter Wreden. Ceci fait, laissez-moi un peu respirer, j'en ai un grand besoin.

1813

La retraite de Russie, où le contingent bavarois fondit presque jusqu'au dernier homme, avait été pour Berthier, sexagénaire surmené, une épreuve physique aussi dure que ses angoisses d'*alter ego* du conquérant vaincu. Napoléon n'avait pas permis qu'il rentrât avant le délabrement total de sa santé en janvier 1813. Revenu à Paris le 9 février, il dut d'abord se soigner, mais, au bout d'un mois, il reprenait son service et, au début d'avril, venait s'installer à Mayence avec son état-major. Le 19, il annonçait, dans une lettre au roi de Bavière, que l'Empereur prenait en personne le commandement de l'armée et plaçait le corps bavarois sous les ordres du général Bertrand⁴.

1. Le comte de Mercy-Argenteau, neveu du célèbre ambassadeur d'Autriche à Paris, né à Argenteau, près Liège, le 12 avril 1780, mort en février 1869, chambellan de Napoléon, avait été nommé ministre à Munich en janvier 1812, sous l'influence de la nouvelle politique impériale consécutive au « mariage autrichien », dont les conséquences devaient fatalement être tôt ou tard désastreuses pour l'alliance franco-bavaroise. Mercy-Argenteau, par son aveuglement, allait faciliter le changement de camp de la Bavière après l'effondrement de la campagne de Russie.

2. Voir plus haut, p. 124, note 1.

3. Caroline-Joséphine, née le 20 août 1812, future comtesse d'Hautpoul, † 1889.

4. Darrecagaix, t. II, p. 484.

XXXI

Munich, 23 avril 1813.

Votre lettre, cher Prince, m'a fait le plus grand plaisir. Elle m'a prouvé votre bonne santé et votre amitié.

L'Empereur vient de m'écrire¹. Dès que j'ai su par vous ce matin que le général Bertrand² commandait mon petit corps, j'ai envoyé l'ordre au général de division Raglowich de lui obéir, mais jusqu'ici on m'avait laissé ignorer qui commanderait, et j'avais un corps prussien et russe sur mes frontières, même des patrouilles ennemies jusque dans Hof. On ne peut donc pas trouver mauvais que j'aie défendu à mes généraux de quitter mes États. Je ne vous cacherai pas d'ailleurs que l'esprit est très mauvais en Franconie et en Tyrol. Il commence même à le devenir dans l'ancienne Bavière³. Tout le monde est las de la guerre. Ayez bien soin de l'Empereur. Entourez-le bien et ne le perdez jamais de vue. Il serait affreux qu'il lui arrivât malheur.

La santé de Wreden n'est pas encore bonne. Depuis qu'il est au repos, il est plus souffrant. Je l'enverrai aussi vite que possible aux ordres de l'Empereur. J'achète des chevaux tant qu'il s'en trouve encore. La conscription marche lentement. On trouve la réticence (*sic*) même dans l'ancienne Bavière. *Je ne vous cache pas que ce moment de crise est terrible. Battez au plus vite (sic).* Alors tout rentrera dans l'ordre. Tous mes soldats du pays de Bayreuth et même du Haut-Palatinat désertent.

Adieu, cher Prince. Donnez-moi souvent de vos nouvelles. Mon cœur et mon moral en ont grand besoin. Je vous embrasse.

Votre meilleur ami.

MAX JOSEPH.

1. De Mayence, le 20 avril, pour demander au roi de donner à Wrede le commandement de ses troupes, à tous ses généraux l'instruction d'obéir aux ordres de Napoléon « sans aucune réserve » et d'occuper les hauteurs d'Ebersdorf en liaison avec Bertrand (*Correspondance de Napoléon I^{er}*, t. XXV, n° 19880).

2. Henri-Gatien Bertrand (1773-1844), garde national parisien (1792), sous-lieutenant du génie (1793), général de brigade à la fin de la campagne d'Égypte, aide de camp de l'Empereur, divisionnaire (1807), comte (1808), avait commandé en chef le génie de l'armée d'Allemagne en 1809, où il fut fait grand aigle de la Légion d'honneur. Gouverneur des Provinces Illyriennes après Marmont (1811-1812), il commandait, depuis le 12 mars 1813, le 4^e corps de la Grande Armée. Nommé grand maréchal du palais en novembre suivant, il devait être le fidèle compagnon de l'Empereur à l'île d'Elbe, à Waterloo, à Sainte-Hélène et repose auprès de lui aux Invalides (Six, *Dict.* ; gén. Paulin, *Notice biogr.*, 1847 ; J. de Vasson, *Bertrand, le grand maréchal de Sainte-Hélène*, 1935).

3. Il faut — nous le montrerons ailleurs en détail — distinguer soigneusement, durant toute l'époque napoléonienne, entre les *anciennes possessions* de la maison de Bavière, d'un particularisme prononcé et qu'animait le « patriotisme bavarois », francophile et antiautrichien au début, lentement retourné contre la France par les guerres continuelles et le Système continental, d'une part, et, d'autre part, les *nouvelles acquisitions*, villes libres médiatisées, évêchés sécularisés, principautés annexées de Souabe ou de Franconie, et surtout provinces conquises du Tyrol et du Vorarlberg, mal résignées à un sort, du reste souvent provisoire.

P.-S. — La reine vous fait mille amitiés. Je vous félicite de la grossesse de ma nièce.

XXXII

5 mai 1813¹.

Je finissais de lire votre premier Bulletin officiel lorsque votre second courrier arrivé à cheval m'a rapporté la grande nouvelle². Que Dieu soit mille fois béni. Je vous avoue que je craignais la plaine de Lutzen à cause de la supériorité de l'ennemi en cavalerie. Vous sentez bien, mon cher ami, que j'ai lu cette seconde nouvelle avec encore plus d'empressement que la première. J'attends de votre amitié des détails de cette bataille. Combien de prisonniers? de tués? Tout cela est nécessaire à savoir et à faire connaître. Actuellement que l'Empereur a prouvé qu'il est toujours le plus fort, il devrait bien couronner l'œuvre en nous donnant la paix. Vous ne sauriez croire combien elle serait nécessaire à tous égards. C'est son allié le plus fidèle qui vous le dit.

Adieu, cher Prince, je vous aimerais plus que jamais si c'était possible.

MAX JOSEPH.

XXXIII

Munich, 12 mai 1813.

Votre courrier, cher Prince, m'a remis hier soir votre lettre du 8. Il était temps que vous donnassiez de vos nouvelles, car on avait fait courir des bruits très alarmants, entre autres que l'Empereur, après une bataille perdue le 5, avait son Quartier général à Weimar. Mes voisins³ ont mis toutes leurs armées sur le pied de guerre depuis le 1^{er} de ce mois. Ils en veulent principalement au Pays de Salzbourg, au Tyrol, au Vorarlberg et leur projet est d'entrer en Franche-Comté par la Suisse, où ils doivent avoir un parti, tandis qu'une autre armée entrerait par le Pays de Bayreuth et se porterait sur le Rhin. Tout cela fait que ma position devient très critique, et que, le cas échéant, je serai dans le cas de prier l'Empereur de me rendre ma division. Il me la faudra pour me défendre. En attendant, vous avancez à pas de géant et l'Empereur et son armée se couvrent de gloire. Jamais il ne m'a paru plus grand que dans ce moment-ci. Au même instant qu'on croit l'armée perdue de corps et d'esprit, elle reparait plus forte et plus brave que jamais, et tout cela s'est opéré dans quatre mois. Je le répète, l'Empereur, en donnant actuellement la paix au continent, mettrait le comble à sa gloire et toute l'ancienne Allemagne le bénirait.

Voici un grand verbiage, mon cher ami, mais c'est mon cœur qui parle et vous savez qu'il bat pour la France et le héros qui la gouverne.

Adieu, cher neveu. A vous pour la vie.

MAX JOSEPH.

P.-S. — Est-il vrai que le général Scharnhorst est tué⁴?

1. Lettre d'une écriture très tremblée.

2. De la bataille de Lutzen (2 mai), où Napoléon battit Russes et Prussiens.

3. Les Autrichiens.

4. Gerhard-David de Scharnhorst (1755-1813), Hanovrien passé au service prussien, avait été, après Tilsit, comme ministre de la Guerre, de 1807 à son renvoi sur l'ordre de Napoléon

XXXIV

Munich, le 14 mai 1813, à 7 h. du matin.

Je viens de recevoir votre lettre, cher Prince, et vous en remercie ainsi que pour les détails. Je ne les connaissais pas, vu que le *Bulletin officiel* n'a pas paru. Je suis enchanté que mon beau-frère est (*sic*) revenu dans sa capitale¹ et qu'il y ait encore trouvé l'Empereur. Quant à ce que vous me dites de mes voisins, je crains bien que l'arrivée du général Bubna² ne prouve à l'Empereur que mes conjectures n'étaient que trop bien fondées. Ma position devient à chaque instant plus critique. Elle m'embarrasse d'autant plus que l'opinion publique n'est plus celle de 1809 et qu'on est excédé de la guerre. Mes tendres hommages à S. M. I. Mes vœux et ma pensée ne la quittent pas une minute. Je la prie de prendre en considération ma pénible position. Je suis fâché qu'Élisabeth n'est pas grosse : ce sera pour votre retour. Je crains bien que je ne reverrai plus le charmant Grosbois. Je me fais vieux et m'achemine tout doucement vers l'autre monde.

Adieu, mon bien-aimé neveu. Je vous embrasse.

MAX JOSEPH.

La reine vous fait mille tendres amitiés. J'embrasse Eugène³.

XXXV

Nymphenbourg, le 23 mai 1813, à 10 h. du soir.

Vous êtes, cher Prince, le plus aimable des hommes. La bonne nouvelle⁴ que vous

en 1810, le réorganisateur de l'armée prussienne et l'un des principaux artisans de la revanche de 1813. Blessé à Grossgoerchen (Lutzen) le 2 mai, il succomba le 28 juin à Prague, où il était allé négocier l'intervention autrichienne.

1. Le roi de Saxe avait pu rentrer à Dresde à la suite de la victoire de Lutzen le 12 mai, accueilli par Napoléon qui y avait son Quartier général depuis le 10 (*Corresp.*, t. XXV, n° 19999).

2. L'Autriche offrait sa médiation au moment où les batailles indécises du printemps faisaient dépendre le sort de la campagne du choix qu'elle ferait de l'un ou l'autre camp. La lettre de l'empereur François que Bubna apporta à son gendre ne laissa, en effet, guère d'illusions à Napoléon, qui accepta sur-le-champ, non sans arrière-pensées, le principe de l'armistice (*Corresp.*, t. XXV, n° 20018 et 20019). Le général comte de Bubna-Littitz (1772-1825), ancien aide de camp de l'archiduc Charles et vétéran des guerres de la Révolution et de l'Empire, à diverses reprises chargé de missions diplomatiques auprès de Napoléon, devait occuper Lyon en 1814 et en 1815 (*A. D. B.*, t. III, etc.).

3. Eugène de Beauharnais (1780-1824), gendre du roi, dont l'affection et l'estime ne se démentirent pas, après la chute de l'Empire, pour l'ex-vice-roi d'Italie, à qui il concéda la principauté d'Eichstaedt avec le titre du duc de Leuchtenberg, avait commandé en chef la Grande Armée de janvier à avril 1813 (cf. duc Georges de Leuchtenberg, *Le prince Eugène de Beauharnais à la tête de la Grande Armée*, 1915), puis sa moitié septentrionale, l'armée de l'Elbe. Il était alors au G. Q. I. à Dresde, d'où Napoléon l'expédia le 12 à Munich pour aller organiser en Italie un corps d'observation destiné à intimider l'Autriche (*Corresp.*, t. XXV, n° 19998).

4. De la bataille de Bautzen (en Saxe, victoire de Napoléon sur les Prussiens et les Russes, 20-21 mai; cf. Foucart, *Bautzen*, 1897).

m'avez donnée m'a rendu d'autant plus heureux que, connaissant la position de Bautzen, j'ai été bien inquiet et point du résultat de la bataille, mais de la perte qu'on y ferait. Voilà qui est dit, mon cher ami, c'est une affaire finie, *ils seront toujours battus*.

Dites à l'Empereur que jamais il n'a été plus grand à mes yeux que dans cette campagne. Qu'il nous donne une paix durable et il aura l'Europe à ses pieds. Envoyez-moi, quand vous en aurez le temps, une petite relation de cette mémorable journée. Elle doit être bien intéressante et bien instructive.

Eugène a diné chez moi le 15. Il se porte étonnamment bien.

Adieu, cher ami, je vous embrasse et vous aime de cœur et d'âme.

MAX JOSEPH.

XXXVI

Nymphenbourg, le 15 juin 1813.

Votre courrier m'a remis samedi 12, à 9 h. 1/2 du soir, vos deux lettres du 8, datées de Goerlitz¹. Ci-joint l'état que vous m'avez demandé, cher Prince, et que je vous prie de mettre sous les yeux de l'Empereur. Je devrais être plus fort, mais la conscription, cette fois-ci, s'est faite avec beaucoup de difficultés, même dans quelques districts de la vieille Bavière. Une grande partie de mes troupes de ligne va être commandée par des officiers de la garnison de Thorn, lesquels, d'après la capitulation, ne pourront pas servir contre les Coalisés². Nous viendrons, j'espère, à bout de nos voisins s'ils s'avisent de nous attaquer, surtout si l'armée d'Italie nous seconde pour le Tirol, car, à moi seul, je n'ai pas assez de monde.

J'ai reçu avant-hier 13 une lettre de vous, datée du 3, de Neumarkt³, et cela par la poste ordinaire. Comme elle a été écrite avant l'armistice, je suppose que les dispositions qu'elle contient ne doivent plus être les mêmes.

Adieu, mon cher Prince, parlez bien souvent à l'Empereur de mon attachement à toute épreuve et comptez à jamais sur ma constante amitié.

MAX JOSEPH.

P.-S. — Si les hostilités recommençaient, il me serait bien utile que l'Empereur me rendit la division du général Raglowich. Croyez que je ne ferais pas cette demande si je n'étais pas bien convaincu d'en avoir le plus grand besoin : 7,000 hommes de moins ne font rien à l'Empereur ; d'ailleurs, ils serviraient la même cause.

Napoléon renvoya Raglowich, mais garda sa division qui, placée en flanc garde, ne prit pas part à la bataille de Leipzig et put regagner le royaume, entre temps passé, le 8 octobre, aux Coalisés par le traité de Ried. Wrède, son signataire, crut même pouvoir, à Hanau, couper la retraite aux vaincus

1 et 3. Napoléon, qui avait séjourné à Neumarkt du 30 mai au 5 juin, tandis qu'était signé le 4 l'armistice de Plaeswitz, avait passé le 8 à Goerlitz (Schuermans, *Itinér. de Napoléon*).

2. La capitulation de Thorn, accordée le 16 avril par le général de Langeron, émigré français au service russe, à sa valeureuse garnison, stipulait l'obligation pour elle de ne pas porter les armes contre la Russie et ses alliés durant le reste de l'année (Leyh, Append. 15).

de la « bataille des nations ». « Je l'ai fait comte, mais je n'ai jamais pu en faire un général ! » dit Napoléon après l'avoir culbuté. Les Alliés le firent à son tour prince et maréchal, tandis que Berthier, qui, rallié aux Bourbons après l'abdication de l'Empereur, suivit Louis XVIII à Gand, lors du « vol de l'aigle », se suicidait à Bamberg quand il se vit retenu prisonnier dans sa famille bavaroise, de peur que Napoléon ne retrouvât avec son major général le secret de ses anciennes victoires.

Marcel DUNAN.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES

E. E. KELLETT. *Aspects of History*. Londres, J. Cape, 1939. In-12, 160 pages.

L'auteur, qui a acquis son expérience en publiant des choix de passages d'historiens, a réuni dans ce petit volume les réflexions que lui a suggérées son travail. Il examine successivement les différentes façons dont les historiens ont traité l'histoire, comme « théologie » (c'est-à-dire comme résultant d'une action divine), comme genre littéraire, comme « propagande » (c'est-à-dire de façon à exciter des sentiments favorables ou hostiles à un personnage ou à un peuple), comme science, comme un composé d'art et de science, comme « politique » (c'est-à-dire de façon à servir de guide aux hommes politiques), comme « éthique » (c'est-à-dire avec la préoccupation de juger les actes du point de vue de la morale), comme « économie » (c'est-à-dire en insistant sur les faits économiques).

Ce petit livre, écrit d'un style alerte, aisé, rapide, parsemé de traits humoristiques, est facile à lire, agréable, parfois même amusant. Étant destiné à un public très large, il ne traite les questions que d'une façon légère. Il ne parle que d'historiens antiques et d'historiens modernes du XIX^e siècle (la plupart anglais), les seuls connus du grand public, les seuls que l'auteur ait eu besoin de connaître pour le métier de fabricant d'extraits. Il n'y est fait aucune mention de « l'aspect » nouveau qu'a pris l'histoire au XX^e siècle, depuis qu'elle est étudiée et exposée suivant les règles d'une méthode sévère, occupée exclusivement à atteindre la réalité sans souci de théologie, de littérature, de morale ou de politique. La « conclusion », parlant de « l'inextricable confusion dans l'esprit des historiens sur la nature de leur tâche », est elle-même confuse et n'aboutit qu'à recommander de lire des livres de tendances opposées.

Naturellement, il n'est posé aucune des questions fondamentales qui inquiètent les historiens aujourd'hui, sur la nature des faits sociaux, sur les relations entre les individus et la société, sur l'interdépendance des différentes espèces d'activité humaine, sur la nature du hasard, sur l'écart entre les règles et la pratique, sur le caractère complexe et hétérogène des réalités, sur le processus des transformations, sur la continuité sociale, sur la différence entre la loi scientifique et la constatation de la fréquence des phénomènes. Mais l'auteur, avec son bon sens pratique, a mis le doigt sur la difficulté pratique (p. 93-94). Faire l'éloge d'un livre comme « excellent livre de référence », c'est « une indication au public de ne pas l'acheter ». Si l'historien « néglige la recherche pour rendre son livre agréable, il sera tôt ou tard démasqué ; s'il néglige le style pour être rigoureusement exact, il ne sera pas démasqué, car, suivant toute apparence, il ne sera pas lu du tout ».

Ch. SEIGNOBOS.

THALÈS. *Recueil annuel des travaux de l'Institut d'histoire des sciences et des techniques de l'Université de Paris*. Paris, Félix Alcan, 1935. In-8°, 283 pages.

Thalès nous offre un ensemble de travaux qui présentent de l'intérêt à bien des points de vue. Nous négligerons ce qui a trait à l'épistémologie et à la philosophie générale, nous bornant à quelques remarques historiques. L'impression qui se dégage de la lecture d'ensemble est que les problèmes scientifiques dépendent de conditions historiques, que, pour bien voir comment ils se posent, il faut chercher les liens réels des différentes activités de l'esprit entre elles, philosophie, sciences, techniques, et de toutes ces activités avec l'état social contemporain. La preuve nous en est fournie dans Thalès même par M^{me} Hélène Metzger. Elle est amenée progressivement, pour comprendre l'histoire de la chimie française aux XVII^e et XVIII^e siècles, à étendre ses recherches : il lui faut d'abord s'intéresser à l'ensemble de la littérature scientifique, puis suivre le mouvement général des idées, enfin se servir de tout ce qu'on sait de la civilisation. « En définitive », dit-elle, « aucun point de l'histoire humaine n'est indifférent à l'historien des sciences » (p. 163).

Inversement, Abel Rey, dans son mémoire *Histoire de la médecine et histoire générale des sciences*, montre comment l'exercice d'une technique ou d'un art retentit sur toutes les formes de pensée. Dans l'antiquité grecque, lorsqu'elle se fut dégagée de la magie, la médecine se trouva d'abord sous l'influence de la physique et de la cosmologie, à tel point qu'on concevait le microcosmè humain à l'image du macrocosme. Mais ensuite vint une réaction vigoureuse attribuée à Hippocrate et à son école. Toutes les vues générales déduites des différents systèmes du monde étaient rejetées dedaigneusement. « Elles touchent moins à l'art médical qu'à l'art littéraire », lit-on dans le traité de l'ancienne médecine. La médecine est traitée tout entière par ce qu'on nomme aujourd'hui la méthode expérimentale. Le goût de l'observation directe des faits passe alors de la médecine aux autres sciences naturelles et corrige la tendance aux déductions *a priori*, aux constructions métaphysiques que les succès des mathématiques avaient développée. Les études médicales agiront de nouveau dans le même sens quand, à la Renaissance, la découverte de la circulation du sang ruinera les dogmes scolastiques.

Dans la conférence du général Ferrier sur l'*Histoire de la géodésie*, on trouve un autre aspect de l'interaction des sciences les unes sur les autres. Alors qu'Abel Rey nous montre les causes psychologiques de cette interaction par la contagion des habitudes mentales, on voit dans l'étude du général Ferrier que les progrès d'une science dépendent étroitement de progrès techniques dus à d'autres sciences. Les différentes étapes de la géodésie n'ont pu être franchies qu'à l'aide des résultats obtenus par l'optique, par la chimie des alliages, par la T. S. F., etc.

La dépendance de la science et du milieu social nous est montrée dans Thalès par trois épreuves, si l'on peut dire, négatives, mais fort instructives pour l'historien. Il s'agit de découvertes qui n'ont pas eu de retentissement dans les esprits parce qu'elles ne se sont pas produites dans un climat propice. Elles témoignent de l'inaptitude du milieu à les assimiler. Jules Duhem prouve, à l'aide de miniatures de manuscrits allemands, que le Moyen Age a connu le principe des montgolifères. J. Daujat expose la découverte des lois qualitatives du magnétisme par

Pierre de Maricourt dès le XIII^e siècle. Il faudra attendre Coulomb, au XVIII^e siècle, pour que ces lois soient complétées par des lois quantitatives. Paul Schrecker indique comment Prestet, un disciple de Malebranche, avait soutenu contre Arnauld une conception correcte des nombres négatifs qui ne fut admise que longtemps après lui.

Pour terminer, signalons une interprétation des idées de Descartes sur la langue universelle qui nous a paru inexacte. Elle se trouve dans un article de Paul Schrecker sur Leibnitz. Paul Schrecker conclut d'une lettre de Descartes à Mersenne du 20 novembre 1629 que Descartes « avait soutenu l'impossibilité d'une langue universelle en affirmant » que l'invention de cette langue dépend de la vraie philosophie » (p. 131). C'est faire dire à Descartes que la découverte de la vraie philosophie est impossible, opinion bien étonnante et inattendue. Descartes termine ainsi sa lettre : « Or, je tiens que cette langue est possible, et qu'on peut trouver la science de qui elle dépend, par le moyen de laquelle les paysans pourraient mieux juger de la vérité des choses que ne font maintenant les philosophes. Mais n'espérons pas de la voir jamais en usage, cela présuppose de grands changements dans l'ordre des choses, et il faudrait que tout le monde ne fût qu'un paradis terrestre, ce qui n'est bon à proposer que dans le pays des romans. » Il est apparent ici que ce n'est pas l'invention de la langue universelle qui paraît impossible à Descartes, c'est son adoption par le public.

Pierre POUMIER.

G. CONTENAU. *La civilisation d'Assur et de Babylone*. Paris, Payot, 1937. In-8°, 270 pages, 52 figures et 23 hors-texte. Prix : 32 fr.

Le docteur Contenau, conservateur des Antiquités orientales au Musée du Louvre, nous donne ici une seconde édition, refondue, de *La civilisation assyro-babylonienne*, où il met particulièrement en valeur les résultats importants obtenus depuis quinze ans par l'archéologie du Proche-Orient. Il présente ainsi aux lettrés français l'essentiel de ce que tout « honnête homme » doit — ou devrait — savoir sur la culture de l'ancienne Mésopotamie.

Dans un court avant-propos, il souligne d'abord l'importance de cette civilisation et sa caractéristique principale : « Le point de vue des Assyro-Babyloniens... est purement religieux. Tous les menus faits de la vie de chaque jour sont dominés par un principe, la crainte des dieux. C'est donc en partant de la religion que nous conduirons notre étude... »

Les chapitres I et II forment l'introduction de l'ouvrage. Dans le premier, l'auteur dessine à larges traits la géographie et l'histoire des régions étudiées. Leur hydrographie naturelle ou artificielle, leur climat et leurs cultures, leur sous-sol et, enfin, les races qui s'y sont succédé ou mêlées, voilà sur quel fond les phases du développement historique défilent rapidement devant nous : l'Age d'El-Obeïd, d'abord, puis les premières dynasties, enfin l'histoire proprement dite, du III^e millénaire jusqu'à la veille de notre ère. Bien que cet ouvrage ne soit conçu que comme une introduction aux études babyloniennes, remarquons que son auteur, sans sortir du cadre qu'il s'est tracé, nous communique parfois son opinion sur des questions difficiles et controversées, et remercions-le de nous faire profiter ainsi

d'une érudition aussi vaste que solide. Si, devant les nombreuses discordances entre les données philologiques, d'une part, et les résultats de l'anthropométrie, d'autre part, il préconise un doute provisoire sur l'apparement de certaines races, imitons-le jusqu'à nouvel ordre. Reconnaissons aussi que la hiérarchie qu'il établit entre l'âge d'El-Obeid et les *phases* sporadiques d'Uruk et de Jemdet-Nasr est très convaincante. Efforçons-nous d'observer sur le « berceau des sémites » la même réserve que l'auteur. « La Syrie constitue un long relais » dans leur migration. Voilà jusqu'à présent notre seule certitude, que les fouilles de Mari confirment, sans permettre de la dépasser. Le chapitre premier se termine par l'examen de deux problèmes fort délicats : l'historicité des listes dynastiques et la valeur absolue de l'échelle chronologique. Sur ces deux points, le docteur Contenau se prononce pour des solutions qui apparaissent comme les plus vraisemblables.

Le chapitre II est consacré aux sources de nos connaissances. Ce que les fouilles archéologiques, des plus anciennes aux plus récentes, nous ont permis d'atteindre, ce que les musées et les collections renferment, la manière, enfin, dont nous devons interpréter les documents écrits, tout cela l'auteur nous l'expose avec sa maîtrise coutumière.

Selon ce que nous laissait entendre l'avant-propos, l'étude proprement dite de la civilisation assyro-babylonienne commence, avec le chapitre III, par la mise en place du motif essentiel : la religion. Le docteur Contenau définit d'abord ce qu'on pourrait appeler la source de l'inspiration religieuse chez les Babyloniens : ce « naturisme » qui se manifeste dans toute l'Asie antérieure et à toutes les époques ; il passe en revue ensuite les personnages principaux du panthéon « classique » et recherche dans les mythes (Création, Déluge, Gilgamesh) ce qui caractérise le dieu babylonien ; il conclut que ce dieu nous apparaît comme « un maître jaloux, tyranique et vénal », et c'est sur le tableau sombre d'un monde infesté de démons, écrasé de craintes, que le chapitre III s'achève.

Il est sans doute malaisé de résumer en quarante pages une religion que les deux tomes épais de Iastrow¹ ne sont pas parvenus à exposer complètement ni à éclairer. On ne peut comparer l'extrême complexité du sujet qu'à celle de ces terrains où viennent affleurer en un même point plusieurs couches géologiques de nature et d'âge différents. Et, pourtant, nous apercevons assez vite, dans le mélange de conceptions que les documents nous offrent, plusieurs veines que nous pouvons sans doute distinguer et caractériser ainsi d'après leurs éléments théologiques :

- dieux de fertilité et de fécondité (le « naturisme » du docteur Contenau) ;
- dieux guerriers (les dieux « tyrans » du docteur Contenau) ;
- dieux organisés en une hiérarchie céleste soumise à des lois ;
- dieux compatissants et justes dont l'activité, pour ainsi dire isolée, préside aux pratiques individuelles.

Toutes ces divinités, nous les connaissons surtout par les archives des temples, c'est-à-dire par des compilations dont les sources profondes échappent à notre investigation. Si nous voulons leur assigner une place, les apercevoir dans leur perspective véritable, nous sommes forcés d'examiner avec quelle vraisemblance elles s'insèrent dans telle ou telle phase d'une évolution générale que les données de l'archéologie ou de l'histoire proprement dite nous permettent de retracer. Or,

1. *Die Religion Babyloniens und Assyriens*. Giessen, Töpelmann, 1907-1912.

nous retrouvons en Babylonie les grandes périodes suivantes, qu'il suffit de rapprocher des formes religieuses dégagées ici pour qu'éclate leur étroit parallélisme :

civilisation agricole plus ou moins groupée autour des crues bienfaisantes ;

naissance des cités et luttes impitoyables entre leurs princes ;

constitution des empires et, sous la sauvegarde des lois qui visent à détruire les féodalités, développement progressif de la propriété personnelle et de la conscience individuelle qu'elle éveille.

Nous aurions aimé que le docteur Contenau, dans un livre consacré à la *civilisation assyro-babylonienne*, tout en soulignant l'importance primordiale du facteur religieux, ne l'isolât pas autant des matières qu'il traite dans son chapitre VI. D'ailleurs, il ne faut pas schématiser à l'extrême et représenter comme une simple évolution les aspects de la religion assyro-babylonienne que nous venons de rappeler. La société agricole, par exemple, avec ses dieux agrestes, survit sous les cultes locaux des premières cités qui ne disparaissent pas tout à fait non plus au sein des vastes religions impériales. L'homme peut feindre d'oublier, voire de mépriser, les conditions matérielles de son existence, mais feindre seulement. Le campagnard, avec ses grains et ses troupeaux, rapporte chaque jour dans la ville et dans le palais même l'image des divinités grossières, mais efficaces, qui abandonneraient ses champs s'il abandonnait leurs rustiques autels. Seulement, la religion officielle, plus policée, au lieu de leur consacrer des temples, les relèguera dans des chapelles et ne leur rendra plus que de rares hommages. Pan a d'ailleurs sa revanche : qu'une secousse un peu violente renverse les spéculations fragiles de théologiens le plus souvent doublés de politiques, et il reparait triomphant, invincible comme la force naturelle qu'il incarne.

Les chapitres IV et V sont consacrés à l'art assyro-babylonien. Les connaissances multiples et profondes de l'auteur se montrent ici sous un jour particulièrement brillant. Des soixante pages où la description des matériaux, des techniques et des monuments alterne avec des interprétations très fines et convaincantes, nous ne pouvons dire qu'une chose, c'est qu'elles méritent d'être lues avec la plus grande attention. Nous ne connaissons pas de meilleure introduction à l'indispensable *Manuel d'archéologie orientale*¹ du même auteur.

Dans le dernier chapitre (VI) de son ouvrage, le docteur Contenau étudie successivement, sous le titre « Institutions », les grands rouages de la vie publique : la royauté, l'armée, la marine, l'État ; puis, la vie de chaque jour ; enfin, les sciences et les lettres. Une bibliographie succincte, mais suffisante, donne au lecteur les moyens de satisfaire une curiosité que trois cents pages aussi agréables à lire que riches de substance n'ont pas manqué d'éveiller².

Jean NOUGAYROL.

1. Paris, Picard, 1927-1931 (3 vol.).

2. Quelques inattentions, vénielles le plus souvent, devraient disparaître dans une prochaine édition. Par exemple : p. 92, Marduk est fils d'Ea, non de Bel ; p. 108, dans la traduction du passage sur les « 7 », lire « des déserts » (*nidûtu*), non : « des bas-fonds » ; p. 111, *Enuru*, non *Enukub* ; p. 245, remplacer les points de suspension dans la traduction du colophon par « le tachètement des coins » (*tikip santakki*), expression imagée et frappante pour désigner l'écriture cunéiforme.

André PIGANIOI. *Histoire de Rome*. Collection Clio, *Introduction aux Études historiques*, Presses universitaires de France, 1939. LXII-576 pages. Prix : 75 fr.

En fermant le livre d'A. Piganiol, je ne trouve qu'un mot pour exprimer mon sentiment, celui d'admiration. Cette *Histoire de Rome* me paraît, à tous les égards, un chef-d'œuvre. Il l'est tout d'abord par sa forme étonnamment brève et pleine. Toute l'histoire de Rome, depuis les origines indo-européennes et même pré-indo-européennes jusqu'à l'extrême fin de l'empire, en 500 pages, n'est-ce pas un tour de force? Ce n'est pas, en effet, un simple résumé, mais bien une histoire savante et souvent originale. A l'intérieur de ces 500 pages, chaque chapitre et chaque paragraphe apparaît comme le résultat d'une énergique et heureuse condensation. Les paragraphes comptent généralement de quatre à huit lignes, rarement plus. Chacun contient la substance d'un développement, faits ou idée. On dirait les fiches que le professeur, maître de son sujet, apporte à son cours et qui lui fournissent le canevas de sa leçon. Leçon savante, d'une pensée pénétrante et large, embrassant tous les détails dans une lumineuse synthèse. Et M. Piganiol a autant d'esprit que de science. Les traits abondent dans ces menus paragraphes, traits d'expression et traits de pensée. Voici un de ces mots qui peignent : « le professeur Ausone, vieillard badin, versifiait en virtuose... » — J'ouvre le livre au hasard ; je trouve, p. 152, Sylla en Asie et en Grèce : « Ensuite Sylla débaucha les soldats de l'armée démocratique. Il tint à Éphèse des assises sanglantes et frappa l'Asie d'une contribution écrasante de 20,000 talents (hiver 85/84). Il passa l'année suivante en Grèce ; il prit dans son butin les manuscrits d'Aristote et fit une rafle d'objets d'art. Puis, ayant découragé les offres de médiation des sénateurs modérés, il conduisit son excellente armée à la plus odieuse des guerres civiles. »

Voici (p. 171), exposé sous une forme toujours aussi simple, un problème d'économie politique : « Le plus grave problème qu'ait posé aux financiers romains l'exploitation des conquêtes est évidemment celui des transferts. Comment pouvait-on, sans ruiner les pays vaincus et aussi l'économie italienne, transporter les sommes considérables que le tribut exigeait annuellement? En fait, l'industrie des pays vaincus s'est trouvée indirectement stimulée ; les banquiers romains ont avancé aux sujets l'argent qu'ils exigeaient ensuite comme tribut. Cet endettement ne pouvait aller que s'aggravant et se termina par un krach qui marqua la fin de la République. »

Je n'ai pas besoin de souligner tout ce que de tels résumés contiennent à la fois d'érudition, de pensée et de nouveauté. Et toutes les périodes de l'histoire sont traitées avec la même maîtrise, qu'il s'agisse de la République, du Haut ou du Bas-Empire.

Chacun de ces chapitres de texte est doublé de notes en petit caractère serré qui font la bonne moitié du volume. Ce sont des notes systématiques. Elles seront un précieux secours pour l'étudiant et même pour les maîtres : sources antiques ; bibliographie critique ; état de la question ou des questions. Tout cela est classé, jugé, mis au point. La lecture en est presque aussi attachante que celle de l'exposé et quelle richesse de renseignements toujours parfaitement précis ! Ces notes ne sont pas ce qui mérite le moins d'admiration. J'y ai trouvé des indications précieuses sur

les points que je connaissais mal. J'ai tenté des sondages critiques sur ceux que je croyais connaître. J'ai toujours vu M. Piganiol au courant de tout. Partout, souvent mieux que le spécialiste, il discerne et met en lumière le point important, l'élément décisif. Partout le renseignement est d'une sûreté parfaite.

Cette *Histoire de Rome* est dédiée : « A mes élèves de Strasbourg et de Paris avec qui j'ai souvent parlé ce livre. » Elle apparaît, en effet, le fruit de toute une vie d'étude, de réflexion et d'enseignement. Les élèves de Strasbourg et de Paris peuvent se féliciter d'un tel maître. Les lecteurs et usagers du livre ne s'en féliciteront pas moins, étudiants, professeurs et tous ceux qui s'intéressent à l'antiquité romaine. Pour eux ont été rédigées spécialement les notes. Il me semble même qu'une œuvre de cette qualité s'adresse, au delà de l'école, à quiconque s'intéresse à l'histoire, c'est-à-dire aux vicissitudes des hommes et des peuples, aux conséquences de leurs actes, de leurs convoitises et même de leurs omissions. Que de leçons un homme politique ne pourrait-il pas trouver aux exposés si drus et aux jugements si pleins de pensée d'un véritable historien !

A. GRENIER.

A. SOLMI. *L'amministrazione finanziaria del regno italico nell'alto medio evo*. Pavie, Tipografia cooperativa, 1932. In-8°, xv-288 pages. (*Biblioteca della Società Pavese di Storia Patria*, II).

Il n'était guère, pour les historiens, de question plus obscure que l'administration financière des États du haut Moyen Age. Celle du royaume d'Italie reçoit une vive et presque soudaine lumière de ce livre de M. Solmi, qui prend ainsi le relief d'une étude fondamentale en la matière. La genèse en est pourtant des plus simples — il est fondé sur un seul texte — et sa structure est moins d'un ouvrage organique que d'un commentaire savant et très poussé de ce texte unique.

Il s'agit des *Honorantie civitatis Papie*, mémoire anonyme composé dans le premier quart du XI^e siècle, sous le règne de Henri II, antérieurement à 1024, par un clerc de la Chambre royale de Pavie, afin d'en dénombrer, en vue d'une restauration fiscale, les droits et revenus aliénés ou dilapidés depuis la régence d'Otton III, au grand détriment de la ville et de l'État.

Le document — un manuscrit sur papier, d'une main du XIV^e siècle, aujourd'hui en possession du comte Dal Verme — n'était ni inconnu ni même inédit. Plusieurs érudits (Romano, Boni, Maiocchi et Quintavalle, Monneret de Villars) l'avaient signalé dès le début de ce siècle, et deux éditions, à la vérité imparfaites, avaient déjà paru lorsqu'en 1920 M. Solmi en fit une nouvelle dans l'*Archivio storico Lombardo* (t. XLVII). Même il en tira quelques mémoires relatifs à l'histoire civile et juridique du haut Moyen Age, prélude du beau travail d'ensemble auquel ils furent incorporés.

La richesse et la précision des dix chapitres qui s'y succèdent, d'ailleurs sans enchaînement apparent, défilent toute analyse sommaire. Le volume s'ouvre par une étude critique du texte des *Honorantie* suivie d'une impeccable réédition, qui vient ici fort à propos, puisqu'il est la source capitale de l'ouvrage. Suivent de pénétrantes études sur l'administration financière centrale (la Chambre royale de Pavie) ; les stations douanières du royaume ; les marchands de Pavie, privilégiés

sur tous les marchés d'Italie, et ceux de Venise, d'Amalfi, de Gaëte, de Salerne, considérés dans leurs rapports avec le fisc royal ; les ateliers monétaires de Pavie et de Milan, dont les produits jouirent, jusqu'à la fin du XII^e siècle, d'une suprématie incontestable en raison de leur titre et de l'excellence de leur frappe, jalousement surveillés par le chambrier royal ; la récolte des paillettes d'or dans les fleuves de l'Italie septentrionale ; l'organisation des métiers ; les revenus et dépenses du fisc royal. Le livre s'achève logiquement avec un chapitre intitulé : « La destruction du palais royal de Pavie et l'origine des communes. » Du jour, en effet, que les habitants de Pavie, soulevés à la nouvelle de la mort de Henri II (juillet 1204), eurent rasé cette demeure impériale, ce fut le centre de l'administration du royaume qui disparut. La ville perdit son caractère de capitale. L'intervention presque immédiate de Conrad II ne fut qu'une vaine tentative de restauration de l'autorité royale en Italie, où se manifestaient les éléments d'un ordre nouveau : une phase transitoire, la féodalisation du pays jusqu'alors retardée par un gouvernement centralisé, à quoi succéda rapidement une autre contexture sociale fondée sur l'autonomie des villes, le régime communal.

C'est-à-dire que, si M. Solmi ne paraît pas avoir beaucoup sacrifié à l'art de la composition, son livre n'en est pas moins parfaitement cohérent — et très solide car le texte des *Honorantie*, dont l'auteur relatait parfois un passé lointain, n'a pas été utilisé sans critique.

On a comparé les *Honorantie civitatis Papie* à un phare illuminant les ténèbres du haut Moyen Âge. C'est sans doute beaucoup dire. Mais l'ouvrage de M. Solmi suffit à montrer qu'il n'est pas seulement une révélation sur l'administration financière du royaume d'Italie au X^e siècle. Sa portée s'étend à l'histoire économique et sociale de cette période nébuleuse, sans compter qu'il constitue pour l'historien du droit un argument de singulière valeur à l'appui de la thèse romaniste.

A. DE BOUARD.

Émile-G. LÉONARD. *Histoire de Jeanne I^{re}, reine de Naples, comtesse de Provence, 1343-1382. T. III : Le règne de Louis de Tarente.* Monaco et Paris, 1937. 1 vol. in-8°, xxiv-725 pages, 2 cartes.

Le tome III de la grande *Histoire de la reine Jeanne*, à la jeunesse de qui M. Léonard avait consacré les deux volumes précédents¹, comprend la période de dix ans (1352-1362) qui correspond au règne de Louis de Tarente, le second mari de la reine. C'est même le sous-titre que M. Léonard, non sans hésitation, a donné au présent volume. Au point de vue chronologique, c'est exact ; mais c'est faire beaucoup d'honneur à un souverain brutal et des plus médiocres sur qui des juges aussi différents que Matteo Villani et Pétrarque ont porté des jugements sévères et mérités. C'est faute de mieux que M. Léonard s'y est décidé.

Le seul personnage de premier plan et qui fasse, dans une certaine mesure, figure d'homme d'État, le seul aussi dont une documentation particulièrement abondante nous permette de pénétrer les intentions et de suivre, parfois au jour le jour, l'activité, est le grand sénéchal de Naples, le Florentin Nicola Acciajuoli : il eut

1. Voir *Revue historique*, t. CLXXVIII, année 1936, p. 603-606.

l'ambition de restaurer, avec la paix, l'intégrité territoriale du royaume et de redonner aux souverains de Naples la conduite du parti guelfe dans la péninsule. A lui revient le mérite de l'épisode le plus important, essentiel peut-on dire, de l'histoire du royaume en cette période, à savoir les deux tentatives faites pour reprendre à Frédéric III d'Aragon la Sicile en mars-août 1354 et en 1356-1357. Et, si la première n'eut que des résultats incomplets, si de la seconde il ne resta que l'occupation de Messine, Nicola Acciajuoli n'en porte pas la responsabilité. Ce ne fut pas non plus sa faute si les souverains de Naples ne jouèrent pas le rôle que leur conseiller et les circonstances leur offraient. Sans doute, avec le concours des Provençaux, ils remirent la main sur le domaine piémontais que Gênes et Milan avaient entamé : Vintimille, Demonte, Mondovi, Coni, Cherasco furent réoccupées et, de ce côté, les frontières orientales du comté de Provence furent consolidées. Mais, si avec Florence, grâce aux relations de Nicola Acciajuoli, les rapports demeurèrent cordiaux, Venise eut une attitude parfois comminatoire, Gênes et Pise manquèrent d'égards. La direction du parti guelfe échappait aux successeurs du roi Robert : ils devaient s'associer et se subordonner à l'action vigoureuse du légat Albornoz, qui, d'une main rude, rétablissait l'autorité pontificale dans les domaines de l'Église : ils avaient trop besoin du pape pour contrarier sa politique.

Il y avait bien des raisons à cet effacement : d'abord, l'apparition dans le sud de l'Italie et les ravages des compagnies, la Grande Compagnie en 1355-1356, la compagnie d'Henneken en 1360, la compagnie hongroise en 1361 ; ensuite et surtout les discordes intestines, les querelles de famille, la rivalité des Tarente et des Duras, les Tarente maîtres du pouvoir et peu soucieux de le partager, les Duras aigris et cupides, soutenus par les Hongrois, que leur échec de 1347-1348 n'avait pas guéris du désir et de l'espoir de rentrer dans le royaume. Même à la Curie, en Avignon, les Duras pouvaient compter sur l'appui et les intrigues du clan des Talleyrand-Périgord, et la situation des Tarente et de la reine n'y était pas de tout repos.

La rivalité des Tarente et des Duras eut aussi son retentissement en Provence. Ce fut la guerre autour du château des Baux, dont Robert de Duras s'empara par surprise dans la nuit du 6 au 7 avril 1355 et d'où on ne put le débusquer que vers la fin de juillet suivant. Plus grave et plus ruineuse fut l'invasion de la Provence par l'Archiprêtre, qui, de connivence avec le régent de France, le futur Charles V, ravagea toute la Basse-Provence du printemps de 1357 à l'été de 1358. Une nouvelle Compagnie, non moins néfaste, fit son apparition vers la fin de 1360, occupa Pont-Saint-Esprit (de là le nom sous lequel on la désigna) et mit en avant ce singulier prétendant qui se faisait appeler Jean I^{er}, *il Rè Giannino*, et avait trouvé à la cour de Naples des sympathies suspectes. Après la capture du roi Giannino et avec force finances (comme de coutume), on put s'en débarrasser.

Avec le départ de la Compagnie du Pont-Saint-Esprit, l'ère des troubles et des ravages était loin d'être close pour la Provence : il serait plus juste de dire qu'elle ne faisait que commencer. Pour ce qui est du royaume lui-même, en dépit des difficultés et du discrédit dans lequel il était tombé, à la mort de Louis de Tarente, ce n'était pas encore la décadence irrémédiable et l'annonce d'une catastrophe imminente. Mais « l'héritage si lourd reçu de son grand-père [Robert le Sage] par la reine Jeanne n'avait fait que s'alourdir encore durant le règne de Louis de

Tarente » et il allait peser sur tout le règne personnel de la malheureuse reine, pendant les vingt ans qu'elle avait encore à vivre.

Pour établir ce troisième volume de sa grande *Histoire de la reine Jeanne*, M. Léonard a disposé d'une documentation sur laquelle il s'explique dans son introduction. Cette documentation est abondante, mais elle n'a pas la richesse ni surtout la plénitude de celle dont il a disposé pour les deux premiers volumes ; elle comporte de fâcheuses et graves lacunes : lacunes dans les registres angevins, lacunes dans les registres d'Innocent VI, dans les délibérations du Conseil de Marseille, lacunes aussi dans ce qui constitue le document capital pour cette période, le *Carteggio* de Nicola Acciajuoli, où font défaut les années 1357 à 1359 et postérieures à 1360. Les archives de Palerme, de Pise, de Florence, de Venise, de Gênes, de Turin, de Barcelone ont fourni des textes précieux, mais complémentaires. En appendice, M. Léonard en a reproduit bon nombre (117) de toute première importance. Quant aux chroniques, elles sont rares et plutôt maigres. Néanmoins, sur ces bases, M. Léonard a pu édifier une construction qui, par la solidité, le soin du détail et l'ampleur, par l'élégant équilibre, rappelle les deux volumes précédents. Peut-être même a-t-il fait davantage œuvre originale, car la période dont traite ce volume n'avait pas encore fait l'objet d'études un peu générales ; même les travaux de détail étaient rares. C'est donc sur un terrain presque vierge qu'opérait M. Léonard. Il n'en a donc que plus de mérite. Et il est à souhaiter qu'il ne nous fasse pas trop attendre le quatrième volume et dernier (puisqu'il paraît avoir fait le sacrifice d'un cinquième volume envisagé d'abord, qui sera consacré au règne personnel de la reine Jeanne et aux vingt dernières années de la malheureuse princesse en qui devait s'éteindre la première dynastie angevine¹.

V.-L. BOURRILLY.

Corrado FATTA. *Il Regno di Enrico VIII d'Inghilterra, secondo i documenti contemporanei*. Florence, « la Nuova Italia ». (Biblioteca di cultura, XVI), s. d. [1938]. 2 vol. in-8°, 678 et 736 pages, 1 portrait, 4 tableaux généalogiques.

On ne saurait demander à une histoire de Henry VIII écrite à Palerme de nous apporter des nouveautés. Mais M. Fatta s'est remarquablement servi de tous les documents imprimés et de tous les travaux qui lui ont été accessibles. Il a soigneusement dépouillé les *Letters and Papers*, les *State papers*, les collections *Spanish et Venetian*, les nombreux recueils parus depuis celui de Rymer. Il a lu les études publiées en toute langue². Il se vante légitimement de ses 6,500 notes infrapaginales, témoignage de son labeur.

1. L'ouvrage de M. Léonard fait partie, comme on sait, de la collection des mémoires et documents historiques publiés par ordre de S. A. R. le prince Louis II de Monaco. La présentation est irréprochable ; quelques vétilles : lire, p. 219, ligne 2, 31 janvier ; p. 450 et 681, le port de Bouc, à la sortie de l'étang de Berre, est à distinguer du village de Bouc, canton de Gardanne ; p. 492, lire Clément V ; p. 494, Rieu = l'île de Riou et non Rieu, commune de Valréas ; p. 623, Paleria = Esparron de Pallières, pièce 81 (et non 80) et pièce 83.

2. Je ne vois pas pourquoi celles de W. Busch et de Pollard sont classées à C et non à B. Même observation pour celle de Constant et celles de Gasquet. Elles font autorité. J'aurais

Il a été séduit par une question politique : comment l'Angleterre a repris sa place parmi les grandes puissances ; par la question religieuse ; par un problème de personnalité. Il a fait effort pour se débarrasser des passions qui défigurent cette histoire et, sans céder au *morbus biographicus*, il aboutit (et constate qu'il est, en somme, d'accord avec Constant) à ceci que les causes générales qui ont mené l'Angleterre au schisme dépassaient l'individualité du roi. Absorbé par le sujet politico-religieux, il s'excuse d'avoir passé plus rapidement sur d'autres éléments, par exemple l'économique¹ ou les affaires d'Irlande. On peut regretter cette limitation, si l'on estime que l'essor économique contemporain des premiers Tudors a, dans une forte mesure, déterminé la position politique prise par l'Angleterre et n'a pas été l'une des moindres causes de la lutte contre l'ancienne Église.

Je ne sais si je me trompe, mais je crois que même les lecteurs anglais reconnaîtront dans ces deux volumes une connaissance de l'histoire anglaise rare chez un étranger. Le tome 1^{er} poursuit jusqu'en 1531 la politique habile de Wolsey, qui fait de son maître un arbitre de l'Europe ; il introduit la question du divorce et se termine sur un exposé de la situation religieuse. Le second est naturellement surtout consacré au schisme et à ses conséquences. L'auteur replace l'événement anglais dans son cadre diplomatique européen, comme un des éléments de la lutte entre les maisons de Valois et de Bourgogne. Sa discussion de la culpabilité d'Anne Boleyn est intéressante, mais nous laisse, comme lui-même, dans l'incertitude, nous montrant simplement que le roi trouvait toujours à point, comme conclusion à ses aventures sentimentales, un motif politique et l'apaisement de sa conscience. Cette conscience, conclut l'auteur, n'est pas dépourvue d'une « sincérité subjective », et elle est d'accord avec les intérêts de la nation. Ses volontés sont, pour ce motif, approuvées par le Parlement. « En réalité, la vaste masse des Anglais n'eut pas à souffrir des sévérités des lois pénales », qui ne frappaient que les partis. Le livre de M. Fatta s'achève sur ce mot de Pole : « le plus grand roi qui ait jamais régné en Angleterre ».

Henri HAUSER.

W. MURISON. *Sir David Lyndsay, poet and satirist of the Old Church in Scotland*. Cambridge University Press, 1938. In-8°, XIII-227 pages.

Le livre de M. W. Murison se présente sous la forme d'une biographie de Sir David Lyndsay (1486?-1555), *gentleman-usher* de Jacques V d'Écosse, ambassadeur à l'étranger, homme politique et poète. Des cinq chapitres de l'ouvrage, le premier donne une biographie élémentaire et courte du personnage, non sans marquer l'inconsistance foncière des vues des Écossais du xvi^e siècle en matière de politique extérieure. Le second analyse brièvement les poèmes de David Lyndsay, rangés selon un ordre chronologique. Analyse dont l'utilité est accrue par de nombreuses citations de vers écossais (un bon glossaire explique le sens des termes désuets). À l'œuvre la plus curieuse du poète, *Interlude of the poor man and the Pardoner*, M. Murison ne manque point de consacrer un long exposé qui accuse la triste

préférence que l'on séparât les travaux contemporains (jusques et y compris le xvii^e siècle) et les travaux plus modernes.

1. Quelques lignes p. 179-185 du t. 1^{er}.

situation de l'Écosse en 1554 : la misère des pauvres gens, les brigandages dans les « Borders », l'impuissance des États qui formulent un programme modéré de réformes : l'interdiction des envois d'or à Rome, de la pluralité des bénéfices, l'établissement d'une Haute-Cour de justice à Elgin ou à Inverness.

Après avoir parcouru ce tour d'horizon de l'œuvre oubliée aujourd'hui de son héros, l'auteur en juge l'importance littéraire (ch. III), dramatique — qui n'est point négligeable — et surtout historique (ch. IV et V). Les quarante pages qui suivent sont de beaucoup les plus instructives de l'ouvrage. Tout d'abord, M. Murison, en un vivant raccourci, fait, à la suite de Lyndsay, le procès du clergé écossais : avaro, menaçant d'excommunication les paysans qui ne paient pas la dime, ignorant comme l'évêque de Dunkeld, qui, publiquement, se glorifie de ne connaître ni l'Ancien ni le Nouveau Testament, orgueilleux et si luxurieux que les ecclésiastiques sans enfants sont la minorité et que maints couvents sont de mauvais lieux. Devant un tel réquisitoire, la tendance naturelle du lecteur est de voir en Lyndsay un ennemi de l'Église romaine. Ce qui n'est point, assure M. Murison. Et, pour prouver que les accusations du poète, catholique modéré, sont véridiques, il fait appel au témoignage des conciles provinciaux, tel celui de 1549, des conseils donnés par certains médecins à des prélats écossais — celui qui est reproduit à la page 126, fort scabreux, ouvre sur leur incontinence des horizons révélateurs. C'est en vain que les canons demandent aux recteurs de prêcher quatre fois l'an. Les *Registres de légitimation* montrent que, de 1529 à 1559, 300 ecclésiastiques firent légitimer leurs enfants (huit fois plus de fils que de filles). Dans ce tableau, les chapelains sont, de beaucoup, au premier rang. D'autres textes officiels : le *Catéchisme* d'Hamilton, les lettres pontificales et les ouvrages de théologie ou d'histoire de Jean Major, de John Leslie, le *Compendium* de Quintin Kennedy, confirment les accusations formulées par Sir D. Lyndsay.

Ainsi, l'ouvrage écrit par M. W. Murison n'est pas seulement une biographie et un livre de critique littéraire. Il met à la portée des historiens un document de première importance pour la connaissance de l'Écosse à la veille de la Réforme de J. Knox et du règne de Marie Stuart. Mais les textes sont présentés de façon trop sèche, le commentaire est parfois insuffisant, la description du milieu écossais trop incomplète. Incomplète au point de paraître tendancieuse. Car, si les faiblesses et les turpitudes du monde officiel écossais annoncent les scandales du règne de Marie Stuart, ils rendent intelligible l'héroïsme des disciples de Knox et de certains catholiques. Ne serait-ce point pour la raison que les Archibald Hay, N. Winzet et l'évêque des Orcades, Reid, n'étaient point des exceptions isolées et qu'il y avait de belles âmes dans les milieux écossais de 1550? Mais, celles-là, Sir David Lyndsay ne les a point chantées, peut-être parce qu'il ne les a pas connues.

E. PRÉCLIN.

Paule HENRY-BORDEAUX. *Marie Stuart*. Paris, Plon, 1938. 2 vol., 374 et 304 pages.

Les deux volumes de M^{me} Paule Henry-Bordeaux sont un agréable ouvrage, plaisant à lire, un peu cursif, sur un sujet à vrai dire immense : ils ne redoutent pas de prendre Marie à sa naissance et de l'accompagner jusqu'à la sépulture de

Peterborough. Thèse générale : Marie succombe parce qu'elle est catholique ; la lutte se déchaîne entre elle et Moray, son frère bâtard ; la tragédie est politique, religieuse, — non passionnelle. Sur le fond des choses, tout le monde est d'accord : que, sous les espèces de la chute ou du triomphe de Marie, ce soient Rome et Réforme qui se heurtent, ou encore, d'un point de vue autre, l'Espagne, la France, l'Angleterre, qui en doute ? Mais cela exclut-il l'importance du drame domestique ? Point du tout. C'est parce qu'elles imputent à Marie les charges d'homicide et d'adultère que les forces géantes à l'affût de Marie arrivent à la détruire. Par là, donc, l'affaire Darnley-Bothwell, et les responsabilités qu'on y suppose à Marie, reprennent, même pour la grande histoire, un intérêt capital.

M^{me} Paule Henry-Bordeaux déclare Marie innocente du meurtre de Darnley, indifférente à Bothwell, acculée au mariage par le viol qu'elle aurait subi à Dunbar. C'est dire qu'elle accepte, en tous leurs termes, les explications — mieux : le plaidoyer — que la reine elle-même envoyait à la cour de France, un peu plus tard aux princes chrétiens. Je résiste aux deux dernières propositions ; et voici un coup de sonde. Niant l'amour inspiré par le brave, M^{me} Paule Henry-Bordeaux écrit : « La romantique scène des adieux » (sur le champ de bataille de Carberry Hill), « l'angoisse et la douleur de Marie Stuart appartiennent à la légende. » Pourtant, nous avons un témoin qui les rapporte, le capitaine d'Inchkeith, un officier français, qui était là, qui a vu ; si l'on n'a pas confiance en lui, qu'on le dise, et pourquoi : il est trop facile de l'escamoter par simple omission.

Au reste, la grande difficulté pour éprouver la valeur historique de l'ouvrage est que, destiné au grand public, il ne donne pas de références. De quelle source provient telle ou telle assertion ? Il faut le prospecter au gré de ses propres lectures ; et, quand on le devine ou découvre, le résultat n'est pas toujours rassurant. Dans un procès où l'on a tant écrit, de part et d'autre, on trouvera toujours un texte pour appuyer un dire : que vaut ce texte ? c'est tout le point. Exemple : c'est, paraît-il, Lethington et Moray qui choisissent pour Darnley la maison de Kirk o'Field où il sera tué (p. 241) : détail, on le voit, important de l'enquête. Mais qui dit cela ? Adam Blackwood. Blackwood, grand papiste, réfugié à l'Université de Poitiers, ardent auteur du *Martyre de la royne d'Escoce*, n'encourt-il pas une suspicion légitime ? Ailleurs (p. 253), Moray se serait trahi en annonçant, avant l'événement même, la mort imminente de Darnley. Mais qui dit cela ? Herries, et l'on met en doute jusqu'à l'authenticité de ses *Memoirs* ; Lesley, l'évêque (catholique) de Ross, partisan et apologiste fanatique de Marie : maigres références. A l'inverse, il nous est recommandé (p. 251) de nous en fier sur la nuit de Kirk o'Field, bien plutôt qu'à des indigènes prévenus, comme Buchanan ou Lennox, « aux récits des étrangers de passage à Édimbourg, le P. Edmund Hay », etc. Soit. Mais l'auteur sait-il qu'à Paris le nonce Laureo, écho évident de son agent en Écosse, le P. Edmund, plaçait Marie parmi « les gens qui sont dominés par leur plaisir », c'est-à-dire, en l'espèce, par sa passion pour Bothwell (Pollen, *Papal negotiations*, p. 393) ? Si nous croyons le P. Edmund, croyons-le sans éclipse !

Au reste, l'ouvrage témoigne d'une longue étude et d'une immense lecture sur le sujet. Il me semble seulement que l'auteur s'est laissé influencer, à son insu, par deux sentiments : l'admiration attendrie qu'on ne peut refuser, quelque jugement que l'on porte, d'ailleurs, sur le détail de ses actes, à un type de femme si complet, si authentiquement héroïque ; une notion de la morale et des bienséances

qui n'est pas toujours, j'en ai peur, celle qu'avait le ^{xvi}^e siècle. Et, par là, ce livre rejoint la tradition presque hagiographique, et trop compréhensible, d'Agnès Strickland et de Gauthier.

La bibliographie est copieuse et, dans l'ensemble, satisfaisante. Regrettons de n'y pas trouver : Sir Edward Parry, *The persecution of Mary Stewart*, 1931, ouvrage d'un juriste et, pour cette raison, intéressant ; Hay Fleming, *Mary queen of Scots*, 1898, tendancieux, mais sans prix comme arsenal de références et de textes ; général Mahon, *The tragedy of Kirk o'Field*, 1930, à lire avec précaution, mais à lire, pour les précises recherches, topographiques ou techniques, sur les circonstances du meurtre. Oserai-je regretter que l'auteur n'ait pas connu, ce semble, ma propre étude sur les *Lettres de la Cassette* (*Revue historique*, 1935) ? Cela lui éviterait d'écrire : « Le général Mahon a découvert et démontré péremptoirement que la prétendue lettre I est en fait une dépêche de la reine à Bothwell en date du 11 janvier 1567. » Voilà qui est vite dit. A la vérité, Mahon, ingénieux et patient fouineur de détails, est un esprit aventureux qui se lance facilement, ensuite, dans les conclusions les plus hasardées. Loin d'avoir, ici, découvert ou démontré, il conjecture ; et ses conjectures se heurtent, je crois l'avoir rendu clair, aux difficultés les plus graves. Au rebours, M^{me} Paule Henry-Bordeaux a fait le plus judicieux usage du beau livre, savant, scrupuleux, balancé, d'André Lang, *The mystery of Mary Stuart*, 1904.

Roger CHAUVIRÉ.

Henri SÉE. *Histoire économique de la France. I : Le Moyen Age et l'Ancien Régime*. Publiée avec le concours de R. SCHNERB, préface d'A. RÉBILLON. Paris, Armand Colin, 1939. In-8°, xxv-453 p. Prix : 70 fr.

Nous écrivions dans la *Revue historique*, en juillet-août 1936¹ : « Il est pitoyable, pour ne pas dire scandaleux, que nous soyons obligés de dire à nos élèves : le meilleur manuel sur l'histoire économique de la France, le seul qui soit vraiment sûr et utile est bien dû à un savant français ; mais il faut, pour le lire, savoir une langue étrangère. » Cette phrase ne faisait que résumer notre expérience de tous les jours. Au début de l'année, les étudiants nous demandaient : Que faut-il lire et consulter pour nous guider dans ce domaine ? La question nous était particulièrement posée, à la Sorbonne ou hors de France, par des étudiants étrangers, plus soucieux encore que les nôtres de trouver toutes les notions indispensables encloses en un *Handbuch*, et naturellement désireux de connaître, sur une matière d'histoire de France, le meilleur ouvrage français. Aux uns comme aux autres, nous avions la confusion de répondre : « Lisez la *Französische Wirtschaftsgeschichte* de Henri Sée » et l'embarras de nous entendre dire, par de nombreux étudiants d'ici ou d'ailleurs : « Mais, Monsieur, je ne sais pas l'allemand. »

Nous savions que des éditeurs français avaient été sollicités de mettre un terme à cette déplorable situation. Mais on a tant écrit sur leur timidité, sur l'étroitesse de leurs vues, sur l'absence chez la plupart d'entre eux d'un sens largement et hardiment commercial que cette attitude n'était pas pour nous étonner. On trouve en

1. T. CLXXVIII, p. 123-126.

France des éditeurs pour inonder le marché d'ouvrages historiques parus à l'étranger, et parfois choisis parmi les plus médiocres. Mais, ici, il ne s'agissait pas d'une traduction. Henri Sée, avec ses habitudes de labeur probe et minutieux, avait écrit son ouvrage, dans sa propre langue, de la première à la dernière ligne, avant de la confier au traducteur et à l'éditeur allemands. Il n'y avait donc qu'à le reproduire tel quel. Et c'est l'effort qu'on ne pouvait obtenir. Nous terminions notre article par cette invocation sans espoir :

« Ne se trouvera-t-il pas chez nous un éditeur assez intelligent pour publier le manuscrit original? Il donnerait, avec peu de peine, à notre littérature universitaire un livre qui lui manque. » Professeur, nous nous placions au point de vue des étudiants. Mais c'est à notre littérature historique tout court qu'il s'agissait de faire ce cadeau.

En fait, c'est uniquement à la pitié de la famille que nous devons de voir enfin paraître en français l'œuvre d'un historien trop tôt enlevé à la science. Notre premier devoir sera de la remercier. Le second va être de dire ce qu'elle nous apporte, quel enrichissement constitue pour nous cette publication.

Lorsque le professeur Brodnitz nous avait fait l'honneur de nous demander qui, dans sa collection d'« histoires économiques », pourrait se charger de la France, nous n'avions pas hésité une minute à lui proposer Henri Sée. Depuis des années — je dirai presque depuis sa thèse de 1892 sur *Louis XI et les villes*, déjà si pleine d'enseignements économiques — il était devenu un maître en la matière. Maître, car il avait formé des élèves, non seulement autour de sa chaire, mais dans tout l'ouest de la France, où je sais plus d'un obscur et consciencieux travailleur qui ne poursuivait et n'utilisait ses recherches que dans l'espoir de plaire à ce directeur d'études, dont la bonté égalait le savoir. Sa modestie, sa vie retirée et loin de Paris lui valaient peut-être, en France même, une place inégale à son mérite. Mais, à l'étranger, combien ai-je rencontré de jeunes érudits qui se tournaient vers lui? Combien ont fait le pèlerinage de la petite maison de Rennes pour aller le consulter et lui soumettre le résultat de leurs travaux? La France ne se doute pas du rayonnement que lui valent certains de ses foyers de science.

Nous ne parlerons pas ici des nombreux ouvrages, des innombrables articles sur lesquels, en répondant à M. Brodnitz, nous pouvions asseoir notre conviction. Sée ne s'était pas contenté de ramasser certains fruits de son labeur dans des ouvrages de haute vulgarisation comme ceux qu'il avait donnés à la collection Armand Colin : *La France économique et sociale au XVIII^e siècle* et *Les origines du capitalisme moderne*¹. Il avait, sur toutes les questions relatives à son sujet, multiplié les études et les notes. Pour se tenir au courant, il ne se bornait pas à rassembler ou à se faire communiquer dans sa solitude les nouveaux ouvrages qui paraissaient en allemand, en anglais, en italien. Il s'était mis à apprendre d'autres langues, l'espagnol, le néerlandais, je crois le russe, ce qui donne une saveur toute personnelle à ses

1. Il est arrivé à cet ouvrage, aujourd'hui classique, une aventure analogue à celle de la *Französische Wirtschaftsgeschichte* : lorsque le succès de la première édition en rendit nécessaire une seconde, l'éditeur exigea que les changements fussent réduits au minimum, même pour la mise au point bibliographique. Or, une traduction anglaise paraissait, largement renouvelée. Force nous fut donc de dire à nos étudiants : « Lisez le *Capitalisme* de Sée. Mais, si vous savez l'anglais, prenez l'édition anglaise. »

recherches, publiées souvent dans des revues étrangères, sur l'histoire du commerce de la France dans les pays du dehors.

Peu d'hommes nous paraissaient mieux préparés à la tâche. Nous ne croyons pas qu'un seul lecteur de ses deux volumes¹ trouvera que nous nous sommes trompé.

Au lendemain de l'apparition du tome second de l'édition allemande, nous estimions devoir louer l'auteur de son effort pour présenter les aspects les plus variés de l'économie nationale, le commerce de l'argent aussi bien que celui des denrées, le commerce d'outre-mer, l'agriculture et la démographie, la politique industrielle, les répercussions sociales et même politiques des transformations économiques. Nous ajoutons : « L'histoire de la vie matérielle est toujours replacée dans son cadre par quelqu'un qui n'oublie pas qu'il est historien. »

L'éloge, dans notre pensée, n'était pas mince.

On a, fort justement, reproché aux historiens de jadis de négliger les réalités économiques. Michelet comparait leurs livres à ces peintures chinoises où le sol manque. Mais aujourd'hui certaines histoires économiques ne sont pas moins bâties en l'air, sans s'appuyer sur le sol où se développe la vie des nations, comme si elles avaient pour sujet un *homo economicus*, préalablement vidé de tout son contenu politique, religieux, intellectuel, sentimental, etc. Cette mutilation de la vie apparaît quelquefois dans les volumes « d'histoire économique » de la collection même à laquelle Sée était appelé à collaborer. J'en connais qui décrivent l'évolution économique de tel pays comme si elle n'avait aucun rapport avec les autres séries de faits, même quand la constitution économique de ces peuples est comme l'expression même, dans le domaine matériel, de leur constitution politique et sociale, absolutiste ou libérale, fédérative ou unitaire. Sée avait été trop rompu à la pratique de l'histoire, il avait trop bien profité, en particulier, de l'enseignement du fondateur de cette *Revue*, Gabriel Monod, pour oublier jamais que les diverses manifestations de l'activité humaine se tiennent et réagissent les unes sur les autres.

Puisque cette parenthèse est ouverte, nous ne saurions la fermer sans parler de cette question de méthode et signaler certains dangers. Il n'est pas niable, assurément, que la préparation purement économique de nos jeunes étudiants d'histoire est souvent imparfaite. On ne s'improvise pas historien économiste, simplement parce qu'on accorde à la laine, au sel, aux épices, aux courants commerciaux, à la vie des métiers, aux crises monétaires, aux prix une part croissante de l'intérêt qu'on réservait jadis aux épisodes de la vie des rois, aux alcôves princières, à la succession des ministres et des généraux, aux « épanchements » des diplomates. C'est une science, et qui s'apprend, de lire, de commenter, encore bien plus d'établir une statistique ; c'est un art que de construire une courbe, logarithmique ou non, d'établir des indices de prix, simples ou pondérés. Cela s'apprend et, de plus en plus, il faut le savoir. Même une certaine culture mathématique apparaît de plus en plus comme une science auxiliaire de l'histoire, dans la mesure où nous souhaitons que l'histoire, si elle ne peut absolument devenir une science, se rapproche du concept de la science, au moins comme d'une asymptote.

Mais cette éducation nécessaire du sens économique deviendrait périlleuse à son tour si elle étouffait les qualités propres de l'historien et si, faisant la part trop

1. Le tome second paraîtra très prochainement. Comme nous l'avons lu en manuscrit, nous parlons ici de l'ouvrage entier.

grande à l'abstraction, elle arrivait à cacher la vérité vivante, si diverse, et rebelle à toute loi.

Henri Sée, comme tous les hommes de sa génération, était peut-être incomplètement rompu aux méthodes propres de l'économie. D'autres, plus jeunes, serreront peut-être de plus près les séries de chiffres, construiront avec plus d'exactitude les courbes où s'inscrivent les phénomènes de longue durée. Nous souhaitons qu'ils puisent chez lui ce sens du concret, de l'humanité vivante qui est, en dernière analyse, le grand secret de l'histoire.

Pour juger le présent livre, il convient de se souvenir des conditions mêmes dans lesquelles il a été écrit : comme une partie d'une collection d'histoire universelle, et parue à l'étranger.

Il s'agissait donc, tout d'abord, de dépouiller ces deux volumes de tout ce qui n'était pas indispensable au lecteur de n'importe quelle nationalité : donc pas trop de ces menus détails, qui nous paraissent intéressants, mais restent secondaires dans l'ensemble. D'autre part, il fallait se plier aux règles générales de la collection. Si, dans le premier de ces deux volumes, la période médiévale n'occupait qu'une quarantaine de pages, ce n'est pas que l'auteur l'ait jugée peu importante. Il avait appris, au contraire, à l'école de ses maîtres, qu'aucun des problèmes de l'histoire moderne, voire de la plus récente, ne peut être compris sans une connaissance critique du passé, et qu'il est parfois plus facile d'aborder ces problèmes dans une époque où ils se présentent sous une forme plus simple, et avec une documentation considérée comme définitive. Ce n'est pas, pour un historien du crédit au *xix^e* siècle, une mauvaise préparation que d'avoir étudié le mécanisme financier des Templiers ou le fonctionnement des foires de Champagne. Mais la collection comportait déjà une histoire générale de l'économie médiévale due à M. Koetschke. C'est pourquoi il fallait, pour la France, faire aussi bref que possible l'exposé des siècles qui vont du *x^e* à la fin du *xv^e*. De là un certain manque d'équilibre et de proportions entre les parties. Quant aux temps antérieurs au *x^e* siècle (très haut Moyen Age, périodes gauloise et gallo-romaine, à plus forte raison préhistoire), ils n'entraient pas dans le cadre prévu. Le titre exact de l'ouvrage serait donc : « Histoire économique de la France du *x^e* siècle à 1914. » On s'était, en effet, mis d'accord pour exclure l'économie de guerre et celle d'après-guerre, qui posent des problèmes tout nouveaux.

Je sais bien que la connaissance de ces problèmes peut à son tour nous aider, par une sorte d'intelligence régressive, à mieux comprendre la situation qui existait au début du *xx^e* siècle et dont les contemporains, comme il arrive, n'apercevaient pas toute la complexité. Henri Sée a essayé de nous donner une définition économique de cette France de 1900-1913 : une nation de paysans, de rentiers, de petits bourgeois, avec des industriels et des commerçants attachés aux vieilles méthodes, amoureux de la qualité, ennemis des entreprises trop massives ; un peuple de gens à la fois solides et timides. Le bilan traditionnel de son commerce extérieur semblait s'exprimer par cette équation simple : importation de matières premières, soit de marchandises lourdes et de faible valeur spécifique ; exportation de produits de luxe ou tout au moins de prix élevé, donc de peu de poids. Or, à la veille de la guerre, ce tableau avait déjà cessé de correspondre exactement à la vérité. Dans ses analyses de détail, Henri Sée ne manquait pas d'indiquer la part croissante prise dans la production française par les industries extractives, surtout par le fer (même lorsque nous n'avions pas récupéré la totalité du bassin lorrain), par la sidérurgie,

par certaines industries chimiques, notamment celle des engrais, par les industries électriques, même, dans l'ordre des textiles, par les lainages et les cotonnades, tandis que la soierie restait le type de l'industrie classiquement française. Bref, la France d'avant-guerre n'était déjà plus tout à fait semblable à son portrait traditionnel. Déjà s'annonçait la révolution industrielle que la guerre devait précipiter. Si Henri Sée ne l'a pas dit très nettement dans une synthèse d'ensemble, il a indiqué les nuances, corrigé les touches trop uniformes.

Il n'en reste pas moins que nous arrivons ici à l'une des questions qui se posaient devant les personnes responsables de la nouvelle édition.

Nous l'avons dit : le manuscrit était complet, correct, sans bavures, tel que l'avait voulu l'auteur ; l'édition allemande donnait de sa pensée une expression peut-être par endroits moins fidèle, et ne pouvait être invoquée que pour des mises au point de détail, noms, titres, dates d'ouvrages. Elle différait aussi de l'original en ce qui touche les têtes de chapitres. Pour se soumettre aux règles générales de la collection Brodnitz, Sée avait accepté des titres généraux et didactiques, un peu « passe-partout » : L'économie du Moyen Age, Les temps modernes et l'ascension de la France, Absolutisme et mercantilisme, pour le tome I^{er} ; La Révolution, La Stabilisation, L'Époque de transition, L'Époque du capitalisme, pour le second. Il s'agissait évidemment de faire rentrer l'histoire de l'économie française dans des cadres tout faits. Comme les titres de la présente édition, pour la plupart conformes au manuscrit, apparaissent plus souples, plus près des réalités ! Dans le Moyen Age, du x^e au xiii^e siècle, ils distinguent la féodalité et le régime domanial, la renaissance du commerce, les métiers. Le titre de l'introduction de la deuxième partie marque fortement le rapport entre la vie politique et l'économie, en disant : « Le progrès du pouvoir royal et la guerre de Cent ans », et c'est dans ce cadre que s'inscrivent le « relâchement du régime seigneurial » et l'essor industriel et commercial. Pour la période moderne, après une étude poussée sur l'économie du xvi^e siècle, on remarquera que la quatrième partie s'intitule, pour les xvii^e et xviii^e siècles, « l'ancien régime et la terre ». Ainsi s'exprime la préférence que Sée a vouée, toute sa vie durant, aux problèmes agraires et à la vie des populations paysannes.

Ceci étant, un premier devoir, devoir négatif, s'imposait à l'éditeur : ne pas changer un mot, sauf corrections insignifiantes, au manuscrit sorti de la plume de l'auteur. Et cependant, puisqu'il s'agissait de fournir à l'érudition française un instrument de travail, on ne pouvait fermer les yeux à cette vérité : le second volume avait déjà deux ans de date, ce qui est beaucoup par le temps qui court ; le premier était sensiblement plus ancien (1930). Les publier tous deux sans précaution aurait donné l'impression d'un ouvrage arriéré, insuffisamment utilisable. Bien qu'il y eût déjà, dans l'édition allemande, 80 pages de bibliographie, bien que cette bibliographie fût complétée par d'abondantes références intrapaginales, était-elle partout au point ? Sur certains sujets (citons par exemple les questions agraires et les études de M. Marc Bloch et, pour l'histoire du commerce méditerranéen, les ouvrages sensationnels de feu Henri Pirenne), c'est d'hier que datent des travaux qui ont renouvelé notre connaissance ou notre interprétation des faits. Était-il prudent de laisser le lecteur, et surtout l'étudiant, dans l'ignorance de ces travaux, ou de lui imposer l'obligation d'aller les chercher ailleurs ? Assurément non, puisqu'on prétendait lui offrir — enfin — une histoire économique de la France.

La famille a donc cru devoir s'adresser à un spécialiste qui avait fait ses preuves

dans l'histoire fiscale de la Révolution. M. Robert Schnerb a eu la patience de revoir une à une les notes bibliographiques de chaque chapitre, de faire des recherches sur l'état actuel de chaque problème. Il a ainsi réussi à constituer, pour les diverses sections de l'ouvrage, un supplément bibliographique qui, autant que cela est humainement possible, arrive jusqu'à la date d'hier. Cette bibliographie est critique, en ce sens qu'elle ne se borne pas à énoncer des titres d'ouvrages ; elle indique dans quel sens ont évolué les questions depuis le jour — récent et cependant déjà passé — où Henri Sée les traitait. Le mot de « mise au point » prend ainsi toute sa valeur. Sans que rien ait été changé au texte, l'ouvrage s'en trouve positivement renouvelé. Un des anciens élèves de Sée, devenu un maître à son tour, M. Armand Rébillon, a, d'ailleurs, dans sa préface, dessiné les grandes lignes de ce travail.

Grâce à ce respectueux rajeunissement, nous pensons que l'ouvrage de Henri Sée rendra tous les services que nous pouvions en attendre. Qu'il nous soit permis de saluer dans son apparition un hommage rendu à un excellent historien, à un travailleur dont la science et la conscience ont honoré l'érudition française.

Henri HAUSER.

Anatole G. MAZOUR. *The first russian revolution 1825. The Decembrist movement, its origins, development and significance.* Berkeley (California), University of California press, 1937. In-8°, xviii-324 pages.

Le 14/26 décembre 1825, à Saint-Petersbourg, quelques groupes de militaires, ayant refusé de prêter serment au nouveau tsar Nicolas, se forment en carré sur la place du Sénat et crient : « Vive la Constitution ! » Sur le soir, quelques salves d'artillerie les dispersent. L'événement en lui-même était mince : il n'y aura finalement que 121 condamnations, et l'autocratie se maintiendra encore quatre-vingts ans. Mais alors il frappa par ce qu'il révélait et, dans l'histoire, il ouvre l'ère de la révolution russe. L'explosion avortée du 26 décembre était l'aboutissement d'une fermentation qui durait depuis quinze ans ; les sociétés secrètes touchaient de près ou de loin toute la jeune aristocratie ; on n'envisageait pas seulement la limitation de l'autocratie, mais aussi, pour y parvenir, le recours à la violence et, parfois, un bouleversement social comme l'abolition du servage. Bref, il y avait divorce entre le pouvoir et la partie pensante de la haute société. La répression, pour modérée qu'elle fût, accusa ce divorce. Désormais, les libéraux, puis les radicaux, puis les socialistes de toutes nuances, jusqu'aux bolcheviks y compris, prendront pour aïeux les « décembristes ». En 1925, l'U. R. S. S. a fêté leur centenaire et, à cette occasion, ont été publiés de nombreuses études fragmentaires et surtout des matériaux. Nos connaissances se sont trouvées si enrichies que le besoin d'une monographie mettant en œuvre ces nouveaux éléments se faisait vivement sentir. C'est là la tâche que s'est assignée M. Mazour et dont il s'est acquitté à son honneur.

L'ouvrage de M. Mazour expose d'après les sources tout ce qu'on peut désirer savoir des origines, de l'évolution et des conséquences du mouvement décembriste. La présentation est fort agréable : une parfaite mesure dans les citations et dans les notes, des portraits ou reproductions qui illustrent vraiment le texte, une bibliographie raisonnée et immédiatement utilisable, une table analytique judi-

cieuse. Le reproche qu'on pourrait adresser à l'auteur est de subir un peu servilement l'influence de l'historiographie marxiste, ou du moins soviétique, dont il a dû se nourrir pour ce travail. De là l'inexactitude de son titre : on peut dire, à la rigueur, « la révolution de 1905 » si l'on pense qu'alors l'absolutisme a été contraint de se transformer en monarchie limitée, mais donner le nom de révolution à l'échauffourée de 1825, c'est risquer de ne plus jamais s'entendre sur les termes. De là encore le caractère du chapitre premier sur les prémisses économiques et sociales, qui, tel quel, a trop l'air d'un hors-d'œuvre obligatoire. M. Mazour prétend prouver que le mouvement décembriste n'a pas surgi subitement sous l'influence des idées françaises, mais a ses racines dans le terrain russe depuis la seconde moitié du XVIII^e siècle. Or, entre le tableau à la fois touffu et sommaire qu'il brosse de ce terrain et le mouvement en question, il me paraît impossible d'établir une relation claire de cause à effet. Bien plus instructifs sont les chapitres qui suivent, sur la maçonnerie, les contacts avec l'Occident et les sociétés secrètes. Si les facteurs économiques et sociaux expliquent quelque chose, c'est, au contraire, l'échec sur le sol russe d'idées empruntées toutes faites à l'étranger. Nous n'en possédons pas moins, dans l'ouvrage de M. Mazour, une histoire du mouvement décembriste, parfaitement à jour et suffisamment étendue, à laquelle nous pouvons nous reporter en toute confiance.

P. PASCAL.

William Law MATHIESON. *The Sugar Colonies and Governor Eyre, 1849-1866*. Londres, Longmans, Green (2^e édition, 1938). In-8°, xiv-243 pages.

Le livre de M. W. Law Mathieson traite d'un sujet mal connu et généralement étudié avec plus de passion que de sérénité scientifique : la situation des colonies anglaises des Indes occidentales après l'abolition de l'esclavage. On croit généralement la production de la canne à sucre, en 1850, nettement inférieure à celle de 1830. Le livre ici analysé substitue aux lieux communs des faits précis illustrant l'évolution sucrière des îles tropicales : anglaises, françaises ou danoises, ou indépendantes de l'Océan Indien et des Indes occidentales : de l'île Maurice, à Haiti, à la Trinité et jusqu'à la colonie continentale de la Guyane britannique (chap. III).

Cette simple constatation révèle que l'auteur a donné à son ouvrage un titre qui n'est pas le bon. Le suivant : *Les problèmes économiques et sociaux posés par l'émancipation des esclaves dans les colonies à sucre et particulièrement à la Jamaïque au temps du gouverneur Eyre, 1833-1866*, trop long, certes, eût du moins donné une idée exacte de ce que le lecteur peut trouver dans les neuf chapitres du livre : une longue introduction sur les colonies sucrières, une étude de Maurice et des droits sur les sucres (chap. I, II), de la Guyane britannique (chap. III, IV), des péripéties de l'histoire de la Jamaïque (chap. V-IX). L'exposé de M. Mathieson laisse l'impression que, au lendemain de la crise de l'émancipation, les colonies anglaises ont réagi de deux façons différentes. Les unes : Maurice, la Guyane, la Trinité, ont résisté aux difficultés qui les menaçaient en important des coolies, en obtenant de Londres des crédits et des primes, en imposant aux nègres des taxes diverses. A la Jamaïque, ces méthodes n'ont pu être employées avec le même succès par les gouverneurs, dont Barkly, parce que l'île ne manquait point de main-d'œuvre,

que son Assemblée élue, d'ailleurs ingouvernable, s'opposa aux propositions anglaises et qu'une Église baptiste, très favorable aux indigènes, les excita contre le gouvernement. Aussi le héros australien Eyre, successeur de Darling à la Jamaïque, riche de bonne volonté plus que d'expérience tropicale, ne parvint pas à résoudre les difficultés. Il s'aliéna le parti des citadins, ne put ou ne sut défendre ses amis du *Country Party* et réprima sévèrement la révolte indigène de Gordon (439 victimes). Rappelé à Londres, Eyre mourut oublié en 1901.

L'intérêt principal du livre de M. William Mathieson est de prouver le caractère original de l'histoire de la Jamaïque dû aux prétentions politiques de ses législateurs, aux tendances si singulières de ses nègres baptistes (que de fines notations de détail !). Quant à Eyre, il apparaît ici plus le jouet de forces qui l'écrasent qu'une personnalité de premier plan.

Le lecteur regrette l'absence d'une bibliographie générale. Du moins, les ouvrages cités dans la préface ont été examinés avec soin et avec un sens critique averti.

E. PRÉCLIN.

I. Georges MARÇAIS. *Tunis et Kairouan (Les Villes d'art célèbres)*. Paris, Laurens, 1937. In-8°, 158 pages, 116 grav.

II. Henri TERRASSE. *Maroc : villes impériales*. Grenoble, Arthaud, 1937. 167 pages, sanguines et aquarelles.

I. Ce livre sera précieux à plusieurs sortes de lecteurs : au touriste en Tunisie, qui y apprendra à comprendre les monuments et la vie des deux cités ; au sédentaire paresseux auquel une illustration excellente fera faire un admirable voyage dans son fauteuil ; à l'historien, enfin, qui importe ici, et qui y trouvera, en une langue élégante et nerveuse, les vues essentielles sur le passé des deux grandes villes tunisiennes et aussi sur celui du Maghreb tout entier.

L'ouvrage, que celui-ci remplace dans la collection des Villes d'art, disait : Tunis-Qairouan ; G. Marçais a reconstitué le cadre historique : Qairouan d'abord. — Et, pour l'initier à son histoire, G. Marçais demande aussitôt à son lecteur de renoncer à un préjugé, vraiment difficile à détruire, que l'islam est une religion de Bédouins nomades : la prière au désert par Félicien David. Or, l'islam est né à Mekke autour de la Ka'ba, et à Médine, à l'ombre de la mosquée du Prophète. Ce sont des citadins de Médine, de Mekke et de Taïf et des sédentaires yéménites qui ont donné des cadres solides aux armées conquérantes et qui ont formé les groupements de citadins et de provinciaux d'allure féodale, installés en larges domaines autour d'une cité pour constituer un *jound* syrien. En arrivant en Afrique, c'est un *jound* que l'armée d'Oqba, et ainsi elle a besoin d'une cité autour de laquelle gravitera sa vie religieuse et politique. Créée de toutes pièces, en une région inhabitée, Qairouan est, G. Marçais l'a précisé, une manifestation religieuse inéluctable, une sorte de réflexe excité par un besoin de l'esprit : c'est aussi le centre de ralliement, le camp-forteresse, d'où les musulmans pourront, d'un nouvel élan, pousser leur conquête vers l'Ouest, à moins qu'ils ne soient heureux d'y trouver un refuge en cas d'échec. Qairouan s'est construit à la porte du désert, à l'entrée de la route méridionale du plateau maghrébin, autour d'un puits où la tradition s'empresse de

voir une branche de celui de Zemzem ; Allah y révèle à Oqba la direction de Mekke, la *qibla* de la prière, de même qu'il avait dirigé la chamelle du prophète entrant à Médine.

Comme en Orient, la crise de la conversion des tributaires entraîne en Afrique des remaniements fiscaux qui dégoûtent les Berbères du califat, mais non de l'islam dont ils adoptent des formes schismatiques, en Ifriqiya le Kharijisme, que les Aghlabites réussissent à vaincre, pour un temps. — Qairouan est, au VIII^e et au IX^e siècle, tout orientale, à l'école de Damas et de Bagdad : son art, on va le redire, subit à la fois l'influence de la Syrie et celle de l'Iran. Les faits politiques semblent copiés sur d'autres faits musulmans : de même que le calife abbasside croit se libérer des désordres de Bagdad en s'abritant à Samarra derrière sa garde turque, Ibrahim l'Aghlabite construit El Abbāsiya et s'y installe avec ses troupes noires ; — les émirs de Qairouan usent la turbulence des grands seigneurs du jound à la conquête de la Sicile, comme les princes omeyyades occupent au *jihād* espagnol les seigneurs des jounds syriens qui ont transporté en Espagne leurs rancunes tribales.

Qairouan est alors au plus haut degré de sa gloire, beaucoup plus étendue qu'aujourd'hui, comme le prouve la position actuellement excentrique de sa mosquée et aussi celle du tombeau de Sahnoun. Les princes Aghlabites se préoccupaient du problème de l'eau ; la campagne était une vaste forêt d'oliviers. Qairouan apparaissait, au IX^e siècle, comme le grand centre occidental des études juridiques, avec Sahnoun et Asad ibn Fourat, et c'est d'elle que le malékisme partit à la conquête de l'Occident : sa victoire donna à l'aristocratie judiciaire et cléricale une autorité, dont elle se servit pour amener le peuple contre les princes et pour préparer la chute de la dynastie. — On renvoie le lecteur à la description de la mosquée (p. 29-50), dont l'intérêt surgit des détails, où G. Marçais fait voir la complexité des influences qui s'y sont exercées au cours des réfections successives du monument : Damas, et derrière elle Byzance, pour le plan, pour les arcs, les chapiteaux, le décor des plafonds ; l'Égypte pour les coupes et peut-être pour les impostes des chapiteaux ; la Mésopotamie pour les faïences du *mihrab*. G. Marçais trouve, avec raison, le modèle de la mosquée musulmane dans la mosquée primitive du Prophète à Médine ; peut-être la cour, entourée de galeries et ayant au centre un pavillon ou une vasque, fait-elle aussi penser à la Ka'ba et à sa chaussée circulaire autour de laquelle l'espace s'est élargi à mesure que le nombre des musulmans s'accroissait et que l'on a entourée de galeries. — A propos de la mosquée des Trois-Portes, G. Marçais a indiqué la ressemblance des mosquées de ce temps avec les églises du Poitou et de la Saintonge, mais en pensant à un développement parallèle, non point à une influence : enseignement qui aurait dû interdire à des archéologues improvisés de se livrer, au sujet de la mosquée de Qairouan, à de regrettables acrobaties.

Les Fatimites (p. 53) furent bien accueillis tout d'abord par le Qairouan religieux et juriste, et par le peuple, comme les mêmes éléments sociaux salueront l'arrivée des Almoravides en Espagne ; mais il fallut déchanter devant l'avidité des nouveaux maîtres à emplir la caisse de leur future conquête de l'Égypte, devant leurs essais de conversion au chiisme et la brutalité de leur milice Ketama. Et l'histoire aghlabite recommence : les califes fatimites ont à se défendre contre les révoltes kharijites et, fuyant l'hostilité des Qairouanais, ils se bâtissent une cité impériale, Mahdiya, puis Cabra. — Ils laissent à la mosquée une trace précieuse de

leur passage : la *maqoura* et des plafonds. — Leurs vassaux et successeurs rendent au pays une paix relative et quelque prospérité, mais, en supprimant du prône du vendredi le nom du calife du Caire, ils excitent sa colère. Les pillards arabes Hilal et Soléim s'abattent sur Qairouan, la dévastent et la ruinent. La cité, qui avait été le centre de la vie musulmane au Maghreb, n'est plus, à partir du *x^e* siècle, qu'un souvenir pieux, respecté par les maîtres de la nouvelle capitale, Tunis.

Les premiers gouverneurs arabes n'avaient point méconnu la valeur de Tunis pour la défense de l'Ifrîqiya contre un retour possible des Byzantins : Hassan en fit un arsenal. Sous les Aghlabites de Qairouan, une ville y grandit, où s'éleva vers 860 une mosquée qui, rebâtie, devint la Zaitouna. Les « sauterelles » arabes qui mangèrent Qairouan étaient déjà moins affamées quand elles atteignirent l'Ifrîqiya du Nord. Des bandes bédouines se stabilisèrent autour de Tunis et vécurent des échanges qu'elles faisaient dans ses souqs. Une petite dynastie locale, les Banou Khorassan, maintint l'ordre jusqu'à la conquête de tout le Maghreb par les Almohades, conquête éphémère comme la dynastie almohade elle-même. Mais, en 1207, l'un des descendants d'un compagnon du Mahdi almohade y fonda une dynastie, celle des Hafcides, qui a duré plus de trois siècles.

Il y a donc, au début du *xiii^e* siècle, un équilibre nouveau de l'Islam occidental. L'État instable formé par les afflux successifs de Berbères Almoravides, Almohades et Mérinides, et étendu sur le Maroc, puis sur les débris de l'Espagne musulmane rongée par la reconquista, enfin sur le Maghreb tout entier, est vivifié par la civilisation andalouse, plus brillante que jamais parmi les ruines politiques : l'Occident musulman a un caractère personnel et une destinée propre. La Tunisie où Qairouan avait été jusqu'à l'invasion bédouine le lieu culturel entre l'Orient et l'Occident, et qui, sous l'influence fatimite, avait été, au Maghreb, le champion de l'Orient chiite en face des princes omeyyades d'Espagne, la Tunisie devient toute maghrébine. G. Marçais a noté les influences de l'art occidental et particulièrement almohade sur les monuments de Tunis. La position méditerranéenne de Tunis y mêle d'ailleurs les populations et les cultures : au *xiii^e* et au *xiv^e* siècle, on y trouve des fugitifs de l'Andalousie reconquise et des Européens, Pisans, Génois, Marseillais qui y ont leur fondouq et leur église. — C'est l'époque où G. Marçais signale non seulement la création de *médersas*, institution juridique officielle, dont les hasards du sort n'ont point conservé intact un seul spécimen ancien à Tunis (p. 93) ; mais surtout (p. 94 et suiv.) celle des *Zaouias*, des centres religieux développés autour des tombeaux des saints. — Il y a un moment de prospérité, gravement compromise par les attaques parallèles des Turcs et des Espagnols ; la dynastie hafcide disparaît, en laissant la place à des maîtres turcs ou du moins orientaux, qui gouvernent désormais le pays sous l'hégémonie lointaine de Stamboul. Au *xviii^e* siècle, les modes turques pénètrent à Tunis dans l'habillement et la cuisine ; le café entre par là au Maghreb, au moment où il s'introduit en Europe. — Dans les édifices, c'est l'art turc qui domine désormais, avec une lamentable influence italienne sur le décor ; mais, en violent et réconfortant contraste, l'art simple et grand, hérité des Almohades, persiste dans quelques minarets et quelques tombeaux.

On s'excuse d'avoir si longuement et si lourdement résumé la trame historique de ce beau livre qu'éclaire une illustration excellente et auquel une forme précise et alerte apporte partout la vie. Mieux qu'un gros volume, cette description artistique de deux cités tunisiennes donne une impression nette de l'histoire de la Tunisie depuis la conquête arabe.

II. — Comme l'histoire des deux grandes cités, Kairouan et Tunis, est celle de l'Ifrîqiya depuis la conquête musulmane, de même les destinées du Maghreb occidental se confondent avec celles des capitales marocaines, Fès, Merrakech, Rabat-Salé, Meknès, et le rapprochement des deux ouvrages de G. Marçais et de H. Terrasse, l'un et l'autre historiens de l'art et de la civilisation, fait apparaître, sans qu'il soit nécessaire de s'y efforcer, la différence profonde de la fortune de l'islam en ces deux régions de la Berbérie. — Sur la terre de l'Est, qui vit l'empire de Carthage, puis la puissance romaine et, pour quelques années, l'invasion des Vandales et le retour des Byzantins, les populations berbères converties à des mœurs nouvelles, aux dieux puniques et latins, puis au christianisme, s'unirent aisément aux conquérants arabes. Islamisées et arabisées, elles restèrent ouvertes à l'influence de l'Orient, dont elles reçurent la direction religieuse et sociale, leurs institutions, leur art, aussi parfois leurs maîtres, les Fatimides. Mais elles en virent encore arriver l'invasion des Bédouins du XI^e siècle, dont elles s'efforcent depuis neuf cents ans de réparer les ravages. Jadis centre du pouvoir et de la science de l'islam, au Maghreb, la Tunisie se soumit pendant cinq cents ans à des souverains berbères du Maroc, Almoravides, Almohades, Hafcides, puis à des chefs venus de l'Orient, des dynasties turques, sans jamais rester étrangère à la vie de la Méditerranée. — Au Maroc, l'influence musulmane s'est installée plus lentement, et d'abord dans la région septentrionale où il restait encore des traces des Romains et du christianisme. Le Maroc ne connut qu'après un certain retard, et par des effets secondaires, la venue des Bédouins du XI^e siècle; c'étaient alors des tribus berbères Sanhâya (Almoravides), Masmouda (Almohades), Zenata (Mérinides), qui y fondaient des dynasties successives, que les circonstances mirent à l'école de la civilisation andalouse. Sa disparition et l'expansion de la *reconquista* espagnole placèrent en posture défensive le Maroc qui, jusqu'au XX^e siècle, demeura renfermé en lui-même.

C'est cette histoire, compliquée en ses détails, que H. Terrasse a admirablement tracée, s'en tenant à celle des villes marocaines et démontrant, lui aussi, sans y penser, que l'islam est une religion de citadins. Les grands groupements berbères, les Almoravides, nomades du Sahara oriental, les Almohades, montagnards sédentaires, les Mérinides, nomades des steppes orientales, qui ont dominé le Maroc du X^e au XV^e siècle, ont évolué autour d'une grande cité impériale. Mais, à la différence de l'Ifrîqiya, à qui l'invasion hilalienne a imposé de déplacer sa capitale de Kairouan à Tunis, le Maroc a changé de ville impériale, plus souvent même que de dynastie, avec une fantaisie apparente dont l'histoire fournit les raisons, que l'on pourrait confirmer par des causes géographiques.

Fès est la plus ancienne des cités marocaines; elle est l'héritière de la romaine Volubilis qu'Idris avait adoptée pour capitale et que son fils abandonna, non point, comme le veut la légende, parce que la place manquait à son élan, mais parce qu'il voulait posséder, comme il convient à un fondateur d'empire, sa ville propre, construite sur un emplacement choisi suivant des présages favorables. Dans un lieu dont son fondateur ne put prévoir d'ailleurs tous les mérites, une ville double s'éleva, sur les deux bords d'un ravin abondamment irrigué, où s'installèrent en face l'un de l'autre deux groupes humains en une rivalité, que l'on retrouve dans mainte autre cité maghrébine : des Qairouanais formèrent le noyau de Qarawiyn, et les émigrés cordouans de 814 celui d'El Andalous. Cette dualité n'empêcha point Fès d'avoir, dès le X^e siècle, une forte personnalité culturelle; toute fondée qu'elle ait été par un Alide, elle fut alors, dans l'ambiance des

Omeyyades d'Espagne, une forteresse malikite d'où se répandit au Maroc la doctrine organisée naguère dans l'islam occidental par le Qairouanais Sahnoun. C'est dans ses murs que se concentre toute la vie musulmane et l'arabisme. — A quelques lieux de là, la plaine, où se construira Meknès, est, selon la formule berbère, un « archipel » de bourgs dans une oasis de verdure. — Plus loin, Chella, à l'embouchure du Bou Regreg, est une petite ville berbère isolée, forteresse avancée de l'orthodoxie en face du pays kharijite des Bergwata.

Le XI^e siècle apporte au Maroc l'unité et la guerre, et c'est du sud qu'elles viennent ensemble : en 1062, Youssef ben Tachfin sédentarise l'invasion almoravide en se bâtissant une capitale, Merrakech, dans une vaste plaine dominée par l'Atlas, à proximité de l'eau, qui, au goût de ces Sahariens, ne saurait manquer de faire naître une palmeraie. Dès leurs premiers mouvements, ils suivent la tradition andalouse. — Marrakech supprime Fès comme capitale ; mais les Almoravides comprennent qu'ils ne peuvent ignorer la grande cité du nord ; ils construisent une enceinte commune à ses deux villes et fondent la mosquée de Qarawiya. Leurs luttes contre les Berbères du Moyen Atlas les incitent à ravager l'oasis de Meknès, « dont ils concentrent la vie dans un bourg fortifié, qui deviendra, lui aussi, une capitale. »

Les Almohades prennent à Merrakech la place des Almoravides et y ruinent leurs monuments, mais pour en construire d'autres, où apparaît un art nouveau, dont l'influence sera durable dans tout le Maghreb. Aux artisans de l'art almoravide formés par la tradition andalouse, les Almohades insufflent un idéal de simplicité et de grandeur, qu'on retrouve, sous des formes d'ailleurs toutes différentes, dans l'architecture des qasbas berbères. Le long du rempart méridional de Merrakech, ils élèvent leur cité impériale, dont le plan est conforme à la hiérarchie de la société almohade créée par Ibn Toumert. — Au nord, ils ont, comme leurs prédécesseurs, favorisé l'essor économique de Fès. Ce sont eux qui ont fixé les destinées de Rabat ; au XI^e siècle, Salé s'était installé sur la rive droite du Bou Regreg, et le *ribât* de la rive gauche restait la forteresse dressée contre les hérétiques ; mais ce fut Abd el Moumen qui donna aux deux petites cités fluviales leur importance en les prenant pour point de concentration des troupes qu'il emmenait en Espagne. C'est sous les Almohades que s'éleva la qasba des Oudaya et la mosquée inachevée de Chella.

Les Mérinides déplacent le centre de l'Empire parce que, pénétrant au Maroc par la trouée de Taza, ils parviennent d'abord à Fès ; mais ce fait est conforme aux circonstances, qui restituent à la cité du nord son rôle vers l'Espagne et vers le Maghreb oriental. Les Mérinides ont besoin de tenir en main les Fasis et de s'appuyer sur eux : aux portes de Fès el Bali et les dominant, ils se construisent, suivant un type connu (Le Caire, Mansoura, etc.), une ville neuve, Fès el Jedid, où ils installent leur makhzen, leurs mercenaires chrétiens et le premier *mellah* que les Juifs viennent peupler. Dans les mosquées qu'ils bâtissent à Fès el Bali, les Mérinides restent fidèles à l'art almohade, dont l'ornementation se développe avec une « flamboyance » qui, en Andalousie, s'épanouit à l'Alhambra. Mais leur édifice original, c'est la médresa importée d'Orient, par laquelle s'affirme la prééminence du malékisme. — Les restes du groupement berbère de Meknès, bousculés par l'invasion mérinide, achèvent de se regrouper dans la ville fortifiée par les Almoravides et conservée par les Almohades. Les princes mérinides s'intéressent au grand marché berbère de Meknès et l'embellissent. — Merrakech, délaissé par

la politique, reste le grand centre économique du sud. — Les Mérinides fortifient Salé et, conservant pour Rabat le respect dû à un avant-poste de la guerre sainte, ils s'y choisissent leur sépulture.

Les Saadiens, venus du sud, installent leur makhzen à Merrakech, et Ahmed el Mansour étale son palais d'El Badi sur les restes de la gasba almohade et de ses jardins. Mais ses successeurs, après avoir hésité entre les deux capitales, finissent par donner à Fès la préférence ; Merrakech reste résidence occasionnelle du Chérif et capitale permanente de son khalifa. — Cependant, Salé et Rabat profitaient de leur position maritime pour recueillir, jusqu'au début du xviii^e siècle, des réfugiés andalous, ennemis farouches de la chrétienté, qui maintinrent à Rabat son prestige de cité de guerre sainte en y organisant la course ; de 1627 à 1641, Rabat et Salé forment une petite république corsaire et marchande, dont les sultans alaouites croient utile de réfréner les allures indépendantes. Dans la région de Meknès, les désordres du xiv^e au xvi^e siècle, la lutte entre Merrakech et Fès, avaient achevé le ravage du verger berbère, qui n'est point aujourd'hui reconstitué. Ville de province, elle n'avait intéressé les sultans saadiens que par les revenus qu'ils en tiraient, quand la haine de Mouley Ismail (1673-1726) envers les bourgeois de Fès et son souci d'installer grandiosement son harem, son makhzen et son armée noire l'amènèrent à faire de Meknès une cité impériale. H. Terrasse apprécie d'un jugement très sûr la valeur artistique de ses monuments aux ruines gigantesques, trop méprisés ou trop loués ; il y montre la grandeur des places et des ensembles, desservie par une exécution hâtive et par l'imitation impuissante de l'art almohade.

Ce beau livre, où l'agrément de la forme ne nuit point à une belle solidité de pensée, est encore élargi, aéré pour ainsi dire, par une illustration pleine de lumière et de vie.

GAUDEFROY-DEMOMBYNES.

Inventaires. III : Classes moyennes. Avant-propos de C. BOUGLÉ. Paris, Félix Alean, 1939. In-16, 355 pages.

Ce troisième volume de la collection publiée par le Centre de documentation sociale est l'œuvre de onze collaborateurs qui ont chacun fourni un chapitre. Trois (Le concept de classe, Les caractéristiques des classes moyennes, Un projet d'enquête sur les classes moyennes en France) sont des études de sociologie pure, sans aucun caractère historique. Le chapitre sur les classes moyennes en U. R. S. S. est un résumé en langage marxiste des statistiques officielles de l'ancien gouvernement tsariste et du nouveau gouvernement communiste, sans aucun essai de critique sur l'exactitude des chiffres, sans indications sur les réalités historiques qui ont bouleversé la société en Russie. L'auteur, n'opérant que sur des termes abstraits, croit découvrir dans « la période de la NEP » une « excellente occasion pour les classes moyennes russes de jouer leur partie », mais elles n'ont pas « saisi l'occasion ». Il en conclut que « la bourgeoisie moyenne » a été « inapte à constituer un centre d'attraction pour la paysannerie moyenne ». Il ne lui a pas paru utile de mentionner le fait que cette bourgeoisie et une bonne partie des paysans aisés (les prétendus *koulaks*) ont été exterminés matériellement par le parti maître du pouvoir ; ce phénomène, de nature politique, n'intéresse pas la sociologie.

Les sept autres chapitres sont de bonnes études historiques sur les principaux

États et sur trois petites nations. M. Vermeil montre comment, en Allemagne, les classes moyennes, ruinées par la crise et ne voulant pas devenir prolétaires, sont allées à l'hitlérisme, qui a garanti la propriété, constitué un Front du travail et propagé dans les masses la foi pangermaniste. Le résultat a été de réunir les « nouveaux pauvres » des anciennes classes moyennes « dans la grande cage autarcique où tous sont pauvres et esclaves du travail national ». — M. L. R. Franck étudie le phénomène analogue en Italie, commençant par l'augmentation des prix et des salaires, et « l'apogée du socialisme et du syndicalisme », suivi de la réaction des classes moyennes au moyen du fascisme organisé en dictature, qui, pour des nécessités politiques, a accéléré la concentration capitaliste et abouti à écraser les rentiers et les propriétaires d'immeubles sous une « véritable économie de guerre ». Le trasi des produits chimiques est donné comme exemple caractéristique de la ruine de la petite et moyenne industrie ; les classes moyennes sont appauvries et de plus en plus soumises à « la bureaucratie du parti ».

M. Vaucher, pour étudier la transformation des classes moyennes en Angleterre, part de l'étude des statistiques de l'impôt sur le revenu et des droits de succession, et des enquêtes faites sur les « pauvres gens » dans quelques régions et à Londres. Il en ressort qu'il reste en Angleterre une très forte proportion de revenus supérieurs à 2,000 livres et que la proportion des pauvres a diminué ; mais « l'évolution financière » a « imposé aux classes moyennes de durs sacrifices ». Cependant, elles « cherchent à s'élever vers l'aristocratie » et les ouvriers tendent à se « procurer les moyens de mener une vie bourgeoise ».

L'étude de M. Marjolin sur les États-Unis cherche à déterminer la classe moyenne d'après le groupement en partis politiques et la définit « par l'effort pour le maintien d'une indépendance sans cesse menacée ». La statistique des professions portées au recensement aboutirait à y faire rentrer « à peu près le quart de la population totale », mais il s'agit de gens ne « jouissant que d'une indépendance précaire ». Une revue historique rapide montre que les conditions se sont rapprochées de celles de l'Europe.

Les études portant sur les petites nations sont plus détaillées et de caractère plus nettement historique. M. Polin, dans le chapitre sur la Belgique, montre comment les classes moyennes, composées des fonctionnaires, des employés du commerce ou de l'industrie et des professions libérales, ont accru leur nombre et maintenu leur « traditionnelle suprématie morale », et restent « l'élément civilisateur de la Belgique » ; « la faible importance de l'épargne et le peu de goût pour les rentes d'État » leur ont évité « la ruine par les dévaluations de la monnaie ». Elles se défendent contre les dangers de la concurrence capitaliste par l'association et se maintiennent en dehors des partis politiques. Vivant « dans une modeste aisance », avec « une morale de gens satisfaits », elles restent « le réceptacle de toutes les vertus bourgeoises, honnêteté, loyauté, simplicité, culte de la vie familiale ».

M. Gravier, auteur de l'étude sur la Suède, part de « l'histoire de la Suède... qui n'a pas connu de révolution depuis des siècles ». Entre les anciennes classes officielles, la noblesse et la « classe paysanne », s'est créée la « classe des employés », appelée « classe moyenne », en progrès depuis 1840, dévouée au libre-échange, qui a profité de la liberté du commerce et joué un grand rôle dans le progrès économique du pays. Elle se recrute dans les familles qui ont fait donner une « éducation soignée » à leurs enfants et s'est accrue rapidement depuis la guerre. Elle se distingue

des travailleurs manuels moins par le costume et l'aisance que par l'attachement aux formes, aux titres et au logement, bien que les revenus des employés n'aient pas été relevés comme les salaires des ouvriers.

L'étude la plus instructive est peut-être celle de M. Yovanovitch sur la Yougoslavie, parce qu'il s'agit d'un pays où les classes moyennes commencent seulement à se former, d'un État nouveau « composé de huit régions » soumises à des dominations différentes. Sauf le Monténégro, toutes ont vécu sous un régime de grands domaines (appelé improprement « féodalisme »), où la société consistait seulement en aristocratie terrienne et en paysans. C'est dans la Serbie, où les paysans étaient déjà propriétaires, que le parti radical, après avoir combattu « le système bureaucratique » des « Messieurs » établi sous les Obrenovitch « au service de l'Autriche », s'y est lui-même introduit, en continuant à créer des chemins de fer, des banques, des boutiques, des emprunts à l'étranger et à commencé à former une bourgeoisie et une classe moyenne. Toutes les autres régions où les paysans ont eu besoin d'un « nouveau partage des terres » ont passé après la guerre par « une fièvre révolutionnaire ». Ils ont reçu des terres, mais souvent « sans moyens de travail, sans crédit, sans bétail, même sans maisons », et dans des climats qui leur ont infligé des pertes terribles par la tuberculose ou la *malaria*. N'obtenant que de faibles rendements, ils se sont endettés, tandis que les paysans de Serbie, profitaient des prix élevés pour se libérer de leurs dettes, s'enrichir et mener une vie aisée qui scandalisait les bourgeois. Cette prospérité passagère s'était étendue aux commerçants, aux petits industriels et surtout aux banques. La crise agricole, commencée dès 1925 d'abord « dans les régions les plus développées au point de vue économique », aggravée en Serbie par le parasite du prunier, a posé le problème insoluble « des dettes paysannes » et jeté dans une « situation tragique » les classes moyennes des villes réduites à une « couche assez mince » de paysans riches et de fonctionnaires dans un État à peine organisé dont les frontières sont menacées.

M. Bouglé, dans une préface très claire, avertit judicieusement que les classes moyennes « au pluriel » restent un objet « fuyant, indéterminé ». Évidemment, elles ne peuvent être définies exclusivement par aucun caractère économique (fortune, revenu, consommation), et ne peuvent être étudiées au moyen des recensements par une méthode statistique. Dans mon enfance, quand on distinguait encore très nettement un « Monsieur » d'un « homme », le paysan propriétaire le plus riche n'était qu'un « homme » et le clerc de notaire d'un bourg, à 1,200 francs par an, était un « Monsieur ». La définition doit tenir compte, plus encore que des différences économiques, de la naissance, de l'éducation, des manières, du langage, du logement et du genre de vie.

Ch. SEIGNOBOS.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Histoire générale. — Le n° 42 (janvier 1939) du *Bulletin of the International Committee of historical Sciences* est un numéro principalement administratif, contenant les comptes-rendus des travaux du Bureau dans ses 9^e et 10^e assemblées générales (Bucarest, 1936 ; Zurich, 1938) et les rapports des Commissions intérieures. Mais on y trouve cependant, comme « Documents annexes sur l'histoire internationale », diverses contributions : N. IORGA, *Les permanences de l'histoire* (extrait d'une communication présentée au Congrès de Zurich sur l'action du sol, de la race et de l'idée conçus comme puissance abstraite ou du souvenir devenu instinct par l'évolution historique) ; — M. LHÉRITIER, *Le sens et la portée de l'histoire internationale* (à distinguer de l'histoire universelle, et indispensable à réaliser pour comprendre les grands phénomènes historiques, des Croisades à la guerre mondiale, en passant par Napoléon I^{er}) ; — L.-Ph. MAY, *Pour l'étude des relations internationales* (proposant la publication de documents sur la colonisation française et les conséquences, de toute espèce, qu'elle a eues au regard de l'évolution humaine, en particulier des liaisons intereuropéennes) ; — R. BOUVIER, *Civilisation, le mot et l'idée*. G. BN.

— Sous le titre de *Le rôle de la violence dans l'histoire* ont été publiés, dans la collection « Les éléments du communisme », trois chapitres traduits de l'*Anti-Dühring* de Friedrich ENGELS, auxquels a été jointe, du même grand socialiste allemand, la traduction de son mémoire, *Violence et économie dans l'établissement du nouvel empire allemand*. Ce dernier texte, écrit sans doute dans l'hiver 1887-88, et inachevé, avait été publié pour la première fois par E. Bernstein dans la *Neue Zeit*, en 1896. C'est une interprétation marxiste de l'évolution allemande de 1869 à 1871. G. BN.

— On consultera avec un intérêt tout particulier l'année 1939 du recueil, maintenant classique, intitulé *La vie politique et constitutionnelle des peuples*, établi par MM. Léopold BOISSIER, B. MIRKINE-GUETZÉVITCH et André PIERRE, avec la collaboration de MM. J. LAFERRIÈRE et B. AKZIN (Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1939, in-8°, 236 p.). Pour les pays où aucun changement d'ordre constitutionnel ne s'est produit depuis 1932, on n'a rien reproduit des rubriques qui les concernaient dans le volume publié à cette date ; mais il y a les autres ! C'est ainsi que, pour l'Autriche et la Tchécoslovaquie, les renseignements qui nous sont ici fournis sont douloureusement précis. De même, on trouvera des indications intéressantes sur la législation allemande, sur les cabinets belges, les crises politiques en Bulgarie, en France, en Hongrie, au Mexique, en Roumanie, en Yougoslavie, le conflit sino-japonais, les gouvernements des divers États de l'empire britannique, les divers pouvoirs espagnols (Burgos, Madrid, Barcelone), l'œuvre du président Roo-

sevelt, l'évolution du fascisme italien, les efforts de la Turquie pour rester dans la ligne indiquée par Kemal Atatürk, les élections en Russie. Des notes utiles sur l'étendue et la population des États et sur leurs systèmes monétaires complètent les notices, où les historiens — ainsi que bien d'autres catégories d'usagers, qu'il est inutile d'énumérer — continueront de puiser. G. Bx.

— Les *Cahiers d'informations françaises* semblent devoir constituer une collection intéressante. Le n° 2 a été rédigé par M. André SIDOBRE sur *Les problèmes ukrainiens et la paix européenne* (Paris, Jouve, 1939, 79 p. ; prix : 10 fr.), et, dans le n° 3, sans nom d'auteur, avec quelques lignes d'introduction de M. Yvon Delbos, est exposée *La question italienne en Tunisie, 1868-1938* (90 p. ; prix : 10 fr.). Nous y reviendrons prochainement. G. Bx.

— Nathan SCHACHNER. *The mediaeval Universities* (Londres, George Allen et Unwin, 1938, in-8°, viii-388 p. ; prix : 12 sh. 6). — Rapide esquisse d'un vaste sujet. L'auteur a parcouru quelques livres de langue anglaise ; il ne connaît guère ce qui a paru soit en France, soit ailleurs dans ces dernières années. Son exposé, au surplus, s'en tient à l'aspect extérieur des choses et évite les problèmes délicats que l'histoire des Universités pose à notre esprit. Mais l'exposé est élégant et se lit aisément. L. HALPHEN.

— Henri HAUSER, Augustin RENAUDET. *Les débuts de l'âge moderne. La Renaissance et la Réforme*. Collection *Peuples et civilisations*. (Histoire générale, publiée par L. Halphen et P. Sagnac. Paris, Félix Alcan, 1938, 2^e édition, in-8°, 651 p., 1 carte hors texte ; prix : 70 fr.). — La seconde édition de ce beau livre est une excellente occasion de constater, une fois de plus, le succès de la collection dont il fait partie et qui s'affirme la plus vivante de nos entreprises d'histoire générale.

La présentation de l'ouvrage a déjà été faite ici, en 1929, et de telle façon qu'il est superflu de revenir sur ses qualités. La nouveauté la plus utile de cette seconde édition est sûrement le large supplément bibliographique ajouté par les auteurs. Il recense les publications des dix dernières années, dont le nombre est vraiment impressionnant.

Plaignons-nous seulement de ce que le texte primitif ait été très peu remanié à l'occasion de ce second tirage. Il y aurait peut-être intérêt, pour la prochaine édition, à augmenter l'espace accordé aux auteurs et également à donner à ce livre, comme à tous ceux de la collection, les illustrations qui les mettraient sur le même plan, voire au-dessus des volumes des entreprises étrangères analogues.

F. BRAUDEL.

— I. *I Cavalieri Gerosolimitani a Tripoli negli anni 1530-1551 (con appendice per gli anni 1551-1568)*. Dall'opera di Giacomo BOSIO... Introduction, récit, index de Salvatore AURIGEMMA. A. Airoldi, 1937, in-16, 310 p. — II. *Ettore Rossi. Il dominio degli Spagnoli e dei Cavalieri di Malta a Tripoli*. Ibid., 1937, in-16, 123 p. — Deux volumes de l'histoire de la Libye, publiée sous les auspices du maréchal Balbo.

Le premier offre, sur Tripoli, des extraits du livre classique de Bosio, reliés ensemble, de façon heureuse, par M. Salvatore Aurigemma.

Le second est un brillant résumé de l'histoire de Tripoli sous la domination des Espagnols — 1510, 1530 — puis des chevaliers de Malte — 1530, 1551. Rapide,

clair, vivant, il est au courant de la bibliographie récente, utilise quelques textes inédits en provenance des archives de Malte. Il signale aussi, mieux qu'on ne l'avait fait jusqu'ici, le rôle de la ville minuscule de Tadjoura : à l'ouest de la garnison chrétienne, elle sera, pendant ces années de guerre continuelle, le centre de la résistance, une Tripoli musulmane provisoire.

Au fond, ces quarante années d'histoire chrétienne ont signifié, pour Tripoli, une vie très médiocre. La ville bloquée n'attire plus vers elle le trafic saharien qui faisait sa fortune légendaire avant 1510 et qui ranimera ses boutiques et son port au lendemain de la conquête turque.

Peut-être même Rossi aurait-il eu avantage à ne pas se contenter, comme il l'a fait, des archives de Malte et à poursuivre quelques recherches neuves dans les dépôts d'Italie et d'Espagne?

F. B.

— Max BELOFF. *Public order and popular disturbances, 1660-1714* (Londres, Oxford University Press, 1938, in-8°, viii-168 p.). — Dans un livre bref, mais diligent, M. Beloff a réuni un ensemble de faits qui projettent un jour assez nouveau sur l'histoire de la fin du xvii^e et le début du xviii^e siècle. Après une analyse des conditions sociales — en particulier, paupérisme, chômage, vagabondage et criminalité — et de « l'arrière-plan politique » — où il rapproche des faits économiques et religieux des événements politiques proprement dits — et avoir noté au passage de nombreuses violences collectives ou individuelles, il étudie rapidement toute une série de troubles se rapportant à des causes diverses : ravitaillement, agriculture et industrie (par exemple, persistance de la querelle des enclosures, conflits du travail), fiscalité et monnaies (poids des impôts, manipulations monétaires), armée et marine (recrutement), fonctionnement de l'administration.

Ces têtes de chapitres sont-elles toutes de même portée? Les approvisionnements, les variations des prix ont influé directement sur les conflits proprement économiques; des causes morales, générales ou particulières, ont provoqué ou aggravé d'autres agitations. — D'autre part, de 1660 à 1714, la Révolution de 1688 ne marque-t-elle pas une coupure ou, mieux encore, du point de vue de l'ordre public, les temps de paix et les temps de guerre ne présentent-ils pas une différence sensible? Mais nous croyons que ce ne sont là que chicanes accessoires.

M. Beloff a ouvert un dossier qu'il y aura lieu de compléter. D'abord, sans doute, en étendant l'enquête sur les conditions générales de la vie économique et sociale, par exemple en étudiant de près le mouvement des prix, l'organisation du travail, l'action des événements sur l'esprit des masses. En prolongeant, ensuite, les recherches sur le détail et les aspects divers des faits connus, par la quête et la sélection de ceux, plus nombreux encore, qui en ont prolongé la série (Adam Smith considère les conflits sociaux comme habituels). En s'efforçant de distinguer, tâche délicate, dans des faits complexes, les aspects économiques, moraux, politiques, religieux.

Car on a pu écrire que le xviii^e siècle avait été « le siècle des révolutions ». Et pas seulement en Angleterre. Dès 1660, et surtout 1680, la France a vu se multiplier les conflits du travail qui deviendront un mal endémique partout où s'établissent les compagnonnages, nullement exceptionnel dans les villes de manufacture : nous comptons bien publier une étude à ce sujet sans trop tarder.

Dès maintenant, certaines conclusions semblent pouvoir être dégagées. M. Beloff remarque que des conflits et soulèvements multiples ne ressort aucun sentiment

de lutte de classes, ni même aucun sentiment de conscience de classe : à l'époque de la Compagnie des Indes et de la Banque d'Angleterre, « les tumultes populaires apportent un souffle étonnant de médiévalisme ». L'observation est aussi juste que frappante (elle demanderait à être précisée, d'ailleurs). Et elle appelle aussi une réponse à cette autre question : comment expliquer que des agitations si fréquentes, si facilement soulevées n'aient pas ébranlé profondément la société? — mais, en fait, n'ont-elles pas au moins contribué à la dissocier en profondeur?

E. COORNAERT.

États-Unis. — M. Rudolph BÖHRINGER a étudié, du point de vue de la *Publizistik*, un épisode de la vie de Thomas Paine : son rôle de propagandiste pendant la révolution américaine (*Die Propaganda Thomas Paines während des amerikanischen Unabhängigkeitskampfes*. Berlin, Junker und Dünhaupt, 1938, in-8°, 105 p.). Les indications nécessaires sont d'abord fournies sur l'origine de Paine et les circonstances de son intervention dans le conflit des colonies anglaises et de la métropole. Sont ensuite étudiés les principaux thèmes traités dans le *Common sense* de 1776 et dans les seize numéros de *Crisis*, de 1776 à 1789 : l'indépendance et la nécessité de « l'Union », l'appel aux amis de l'Amérique, sans excepter le peuple anglais lui-même, les rapports sur la guerre : faiblesses du gouvernement anglais, défauts et abus de l'armée britannique, héroïsme des soldats américains, enfin démonstration du caractère du nouvel État, qui n'est pas spécifiquement anglais et constitue, au contraire, une terre de refuge pour tous les opprimés du vieux monde. Le chapitre iv est consacré à la méthode de l'écrivain. Il essaie d'atteindre les masses, en représentant la cause des Américains comme celle du monde entier : c'est celle de la liberté pour tous les peuples. Il s'adresse aussi au sentiment religieux. Il ne néglige pas, cependant, d'émouvoir les intérêts de groupes particuliers. Une dernière partie s'occupe des procédés de composition et de style pour montrer leur appropriation au but poursuivi, qui est de gagner non seulement l'intelligence, mais le sentiment. Il y a lieu de louer des efforts de cet ordre, du point de vue de la connaissance historique, bien qu'on y devine l'arrière-pensée de constituer une science des procédés de propagande qui puisse permettre de réussir le plus aisément à répandre la contagion mentale. Il est exact que les historiens s'attachent plus ordinairement à analyser le contenu de tels ouvrages et de suivre la filiation des idées de l'un à l'autre, plutôt que de rechercher par quels procédés d'exposition les auteurs sont parvenus à faire pénétrer ces idées dans le public. Du point de vue de la réalité historique, ce *comment* est pourtant essentiel.

G. LEFEBVRE.

— S. E. MORISON, H. STEELE COMMAGER. *The Growth of the American Republic* (Oxford University Press, 1937, 2 vol. in-8°, avec 21 tables statistiques, 43 cartes ; prix : 25 s.). — Ces deux gros volumes sont une réédition fort augmentée (1,400 pages de caractères serrés) de l'*Oxford history of the United States* (1,000 pages, publiée en 1927 par S. E. Morison. Les modifications essentielles faites sont dues à l'addition de huit chapitres consacrés à l'histoire américaine avant 1790 (t. I, chap. i-viii), de quatre chapitres pour la période 1917-1934 (t. II, chap. xx-xxiii).

Les développements écrits par M. S. E. Morison pour les années 1790-1865 ont été peu modifiés, sauf ici et là dans quelques paragraphes nouveaux ; certains titres à effet qui dataient des années de l'histoire romancée ont été omis. Une

partie des chapitres xxii (§ 5) : « Labour and Emancipation », xxiii (§ 4) sur l'« Education and Science » est neuve. Les modifications sont beaucoup plus nombreuses au tome II, et fort souvent les développements ont été complètement remaniés (*Transportation and its control, Agriculture and the farm problem, Art, philosophy and letters, etc.*). Dans l'ensemble, à la fois dans les chapitres nouveaux et dans les paragraphes remaniés, les auteurs portent l'accent sur les problèmes économiques et spirituels¹. Les tables statistiques et les cartes, dressées avec beaucoup de soin, les bibliographies, beaucoup plus amples (ce qui est traité en cinq pages dans la première édition l'est en quarante et une dans la seconde), ajoutent aux services que rendra l'ouvrage de MM. Morison et Commager. Déjà, la première édition était fort précieuse pour l'histoire diplomatique. La seconde met à la disposition des historiens européens un excellent instrument de travail pour l'histoire de l'économie, de la société, de la civilisation.

E. PRÉCLIN.

France. — *Archives.* — M. Georges DE MANTEYER a pu encore imprimer une introduction à deux travaux issus de sa longue gestion des archives départementales des Hautes-Alpes, où l'âge de la retraite est venu le surprendre. Le *Répertoire des manuscrits de MM. Clément Amat et Joseph Roman, 1848-1924* (Gap, impr. V. Vollaire, 1938, in-8°, xxxii-103 p., 4 planches), décrit des fonds privés, intégrés dans la série F des archives précitées, amassés par deux amateurs éclairés de l'histoire alpestre, dont M. de Manteyer expose dans son introduction les origines familiales, l'existence et les curiosités multiformes. Les aspects les plus divers de l'histoire sont représentés dans les notices établies par l'érudite archiviste — à l'exception de l'histoire économique et sociale — qui, à vrai dire, peut butiner partout.

Ce répertoire rejoint, en fait, le *Répertoire numérique de la série F (dons divers)* établi par M. Louis ARTHAUD, rédacteur principal aux archives départementales (Gap, les Impressions commerciales Ribaud frères, 1938, in-8°, xii-272 p., 2 pl.). L'introduction placée par M. de Manteyer en tête de ce volume fait l'historique des archives départementales des Hautes-Alpes, en la personne des fonctionnaires qui s'y sont succédé depuis 1817, et expose les conditions dans lesquelles s'est constituée la série F et a été élaboré l'inventaire de celle-ci.

M. Michel LE GRAND, archiviste des Landes, a rédigé et M. Joseph MANCIN, son successeur, a publié le *Répertoire numérique de la sous-série II F, Collection Foix* des archives départementales des Landes (Mont-de-Marsan, impr. Jean et Lacoste, 1939, in-4°, v-63 p.). Cette collection, constituée par un érudit landais, curé de Laurède, est entrée aux archives des Landes en 1935. On y trouve des ouvrages manuscrits, particulièrement un *Dictionnaire gascon* ou répertoire des vieux clochers, églises et chapelles, une *Bibliographie révolutionnaire*, un *Dictionnaire des seigneuries*, puis une collection de pièces originales, groupées en 2,204 articles et classées par noms de lieux, de matières et de personnes selon le cas, des notes et dossiers variés, particulièrement importants pour la généalogie gasconne et landaise.

Il y a un véritable assouplissement — et donc un rajeunissement certain —

1. Voir, t. II, p. 220, un jugement sur Hayes plus nuancé que dans la première édition; de même pour Blaine (t. II, p. 217). L'exposé de la première présidence de Cleveland (t. II, p. 226-231) est beaucoup plus détaillé que celui de l'édition de 1927 (t. II, p. 391-392), etc.

dans les méthodes employées pour inventorier les archives départementales : témoin le *Répertoire numérique de la série F (fonds divers)* établi pour l'Yonne par M. Henri FORESTIER (Auxerre, impr. « L'universelle », 1938, in-4°, LIV-244 pl.). Ce volume est précédé d'une vivante et précise introduction sur l'histoire même de ces archives, de 1790 à 1932, et, dans cette histoire, avec des notices intéressantes sur des érudits de l'étoffe de M.-M. Quantin et de Ch. Porée, figurent des bibliographies détaillées de ceux-ci. En même temps, comme M. Busquet l'a fait pour les archives des Bouches-du-Rhône, M. Forestier explique l'origine des fonds intégrés dans les archives qu'il gère et fournit, en passant, des renseignements intéressants sur les ventilations opérées entre les archives provenant des anciens organismes administratifs, ainsi que sur les éliminations opérées par les préposés au « triage des titres » ou par les services de l'artillerie et de la marine en quête de parchemins. Le contenu-même de la série inventoriée est, par définition, hétérogène. Le don Beaurepaire de Louvigny, le groupe des registres des maîtrises et jurandes auxerroises, naguère utilisés par Ch. Porée, les papiers Lorin, E. Petit, le legs Badin de Montjoye, où se trouvent des pièces qui complètent le fonds Turque des archives des Affaires étrangères, paraissent les éléments les plus importants de cette série. Mais elle renferme des documents sur un très grand nombre de localités et de familles qui n'appartiennent pas à l'Yonne, et la remarquable table alphabétique dressée par M. H. Forestier permettra, le cas échéant, de retrouver ces documents.

Le 2^e fascicule du tome II de l'*Inventaire sommaire de la série Z* des archives départementales de la Somme a été établi par J. ESTIENNE avec un soin remarquable (Fontenay-le-Comte, Impr. moderne, 1938, in-4°, col. 372-920). Il analyse longuement — ne revenons pas sur la méthode — les registres du district de Péronne qui s'appliquent à la période 1790-an IV. Une note finale de l'érudite archiviste rappelle malicieusement que les registres ici analysés n'ont pas été exploités par l'historien Gustave Ramon, dans la *Révolution à Péronne*, s. d., 6 vol. in-8°. Avec la publication de M. Estienne, les spécialistes de l'histoire politique et économique ont à leur disposition un nouveau et fort appréciable contingent de textes et de faits.

Il y a une certaine complication et quelques difficultés chronologiques dans les notations bibliographiques des inventaires d'archives, témoin la publication, récemment distribuée, du fascicule III du tome VIII de l'*Inventaire sommaire des archives départementales des Ardennes*, par M. MASSIER DU BIEST (Charleville, Association ouvrière de l'imprimerie, 1937, in-4°, 28 p.). Ce fascicule renferme l'inventaire de la Collection Flamanville, concernant Attigny et l'administration départementale au début du XIX^e siècle, précédé d'une introduction par M. le Dr O. Guilloit sur la famille de l'organisateur de cette collection. Il y a un peu de tout dans cette collection, qui fait maintenant partie de la série F, et l'on notera, à côté de documents manuscrits de toute espèce, particulièrement intéressants pour l'histoire d'Attigny depuis 1790, des brochures, des placards, des journaux, des imprimés variés, que les historiens seront heureux de trouver rassemblés.

L'effroyable lenteur qui marque la publication des inventaires dits sommaires des archives départementales se vérifie particulièrement en ce qui touche l'*Inventaire de la série L du Tarn*, dont le tome second, établi par Charles Portal, a été mis au point par les archivistes, MM. H. FORESTIER et A. CHANTAUX, et publié par

l'archiviste actuel, M. P. BAYAUD (Albi, Impr. albigeoise, 1938, in-4°, 433 p.) : il a fallu onze années pour que parût cet inventaire, qui s'applique aux seuls articles 331-707. Sans doute le contenu en est-il riche et intéressant, car il s'agit des pièces concernant, sous le titre justement vague d'« affaires diverses », un grand nombre de questions départementales d'ensemble (police, hygiène, subsistance, population, agriculture, commerce et industrie, comptabilité, finances, ports et pêche, postes, armée, marine, travaux publics, instruction publique, justice, cultes, assistance publique, prisons, mendicité !), et, en outre, des délibérations du conseil et du directoire du district d'Albi. Oui, mais onze ans !

G. BN.

— Il faut saluer la belle régularité avec laquelle paraissent les *Mémoires de la Société pour l'histoire du droit et des institutions des anciens pays bourguignons, comtois et romands*. Le 5^e fascicule (1938) en vient de paraître. Il comprend les mémoires suivants : G. LE BRAS, *L'organisation du diocèse d'Auxerre à l'époque mérovingienne* (esquisse remarquable d'après des sources multiformes) ; — J. GAUDMET, *Les origines de la régle réciproque entre Lyon et Autun* (étude du droit qu'avaient les archevêques de Lyon d'administrer l'évêché d'Autun privé de titulaire, et réciproquement, droit qui est apparu au XII^e siècle et a fonctionné jusqu'à la fin de l'ancien régime) ; — abbé CHAUME, *Vigerius burgundiae* (il s'agit d'un prévôt ducal, « vier » en français ; certains de ces prévôts bénéficient d'une compétence supérieure à celle des autres prévôts) ; — M. REYMOND, *L'organisation municipale de Lausanne* (suite et fin ; conséquences administratives de la conquête par Berne en 1536. Lausanne ne cessera pas, dès lors, d'être soumise) ; — L. BLIN, *Les secours aux incendies en Bourgogne à la fin de l'ancien régime* (contribution à l'étude de l'assurance-incendie, de la lutte contre le feu et des secours aux sinistres) ; — G. CHEVRIER, *La communauté universelle entre époux dans la coutume de la ville d'Auxerre* ; — B. DE VEVEY, *Droit romain et droit barbare dans le canton de Fribourg* ; — P. PERRENET, *Gabriel Davot, premier professeur de droit français de l'Université de Dijon, 1723-1743* ; — colonel BICHOT, *Les Davots* ; — F. DUMONT, *Davot et l'ancienne Faculté de droit de Dijon* ; — A. GUILLOIS, *Les étudiants de l'ancienne Faculté de droit de Dijon originaires d'Auxerre* ; — B. JARRY, *Enquête sur les registres paroissiaux de l'Yonne* ; — G. BIRR, *La compagnie des secrétaires du roi à Dijon* ; — F. BOLLEY, *La session de 1787 des États de Bourgogne* (les trois ordres ont été animés du même esprit de réforme, exprimé selon des modalités différentes) ; — F. DUMONT, *Mgr de Caylus, élu du clergé aux États généraux de Bourgogne* (son action entre 1706 et 1709) ; — A. LAURAIN, *Les arrêts de règlement du Parlement de Dijon* (étude, appliquée à la période de 1550-1771, de cette catégorie de textes en matière de police, divertissements, circulation, subsistances, etc.) ; — J. LISBERNEY, *La justice de Fontaine-lès-Dijon au XVIII^e siècle* ; — M^{lle} F. MENNEGLIER, *Les ordonnances de Joly de Fleury, intendant de la généralité de Dijon, 1750-1756* ; — abbé E. REGNIER, *Procès entre les curés de Lainsecq et de Sainpuits au sujet des dîmes et droits curiaux sur une maison et ses dépendances au XVII^e siècle* ; — J. ROUSSOT, *Les États du Mâconnais aux XVII^e et XVIII^e siècles* (assemblée triennale désignant un délégué aux États de Bourgogne ; difficultés entre les deux assemblées, terminées en 1782 par un traité en vingt-cinq articles) ; — R. SOURIAU, *Étude de quelques points de la compétence de la Chambre des Comptes de Dijon au XVIII^e siècle* (apurement et jugement des comptes ; enregistrement

d'actes d'intérêt privé — naturalité, provision, affranchissement — collaboration à l'administration de la province). G. BN.

— Eugène DUBOIS, *Histoire des pays qui ont formé le département de l'Ain. I : Temps préhistoriques* (Bourg, impr. Berthod, et chez l'auteur, à Confrançon, Ain, 1938, in-8°, 296 p., fig. et pl. non numérotées). — Un professeur, au cours de toute sa carrière, s'est intéressé au passé de sa région, depuis les temps primitifs jusqu'à la Révolution inclusivement : on a de lui, entre autres travaux, une *Histoire de la Révolution dans l'Ain* en six volumes. Sans être spécialiste de l'archéologie, sans avoir fouillé lui-même, il a recueilli soigneusement non seulement tout ce qui a été publié, mais aussi bien des indications originales. L'heure de la retraite venue, il a repris ses dossiers et il en compose une histoire de son pays. Ce premier volume est consacré aux plus anciennes périodes préhistoriques : paléolithique et néolithique. M. E. Dubois apparaît parfaitement au courant des questions générales que posent ces époques ; il apporte des renseignements nombreux et précis dont les spécialistes auront à tenir compte. Il n'y a que peu d'inédit, déclare-t-il lui-même ; « j'ai surtout rassemblé, classé, parfois commenté des travaux épars dans de multiples publications ». Avouons que la majeure partie de ce qu'il expose paraît nouveau. En tout cas, dans ces multiples publications locales, il a su choisir le meilleur et en composer un tableau d'ensemble qui est original. L'Aurignacien et le Solutréen sont fort bien représentés. Le Magdalénien a livré plusieurs stations importantes : la Colombière, la station de La Croze à Châteauevieux, la grotte des Hoteaux, la grotte de la Bonne-Femme. Beaucoup de renseignements aussi sur le néolithique : sépultures à inhumation en position recueillée ; « certains os présentent des traces de calcination, mais la carbonisation n'est que partielle..., pas de teinture des ossements..., pas de décharnement présépulcral » (p. 135) ; nombreux silex taillés et tessons de poterie dont les descriptions seraient avantageusement remplacées par des dessins : à chaque dessin ou planche, donner une légende, y renvoyer dans le texte et placer la figure aussi près que possible du texte où il en est question ; faute de ces précautions, le texte perd de son intérêt et les figures leur signification. Il semble qu'il s'agisse, la plupart du temps, d'une civilisation du type des palafittes de Suisse ; M. E. Dubois dit, d'ailleurs, lui-même : « robenhausien », et c'est, en effet, ce qui semble le plus naturel au pied du Jura. Il y a des palafittes, par exemple, au gué de Grelonges (p. 157 et suiv.), entre Oyonnax et Arbent (p. 169), au lac des Hôpitaux, à celui de Pluvis. Un chapitre groupe les *Enceintes sacrées et camps de refuge* (p. 183-197), un autre les *Monuments mégalithiques et pierres à légendes* (p. 199-222). Le plus important est consacré aux *Poypes*, ces tertres ou tumuli particuliers à la région de l'Ain. L'étude en est extrêmement sérieuse ; elle est accompagnée d'une carte (p. 237) et d'un relevé alphabétique, mais n'aboutit à aucune conclusion.

Le livre de M. Dubois apporte beaucoup de documents ; il facilitera une étude exhaustive et systématique nécessaire pour tirer de l'archéologie un enseignement d'histoire ou de préhistoire.

A. GRENIER.

— P.-F. FOURNIER, *Antiquités gallo-romaines de Varennes-sur-Usson* (extrait du *Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne*, 1937, t. LVII, p. 59-67. Clermont, Impr. générale, 2, cours Sablon, 1937). — Archiviste du Puy-de-Dôme, M. P.-F. Fournier ne dédaigne pas l'archéologie ; il y apporte la critique sévère qui

convient à toute science. C'est ainsi qu'il examine les relations qui ont été faites, depuis le ^{xvii}^e siècle, de trouvailles d'antiquités à Varennes-sur-Usson. Il complète par des dessins des photographies de colonnes historiées que le commandant Espérandieu tenait de lui et a publiées dans son *Recueil*, IX, n^{os} 7038-7043 ; il fait le relevé — très utile — des colonnes ou fragments du même genre trouvés en Gaule ; il enregistre des trouvailles encore plus récentes. Évidemment, il y eut un établissement gallo-romain aux abords du village de Varennes. On ne saurait encore préciser quel genre d'établissement : villa, vicus, temple. La toponymie ne semble pas fournir d'indication. Dans quel rapport se trouve la localité avec les voies romaines de la région ?

A. G.

— M. BOUVIER-AJAM. *Éléments d'économie monétaire aux temps gaulois, gallo-romains et mérovingiens* (Paris, Paillard, 1, place Alphonse-Deville, [s. d.], in-8^e, 46 p. ; prix : 16 fr.). — L'auteur se réclame de l'« économie monétaire » ; il est professeur d'économie politique à l'Institut d'études corporatives et sociales. Je ne recommanderai à personne ses *Éléments*. Lorsqu'il s'agit des époques anciennes, toute étude économique et la numismatique elle-même doit reposer sur l'histoire ; or, l'histoire des périodes gauloise, gallo-romaine et mérovingienne, telle que la conçoit M. Bouvier-Ajam, n'a aucun rapport avec ce que je crois connaître.

A. G.

— J. ALBERT. *Sotiates et Pays de Sault* (Carcassonne, impr. Roudière, 1938, in-8^e, 19 p.). — Le rapprochement que fait M. J. Albert entre le nom du peuple aquitain les *Sotiates* et celui du pays de *Sault* paraît entièrement dénué de fondement. Le nom de *Sault* remonte très vraisemblablement au latin *salvus*, grand domaine et, très souvent, domaine impérial. Il y eut ainsi, en particulier dans le midi de la Gaule, plusieurs « pays de Sault ». M. Lizop, dans sa thèse sur les *Convenae* et les *Conсорanni* (Comminge et Couserans), en identifie un, bien caractérisé, dans les Pyrénées. Celui auquel pense M. Albert serait actuellement le canton de Belcaire. Du ^{xiii}^e siècle à la Révolution, il se serait étendu jusqu'à la haute vallée de l'Aude. Plus anciennement, il aurait été beaucoup plus vaste. Tout cela serait à vérifier. Il semble bien, en tout cas, qu'il soit situé dans l'ancienne Narbonnaise ; or, les *Sotiates* sont un peuple d'Aquitaine et les frontières, dès l'époque préromaine, apparaissent beaucoup plus exactement tracées que ne pense M. Albert. Que M. Albert se méfie des étymologies fantaisistes et qu'il ne cherche pas à faire dire aux textes de César plus qu'ils ne signifient. Son étude, qu'inspire une louable curiosité, apparaît complètement à reprendre.

A. G.

— Justin DE PAS. *Notes pour servir à la statistique féodale dans l'étendue de l'ancien bailliage et de l'arrondissement actuel de Saint-Omer*. T. III et IV : *Supplément* (Saint-Omer, impr. de l'« Indépendant du Pas-de-Calais », 1935 et 1936, 2 vol. in-8^e, paginés 993-1400 et 1401-1648, formant le t. XXXVI, 1^{re} et 2^e partie, des *Mémoires de la Société des Antiquaires de Morinie*). — Fort utile inventaire, classé dans l'ordre alphabétique des noms de lieux, de tous les documents retrouvés par l'érudit secrétaire de la « Société des Antiquaires de Morinie » concernant la possession des divers fiefs compris dans l'ancien bailliage de Saint-Omer. Les volumes antérieurs, dont nous regrettons de ne pouvoir parler, faute de les avoir reçus, donnaient, autant qu'il semble, le relevé des pièces les plus anciennes et les plus significatives. On ne trouvera guère dans ce riche supplément que des documents des

xvi^e, xvii^e et xviii^e siècles, mais il en est de fort instructifs pour l'histoire de la propriété féodale dans la région. Le dernier volume se termine par des tables qui paraissent dressées avec beaucoup de soin et faciliteront la consultation d'un recueil un peu touffu et que l'importance même du Supplément (suivi lui-même d'un bref « Supplément » au Supplément, p. 1599-1613) rend assez malaisé à feuilleter.

LOUIS HALPHEN.

— Pierre HÉLIOT. *Histoire de Boulogne et du Boulonnais* (Lille, Émile Raout, 1937, in-8°, 261 p., 1 carte et 1 pl.). — Histoire, vivement enlevée et écrite d'un style alerte, du Boulonnais depuis l'antiquité jusqu'en 1936. L'auteur connaît bien le pays, les faits d'ordre géographique qui président à son développement et l'expliquent en partie ; il a lu l'essentiel des livres et articles consacrés au sujet ; les documents les plus significatifs ont été, au moins pour une part, sous ses yeux. Il connaît peut-être moins bien les ouvrages d'histoire générale ou même d'histoire régionale qui, sans aborder son sujet, touchent à quelques-uns des grands problèmes dont il est amené à parler en les replaçant dans le cadre local. Il fait, en outre, un peu trop étalage de ses préférences doctrinales et de ses opinions politiques. Elles n'ont rien à voir ici et lui masquent souvent des réalités profondes. N'est-il vraiment pas possible à un érudit formé aux bonnes méthodes d'exposer en 1939 l'histoire d'un port et de son arrière-pays sans venir parler politique et faire de la polémique rétrospective?

L. H.

— Édouard RAISON. *L'abbaye de l'Absie-en-Gâtine, 1120-1735*. Étude revue et publiée par Marcel GARAUD (Poitiers, Impr. moderne Renault et C^{ie}, 1936, in-8°, viii-373 p.). — Fondée en 1120 par un disciple de Robert d'Arbrissel, saint Giraud de Salles, l'abbaye de l'Absie a joué de malchance. Ses archives ont disparu, et il a fallu beaucoup de patience pour rassembler les rares documents qui nous aident à en retracer l'histoire. Un érudit poitevin, M. Édouard Raison, y était parvenu, et son manuscrit était en bonne voie d'achèvement, quand la mort l'a surpris, et une fois de plus le passé de l'Absie nous eût échappé si un ami de l'auteur, M. Marcel Garaud, professeur à la Faculté de droit de Poitiers, ne s'était trouvé là pour compléter l'œuvre interrompue. Le livre que nous devons à cette conjonction de bonnes volontés est le bienvenu. Il nous permet de suivre les destinées de ce monastère qui, sans être cistercien, semble avoir pratiqué dès l'origine la règle de Cîteaux, et surtout d'en connaître avec quelque précision l'organisation et la discipline claustrale. Celle-ci y fut toujours beaucoup moins stricte que dans l'ordre pris pour modèle. Mais peut-être eût-il été possible de se livrer à une étude plus poussée et à des comparaisons plus minutieuses. Quoi qu'il en soit, les pages instructives ne manquent pas dans le volume de M. Raison, et M. Garaud insiste justement, dans son introduction, sur l'intérêt du chapitre où l'auteur a mis en lumière le rôle des moines comme défricheurs du pays de Gâtine et leur mode d'exploitation, d'ailleurs calqué sur celui des Cisterciens eux-mêmes. M. Raison ne s'en tient pas à la période où l'Absie reste fidèle à la pensée de son fondateur ; il montre comment, dès le xiii^e siècle, l'idéal primitif faiblit, pour faire place peu à peu à une vie de relâchement, voire de désordres, puis finalement à une décadence qui, avec la guerre de Cent ans, s'étend même au domaine des choses matérielles. Au xviii^e siècle, quand le monastère disparaît, il n'était plus que l'ombre de lui-même.

L. H.

— *Les quinze joyes de mariage*. Préface, bibliographie et glossaire par Fernand FLEURET (Paris, Collection des classiques Garnier). — M. Fernand Fleuret démontre qu'on ne saurait attribuer la paternité des *Quinze Joyes* ni à Antoine de la Salle, l'auteur du *Petit Jehan de Saintré*, ni, comme croyait l'avoir découvert Pierre Louÿs, trop ingénieux déchiffreur de cryptogrammes, à un bénédictin du Boulonnais écrivant vers 1380. Plutôt que de hasarder à son tour des hypothèses fragiles, il préfère marquer la place de l'ouvrage dans une tradition littéraire qui florit presque sans interruption du XIII^e au XVII^e siècle. Il précise la filiation des *Quinze Joyes* au *Miroir de Mariage*, d'Eustache Deschamps, ce qui, joint à d'autres rapprochements, permet de localiser entre 1410 et 1420 la composition de la diatribe, tout au moins dans sa majeure partie, car M. Fleuret penche à admettre qu'elle ne naquit pas d'une seule venue, mais fut l'œuvre plusieurs fois reprise d'une communauté anonyme de clercs désabusés, d'ailleurs sans amertume ni mauvaise humeur, des vains plaisirs.

Robert PIGNARRE.

— Abbé MARTIN. *Répertoire des anciennes confréries et charités du diocèse de Rouen approuvées de 1434 à 1610*. Introduction de M. Paul LE CACHEUX (Fécamp, Durand et fils, 1936, in-8°, xv-208 p., 6 pl.). — L'auteur, curé de Flamanville, qui a dépouillé les registres de l'Archevêché, en a extrait et classé alphabétiquement par paroisses 1,220 approbations, renouvellements ou modifications de statuts des confréries et charités. On sait que souvent celles-ci réunissaient les maîtres et compagnons du même métier. C'est donc une contribution non négligeable à l'histoire sociale pendant près de deux siècles. Le concile de Rouen de 1581 (c'est le temps de la Ligue) blâmait même la multiplication excessive de ces corps « qui dressaient dans chaque église autel contre autel, sacrifice contre sacrifice, prêtre contre prêtre et, à la fin, paroisse contre paroisse ». C'est pour réformer ces abus que toutes les confréries, anciennes ou nouvelles, durent se soumettre à l'approbation. L'histoire de l'art relèvera dans ces notes d'utiles indications. L'histoire économique pourra glaner les mentions relatives au paiement des droits.

H. HR.

— Marcel LANGLOIS. *Madame de Maintenon* (Paris, Plon, 1932, in-16, 291 p., 6 gravures hors texte ; prix : 15 fr.). — En guise d'introduction à sa monumentale édition des *Lettres* de M^{me} de Maintenon, et qui sera ici même bientôt analysée, M. l'abbé Langlois donne en douze chapitres une bonne biographie de son héroïne. A la vérité, le plan en est assez capricieux. Une première partie (chap. I-IV) évoque les années de jeunesse et de maturité besogneuses avant 1683, une seconde la vie personnelle (chap. VII-VIII) et le « rôle royal » de la marquise de Maintenon (chap. IX-XI), une troisième son rôle pédagogique (chap. V-VI). Le dernier chapitre retrace l'histoire des dernières années, tandis qu'un substantiel appendice expose les hauts et les bas de la popularité de celle qui fut tantôt la vieille guenipe et tantôt la grande éducatrice de Saint-Cyr. Un bon index termine l'ouvrage.

Le lecteur retrouvera ici les qualités de charme, de vie et d'élan qui distinguent les œuvres de M. l'abbé Langlois, à qui le grand public saura gré d'avoir écrit le livre documenté et sans longueurs qui met dans tout son relief l'intérêt de la personnalité et de l'action de la seconde épouse de Louis XIV. Par contre, le spécialiste regrettera des erreurs de date (p. 127), des imprécisions (p. 141), l'inexactitude de certains textes reproduits (p. 37, 52, 55, 59, etc.), l'absence quasi générale des

références indispensables. Sans doute était-il difficile à M. l'abbé Langlois de mentionner les volumes et les pages d'une édition à paraître. Pourquoi, dans ce cas, ne pas avoir renvoyé aux éditions Lavallée ou Geffroy?

C'est dire que l'auteur du présent compte-rendu estime qu'une biographie de M^{me} de Maintenon aurait dû être non point la préface quelque peu superficielle, mais la conclusion vigoureuse et érudite du labeur méritoire que poursuit M. Langlois en publiant une édition digne de son grand sujet.

L'excellence de l'article qu'il a publié ici même est la preuve qu'il eût pu nous donner la biographie scientifique de M^{me} de Maintenon que nous attendons encore.

E. PRÉCLIN.

— Marcel LANGLOIS. *Fénelon. Pages nouvelles pour servir à l'étude des origines du quietisme avant 1694* (Paris, Desclée de Brouwer, 1934, in-12, 323 p., 8 ill.). — Au cours de ces dernières années, M. l'abbé Langlois a multiplié les études consacrées à la vie et aux œuvres de M^{me} de Maintenon. La présente publication fournit le résultat des recherches qu'il a faites des petits livres secrets de son héroïne, dont beaucoup sont aujourd'hui considérés comme perdus. Elle comprend deux parties : *Pour Madame de Maintenon, Pour Saint-Cyr*.

La première partie comprend seize textes (désignés sous les lettres A à O^a), dont deux lettres attribuées à tort à Bourdaloue (30 octobre et 25 novembre 1688) et une Prière attribuée à tort à M^{me} de Maintenon (3 juin 1691). La seconde partie réunit dix lettres et avis de Fénelon écrits de 1687 à 1694 (P à Z). Chacune des deux parties est précédée d'une introduction, où l'auteur expose de façon érudite tout à la fois les raisons de ses attributions et les étapes des divergences qui opposaient M^{me} de Maintenon et Fénelon (p. 27-29). Pour M. Langlois, « les petits livres secrets sont susceptibles de fournir des textes inédits, et réputés perdus, et de restituer des textes mutilés » par les Dames de Saint-Cyr, Languet de Gergy et Beaumelle en vue de laver M^{me} de Maintenon « du reproche d'avoir admiré Fénelon » (p. 30-31).

Dans l'ensemble, les attributions soutenues par l'auteur paraissent judicieuses, encore qu'elles ne soient pas toujours assez prouvées. Les notes, intéressantes et fort utiles, sont parfois imprécises¹.

L'édition des *Pages nouvelles* constitue un bon travail critique, qui abonde en vues ingénieuses, parfois pénétrantes. Souvent, l'auteur paraît trop sévère pour M^{me} de Maintenon et pour Mgr Languet de Gergy. Écrire de lui qu'il « s'était rendu sans crédit parmi ses contemporains par un zèle intempestif et un esprit faux, que sa probité littéraire laissait à désirer » (p. 33), aurait enchanté les auteurs des *Nouvelles ecclésiastiques*. Mais la magnifique correspondance de Languet conservée à la bibliothèque de Sens prouve que ce vétéran des luttes contre le jansénisme n'était dépourvu ni de talent ni de jugement.

E. PRÉCLIN.

1. P. 53, à côté de *Soanin*, ajouter *sic*. — P. 23, il est difficile de croire que Mgr Languet fut nommé archevêque de Sens (1730) par la faveur de M^{me} de Maintenon, morte le 15 avril 1719. — Les citations de Hugues de Saint-Victor (p. 80), de saint Paul (p. 87), d'Isaïe (p. 89) auraient pu être précisées en note. — P. 98, la remarque : « Si Dieu n'avait donné sa paix qu'à ceux qui font de grandes pénitences », fait allusion, il eût été bon de le dire, aux jansénistes. — A la p. 109, il convenait d'indiquer la cause du retard du sacre de Godet des Marais : l'affaire de la Régale. — P. 120, les références de Lavallée et de Geffroy sont incomplètes,

— N. PAUL-ALBERT. *Histoire du cimetière du Père-Lachaise* (Paris, Gallimard, 1937, 1 vol. in-12, 275 p.). — Ce petit livre sans prétention, bien présenté, bien écrit et, en vérité, très plein de très bonnes choses, plaira certainement à tous les amateurs de vieux souvenirs et de curiosités d'histoire. Les souvenirs sont à la vérité, quelquefois un peu courts et les curiosités un peu superficielles, mais l'auteur n'a pas souhaité qu'ils fussent autres et il a su les rendre, pourtant, capables d'intéresser très vivement un vieil érudit et de lui plaire. J'ai, du reste, glané plus d'un détail précieux dans les récits et anecdotes que je viens de suivre avec agrément et je m'assure qu'aucun lecteur ne me reprochera de les recommander à son attention.

Trois parties : 1° Une courte histoire du cimetière du Père La Chaise depuis le temps où le plan de Jouvin de Rochefort mentionne, pour la première fois, les terrains de la *Folie Renault*, en 1690, jusqu'à la constitution et à l'achèvement du cimetière de l'Est. — 2° Sous le titre de *Vieilles tombes, vieux souvenirs*, une série de petites études (neuf en tout) sur diverses tombes ou sur les personnages qu'elles renferment, d'Héloïse et Abélard, à Morny, en passant par Lesurques, « l'assassin du Courrier de Lyon », et Lamennais. — 3° Cinq notices sur quelques *Immortels* de l'*Enclos Delille* : Delille lui-même, Boufflers, La Harpe, Saint-Lambert et Dureau de La Malle. En manière de conclusion, une *Promenade finale*, facilitée par un bon plan annexe, arrête notre regard sur quelques particularités intéressantes ou fixe des impressions d'ensemble. Au total, excellente histoire anecdotique.

Ch. GUIGNEBERT.

— La thèse de droit de M. Alexandre THARAM est constituée par l'*Inventaire des arrêts du Conseil du roi, novembre-décembre 1760* (Vincennes, impr. Rosay, 1938, in-8°, xx-183 p.). Ainsi se continue l'entreprise imaginée par M. Olivier-Martin et dont nous avons parlé ici-même : les juristes viennent à l'aide des archivistes, soit ! Viennent-ils à l'aide des historiens ? Sans doute, puisque M. Tharam a, dans l'introduction à son inventaire, fourni quelques « remarques générales sur le rôle du Conseil du roi en matière financière ». Mais ces remarques, qui touchent le fonctionnement de la grande et petite direction et le mécanisme des impôts directs et indirects, reposent ou bien sur les seuls matériaux inventoriés, et qui correspondent seulement à deux mois d'existence du Conseil d'État, ou sur des ouvrages peu nombreux, et, dans ces conditions, l'apport personnel de M. Tharam reste faible. Mais on lui saura gré, par contre, des 512 analyses qui constituent à proprement parler son ouvrage, lequel se clôt par un utile index alphabétique des matières.

G. Bn.

— Alice JOLY. *Un mystique lyonnais et les secrets de la franc-maçonnerie, 1730-1824* (Mâcon, Protat, 1938, in-8°, vi-329 p., 9 pl. hors texte ; prix : 60 fr.). — Bien imprimé, illustré de beaux hors-texte (deux portraits, silhouettes prises à un convent, diplôme du Grand-Orient, cahiers d'instruction), l'ouvrage de M^{lle} Alice Joly étudie la curieuse personnalité du Lyonnais J.-B. Willermoz, franc-maçon mystique. L'ouvrage, qui comprend quatorze chapitres, expose dans le plus grand détail les étapes de la pensée et de l'activité maçonnique du personnage, tout à la fois autoritaire, inquiet et mystique. Maçon de stricte obéissance, grand-maître de la Mère-Loge de Lyon, il rompt avec Paris (chap. 1, II) pour se tourner vers les « Coëns » de Don Martinès de Pasqually de la Tour, Juif mal christianisé

(chap. III), puis vers l'Observance templière allemande de Weiler (chap. IV). Ces deux tentatives, qui lui laissent des déceptions, marquent pourtant une étape de sa carrière. Empruntant aux Coëns des idées qu'il rénove, aux Templiers leur organisation (chap. V), il convoque un singulier Convent des Gaules à Lyon (chap. VI) (novembre 1778), point de départ d'une nouvelle fondation : les *Chevaliers bien-faisants de la Cité Sainte*. J.-B. Willermoz, cheville ouvrière de cette organisation, la fit établir à Strasbourg, à Turin, à Chambéry, à Grenoble, à Montpellier, à Naples (chap. VII). Dès lors, il compléta sa formation maçonnique en Allemagne (chap. VIII-X), n'apprécia que médiocrement le mesmérisme (chap. XI), non sans subir l'action de la somnambule Rochette, de « l'Agent inconnu » : une chanoinesse de Remiremont (chap. XII). Mais la Révolution est venue : Willermoz se tourne vers les problèmes du jour. A Lyon comme ailleurs, la maçonnerie décline (chap. XIII), en attendant qu'elle devienne tout à fait suspecte. Elle l'est tout à fait quand le héros du livre meurt, le 29 mai 1824.

L'exposé de M^{lle} Joly est certainement très documenté (archives de J.-B. Willermoz, de la Triple-Union de Marseille, du prince Charles de Hesse, de Prunelle de Lière). Pourquoi ne donne-t-elle point une bibliographie générale et critique?

Son ouvrage, qui paraît, à première vue, la biographie exhaustive d'un sympathique et curieux homme, de personnalité accusée, mais de second plan, constitue une mise au point de la franc-maçonnerie mystique au XVIII^e siècle, un exposé de ses doctrines originales et de ses milieux. Au chapitre V, les doctrines de la régénération et de la réintégration professées par Pasqually et Willermoz retiennent l'attention. Quant aux adeptes des loges, aux correspondants de Willermoz : aventuriers comme Pasqually, la chanoinesse de Monspey, le prince Charles de Hesse, Weiler ou Chefdebién, penseurs comme Claude de Saint-Martin et Joseph de Maistre, ils sont singulièrement ondoiyants et divers.

Deux conclusions se dégagent de ce beau livre, qui verse parfois dans l'excessive subtilité : l'infinie variété des aspects de la franc-maçonnerie au XVIII^e siècle, tout l'intérêt de l'évolution de certains milieux lyonnais de 1750 à 1824. Plus mystiques que les catholiques au temps de Louis XV, les amis de Willermoz font, au temps des Missions et de la Société des Bons Livres, figure de complices de la Révolution.

E. PRÉCLIN.

— M. Carl Ludwig LOKKE a publié en appendice à l'*Annual Report of the American historical Association* pour 1936 (t. I. Washington, Government printing office, 1938, in-8^o) un mémoire de Joseph Fauchet, ministre de France aux États-Unis, daté du 24 frimaire an IV-15 décembre 1795, d'après l'original conservé aux archives du quai d'Orsay. C'est à l'époque de la mission de Fauchet aux États-Unis que se rattache la signature du traité anglo-américain de novembre 1794, ratifié le 24 juin 1795 et que le ministre français put considérer comme un grave échec pour la politique de son pays. Le long mémoire de Fauchet est intéressant ; dans une première partie est exposé le développement des relations entre les deux pays ; dans la seconde, Fauchet rappelle les efforts qu'il a faits pour empêcher la signature du traité Jay, et il indique dans une troisième les modalités d'une politique possible de rapprochement avec les États-Unis. L'éditeur indique que les conseils de Fauchet furent médiocrement suivis par son gouvernement. On sait que Monroë fut rappelé de Paris et que le Directoire refusa de recevoir son succes-

seur, Pinckney, et ce n'est qu'avec la présidence de Jefferson et l'envoi par Talleyrand à Washington de L.-A. Pichon que les relations entre les deux républiques prirent une autre allure. — Le mémoire de Fauchet est remarquablement annoté par l'éditeur, qui fournit ainsi une contribution importante à l'histoire diplomatique et économique.

G. BN.

Humanisme. — *T. Livii de Frulovisiis de Ferrara opera hactenus inedita recognovit C. W. Prévité-Orton* (Cambridge, Impr. de l'Académie, 1932, in-8°, xxxvii-397 p.). — De l'ardent et caustique humaniste que fut, dans la première moitié du xv^e siècle, Tito Livio dei Frulovisi, le biographe de Henri V, généralement connu sous le nom erroné de Tito Livio da Forlì, l'on n'avait fait connaître jusqu'à présent que deux ouvrages des moins intéressants : la *Vita Henrici V*, écrite pendant son séjour en Angleterre en 1437-1438, et le *De orthographia*. Sept comédies latines demeuraient inédites ou à peu près, savoir : *Corallaria*, *Claudi duo*, *Emporia*, *Symmachus*, *Oratoria*, *Peregrinatio* et *Eugenius* ; et un poème intitulé *Encomium Johannis Stafford, episcopi Bathoniensis et Wellensis, domini cancellarii Angliæ*, un traité politique : *De republica*.

Est-ce ce dernier — encore qu'il soit fort éloigné des théories politiques médiévales — qui gagna l'attention de M. Prévité-Orton, l'éditeur bien connu du *Defensor pacis* de Marsile de Padoue et l'amena à publier toute l'œuvre inédite de Frulovisi ? Quoi qu'il en soit, nous lui devons une fort belle édition, enrichie de fac-similés des divers manuscrits dont il s'est servi, où les paléographes trouveront d'excellents spécimens de l'écriture humanistique d'après les manuscrits de St Johns College (Cambridge), de la Bibliothèque municipale de Reggio-Emilia, etc.

L'introduction situe l'œuvre dans une biographie sommaire de l'humaniste. *Corallaria*, *Claudi duo*, *Emporia* furent composés en 1432 à Venise, où il enseignait. Ces pièces lui valurent d'âpres critiques et l'animosité du dominicain Fra Leone. Il dut chercher refuge à Naples et y rédigea le *De republica*. Puis, poussé par le besoin, il revint à Venise. Là, le prurit de la vengeance lui dicta le *Symmachus* et les *Oratoria*, émaillés d'attaques contre l'Église et Fra Leone. Cette fois, la réaction se fit plus violente. Il lui fallut s'exiler en Angleterre, où il mourut obscurément vers 1460.

A. DE BOÜARD.

— Étienne DAXHELET. *Adrien Barlandus, humaniste belge, 1486-1538 ; sa vie, son œuvre, sa personnalité* (*Humanistica lovaniensia*, 6. Louvain, 1938, in-8°, 352 p.). — Le Zélandais Adrien de Baarland, né en 1486, élève d'une bonne école de Gand, étudiant à Louvain dans un collège tout scolastique, enseigna très jeune les lettres antiques, prit rang parmi les humanistes des Pays-Bas, et, grâce à l'amitié d'Érasme et des érasmiens, devint en 1518 professeur au collège trilingue fondé par Jérôme Busleiden. Il céda la place, un an plus tard, au Westphalien Conrad Goclen, vécut d'enseignement privé, et, finalement, en 1526, fut nommé par la Faculté des Arts « *rhétor publicus* », professeur titulaire d'éloquence latine. Il mourut en 1538. Ce clerc laborieux publia, pour l'usage scolaire, diverses éditions abrégées d'auteurs classiques, notamment de Pline le Jeune, de Tite-Live, de Virgile, de Térence. Ni véritable érudit, ni bien entraîné à la critique des textes ; mais pédagogue humaniste, et qui, dans l'enseignement des lettres antiques, poursuivait avant tout une œuvre d'humanisation. Ses écrits sur les empereurs romains amis des lettres, les princes de Hollande, les ducs de Brabant, les ducs

de Venise, le siège de Pavie en 1525, dénotent l'effort consciencieux d'un moraliste qui a lu les historiens antiques et les chroniqueurs modernes, sans que l'étude du présent plus que du passé ne l'incite à renouveler d'honorables lieux communs. Cet érasmien, qui n'aimait pas Luther, mais savait le désordre de Rome, édita un choix de lettres d'Érasme, un abrégé scolaire des *Adages* qui en supprimait les hardiesses avec les digressions, et quelques dialogues où l'on pourrait retrouver comme un timide souvenir des *Colloques*. Si le *De ratione studii*, resté inédit jusqu'en 1603, s'inspire heureusement d'Érasme et de Quintilien, l'*Institutio christiani hominis* n'est que l'œuvre d'un bon élève, qui a compris le rationalisme érasmien et la spiritualité érasmiennne. Ses prologues divers aux pièces de Térence ou d'Euripide, que les étudiants de Louvain représentaient sur les scènes des collèges, sentent l'école, mais ne sont pas entièrement négligeables pour l'histoire du théâtre moderne; ses vers latins ne manquent pas d'une élégance d'ailleurs conventionnelle et banale. Sa prose, — il a copieusement écrit — est cicéronienne de vocabulaire plus que de style. M. Daxhelet, au terme d'une analyse exacte et méthodique de son œuvre, le situe exactement à sa place dans l'histoire de l'humanisme aux Pays-Bas, entre Érasme, dont il n'est que le vulgarisateur, et Pierre Nannius, à qui appartiennent l'esprit critique et la technique du philologue. Un répertoire complet de sa correspondance, curieuse pour le détail de ses rapports avec Érasme et quelques amis de la culture antique et moderne, la publication de quelques lettres peu accessibles, complètent cette étude importante et neuve, par laquelle se continue heureusement la belle série des *Humanistica lovaniensia*. A. RENAUDET.

— Amédée POLET. *Une gloire de l'humanisme belge; Petrus Nannius, 1500-1557* (*Humanistica lovaniensia*, 5. Louvain, 1936, in-8°, xvi-350 p.). — Pierre Nanninck, plus connu sous le nom latin de Petrus Nannius, naquit en 1500 à Alkmaar; il y fut élève des Frères de la Vie Commune, y enseigna, dirigea le gymnase de Gouda, se fixa, en 1535, à Louvain, où il succéda, en 1539, comme professeur au collège Busleiden, au Westphalien Conrad Goclen, ami d'Érasme. Il y expliqua les classiques avec une maîtrise à laquelle Juste Lipse, plus tard, rendit hommage. Il obtint l'estime du gouvernement espagnol et des autorités de Bruxelles. Il ne visita jamais l'Italie, malgré son désir; prêtre, chanoine d'Arras, il ne fut jamais soupçonné d'opinions particulières, et mourut en 1557. Excellent latiniste à la manière d'Érasme, et très hostile au cicéronisme italien, il fut un polygraphe essentiellement scolaire. On a de lui une comédie imitée du répertoire antique et destinée à quelque représentation de collège; des dialogues instructifs et moraux, des déclama-tions sur des thèmes philosophiques, des leçons d'ouverture. Il paraphrasa quelques psaumes en distiques latins, composa quelques poèmes sur la mort d'Érasme; il traduisit les lettres de Démosthène et d'Eschine, deux vies de Plutarque, divers écrits de saint Basile et de saint Jean Chrysostome, la plupart des œuvres de saint Athanase. Ses corrections au texte fatigué de la 4^e et de la 5^e Ver-rine sont d'un grand prix; il a donné une excellente édition princeps de la *Vita Horatii* de Suétone. Son œuvre de philologue vaut mieux que son œuvre littéraire. Il est un représentant assez typique de l'humanisme chrétien, moral, mesuré, des dix-sept provinces. L'étude complète, mesurée elle-même et objective de M. A. Polet tient une place fort honorable dans la belle collection des *Humanistica lovaniensia* dirigée par M. le professeur H. De Vocht. Un nombre important de pièces inédites ou d'accès difficile, le répertoire complet de la correspondance, la publi-

cation de lettres inédites ou préfaces de livres introuvables offrent des documents nouveaux à l'histoire de la pédagogie classique, aussi bien qu'à l'histoire intellectuelle et savante des Pays-Bas.

A. R.

— Pearl KIBRE. *The library of Pico della Mirandola* (New-York, Columbia University Press, 1936, in-8°, xiv-330 p.). — La bibliothèque de Pic de la Mirandola était déjà connue par un premier inventaire, dressé quand elle devint propriété du cardinal Grimani en 1498, conservé dans les archives des Este de Modène, et publié en 1897 par F. Calori Cesis. Un autre inventaire, signalé par P. de Nolhac parmi les livres de Fulvio Orsini, et qui semble une copie faite du vivant de Pic sur un relevé plus ancien, était resté inédit à la Bibliothèque Vaticane. Plus désordonné, moins complet, il donne plus exactement les noms des auteurs. La publication de ce document ne peut que rendre un notable service à l'étude de l'humanisme italien et européen. Le texte est reproduit avec un grand soin ; les volumes et manuscrits ont été numérotés ; ouvrages et auteurs identifiés à l'aide des répertoires bibliographiques ou des catalogues de bibliothèques ; la concordance a été minutieusement établie avec les listes de Cesis. En quelques pages, l'auteur résume l'histoire de cette librairie insigne, et passe en revue les disciplines qui s'y trouvaient représentées : excellente introduction à l'étude d'un esprit qui, par l'ampleur d'une infatigable curiosité plus que par le syncrétisme incomplètement élaboré d'une œuvre qui n'a pas eu le temps de mûrir, se classe entre les plus grands du Quattrocento. Héritier du Moyen Age, et qui savait exactement le prix de la scolastique ; helléniste, sensible à l'attrait de Platon et des néoplatoniciens, et qui pourtant connaissait le prix de la méthode aristotélicienne et de l'encyclopédie aristotélicienne ; instruit de la science arabe et juive comme de la science grecque ; assez curieux d'information et de savoir pour demander aux glossateurs musulmans comment ils avaient compris Aristote, aux docteurs du Talmud et de la Kabbale en quoi leur effort pouvait servir la pensée humaine ; lecteur de la Bible, et qui en recherchait, auprès des Pères de l'Eglise, des grands théologiens et des grands mystiques, une interprétation qu'il voulait vivante, accordée à toutes les inquiétudes modernes des intelligences ; fidèle sujet de l'Eglise, et pourtant assez accueillant à toute nouveauté religieuse pour questionner librement Wycliff ou Jean Hus ; humble disciple de l'Evangile, et passionné de saisir et de garder, comme son bien propre, et pour l'enrichissement de sa vie intérieure, tout ce qui est de l'esprit humain.

A. R.

— Alda CROCE. *Contributo a un'edizione delle opere di Antonio Galateo* (Estratto dall' *Archivio storico per le prov. nap.*, anno 1937, fasc. LXII. Naples, 1937, in-8°, 33 p.). — Antonio de Ferrariis, connu sous le nom de Galateo, médecin de Ferdinand, roi de Naples, écrivit en un latin facile des dialogues et des traités où se joue une fantaisie très libre à l'égard des traditions philosophiques et religieuses. Il vit s'établir le régime espagnol et le jugea sévèrement, avec le mépris des Italiens, habitués à une longue tradition de culture élégante, pour cette nouvelle forme de barbarie qu'ils voyaient envahir la péninsule. M^{lle} Alda Croce publie une bibliographie méthodique de ses œuvres, et, d'après un manuscrit de la Vaticane, deux lettres inédites de Galateo à Belisario Acquaviva, duc de Nardò, resté fidèle aux Aragonais, ami et protecteur des lettrés, auteur lui-même de quelques brefs traités de sujets assez divers. Quelques passages de la première sur les pharisiens

moder-
ferraient
Pontane-
nement
moralis-
peuvent
eux-mê-
que rés-
réflexio-
spiritue-

— E-
una col-
(Biblio-
lire 14)
Juan d-
chef et
pages
pagne
religieu-
des la
M. Ba-
giense
approf-
intérie-
lon su-
autres

—
dixion-
Later-
de Va-
zague
1536.
posée
furen-
Muse-
leur e-
elle q-
1860.
d'exa-
che m-
dette
inédi-
daté
sur l-
La
et la

modernes, la religion du pur esprit, le pullulement et la malfaisance des moines, feraient penser à certains textes érasmiens, si l'on ne se souvenait que Giovanni Pontano s'exprime parfois dans le même langage. La seconde, postérieure à l'avènement de Léon X, contient sur l'éducation, sujet familier à l'auteur, sur les effets moralisateurs ou non de la culture littéraire, sur les avantages que les princes peuvent en tirer pour leur métier, sur les bienfaits que les peuples et les lettrés eux-mêmes peuvent attendre de princes favorables aux études, sur les désillusions que réservent souvent aux uns et aux autres des seigneurs fort instruits, les réflexions d'un homme assez désabusé, qui pourtant conserve le culte des valeurs spirituelles.

A. R.

— Edmondo CIONE. *Juan de Valdés : la sua vita e il suo pensiero religioso, con una completa bibliografia delle opere del Valdés e degli altri scritti intorno a lui* (*Biblioteca di cultura moderna*, n° 312. Bari, Laterza, 1938, in-8°, 197 p.; prix : lire 14). — La meilleure partie de cet ouvrage est la bibliographie des œuvres de Juan de Valdés et des travaux relatifs à cet érasmien illuminé, qui fut à Naples le chef et l'inspirateur d'une école fort libre de spiritualité. Les soixante et quelques pages consacrées par l'auteur à l'érasmisme et au mysticisme érasmistique dans l'Espagne de Charles-Quint, à la pensée et à l'activité d'Alonso de Valdés, à l'éducation religieuse et aux débuts en Espagne de son frère Juan, se trouvaient dépassées, dès la publication du livre, par l'ouvrage que l'on peut tenir pour définitif de M. Bataillon sur *Érasme et l'Espagne*. L'activité, les publications, l'influence religieuse de Juan de Valdés à Naples mériteraient une étude plus complète et plus approfondie. M. Cione s'est efforcé de définir sa doctrine et la forme de sa vie intérieure : il en a marqué certains aspects essentiels ; mais les pages de M. Bataillon sur la spiritualité érasmiennne et l'illuminisme espagnol nous rendent bien autrement intelligibles cette doctrine et cette vie.

A. R.

— Giovanni DI VALDÉS. *Alfabeto cristiano ; dialogo con Giulia Gonzaga*. Introduction, note e appendici di B. CROCE (*Biblioteca di cultura moderna*, n° 311. Bari, Laterza, 1938, in-8°, xxviii-179 p.; prix : lire 16). — L'*Alfabeto cristiano* de Juan de Valdés se présente sous la forme d'un dialogue de l'auteur avec Julie de Gonzague, à Naples, après un sermon de Bernardino Ochino, pendant le Carême de 1536. L'ouvrage, écrit en espagnol, n'existe que dans la traduction italienne composée pour Julie. Il parut en 1546 ; mis dès 1549 à l'Index, les exemplaires en furent détruits avec un tel soin qu'un seul, découvert en 1851 et passé au British Museum, a survécu. Luis Usó del Rio et Benjamin B. Wiffen l'utilisèrent dans leur édition, donnée à Londres en 1860, bientôt presque introuvable. C'est d'après elle que M. Benedetto Croce vient de rééditer le vieux texte de Valdés. Comme en 1860, l'*Alfabeto cristiano* est accompagné d'un petit écrit qui contient une méthode d'examen de conscience, et de méditation éclairée par la lecture de l'Évangile : *In che maniera il cristiano ha da studiare nel suo proprio libro*. En appendice, M. Benedetto Croce étudie les divers portraits de Julie de Gonzague, publie quelques lettres inédites de Valdés, relatives à Julie et à l'administration espagnole de Naples, datées de 1539-1540 et tirées des Archives de Simancas. Suivent quelques pages sur le testament de Valdés.

La brève introduction est d'un historien qui définit de la façon la plus exacte et la plus objective les deux interlocuteurs et le moment de leur entretien ; cette

« plénitude du temps », qui faisait naître alors, même en Italie, même à Naples, un besoin de vie religieuse plus intense et plus intérieure. M. Benedetto Croce n'hésite pas à écrire que le salut par la foi, tel que Valdés l'enseignait et que l'entendait Julie de Gonzague, impliquait la négation de l'Église papale et de son système de sacrements, c'est donc mal poser la question que de se demander si Valdés et ses amis étaient ou non hérétiques, puisque l'Église n'avait pas encore condamné leurs doctrines : il suffit de constater qu'elle les traita, sans hésiter, en ennemi. L'affranchissement de la conscience religieuse, délivrée des observances légales, reste, d'ailleurs, chez Valdés, étroitement liée à la croyance en l'action libératrice du Christ. Mais, sous cette enveloppe mythique, M. Benedetto Croce discerne l'apparition d'une nouvelle philosophie de la morale et comme le premier germe de l'impératif kantien.

Le texte, vivant et profond, et d'une belle forme italienne, malgré quelques passages où transparaît l'original espagnol, a été admirablement édité. M. Benedetto Croce relève de préférence les innombrables passages du Nouveau Testament, dont Valdés, presque à chaque pas, s'inspire. Mais comme sa pensée religieuse est nourrie de spiritualité érasmiennne, il serait aisé d'en relever encore un assez grand nombre d'autres qui rappellent l'*Enchiridion* ou la *Ratio verae theologiae*, le commentaire ou les Paraphrases du Nouveau Testament. A. R.

— Caro LYNN. *A college professor of the Renaissance; Lucio Marineo Siculo among the Spanish Humanists* (Chicago, University Press, 1937, in-8°, xi-302 p.; prix : 3 doll.). — Cette monographie apporte une heureuse contribution à l'histoire de l'humanisme européen, et particulièrement espagnol, dans le dernier quart du xv^e siècle et le premier tiers du xvi^e. Les études du Sicilien Luca de Marinis furent tardives ; il reçut à Catane et à Palerme sa première instruction ; à Rome, près de Pomponio Leto, il devint pour la vie un latiniste, et prit le nom de Lucius Marineus Siculus ; il négligea toujours le grec. Professeur à Palerme en 1479, il eut, en 1484, l'occasion de passer en Espagne et y resta. Douze années il occupa la chaire de poésie et d'éloquence latine à l'Université de Salamanque. Antonio de Lebrija, depuis 1473, y luttait contre la barbarie ; les deux hommes s'entendirent mal ; les méthodes de Marineo étaient plus modernes, son goût plus sûr. Il s'attachait à l'Espagne, publiait, en 1495 ou 1496, un *De Hispaniae laudibus*. Entré au service de la reine Isabelle, il enseigna le latin classique aux chapelains de la maison royale, au personnel de la cour. Il mena désormais, dans l'entourage des rois catholiques, une vie longtemps voyageuse. Isabelle morte le 26 novembre 1504, il conserva la faveur de Ferdinand, l'accompagna deux ans plus tard à Naples, revint à Sicile, et continua de suivre la cour, à Burgos, à Saragosse, à Valladolid. Le *De primis Aragoniae regibus* avait paru en 1509 ; il publiait, en 1514, sans grand souci de l'ordre et de la chronologie, le recueil de ses propres lettres. Après la mort de Ferdinand (janvier 1516), il conta en latin l'histoire du roi ; il fut confirmé par Charles-Quint dans ses titres et bénéfices. Il vécut assez pour dédier au prince héritier Philippe, en 1532, un abrégé de grammaire latine, et, en 1533, à l'empereur lui-même un *De rebus Hispaniae mirabilibus* ; il mourut probablement la même année.

M. C. Lynn conte la vie et la carrière de Lucio Marineo Siculo avec une information très abondante et bien contrôlée. Sur les divers milieux où il put s'arrêter quelque temps, à Salamanque ou à Saragosse, on trouvera dans ce livre d'utiles

précisions. L'homme revit, avec ses goûts, ses amitiés et quelques-unes de ses contradictions, puisque, très capable de discerner, comme tant d'autres, les causes du désordre ecclésiastique, il accepta sans beaucoup hésiter la commende d'une abbaye qu'il ne vit jamais. Le lecteur désirerait connaître plus exactement l'humaniste, le savant, l'historien, le moraliste, le chrétien, son action et son rôle dans la renaissance des études en Espagne et en Europe. Contemporain de cette Préforme espagnole guidée par le cardinal Cisneros et de ce jeune érasme espagnol qui se confondait souvent avec le vieil illuminisme, demeura-t-il indifférent aux deux questions essentielles qui alors se posaient en Espagne, celle de la restauration humble et savante de la vie chrétienne et celle de l'érasmeisme? Ou faut-il penser que, plus âgé qu'Érasme et formé par des hommes qu'Érasme eût appelés ses maîtres, Italien lui-même et peu enclin à suivre les leçons des Barbares, il eût d'instinct adopté, vis-à-vis de lui, l'attitude des cicéroniens d'Italie?

A. R.

— Signalons la réédition des célèbres *Basia* et autres œuvres d'un des plus connus parmi les poètes latins de la Renaissance, Jean Everaerts, dit Jean Second (Paris, Garnier frères, s. d., in-16, xvii-280 p. ; prix : 16 fr. 50). On peut se demander s'il était opportun de joindre au texte une traduction, d'ailleurs délicatement travaillée, due à M. Maurice RAT. Les amateurs du Catulle néerlandais préféreront le goûter dans l'original. Les notes seront précieuses, par les comparaisons avec les poètes classiques et ceux du xvi^e siècle. Les historiens trouveront, à côté des *Baisers*, quelques poèmes sur Charles-Quint, sur Érasme, sur la paix de Cambrai, sur André Alciat, qui fut à Bourges le maître de Jean Second, sur Saragosse et Compostelle.

H. Ha.

Italie. — Amerigo d'AMIA. *Schiavitù romana e servitù medievale* (Milan, Hoepli, 1931, in-8°, xxiv-309 p.). — L'objet de ce livre, l'esclavage médiéval, ne se recommandait guère par sa nouveauté. Il est bien vrai que, les histoires générales le passant ordinairement sous silence, beaucoup de gens, d'ailleurs cultivés, l'ignorent. Il a déjà donné lieu, pourtant, à de sérieuses enquêtes. D'Italie, notamment, nous vinrent naguère deux bons ouvrages, dont j'ai rendu compte dans la *Revue* (t. CLXIV, p. 328-329) : l'un, de M. Gaudioso, qui traite de l'esclavage domestique en Sicile depuis l'époque normande ; le second, de M. R. Livi, sur la *Schiavitù domestica nei tempi di mezzo e nei moderni*, publié en 1928, et qui intéresse non seulement l'Italie, mais l'Espagne, la France, l'Allemagne, les pays slaves, où fut activement pratiqué le commerce des esclaves. Une intéressante *Note sur l'esclavage à Montpellier au bas Moyen Age* a paru dans les *Études d'histoire dédiées à la mémoire de H. Pirenne* (Bruxelles, 1937).

Le titre du volume de M. Amerigo d'Amia, non moins compréhensif, n'est qu'apparemment justifié par une première partie, générale, intitulée *Stato e Chiesa per l'attenuazione della schiavitù*, où il entend embrasser « le phénomène humain de l'esclavage », montrer qu'en dépit de nombreuses variantes il est un à toutes les époques, dans ses causes et son essence, qu'entre l'esclavage romain et celui du Moyen Age il n'est pas de solution de continuité — ainsi part-il de Platon et d'Aristote pour aboutir à l'abolition de l'esclavage. Car cette partie, dite générale, ne concerne que l'Italie et se fonde sur une bibliographie à peu près exclusivement italienne (Solmi, Pivano, Leicht, Besta, Roberti, Volpe). Je ne souscrirai point à

l'opinion de l'auteur, qui la tient pour indispensable. Outre qu'elle manque d'originalité, elle m'a paru lourde de développements inutiles, confuse même sous certains aspects : par exemple, la distinction entre esclavage et servage n'y est pas suffisamment observée.

C'est-à-dire que la valeur de cet ouvrage est surtout dans la seconde partie : *La servitù medievale secondo i documenti pisani*, écrite d'après des documents originaux, dont une centaine est publiée en appendice. Elle complète très heureusement, pour la région pisane, le livre de Livi, qui n'avait connu pour la Toscane que des documents de Florence et de Prato. Dans l'ensemble, elle ne fait que confirmer les résultats acquis : l'ordre social du Moyen Age hérita l'esclavage domestique du droit romain de la basse époque ; l'Église le toléra en le mitigeant, spécialement par l'interdiction de vendre des chrétiens, de sorte que bientôt ne se trouvent plus sur le marché que des Orientaux, dont le commerce prit un grand essor au xiv^e siècle. Mais, sur la condition de ces esclaves, leurs rapports avec leurs maîtres, leurs défauts et leurs vices, les contrats de vente, de louage, de donation, sur la manumission, le livre de M. d'Amia offre en abondance les détails piquants, les renseignements inédits.

A. DE BOUARD.

— H. GEISS. *Geld- und naturalwirtschaftliche Erscheinungsformen im staatlichen Aufbau Italiens während der Gotenzeit* (Stuttgart, W. Kohlhammer, 1931, in-8°, XII-66 p. *Vierteljahrsschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, Beiheft 27). — La transition de l'Antiquité au Moyen Age, envisagée sous l'aspect économique, demeure à l'ordre du jour des historiens. Témoin ce mémoire, qui revient sur l'un des points essentiels et des plus controversés du problème des échanges pendant cette période : savoir si l'économie-nature, caractérisée par la perception des impôts et le paiement des salaires en denrées, fut héritée du Bas-Empire par les Barbares.

Le fait est que ce système avait prévalu dans la pratique administrative du monde romain lors de la crise du iii^e siècle ; et la thèse, d'ailleurs discutable, bien que soutenue par nombre d'auteurs, que le haut Moyen Age fut pareillement une époque réfractaire à l'économie-argent, en raison du ralentissement des échanges et de la stagnation monétaire, invitait à rechercher si cet état de choses se ratachait ou non au précédent romain.

Pour mener son enquête, M. H. Geiss a choisi, comme le champ le plus favorable, l'Italie du vi^e siècle, illustrée par les *Variae* de Cassiodore, les *Papiri diplomatici* de Marini, le registre de Grégoire le Grand.

Je ne me hasarde pas à résumer l'exposé, souvent abstrus. Le résultat ne me paraît pas décisif. Outre que l'économie privée est là laissée dans l'ombre — car il ne s'agit guère que d'économie d'État — les deux systèmes s'équilibrent sensiblement. On voit bien que l'État comme les particuliers marquent généralement leur préférence pour le régime de l'économie-argent, pour l'impôt payé en numéraire. Mais l'autre tendance se fait jour aussi dans l'abus des réquisitions (*coemptio*) et des prestations, c'est-à-dire des prélèvements en nature.

De sorte que les tenants des deux thèses opposées s'en pourront également prévaloir.

A. DE B.

— J. PLESNER. *L'émigration de la campagne à la ville libre de Florence au XIII^e siècle* (Copenhague, Gyldendalske Boghandel, 1934, in-8°, 240 p.). — Selon

l'opinion communément reçue des médiévistes les plus autorisés, Villari, Salvemini, L. M. Hartmann, Davidsohn, touchant le développement de la ville italienne au XIII^e siècle, il aurait partout existé entre campagne (« contado ») et ville, entre noblesse et bourgeoisie, un antagonisme irréductible, de sorte que tout établissement de commune libre postulerait une séparation préalable, sur le plan matériel et politique, de la ville et de la campagne, puis une fusion des classes urbaines, jusqu'alors diverses, en un ensemble cohérent, capable de conquérir sur l'aristocratie les terres environnantes.

Ce dogme d'une lutte de classes, hérité de Karl Hegel, où l'on prétendait trouver la genèse de la bourgeoisie, fut récemment battu en brèche par M. Nicola Ottokar, dont un ouvrage sur la commune de Florence à la fin du XIII^e siècle, plein de vues nouvelles et, partant, fort discuté, tendait à établir que, loin d'être systématiquement opposables, ville et « contado » constituèrent, dans l'Italie médiévale, un ensemble très organique : les terriens (seigneurs, feudataires, allodiers) participant à la vie urbaine et, réciproquement, nombre de citadins (bourgeois et marchands) étant possessionnés dans le « contado ».

Voici, à l'appui de ces conclusions, un petit livre substantiel — thèse de doctorat de l'Université de Copenhague — dû à M. Johan Plesner, qui suivit, à Florence, les leçons de M. Ottokar et témoigne à son endroit d'une admiration sans réserve. C'est-à-dire qu'il fut écrit sous l'influence directe du novateur, dont il entend vérifier la position fondamentale, en scrutant « les relations entre ville et campagne, entre population urbaine et campagnarde ». Tel est le propos de l'auteur, qu'il précise en ces termes : « Caractériser l'émigration qui, durant le Moyen Âge, s'est produite de la campagne à la ville de Florence, émigration qu'on s'est habitué à considérer comme l'exode de misérables fuyant l'oppression de la noblesse féodale, le joug des souverains (*sic*) ecclésiastiques. »

Il recherche, à cette fin, quels étaient ceux qui émigrèrent à la ville pour y acquérir les droits de « cittadino ». Comme la plupart provenaient des « castelli », qui pullulaient en Toscane au point de représenter la forme normale de la vie rurale en cette région, il définit, dans le premier chapitre, le « castello » — qui n'a de commun que le nom avec le château français ou le Burg allemand, à la fois demeure et forteresse privée du seigneur s'élevant au-dessus des habitations paysannes, mais se constitua sur le modèle des camps des époques romaine et byzantine, peuplés d'hommes libres soumis à des obligations militaires. C'est ce qu'avait fait connaître, il y a quelques lustres, M. Fedor Schneider par son livre *Die Entstehung von Burg und Landgemeinde in Italien*, dont les vues générales sont ici admises et assez exactement résumées (quelques maladresses d'expression, comme « castello de Limes », qui ressemble à une bévue ; encore, p. 4 : « la suzeraineté était de caractère non privé, mais public », et p. 91, où se trahit plus visiblement l'imprécision des notions juridiques).

Après avoir montré (chap. II) la vie sociale du « castello », où s'observent les conditions les plus diverses des personnes et des terres, l'auteur aborde la question même de l'émigration, en scrutant ce mouvement avec une minutie poussée jusqu'à la généalogie des familles, dans un *castrum* et dans une paroisse rurale du « contado » florentin : Passignano et Giogole, choisis pour une documentation particulièrement abondante (protocoles de notaires).

Il s'en dégage, positivement, qu'à l'époque de la ville libre la terre n'a point, là,

changé de propriétaires, les marchands en ayant dépouillé l'aristocratie, mais bien qu'elle demeure aux mains des anciens possesseurs devenus, les plus aisés du moins, « cittadini ».

L'enquête est sérieuse. Son défaut est d'être réduite à deux sondages. Il reste à prouver que les conclusions valent pour la Toscane. Il est assurément excessif d'en prendre texte pour rouvrir, comme fait l'auteur en son Introduction, une controverse touchant la genèse de la Renaissance.

A. DE B.

— A. SAPORI. *Una compagnia di Calimala ai primi del trecento* (Florence, Olschki, 1932, in-8°, 420 p. *Biblioteca Storica Toscana*, VII). — Il s'agit d'une société commerciale constituée à Florence en 1318 sous la raison sociale « Francesco Del Bene e compagni », en vue de l'importation, du traitement et de la vente en gros, c'est-à-dire par pièces entières, de tissus d'outre-monts, Poperinghe, Gand, Bruxelles, Malines, Douai, Lille, Orchies, Paris, Châlons, Caen, etc., (*panni franceschi, recate d'oltramonti*) et, très subsidiairement, d'autres marchandises — vins, balles de lin — acquises, du produit de la vente des draps, par quelques agents de la compagnie en d'autres régions.

Il s'en faut qu'elle fût au premier plan des firmes florentines de l'époque : elle n'occupait qu'une modeste boutique de la rue de Calimala, et son existence fut assez brève. Mais l'abondance des documents qui la concernent (le fonds Del Bene aux Archives d'État de Florence) la recommandait entre toutes au spécialiste distingué de l'histoire économique de Toscane qu'est M. A. Saporì. M. Davidsohn signalait déjà, dans son *Histoire de Florence*, l'importance de ce fonds « incomparable et à peu près inédit ». L'ayant classé méthodiquement, M. Saporì en tira quelques excellents mémoires : *I mutui dei mercanti fiorentini del Trecento*, *Per la Storia dei prezzi a Pistoia*, *Un bilancio domestico a Firenze alla fine del Duecento*, *L'interesse del danaro a Firenze nel Trecento*, avant de composer ce tableau d'ensemble de l'activité d'une maison de commerce florentine au début du XIV^e siècle, qui épuise littéralement le sujet et laisse loin derrière lui, par l'exposé de la pratique commerciale, la précision du détail, les groupements suggestifs de chiffres, tous les travaux antérieurs, notamment les études de Doren sur l'histoire économique et les métiers de Florence.

L'auteur, après avoir présenté en un chapitre préliminaire les associés, le personnel de la maison, les contrats de la Société, le local, aborde le fond même de son propos, traité minutieusement en quelque 150 pages : achats de drap à Florence et outre-monts, frais de transport, prix de base et détermination du prix de vente, profits, modes de paiement, etc... Sur des données exactes, il fonde des moyennes, qui donnent une haute idée du « gain honnête » pratiqué au Moyen Age, du « lien moral » qui régissait l'économie de l'époque, non seulement en vertu de la doctrine du juste prix (cf. Saporì, *Il giusto prezzo nella dottrina di S. Tommaso e nella pratica del suo tempo*. Florence, 1932), mais des dispositions mêmes des statuts et des règlements des métiers. D'un écart brut d'environ 40 % entre le prix d'achat et le prix de vente, si l'on déduit les frais de transport (16 %), les frais généraux (11,10 %), les pertes sur crédits, le bénéfice net ne ressort guère qu'à 10 %. Voilà pour modérer l'opinion généralement accréditée sur les progrès du capitalisme dès le Moyen Age.

L'ouvrage, il va sans dire, offre bien davantage à qui s'intéresse à l'histoire économique. Je signale seulement un essai de compilation de tables de change

(p. 79-101), dont M. Saponi lui-même a, d'ailleurs, souligné depuis le caractère provisoire (communication faite à Varsovie et publiée dans le *Bulletin du Comité international*, 1933, p. 137). C'est, à beaucoup d'égards, un précieux complément de la célèbre *Pratica della mercatura* de Pegolotti. Il éclaire nombre d'aspects de la vie commerciale et artisanale d'Italie au début du XIV^e siècle. A. DE B.

— *I registri dell'Ufficio di Provvisione e dell'Ufficio dei Sindaci sotto la dominazione viscontea*, a cura du Caterina SANTORO (Milan, Castello sforzesco, 1929-1932, in-4^o, XXII-810 p. *Commune di Milano, Inventari e registi dell'Archivio civico*, I).

— Mis récemment en mesure, par une importante dotation annuelle et par l'attribution d'un personnel scientifique adéquat, de faire connaître ses richesses historiques, l'Archivio del Comune di Milano inaugurerait brillamment, en 1932, par ce magnifique volume, la publication de ses registres.

De la masse imposante qu'ils constituèrent jadis — les statuts de l'époque des Visconti en mentionnent une dizaine de séries — il ne subsiste, sans doute, que des épaves. Comme tant d'autres, ce fonds a subi les injures du temps et des hommes, incendies et détournements. Tel quel, cependant, il compte encore parmi les plus précieux de Lombardie. Car les trop rares volumes épargnés proviennent tous, du moins, de catégories de premier plan, savoir : des registres de l'« Ufficio di Provvisione » (lettres ducales adressées par le seigneur à la Commune, touchant des nominations d'officiers, exemptions, octrois de « cittadinanza », annonces de victoires ou de paix, impositions, mesures sanitaires, réparations de routes, etc... ; délibérations de l'Office, d'intérêt administratif et économique ; actes de la « Fabbrica del Duomo ») ; des registres des lettres ducales et des ordonnances de l'« Ufficio dei sindaci », relatives aux finances communales ; enfin, des Sentences des Podestà.

Comme l'indique le titre du présent ouvrage, cette dernière catégorie en est seule exclue. Il offre donc des analyses, brèves mais exhaustives, de tous les documents contenus dans les registres conservés des « Uffici di Provvisione » et « dei Sindaci » de l'époque des Visconti. En dépit des lacunes, que l'éditeur, M^{lle} Santoro, s'est appliquée à combler au mieux en scrutant d'anciens répertoires, c'est là une mine de renseignements, en grande partie inédits, sur l'histoire politique, administrative, économique, généalogique de Milan à la fin du XIV^e siècle et au début du XV^e.

Les adeptes des « Studi viscontei » ont accueilli avec gratitude ce précieux complément des sources d'une prestigieuse histoire, dont la « Società storica lombarda » et la direction de l'« Archivio di Stato » de Milan ont parallèlement entrepris, depuis plus de vingt ans, l'inventaire et la publication. A. DE B.

— Le « R. Istituto storico italiano per l'età moderna e contemporanea », créé par le décret-loi du 20 juillet 1934, continue, en fait, l'œuvre de la Scuola di storia moderna e contemporanea et, en partie, celle du Comitato nazionale per la storia del Risorgimento. Sous l'impulsion de M. Gentile, l'Institut a envisagé la publication d'une vaste publication sur les sources de l'histoire italienne depuis le début du XVI^e siècle ; divers érudits ont préparé l'élaboration d'éditions diverses, et nous reviendrons prochainement sur quelques-uns d'entre eux. Enfin est publié un *Annuario*. Le tome I, sous la date de 1935 (Bologna, Zanichelli, 1936, in-8^o, VIII-166 p. ; prix : 20 L.), en dehors d'un *Catalogo della stampa periodica riguardante il*

Risorgimento italiano conservata nella Biblioteca del Risorgimento di Rome, dû à M. Waltere MATURI, et d'un travail où, utilisant des documents du Record office, le regretté Nello ROSSELLI complète les renseignements et les interprétations fournis par M. N. Rodolico sur Charles-Albert, alors que celui-ci n'était que prince de Carignan, renferme deux mémoires relativement importants : de M. Rosario Russo, *Del tentativo di introdurre nella Corsica una colonia olandese per i lavori di bonifica*, dans la première moitié du XVIII^e siècle (1639-1640), et où est soulignée l'activité économique des Pays-Bas ; de M. Ersilio MICHEL, dont on connaît l'intérêt pour tout ce qui concerne l'Italie insulaire, *L'occupazione sarda della Maddalena e dell'altre isole intermedie* en 1767 : le caractère de cette occupation, à la suite de l'incorporation de la Corse par la France, était nettement militaire. Dans le même volume, M. Nicola NICOLINI, étudiant *Ettore Carafa, conte di Ruvo prima del 1799*, fournit une contribution intéressante sur la biographie et la formation intellectuelle d'un de ces jeunes Napolitains qui furent touchés par la grâce révolutionnaire et périrent sur le gibet lors de la réaction monarchique de 1799.

Les volumes II et III de l'*Annuario*, pour 1936 et 1937, forment un seul tome (Bologna, Zanichelli, 1938, in-8°, 366 p. ; prix : 40 L.) occupé par deux mémoires considérables. Dans l'un, M. Federico CHABOD, *Per la storia della stato di Milano durante il dominio di Carlo V*, examine, avec un luxe de documentation remarquable, l'état moral et matériel du clergé lombard au début du XVI^e siècle et jette des lumières très vives sur les débuts du protestantisme en Italie. L'autre est constitué par le texte, en français, des souvenirs d'enfance de Giacomo Savarese, qui devait être ministre à Naples en 1848 — souvenirs curieux pour la période d'histoire napolitaine qui s'étend entre les années 1815 et 1820 — et particulièrement sur le ministre libéral napolitain Giuseppe Zurlo ; M. Aldo ROMANO a fait précéder ces souvenirs, exactement annotés, d'une bonne introduction. G. Bx.

— M. M. VAUSSARD a publié dans la revue catholique *La vie intellectuelle*, 25 janvier 1939, une bien intéressante étude sur *L'histoire contemporaine dans les manuels scolaires italiens*. L'auteur a fait porter son effort sur quelques épisodes typiques de cette histoire : la guerre de 1859, la Triple-Alliance, la guerre mondiale, l'ère fasciste jusqu'à l'expédition d'Éthiopie. M. Vaussard est parfaitement équitable, car, s'il note les déformations infligées à l'histoire ou à l'interprétation des faits historiques par l'esprit de parti, il sait reconnaître la valeur scientifique et l'impartialité de manuels tels que ceux qu'a rédigés M. C. Barbagallo. D'autre part, il souligne la valeur de la présentation technique des manuels, abondamment illustrés d'images bien choisies. G. Bx.

Roumanie. — *Diplomatarium italicum. Documenti raccolti negli Archivi italiani*, III (Rome, Libreria di scienze e lettere, 1934, in-4°, xi-421 p. *Scoala Română din Roma*). — Sous le titre *Diplomatarium italicum*, la section historique de l'École roumaine de Rome publie, en de beaux volumes in-4°, le fruit de ses investigations dans les archives et bibliothèques d'Italie.

Le troisième de la série, paru en 1934, témoigne à la fois, par son ampleur, de l'activité des membres de cette École et de l'abondance, dans les fonds italiens, de documents relatifs à l'histoire de l'Europe orientale. A vrai dire, les archives ecclésiastiques romaines sont surtout mises à contribution. L'Archivio Vaticano (fonds des nonciatures) a fourni presque toute la matière des deux plus importants

mémoires contenus dans ce volume. Le premier, dû à M. Jon Moga, *La contesa fra Gabriele Băthori e Radu Serban vista dalla corte di Vienna*, est un intéressant chapitre de l'histoire de Transylvanie au début du XVII^e siècle, lorsque les libertés politiques et religieuses du pays chancelaient sous la menace des Habsbourg. Le second, de M. Anton Mesrobeanu, *Nuovi contributi sul vaivoda Gaspere Graziani e la guerra turco-polacca del 1621*, éclaire d'un jour nouveau, grâce à des renseignements inédits puisés aux *Urbinales latini* de la Bibliothèque Vaticane et dans le fonds Barberini (nonciatures d'Allemagne et de Pologne), la carrière de Gaspere Graziani, duc de Naxos et de Paros, puis prince de Moldavie (1619-1620), et les préparatifs de la guerre turco-polonaise de 1621.

A l'Archivio della « Propaganda Fide », M. Gazdăru a découvert *Una relazione manoscritta italiana sulla rivoluzione di Tudor Vladimirescu*, adressée au cardinal Fontana, alors préfet de la Congrégation de la Propagande, par le missionnaire catholique Giuseppe Molajoni, témoin oculaire de la révolution qui secoua les principautés danubiennes en 1821 ; vivant chapitre de l'histoire du premier « Risorgimento » roumain.

Enfin, M. Constantin Radu édite, avec un grand luxe d'appareil critique, d'après le manuscrit I, 32, de la Bibliothèque communale de Pérouse, une *Vita Despoti principis Moldaviae*, à peu près contemporaine de ce singulier personnage : Jacques Basilikos l'Héraclide, dit le Despote, déjà doté, d'ailleurs, d'une abondante bibliographie. Voici bientôt quarante ans, M. Iorga le présentait de la sorte : tour à tour grammairien, soldat, courtisan, prince ; né en Crète, combattit à Renty, tint bureau d'esprit à Königsberg, Vilna, Varsovie ; s'empara par ruse du trône de Moldavie en 1561 et succomba au bout d'un règne de deux ans, après avoir rêvé la liberté de la Grèce, sous les murs d'une ville moldave qui fut sa capitale et sa prison.

A. DE BOUARD.

U. R. S. S. — Maurice BOMPARD. *Mon ambassade en Russie, 1903-1908* (Paris, Plon, 1937, in-8°, XLIX-335 p.). — Il faut remercier M^{me} Blignières-Bompard d'avoir publié les mémoires que son mari, mort en avril 1935, avait laissés sur son ambassade en Russie. L'ouvrage se présente loyalement non comme un journal, mais comme des souvenirs rédigés à loisir. Il concerne, comme il convient, les relations diplomatiques, mais aussi, et presque à égalité, l'état intérieur de la Russie.

Du récit de M. Bompard ressort avec évidence la partie qui se joue alors en Europe entre un système franco-anglo-russe, nécessairement dirigé contre l'Allemagne, et un système franco-russo-allemand, dirigé contre l'Angleterre. Le premier a pour lui d'exister déjà sous la forme de l'alliance franco-russe et bientôt de l'entente franco-anglaise : il faut la compléter par une entente russo-anglaise. Mais l'alliance que l'Angleterre maintient avec le Japon en guerre avec la Russie y fait obstacle. Alors, le second système, que préconise l'empereur Guillaume, risque de l'emporter : à Bjorkoe, les deux monarques signent un accord secret auquel il ne reste plus qu'à faire adhérer la France (p. 130-146, 156-171). Mais Paris repousse avec horreur tout rapprochement avec l'Allemagne (p. 169-170). Heureusement, Paris, tout en critiquant la façon de gouverner du tsar, prête au comte Witte des milliards que Bulow refuse : l'alliance française reprend le dessus. Une fois la paix conclue avec le Japon, l'accord est obtenu avec l'Angleterre. Le premier système l'a emporté. M. Bompard respire.

Pour ce qui est de l'intérieur, M. Bompard est un témoin remarquablement

intelligent et attentif de ces années 1903-1908, qui servirent de répétition générale à la révolution de 1917. Il a jugé avec équité des hommes comme Witte et Stolypine et, en général, le régime existant. Il a bien observé la ridicule fatuité des « cadets », ces doctrinaires qui « n'ont pas cent mille partisans dans une nation de 140 millions ». Il a fait de justes remarques sur cette Douma approuvant par « des votes toujours unanimes les propositions les plus excessives » (p. 219-220). Il est bien documenté sur les troubles agraires et leurs caractères. Surtout, il a bien vu que la question sociale, et non le parlementarisme, est l'enjeu du combat engagé entre la masse du peuple et la petite couche dirigeante. Des incidents comme ce sous-officier de la Garde impériale qui prêche la révolution en pleine ambassade (p. 214-215) l'éclaircissent sur l'état de l'armée. Nombre de traits aussi significatifs sont à retenir.

L'ouvrage est suivi d'une *Notice biographique* sur M. Bompard. Regrettons la déformation systématique du nom du président de la première Douma : *Moroum-seff*, au lieu de *Mouroumisseff*.

— Général Alexandre SPIRIDOVITCH. *Raspoutine, 1863-1916*, d'après les documents russes et les archives privées de l'auteur (Paris, Payot, 1935, in-8°, 429 p.). — Après toute la littérature de très mauvais aloi suscitée par la figure énigmatique de Raspoutine, voici enfin un ouvrage véritablement sérieux. L'ancien chef de la Sûreté secrète de Nicolas II avait tout ce qu'il fallait pour l'écrire : souvenirs et documents personnels. Il n'a rien négligé non plus de ce qui a été publié de valeur : une bibliographie de quatre pages en fait foi. Je m'étonne seulement de n'y pas trouver une très curieuse et rare brochure de Prugavin, *Léonce Egorovitch et ses admiratrices*, publiée à Moscou en 1916.

Ainsi Raspoutine est un paysan sibérien qui, dès son enfance, allie à un tempérament déchainé une religiosité exaltée. Dans la secte des *khlysty* (l'auteur omet de signaler sur elle la thèse française de Séverac) — sans peut-être lui appartenir formellement — il découvre la conciliation de tous ses instincts. C'est à Kazan, vers 1900, qu'il trouve ses premières admiratrices dans le grand monde et ses premiers protecteurs dans le haut clergé. En 1903, il arrive à Saint-Pétersbourg, est introduit par le recteur de l'Académie ecclésiastique, passe déjà pour un guérisseur et un voyant. A Pâques 1905, il est présenté à la grande-duchesse Militsa ; le 1^{er} novembre de cette année tragique, le tsar note : « Nous avons fait la connaissance d'un homme de Dieu nommé Grigori. » En 1907, il touche le tsarevitch et l'hémorragie s'arrête : la tsarine croit en lui. L'empereur, dans ce paysan intelligent et qui ne mâche pas les vérités, voit le porte-parole de son peuple. Malgré les révélations défavorables, les scandales même, Raspoutine et la famille impériale sont inséparables. En 1911, on commence à attribuer au starets des nominations : des ministres, un procureur du Saint-Synode, un évêque. L'opinion s'inquiète et la presse se plaint. A la Douma, les partis d'opposition, en 1912 déjà, exploitent l'affaire pour discréditer le régime et salir la tsarine. On arrive ainsi aux années de guerre — Raspoutine supplia le tsar de ne pas faire la guerre, car ce serait la fin de la Russie et de la dynastie — et au dénouement connu.

M. Spiridovitch, sans imposer de solutions simplistes, mais pas à pas et avec autant de précision et de mesure qu'il est possible, suggère une idée probablement juste et de la personnalité de Raspoutine et du rôle qu'il a joué, partie malgré lui, partie consciemment, dans la politique et dans les origines de la révolution. Il

fournit en outre, incidemment, un tableau très instructif et très riche en épisodes pittoresques de la société russe, dans ses diverses catégories, entre 1900 et 1914.

— Général JANIN. *Ma mission en Sibérie, 1918-1920* (Paris, Payot, 1933, in-8°, 307 p.). — Le général Janin, qui vécut au G. Q. G. russe les derniers mois de l'Empire avant de commander en Sibérie les troupes d'intervention tchécoslovaques et alliées, avait beaucoup à raconter. Malheureusement, son livre est écrit dans une langue plus que négligée, sans avoir la précieuse candeur d'un simple carnet de notes. Il faut le lire pourtant, pour recueillir bon nombre de traits curieux sur cette abracadabrante intervention opérée avec des éléments hétéroclites, ex-prisonniers tchèques, Croates, Roumains, Polonais, Alsaciens, détachements français, anglais, américains, nippons, dans un milieu chaotique, moins contre les bolcheviks aux côtés de Koltchak que contre tous les Russes blancs, roses ou rouges.

— M. PALÉOLOGUE. *Les précurseurs de Lenine* (Paris, Plon, 1938, in-16, 247 p.).

— Affirmer que le bolchévisme n'est pas un accident, que la « force principale de Lenine lui est venue d'avoir merveilleusement deviné les instincts révolutionnaires » de son peuple, voilà une thèse parfaitement justifiée et M. Paléologue n'a pas grand-peine à la prouver en considérant sous un certain aspect l'histoire de Russie depuis le XVIII^e siècle. Quand il montre en Pierre le Grand le premier fauteur du désaccord qui ira s'aggravant jusqu'en 1917 entre la minorité dirigeante et le peuple, quand il le montre pratiquant déjà bien des procédés bolcheviks, il a cent fois raison, et d'ailleurs G. Sorel avait déjà noté le parallèle. Il a raison quand il rappelle que c'est Catherine « qui a fait du servage le fondement social de la monarchie » et, par conséquent, creusé encore le fossé. Pour le reste, son histoire rapide des tendances révolutionnaires est alerte et pittoresque, souvent assaisonnée de traits suggestifs. Elle est généralement équitable : qu'on lise les pages 140 à 149 et 156 à 160 sur le sort et le rôle des Juifs.

L'erreur qui vicie tout le volume est autre : il plaît à l'auteur de confondre constamment l'éternelle protestation du peuple russe contre les injustices sociales et les contraintes politiques, et « les abominations » commises par tels tsars, policiers, terroristes, bolcheviks. Il s'ensuit que le peuple russe apparaît démoniaque et son histoire une longue suite d'horreurs. Or, il n'est pas de pays dans l'histoire duquel on ne pût relever une suite équivalente de crimes. De plus, si l'on accorde au peuple russe, comme M. Paléologue, ces instincts anarchiques qu'il abomine, on ne saurait le tenir responsable de l'étatisme totalitaire de Pierre le Grand ou de Staline.

— LÉON TROTSKY. *Vie de Lenine. Jeunesse*. Traduction de Maurice PARIJANINE (Paris, Rieder, 1936, in-16, 302 p.). — La nouvelle *Vie de Lenine* que Trotsky a entreprise — et aussitôt abandonnée, puisqu'après trois ans nous n'avons que la *Jeunesse* — est, comme tout ce qui sort de sa plume, un ouvrage de polémique. Fort heureusement, en l'espèce, cette polémique vise seulement les déformations absurdes ou ridicules que l'esprit de parti a fait subir à la biographie du « fondateur ». Trotsky recouvre ici, où sa personne n'est pas en cause, tous ses dons. Avec intelligence et objectivité, il nous restitue, dans son milieu réel, un Lenine vraisemblable : vivant et grandissant. D'abord bon élève sans plus, dans la période d'accalmie politique ; puis intéressé par le terrorisme auquel son frère a sacrifié sa vie ; puis participant à la curiosité générale pour le marxisme, étudiant *Le capi-*

tal, Plekhanov, les statistiques économiques, et seulement ensuite tirant de toutes ses expériences une doctrine, une méthode d'action. A côté de la biographie, nous avons là un tableau, sommaire, mais raisonné, de l'évolution sociale de la Russie entre 1870 et 1893. Il est bien regrettable que la lecture du livre soit rendue indigeste par la piètre qualité d'une traduction continuellement incorrecte et barbare, souvent même incompréhensible à qui ne peut pas remplacer au-dessous les termes russes.

— S. POSTNIKOV. *Bibliographie de la révolution russe et de la guerre civile, 1917-1921*, d'après le catalogue de la bibliothèque des Archives historiques russes hors frontières de Prague (Prague, 1938, in-8°, xv-448 p.; en russe). — Le titre de l'ouvrage publié par S. Postnikov, avec une préface de J. Slavik, indique exactement son contenu : ce n'est pas une bibliographie exhaustive du sujet, mais seulement le catalogue d'une bibliothèque. On ne sera donc pas surpris d'y relever des lacunes. Pour juger de la valeur pratique de l'instrument offert, il faut savoir ce que représente la bibliothèque en question.

Les Archives historiques russes de Prague sont un dépôt fondé en 1923 par un groupe d'intellectuels émigrés, avec le concours du ministère des Affaires étrangères tchèque, mais, d'ailleurs, dans un esprit purement scientifique, pour recueillir tous documents manuscrits ou imprimés ayant trait à la révolution russe entendue au plus large sens du mot, c'est-à-dire pratiquement à l'histoire de la Russie et des Russes depuis le début du XIX^e siècle. Cette initiative a eu un succès inespéré, et les Archives possèdent actuellement un triple fonds, de manuscrits (plus de trois millions de feuilles), de livres et revues et, enfin, de journaux, qui ne cesse de s'enrichir. Quiconque étudie l'histoire contemporaine de la Russie et n'a pas le moyen de faire le voyage de Moscou doit connaître cet établissement très hospitalier où il trouvera une abondante documentation, sans parler des trésors uniques et inédits (mémoires, correspondances d'hommes politiques ou d'écrivains, archives d'organisations militaires ou politiques) conservés dans sa section des manuscrits.

La présente bibliographie donnera précisément une idée des ressources offertes par les Archives. La classification adoptée est la suivante : I. Généralités : index bibliographiques, recueils, mémoires, histoires générales ; II. La révolution de 1917 : préparatifs, chronique des événements..., les partis, la guerre, le mouvement ouvrier, la question agraire, etc. ; III. La guerre civile : le pouvoir des soviets (sous ses divers aspects), les partis, l'Internationale communiste, la guerre civile (par régions). Suivent les listes des revues publiées de 1918 à 1921 dans l'U. R. S. S. ou sur les territoires antibolchéviques et des revues spécialement historiques. Dans chaque section, les ouvrages étrangers, le cas échéant, sont groupés à part.

— A. ROSENBERG. *Histoire du bolchevisme*. Traduit par A. PIERHAL (Paris, Grasset, 1936, in-16, 313 p.). — M. Rosenberg a écrit « une histoire du développement de l'idée bolcheviste, depuis son élaboration par Karl Marx, en passant par les étapes suivies par Lenine, jusqu'à la tactique et à la doctrine qui sont, en 1932, celles de Staline ». En réalité, le livre ressortit moins à l'histoire qu'à la politique. L'auteur, en effet, qui déclare avoir rompu avec l'Internationale communiste et n'adhérer à aucun parti depuis 1927, envisage tout d'un point de vue « communiste de gauche ». De là, dans l'exposé comme dans la langue, certain caractère ésotérique qui rebute le lecteur du dehors et le met en défiance.

— W. W. SCHULGIN. *Tagememoiren aus der russischen Revolution*. Ueberset-

zung
kung
lag, 1
K. St
collab
comm
neme
Ses m
(anci
fourn
assist
avec
tard
sovié
accab
des fa
La tr
court
perso

Hil
tradu
le po
lende
prem
cré à
titre
donn
Tyrol
volum
l'acti
pitre
présé
tons
Le
magn
Polon
sions
maître
de St
hybr

—
Hist
Pie
fesse

zung aus dem Russischen von Marissa von REUTERN. Eingeleitet und mit Anmerkungen versehen von Georg von REUTERN (Berlin-Koenigsberg, Ost-Europa Verlag, 1928, in-8°, 228 p. *Quellen und Aufsätze zur russischen Geschichte*, hgg. von K. Stählin, n° 8). — Vassili Choulguine, propriétaire foncier en Volynie, juriste, collaborateur du *Kievlianine* fondé par son père, député des trois dernières Douma, commence sa carrière dans la droite nationaliste et, conduit par la force des événements dans l'opposition, en vient à présenter au tsar un manifeste d'abdication. Ses mémoires s'ouvrent au « premier jour de la Constitution », le 18 octobre 1905 (ancien style), et se ferment sur ses « derniers jours », les 2 et 3 mars 1917. Ils ne fournissent pas un récit suivi; ce sont les souvenirs d'un Russe averti, qui a assisté, attristé ou indigné, mais clairvoyant, au déclin du régime et qui restitue avec vigueur ses sentiments de l'époque. Ce témoignage d'un monarchiste plus tard émigré et « contre-révolutionnaire » actif est si sévère que le gouvernement soviétique l'a popularisé, dans une édition à gros tirage, comme une déposition accablante pour l'ancien régime. Il est en tout cas très utile sinon à la connaissance des faits, du moins à la compréhension de la période qui a préparé la révolution. La traduction allemande de Marissa et Georg von Reutern est précédée d'une très courte biographie de l'auteur et suivie de notes précises et instructives sur les personnages, les institutions, les partis politiques, les journaux mentionnés.

P. PASCAL.

Histoire religieuse. — Le tome XIX de l'*Histoire des papes* de Louis PASTOR, traduit par Alfred POIZAT et W. BERTEVAL (Paris, Plon, 1938, in-8°, 516 p.), couvre le pontificat de Grégoire XIII, ou du moins la première partie, allant jusqu'au lendemain de la Saint-Barthélemy et à l'insurrection des Pays-Bas, soit les huit premiers chapitres. Il contient, en outre, la première partie du chapitre IX, consacré à « la Réformation et la restauration catholiques en Allemagne et en Suisse », titre général non rappelé dans le titre de l'édition française. En fait, on ne nous donne que les sections relatives à l'ensemble de l'Allemagne, à la Bavière et au Tyrol, jusqu'à la mort de Nas (1576). Salzbourg sera bizarrement rattaché à un volume suivant, qui est le tome XX, avec la nonciature de Bartolomeo Portia, l'activité de Ninguarda, la Suisse et, naturellement, les parties II et III du chapitre IX, les chapitres X, XI et XII. — En raison de la disparition d'A. Poizat, le présent tome et le suivant ont été révisés par MM. Arquillière et Xardel. Constatons que le texte des précieuses notes a été revu avec soin.

Le t. XX (daté aussi de 1938, 503 p.) débute par un dernier chapitre sur l'Allemagne et la Suisse. Vient ensuite l'histoire de la Contre-Réforme triomphante en Pologne, les tentatives en Suède et en Russie, surtout celles de Possevino, les missions de François-Xavier, enfin les dernières années du pontife, dont Pastor estimait qu'il n'était pas apprécié à sa vraie valeur et en qui il saluait un prédécesseur de Sixte-Quint. — Pourquoi les traducteurs laissent-ils encore échapper des formes hybrides comme (p. 345, n. 3) : « bref de Grégoire XIII au rex Bungi »?

Henri HAUSER.

— On sait que la mort a empêché Louis Pastor de terminer sa monumentale *Histoire des papes depuis la fin du Moyen Âge*. L'œuvre, arrêtée au pontificat de Pie VI, a été reprise par l'un de ses collaborateurs, l'abbé Joseph SCHMIDLIN, professeur à l'Université de Munster, qui, pendant de longues années, travailla sous

sa direction et recherche pour lui des documents aux Archives du Vatican¹. Le travail, mené jusqu'à la mort de Benoît XV, en 1922, a paru en Allemagne de 1933 à 1936, en trois volumes, et le premier volume d'une traduction française par M. l'abbé L. MARCHAL, professeur au grand séminaire de Nancy, aidé par M. L. CRISTIANI, vient de paraître. La traduction est intégrale et conserve, pour le plus grand profit des lecteurs, les abondantes notes que l'auteur a accumulées au bas des pages. Ce premier volume (J. SCHMIDLIN, *Histoire des papes de l'époque contemporaine*. T. I, 1^{re} partie : *Pie VII*, 1800-1823. Lyon-Paris, E. Vitte, 1938, xxxvi-472 p.; prix : 75 fr.) ne donne, d'ailleurs, que la première moitié du tome I de l'original allemand. Comme l'ouvrage de Pastor, celui-ci est à la fois l'histoire de l'institution religieuse qu'est la papauté et l'histoire du pouvoir temporel. On trouvera dans ce volume, avec un résumé précis de l'histoire des négociations du Concordat et des conflits de Napoléon et du pape, de nombreux détails sur la restauration religieuse en Allemagne, et notamment l'exposé détaillé des efforts tentés de Pie VII et de Consalvi pour conclure des Concordats avec les princes allemands.

M. C.

— André CHAGNY. *Cluny et son Empire* (Lyon-Paris, Vitte, 1938, in-12, 295 p.). — Ce petit volume ne s'adresse pas précisément aux savants et se présente comme une œuvre de vulgarisation. Mais, dans son genre, il est excellent. L'auteur est fort bien au courant des travaux faits sur Cluny et les résume avec clarté et intelligence. Exprimons deux légers regrets. M. Chagny rappelle que bon nombre de monastères se débattirent avant de se soumettre à Cluny. Un ou deux exemples pittoresques de résistance auraient été les bienvenus. Peut-être aussi aurait-on pu tirer un peu plus de la controverse entre saint Bernard et Pierre le Vénérable. Mais c'est bien peu de chose. M. Chagny s'entend à l'archéologie. Il fait très bien renaitre, autant que cela est possible, la basilique. Il raconte en détail l'histoire de la ruine de Cluny : un des actes de vandalisme les plus stupides qu'on puisse citer.

E. J.

— Hans BARON. *Franciscan Poverty and civic Wealth in humanistic Thought* (Cambridge (Massachusetts), in-8°, 37 p. Tirage à part de *Speculum*, vol. XIII, janvier 1938). — Brochure intéressante, et qui peut être un utile instrument d'orientation en ce que l'auteur, qui connaît à coup sûr très bien la littérature italienne du *Quattrocento*, a réuni un grand nombre de références aux auteurs de ce temps qui, accidentellement ou *ex professo*, ont traité du problème de la richesse : est-elle utile pour développer les qualités personnelles ou civiques? Ou faut-il, au contraire, lui préférer la pauvreté? Mais nous avouons ne guère comprendre ce que viennent faire, dans le titre, les mots de : pauvreté franciscaine. Si ce n'est que l'auteur paraît avoir voulu démontrer, ce qui est l'évidence, que la Renaissance n'a pas succédé brusquement et sans transition au Moyen Age, et, ce qui nous semble fort contestable, que l'esprit de pauvreté franciscaine est encore visible chez les humanistes de la Pré-Renaissance comme Pétrarque. Il confond quelque peu franciscanisme et stoïcisme ; ce sont pourtant choses bien différentes.

E. J.

1. Josef SCHMIDLIN, *Papstgeschichte der neuesten Zeit*. Munich, Kösel et Pustet, 3 vol.; t. I : *Papsttum und Päpste im Zeitalter der Restauration, 1800-1846*, 1933, xxx-708 p.; t. II : *Papsttum und Päpste gegenüber den modernen Strömungen, 1846-1903*, 1934, xxviii-610 p.; t. III : *Papsttum und Päpste im XX Jahrhundert, 1903-1922*, 1936, xix-350 p.

— P.-F. FOURNIER. *L'érection de Villeneuve-Lembron en paroisse*. Clermont-Ferrand, impr. Jean de Bussac, in-8°, 54 p. Tirage à part du *Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne*, 1936). — Comme le remarque M. Fournier, le démembrement d'une paroisse pour en fonder une seconde est, à la fin du Moyen Age et sous l'Ancien Régime, un fait assez rare pour que les documents publiés par lui, à propos de l'érection de Villeneuve-Lembron en paroisse, aux dépens de Mareugheol, présentent un certain intérêt de curiosité et d'exemple. Engagement des habitants de Villeneuve à faire les frais de la construction de l'église, contrat avec l'entrepreneur; transaction entre les habitants de Villeneuve, le curé et le chapitre de Mareugheol, puis l'abbé d'Issoire, patron de Mareugheol; confirmation par l'évêque; puis, une difficulté ayant surgi, procès devant la tribunal du lieutenant général du roi; mandement du pape Alexandre VI à l'évêque; inventaire des ressources de la nouvelle paroisse; rien n'y manque, et nous en passons.

E. J.

— Dr. P. Hieronymus DE FELLETTE, O. M. Cap. *S. Laurentii a Brundisio zelus apostolicus et scientia* (Venise, typ. Saint-Marc, 1939, in-8°, xxxvi-309 p. et 21 pl.). — Nous avouons ne pas comprendre le parti adopté par le P. de Fellette: au lieu de composer une biographie de saint Laurent de Brindisi et une étude de ses œuvres, nous donner, classées d'après la qualité de leurs auteurs, une collection d'appréciations, très vagues souvent, ou de simples mentions. Le contenu utile du livre se ramène à bien peu de chose.

E. J.

— *Saint Jean-François Régis*, par le R. P. Georges GUITTON, S. J. (Paris, Éditions Spes, 1937, in-8°, 630 p.; prix: 40 fr.). — Très bon livre sur un très beau sujet. Bien que l'on possédât déjà d'estimables biographies du saint, aucune ne réunissait au même degré l'ampleur et la précision critique. Le R. P. Guittou indique avec soin dans sa préface les documents dont il s'est servi. Il n'en est malheureusement à peu près aucun qui émane du saint lui-même. C'est ainsi que de sa prédication on ne peut se faire une idée que par hypothèse. Il est bien probable qu'elle agissait par l'accent de l'homme beaucoup plus que par les procédés de la rhétorique. — On sait que la grande œuvre de saint François Régis est la rechristianisation du Haut-Vivarais; extraordinaire à la fois par le peu de temps qu'il a eu pour la réaliser et par l'extraordinaire solidité des résultats, qui aujourd'hui encore sont visibles. Bien entendu, c'est à retracer cette série de missions que le P. Guittou a consacré la plus grande partie de son livre. De très nombreux détails ou faits donnent une idée singulièrement frappante de cette province que les guerres religieuses et la violence des mœurs avaient presque ramenée à la barbarie. Le travail du P. Guittou se trouve ainsi intéresser l'histoire générale comme l'histoire religieuse. Ainsi que presque tous les saints, il est arrivé à saint François Régis d'être mal compris et jugé, même dans son ordre; mais qu'au moment de sa mort il fût à la veille d'être expulsé de la Compagnie, c'est une légende très postérieure, malveillante et sans valeur.

E. J.

— *Per la storia degli eretici italiani del secolo XVI in Europa*, testi raccolti da D. CANTIMORI e E. FEIST (Rome, Reale Accademia d'Italia (t. VII des *Studi e documenti*), 1937-XV, in-4°, 432 p.). — M. Cantimori, qui prépare une histoire des hérétiques italiens à l'étranger, publie une série de documents, lettres, traités, etc., trouvés dans les bibliothèques de Vienne, Berne, Bâle, Londres, émanant de

« penseurs religieux isolés qui, au xvi^e siècle, se détachèrent aussi bien de l'Église catholique apostolique romaine que de l'Église évangélique, luthérienne, aussi bien que des Églises réformées, zwinglienne, calviniste, vaudoise, de l'Église épiscopale d'Angleterre, et furent par ces Églises diversement persécutés ». Contribution de premier ordre à l'histoire du rationalisme, du socinianisme, des sectes antitrinitaires et anabaptistes. Sont représentés ici Camillo Renato, les deux Sozzini, Matteo Gribaldi Mofa, Giorgio Blandrata, Francesco Pucci, etc. Quelques-uns de ces documents trahissent une véritable candeur, par exemple (p. 157 et suiv.) les lettres de Pucci à Grégoire XIII en 1592. Le malheureux croit défendre son orthodoxie en écrivant : « Mes parents avaient toujours à la main et dans la bouche l'Écriture sainte, les écrits de Savonarole et des semblables excellents prédicateurs, la *Divine Comédie* de Dante, les œuvres les plus spirituelles de Pétrarque... » Singulière recommandation auprès de Grégoire ; et quelle folie de lui dire qu'après avoir, à vingt-sept ans, décidé de renoncer aux « trafics et négoes terrestres » qu'il poursuivait à Lyon, il est venu étudier la théologie à Paris, en 1571, « me trouvant quelque peu poussé par les sectes ultramontaines contre l'Église de Rome », lorsque se produisit « l'horrible massacre de l'an 72 » !

A ces auteurs proprement italiens, M. Cantimori voulait joindre un sujet bressan du duc de Savoie, Sébastien Castellion, dont le *De arte dubitandi et confidendi, ignorandi et sciendi...* est conservé à Bâle. Mais, apprenant que M^{lle} Elisabeth Feist (aujourd'hui Mrs Felix E. Hirsch), déjà connue en Allemagne et en France par des recherches sur la pensée religieuse de Bodin, avait entrepris la copie de ce manuscrit, il lui a laissé le soin de le publier, avec un commentaire (p. 279-306) qui témoigne une fois de plus de l'importance de Castellion dans l'histoire générale de la pensée philosophique, importance déjà sentie par Fauste Socin, puisque celui-ci a publié les autres œuvres du « pauvre prote » en 1578 et encore en 1613, en Hollande. M. Cantimori exprime, d'ailleurs, le regret qu'en reproduisant pour la première fois cette espèce de *Discours sur la Méthode*, M^{lle} Feist, trop esclave de sa bibliographie germano-française, ait négligé, notamment, les beaux travaux trop négligés de F. Ruffini. Il était bon que ce grand penseur italien fût rappelé à l'honneur.

Dans l'ensemble, cette collection de textes est du plus grand intérêt. — A titre de curiosité, je relève, dans les *Excerpta* de Valentin Schmalz sur les *colloquia* sociéniens de Cracovie de 1601-1602 (p. 220), cette formule, objection à une phrase de la Genèse, qui semble directement sortir de la lecture du *Voyage* de Jean de Léry de 1578 : « *De homine... quanquam hodie etiam in Bresilia homines nudi incedunt, alibi vero sola pudenda tegunt...* » Il y a peut-être aussi, dans le second membre de la phrase, un écho de Montaigne. H. Hn.

— Georg SCHREIBER, unter Mitwirkung von Edmund FRIESS, Gustav GUGITZ, Karl-Heinrich SCHÄFER, Friedrich ZOEPFL. *Deutsche Mirakelbücher zur Quellenkunde und Sinnggebung* (Dusseldorf, Schwann, 1938, in-8°, 169 p. et 4 pl. *Forschungen zur Volkskunde*, fasc. 31-32). — Aux xvii^e et xviii^e siècles, les pèlerinages sont encore très à la mode en Allemagne (un des résultats de ce volume est d'en apporter la preuve) et, dans beaucoup de sanctuaires, on prit l'habitude — ce n'était, d'ailleurs qu'un prolongement des traditions médiévales — d'enregistrer officiellement au fur et à mesure les faveurs spirituelles ou temporelles que les pèlerins avaient ou croyaient avoir reçues. Des *Mirakelbücher* ainsi constitués, il existe

encore un grand nombre en Allemagne. Mais on s'en est jusqu'à présent peu occupé. M. Schreiber, dans une espèce d'introduction, donne un aperçu d'ensemble de ce genre de recueils ; MM. Friess et Gugitz, Schäfer et Zoepfl ont étudié respectivement les livres de miracles de *Mariahilf* à Vienne (c'est de beaucoup le plus important), de sainte Marie im Elende, dans le Harz, et des divers sanctuaires du diocèse d'Augsbourg. Évidemment, on a pu, de ces recueils, tirer des détails intéressants sur les croyances et les coutumes religieuses, l'origine des pèlerinages, le ressort dans lequel ils faisaient sentir leur attraction, la nature des maladies desquelles on venait demander la guérison, les *ex-voto* offerts, qui ont parfois un intérêt d'art ou de curiosité (cf. le maréchal autrichien Daun venant, pendant la guerre de Succession d'Autriche, offrir une balle qui pouvait le tuer et l'avait égratigné seulement). Dans l'ensemble, toutefois, on peut se demander si la vaste enquête que paraît inaugurer ce volume donnera des résultats tout à fait proportionnés à la peine qu'elle coûtera.

E. J.

— Dom MARTÈNE. *Histoire de la Congrégation de Saint-Maur*, publiée par dom CHAUVIN. T. VII : 1688-1700 (Ligugé, abbaye de Saint-Martin, et Paris, A. Picard, 1937, in-8° ; prix : 40 fr.). — Ce volume embrasse un petit nombre d'années durant lesquelles, en dehors d'une épidémie qui décima l'abbaye de Saint-Wandrille, et sur laquelle l'auteur s'est assez longuement étendu, on peut presque dire que la Congrégation de Saint-Maur n'a pas d'histoire ; toutes les difficultés un peu sérieuses lui sont épargnées. Par contre, cette période, durant laquelle Mabillon est encore en pleine activité et où débute d'autres grands érudits, Ruinart, Montfaucon, Martène, Sainte-Marthe, est à coup sûr une des plus fécondes dans l'histoire littéraire de l'ordre. Elle a vu aussi deux grandes querelles, avec Rancé sur les études des religieux, avec les Jésuites à propos de l'édition de saint Augustin. Ces polémiques ont été racontées par Martène avec une extrême modération, et donc peu de détails, en somme. Une bonne partie du volume est, d'autre part, remplie par des biographies édifiantes d'un certain nombre de religieux.

E. J.

— Wilhelm KRETZ, S. J. *Exjesuiten als Bischöfe, 1773-1822* (Rome, 1937, in-8°, 20 p. Tirage à part de l'*Archivum Historicum Societatis Jesu*, t. VI, 1937). — Entendez par « ex-Jésuites », explique le P. Kretz, les religieux qui, faisant partie de l'ordre lors de sa dissolution, ont été, depuis, préconisés évêques. Le P. Kretz en donne la liste, avec une très brève notice biographique. Parmi eux, aucun Espagnol ou Portugais, comme on pouvait s'y attendre ; un seul Français (encore, sacré en 1766, n'aurait-il pas dû, en bonne règle, être compté) ; de nombreux Italiens, Allemands, Autrichiens, surtout Polonais et Hongrois (parmi ces derniers, des « évêques titulaires », qui, sans être sacrés ni préconisés par Rome, avaient reçu, du seul roi, le titre d'évêques d'anciens diocèses supprimés ou enlevés à la Hongrie) ; enfin, quelques évêques d'Amérique.

E. J.

— Jules JOACHIM. *Le Père Antoine Kohlmann, S. J., 1771-1836* (Paris, Éditions Alsatia, in-12, 182 p.). — Biographie assez intéressante d'un homme dont la vie a été singulièrement mouvementée. Alsacien, émigré lors de la Révolution, il est entré, à Rome, chez les Pères de la Foi, puis — nous abrégeons — en Russie, chez les Jésuites, qui se réorganisaient alors ; envoyé en Amérique en 1806, il y a joué un rôle, sinon de premier plan, du moins actif et varié, dans l'établissement du

catholicisme aux États-Unis. Rappelé à Rome en 1824, il y mourut, en 1836, professeur au Collège Romain.

E. J.

— Pierre FERNESOLE. *Le T. R. P. Auguste Etchécopar, 1830-1897* (Paris, Éditions Spes, 1937, in-12, 316 p. ; prix : 20 fr.). — Né d'une famille basque sur laquelle M. Fernessole a donné d'intéressants et pittoresques détails, le P. Etchécopar a consacré sa vie à la congrégation du Sacré-Cœur de Bétharram, vouée à l'enseignement, dont il a été le troisième supérieur, et qu'il a définitivement fondée. Sans avoir joué le rôle de premier plan dont il aurait peut-être été capable, il a laissé un profond souvenir à ceux qui l'ont connu. Tour à tour un peu longue et parfois, sur certains points, un peu sèche, la biographie due à M. Fernessole est en somme très attachante.

E. J.

— J. LAMOOT. *Monseigneur Six* (Paris, Éditions Spes, 1938, in-12, 414 p. ; prix : 20 fr.). — M. Lamoot a écrit avec une sympathie très justifiée la biographie d'un prêtre très actif et très zélé, qui a tenu une place très importante dans le mouvement catholique social. On regrettera seulement qu'il ait fait le portrait de l'homme beaucoup plus qu'il n'a exposé ses idées, auxquelles il se borne, en somme, à faire allusion. Il est vrai que l'étude aurait demandé un ouvrage bien plus considérable.

E. J.

— F. A. RIDLEY. *The Papacy and Fascism* (Londres, Martin Secker Warburg, in-12, 1938, 264 p. ; prix : 6 s.). — Le titre de ce livre pourrait induire en erreur ; il ne s'agit pas des relations du Saint-Siège et de M. Mussolini, ou, du moins, il s'agit de beaucoup d'autres choses. M. Ridley est de ceux qui appellent fascisme tout ce qui leur déplaît, depuis les origines de la papauté, car il remonte jusque-là. Nous ne croyons pas devoir insister sur un ouvrage qui, de l'aveu de l'auteur, est écrit *ad probandum* et tout à fait dépourvu du minimum de sérénité et de mesure qu'on peut attendre d'un historien.

E. J.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

I. HISTOIRE GÉNÉRALE ET INSTRUMENTS DE TRAVAIL

Leland (Waldo G.). The Congress of Historical Sciences at Zurich (le Congrès a compté 1,185 inscrits, dont les deux tiers présents, 321 communications ; 145 en français, 91 en allemand. Il fut marqué par le souci de rattacher le passé au présent. Est-ce bien historique?). [*American Historical Review*, janvier 1939, t. XLIV.] — Behrens (B.) et McLachlan (Jean O.). The eighth international historical Congress, 28 august-4 septembre 1938. [*History*, décembre 1938.]

Marrou (Henri-Irénée). Culture, civilisation, décadence (vues pénétrantes). [*Rev. Synth.*, décembre 1938.] — Bouvier (Robert). Civilisation. Le mot et l'idée. [*Bull. of the Int. Comm. of hist. sciences*, n° 42, janvier 1939.]

Febvre (Lucien). Quelques réflexions sur l'histoire du droit. Étude sociale ou biographie (à propos de cinq thèses récentes de droit). [*Ann. hist. soc.*, janvier 1939.] — Delewski (J.). L'évolution des sciences et les techniques industrielles. [*Rev. hist. écon. et soc.*, 1938, n° 4.] — Bordaz (Roger). La conception de la rente chez Adam Smith. [*Ibid.*, 1938, n° 2.] — Halbwachs (Maurice). Monnaie et crédit. Une vieille controverse. [*Ann. d'hist. soc.*, janvier 1939.] — Bloch (Marc). Economie-nature ou économie-argent ; un pseudo-dilemme. [*Ibid.*, janvier 1939.]

Kagan (Georges). Durkheim et Marx. [*Rev. hist. écon. et soc.*, 1938, n° 3.] — Laslowski (Ernst). Zur Theorie und Geschichte der Geschichtsschreibung. [*Hist. Jahrbuch*, 1938, Bd. 58.] — Boyd (Ernest). Can intellectuals be marxists? [*Foreign Aff.*, octobre 1938.]

Iorga (N.). Les permanences de l'histoire. [*Rev. hist. Sud-Est Europ.*, juillet-septembre 1938.] — Sclamuzza (Vincent M.). Greek and English Colonization (les mouvements colonisateurs grecs (en Sicile) et anglais (en Amérique du Nord), bien que séparés dans le temps et dans l'espace, semblent être nés et s'être développés sur des bases (politiques, idéologiques et sociales) analogues. Étude suggestive et parfois probante). [*Am. Hist. Rev.*, janvier 1939, t. XLIV.] — Jaray (Gabriel-Louis). Perspectives historiques ; l'action de l'Islam sur l'Europe (réfuté par Claude Cahen. Quelques mots sur le rôle de l'Islam dans l'histoire européenne, au numéro suivant). [*Rev. Synth.*, juin et décembre 1938.] — Labry (Raoul). Tendances de l'esprit russe. [*Année politique*, février 1939.] — Baron (Salo W.). Emphases in Jewish history. [*Jew. social Studies*, janvier 1939.] — Kriek (E.). Germanische Grundzüge im deutschen Geschichtsbild. [*Hist. Zeitschrift*, Bd. 159, Heft 3.] — Constantinescu (M.). L'impératif danubien (le problème danubien dans la sphère des intérêts roumains). [*Rev. hist. Sud-Est Europ.*, juillet-septembre 1938.] — Schmitthenner (P.). Politik und Kriegführung als wehrpolitisches Problem. [*Hist. Zeitschrift*, Bd. 159, Heft 3.] — Wright (John K.). Geography and the study of foreign affairs. [*Foreign Aff.*, octobre 1938.]

Guide to the historical publications of the societies of England and Wales. Ninth supplement ; 1937. [*Bull. of the Inst. of hist. Research*, Supplément n° 9, novembre 1938.] — *Van Tieghem (Paul)*. Histoire littéraire générale et comparée. Vingt-deuxième compte-rendu annuel. [*Rev. Synth.*, décembre 1938.] — *Isenburg (Prinz Wilhelm Karl von)*. Beiträge zur historischen Sippenforschung. [*Hist. Jahrbuch*, 1938, Bd 58.]

II. ORIENT CLASSIQUE

Weill (R.). Ceux qui n'avaient pas de tombeaux dans l'Égypte ancienne (la religion populaire n'en exigeait pas). [*Rev. d'hist. des religions*, juillet-août 1938.] — *Dhorme (E.)*. La question des Habiri (seulement connus par la correspondance d'el Amarna, ils ont mis en péril la domination égyptienne en Syrie et Phénicie : ce ne sont pas les Hébreux). [*Ibid.*, septembre-décembre 1938.] — *Pirenne (J.)*. Le scribe royal Amenhotep (à propos du livre de C. Robichon et A. Varille). [*Journ. des Savants*, novembre-décembre 1938.]

Dussaud (R.). Les combats sanglants de 'Anat et le pouvoir universel de El. [*Rev. d'hist. des religions*, septembre-décembre 1938.] — *Schaeffer (Claude-F.-A.)*. Les fouilles de Ras Shamra-Ugarit. Neuvième campagne (printemps 1937). Rapport sommaire. Second article. [*Syria*, 1938, fasc. 4.] — *Mertzenfeld (C. de)*. Les ivoires de Megiddo (montrent la richesse de cette ville, où les arts furent si florissants au II^e millénaire avant notre ère). [*Ibid.*, 1938, fasc. 4.] — *Vincent (R. P. L.-H.)*. L'aube de l'histoire de Jéricho (suite). [*Rev. biblique*, janvier 1939.]

Foucher (A.). Les satrapies orientales de l'Empire achéménide. [*C.-R. de l'Acad. des Inscriptions et Belles-Lettres*, juillet-août et septembre-octobre 1938.]

III. PRÉHISTOIRE. ANTIQUITÉ

Charbonneaux (J.), *Picard (Ch.)*, *Dugas (Charles)*, *Bon (Anne-Marie)*. Bulletin archéologique. [*Rev. Ét. grecques*, janvier-mars 1938.] — *Flacelière (R.)*, *Robert (Jeanne)*, *Robert (Louis)*. Bulletin épigraphique. [*Ibid.*, juillet-septembre 1938.]

Jannoray (J.). C.-r. de C. W. Blegen. Prosymna (fouilles du site préhistorique de l'Heraion d'Argos : nécropole de 1600-1200 : « un des livres essentiels au travail du préhistorien »). [*B. C. H.*, 1938, t. LXI².] — *Id.* et *Van Effenterre (H.)*. Fouilles de Krisa (Phocide) II (étude de la céramique : ce qu'elle fait connaître sur la Phocide préhistorique). [*Ibid.*, 1938, t. LXII¹.] — *Ducoux (H.)* et *Lemerle (P.)*. L'acropole et l'enceinte haute de Philippes (étude archéologique : l'enceinte hellénique, édiflée après 358 av. J.-C., détruite sans doute par les Bulgares en 837, fut remplacée par une enceinte byzantine sous Nicéphore Phocas, vers 966). [*Ibid.*, 1938, t. LXII¹.] — *Roger (Jacques)*. L'enceinte basse de Philippes (à la suite de l'étude archéologique, publie une dédicace à Septime-Sévère, Caracalla et Julia Domna — de 202 environ — par les habitants d'une Pentapole jusqu'ici inconnue). [*Ibid.*, 1938, t. LXII¹.] — *Will (E.)*. Les ruines d'Aphrodisias en Carie (résultat des fouilles italiennes en 1937). [*Rev. archéologique*, octobre-décembre 1938.] — *Lerat (L.)*. Fouilles de Delphes, 1934-1935. [*Ibid.*, octobre-décembre 1938.] — *Dugas (Charles)*. A la lesché des Cnidiens (l'Ilioupersis de Polygnote). [*Rev. Ét. grecques*,

janvier-mars 1938.] — *Poulsen (Frederik)*. Portrait hellénistique du Musée d'Antioche (daté de 70 à 60 av. J.-C., peut être le portrait d'un jeune officier romain de la suite de Pompée). [*Syria*, 1938, fasc. 4.]

Isaac (D.). Les démons minoens. [*Rev. d'hist. des religions*, juillet-août 1938.] — *Boberg (Inger Margrethe)*. The tale of Cupid and Psyche (les diverses versions depuis Apulée). [*Classica et mediaevalia*, vol. I, 1938, fasc. 2.] — *Claesen (M.)*. Le palmier, symbole d'Apollon. [*Bull. de l'Institut historique belge de Rome*, 1938, fasc. XIX.] — *Coupry (J.)*. C.-r. de *P. Raingeard*. Hermès Psychagogue (« peut-on faire confiance à l'information de M. R.? » Analyse des pages consacrées à Délos. Réponse négative). [*B. C. H.*, 1938, t. LXII¹.] — *Bousquet (Jean)*. Inscription d'Abdère (intéressante pour le culte de Dionysos à l'époque impériale). [*Ibid.*, 1938, t. LXII¹.]

Thomson (George). The social origins of Greek tragedy (la tragédie du v^e siècle reflète l'évolution sociale). [*The modern quarterly*, juillet 1938.] — *Gernet (Louis)*. Sur les actions commerciales en droit athénien. [*Rev. Ét. grecques*, janvier-mars 1938.] — *Picard (Ch.)*. Zeus, Aristophane et Socrate (explication des vers 401-402 des *Nuées*). [*Ibid.*, janvier-mars 1938.] — *Méautis (G.)*. La scène de l'initiation dans les *Nuées* d'Aristophane (elle fait de Socrate un personnage suspect et prépare sa condamnation). [*Rev. d'hist. des religions*, juillet-août 1938.] — *Colin (G.)*. L'oraison funèbre d'Hypéride ; ses rapports avec les autres oraisons funèbres athéniennes. [*Rev. Ét. grecques*, avril-juin et juillet-septembre 1938.]

Radet (G.). Explorations indo-iraniennes (à propos de l'ouvrage de Sir Aurel Stein). [*Rev. Ét. anc.*, octobre-décembre 1938.] — *Bikerman (E.)*. Sur les batailles navales de Cos et d'Andros (victoires remportées par Antigone Gonatas sur les escadres égyptiennes : mais elles ne ruinèrent pas la force navale de l'Égypte). [*Ibid.*, octobre-décembre 1938.] — *Cavaignac (E.)*. La date de l'archontat d'Eukleidas à Delphes (121-120). [*Rev. Ét. grecques*, avril-juin 1938.] — *Festugière (R. P. H.-J.)*. L'expérience religieuse du médecin Thessalos (contribution à l'étude du mysticisme à l'époque hellénistique). [*Rev. biblique*, janvier 1939.]

Ruyt (F. de). Les études anciennes en Italie (revue bibliographique des publications de 1936 et 1937). [*Bull. de l'Institut historique belge de Rome*, 1938, fasc. XIX.] — *Merlin (Alfred)* et *Gagé (Jean)*. Revue des publications épigraphiques relatives à l'antiquité romaine, 1938. [*Rev. archéologique*, octobre-décembre 1938.] — *Albertini (E.)*. Le recueil des inscriptions latines de l'Algérie (communication faite au Congrès d'épigraphie d'Amsterdam en 1938). [*Rev. africaine*, 1939, 1^{er} trimestre.] — *Grenier (A.)*. Chronique gallo-romaine. [*Rev. Ét. anc.*, octobre-décembre 1938, janvier-mars 1939.] — *Dauzat (A.)*. Chronique de toponymie. XXIX ; Travaux de l'année 1938. [*Ibid.*, janvier-mars 1939.] — *Nicolas (A.)*. Chronique de toponymie. XXVIII : Gironde. [*Ibid.*, octobre-décembre 1938.]

Farrington (Benjamin). The code of Epicurus and the roman state (l'épicurisme a été combattu par l'État romain parce qu'il s'opposait aux pratiques du culte traditionnel). [*The modern quarterly*, juillet 1938.] — *Herrmann (L.)*. La faute secrète d'Ovide (son exil à Tomes a pour cause la violation des mystères de la Bonne Déesse). [*Rev. belge de philologie et d'histoire*, juillet-décembre 1938.] — *Pieret (A.)*. L'énigme du *Scaldis* de César (il s'agit de la rivière dont parle César en marche contre Ambiorix : c'est certainement un affluent de droite de la Meuse).

[*Ibid.*, juillet-décembre 1938.] — Herrmann (L.). M. Octavius Ruso (identifié avec M. Octavius Musa). [*Rev. Ét. anc.*, octobre-décembre 1938.]

Dumézil (G.). La préhistoire des flamines majeurs. [*Rev. d'hist. des religions*, septembre-décembre 1938.] — Palm (E. W.). Cipus. Un mythe romain (c'est le mythe du démon cornu). [*Ibid.*, janvier-février 1939.] — Peeters (F.). Le culte de Jupiter en Espagne, d'après les inscriptions (fin). [*Rev. belge de philologie et d'histoire*, juillet-décembre 1938.]

De Visscher (F.). Les pouvoirs d'Octavien en l'an 32 av. J.-C. [*Bull. de l'Institut historique belge de Rome*, 1938, fasc. XIX.] — Stevens (C. E.). Existait-il à Évreux une enceinte du Haut-Empire? (peut-être). [*Rev. Ét. anc.*, octobre-décembre 1938.] — Guey (J.). Le Tropaeum Trajani est-il l'œuvre de l'empereur Valens? (à propos d'un texte de Thémistius, critique l'identification proposée par M. Iorga). [*Ibid.*, octobre-décembre 1938.] — Horowitz (P.). Essai sur les pouvoirs des procureurs-gouverneurs (fin). [*Rev. belge de philologie et d'histoire*, juillet-décembre 1938.]

IV. MOYEN AGE

Hartung (F.). Die Entwicklung der konstitutionellen Monarchie in Europa, II. [*Hist. Zeitschrift*, Bd 159, Heft 3.] — Törne (P. O. v.). Die Ausbreitung abendländischer Bildung zu den nordischen Ländern im Mittelalter. [*Ibid.*, Bd 159, Heft 3.] — Mayer (Th.). Die Ausbildung der Grundlagen des modernen Staates im hohen Mittelalter. [*Ibid.*, Bd 159, Heft 3.] — Bloch (Marc). Féodalité et noblesse polonaises (à propos des articles de Zygmunt Wojciechowski). [*Ann. d'hist. soc.*, janvier 1939.] — Müller (Eva). Die Anfänge der Königssalbung im Mittelalter und ihre historisch-politischen Auswirkungen. [*Hist. Jahrbuch*, 1938, Bd 58.] — Vacari (Giovanni). Goti e Romani. Considerazioni a proposito di un libro di storia politica medioevale (l'ouvrage de R. Cessi : Le vicende politiche dell'Italia medioevale). [*Annali di scienze politiche*, juillet-décembre 1938.] — Wagner (F.). Les Scaldes et la poésie scaldique. Un chapitre de l'histoire littéraire du Moyen Age scandinave. [*Rev. belge de philologie et d'histoire*, juillet-décembre 1938.]

Toussaint (Maurice). Essai sur la question franque en Lorraine (suite). [*Rev. des Quest. hist.*, novembre 1938.] — Anchel (R.). Les Juifs en Gaule à l'époque franque (à propos de l'ouvrage de S. Katz). [*Journ. des Savants*, novembre-décembre 1938.] — Lot (Ferdinand). Un diplôme de Clovis, confirmatif d'une donation de patrice romain. [*Rev. belge de philologie et d'histoire*, juillet-décembre 1938.] — Van de Vyver (A.). L'unique victoire contre les Alamans et la conversion de Clovis (réponse à l'article de F. Lot paru au fascicule précédent). [*Ibid.*, juillet-décembre 1938.] — Finsterwalder (Paul Willem). Quellenkritische Untersuchungen zu den Capitularien Karls des Grossen. [*Hist. Jahrbuch*, 1938, Bd. 58.]

Bréhier (Louis). L'ancien art chrétien de Syrie (à propos de l'ouvrage de Jean Strzygowski). [*Journ. des Savants*, septembre-octobre et novembre-décembre 1938.] — Vincent (R. P. L.-H.). L'église byzantine de Hebeileh (début du VII^e siècle). [*Rev. biblique*, janvier 1939.] — Binon (St.). Nicéphore Grégoras rhéteur et historien d'après son « Éloge de Mercure ». [*Bull. de l'Institut historique belge de Rome*, 1938, fasc. XIX.] — Lameere (W.). Apamée de Syrie et les Cynégétiques du Pseudo-Oprien dans la miniature byzantine. [*Ibid.*, 1938, fasc. XIX.] — La Monte (John). The rise and decline of a frankish Seignury in Syria in the time

of the Crusades (celle de Jocelyn III de Courtenay, 1176-1190). [*Rev. hist. Sud-Est Europ.*, octobre-décembre 1938.]

Moeder (M.). Coutumes municipales d'Alsace du XIII^e siècle (à propos de publications récentes). [*Rev. d'Alsace*, octobre-décembre 1938.] — Favresse (Félicien). Actes intéressant la Ville de Bruxelles, 1154-2 décembre 1302 (recueil, parfaitement édité, de cinquante-quatre pièces, pour la plupart d'un intérêt capital, concernant la vie politique et, plus encore, économique et sociale de Bruxelles, mais aussi ses rapports avec les autres villes brabançonnnes, avec Gand, avec Cologne, avec l'Angleterre). [*Acad. roy. Belgique. Bull. Commission d'histoire*, CIII, 4^e bulletin (1938).] — Doudelez (G.). La révolution communale de 1280 à Ypres (suite). [*Rev. des Quest. hist.*, janvier 1939.]

Van den Borren (Ch.). Considérations générales sur la conjonction de la polyphonie italienne et de la polyphonie du Nord, pendant la première moitié du XV^e siècle. [*Bull. de l'Institut historique belge de Rome*, 1938, fasc. XIX.] — Deanesly (M.). Medieval music from the point of view of the historian. [*History*, décembre 1938.] — Liuzzi (F.). La relazioni musicali tra Fiandra e Italia nel secolo xv. [*Bull. de l'Institut historique belge de Rome*, 1938, fasc. XIX.] — Boutemy (A.). Analyse d'une anthologie poétique de l'abbaye de Saint-Martin de Tournai (XII^e siècle). [*Rev. belge de philologie et d'histoire*, juillet-décembre 1938.]

Liddell (J. R.). Leland's list of manuscripts in Lincolnshire Monasteries. [*Engl. hist. Rev.*, janvier 1939.] — Stewart-Brown (R.). Bridge-work at Chester. [*Ibid.*, janvier 1939.] — Tait (James). Common Assizes in the Pipe Rolls and *Dialogus de Scaccario* (règne de Henri II). [*Ibid.*, octobre 1938.] — Pollard (A. F.). The mediaeval under-clerks of Parliament. [*Bull. of the Inst. of hist. Research*, novembre 1938.] — Richardson (H. G.). The elections to the October Parliament of 1399. [*Ibid.*, février 1939.] — Thomson (S. Harrison). Wyclif or Wyclyf? (la seconde orthographe est la plus correcte). [*Engl. hist. Rev.*, octobre 1938.]

Eichmann (Eduard). Von der Kaisergewandung im Mittelalter. [*Hist. Jahrbuch*, 1938, Bd 58.] — Baron (Hans). Imperial reform and the Habsburgs, 1486-1504 (excellent état des questions liées à la réforme de l'Empire sous Maximilien. Étude critique du livre de Eduard Ziehen, *Mittelrhein und Reich im Zeitalter der Reichsreform*, réquisitoire injuste contre les Habsbourg et écrit d'après des sources trop locales. En réalité, si Berthold von Henneberg a vainement tenté d'organiser l'Allemagne sur le modèle de l'Angleterre de la Grande Charte, Maximilien a eu l'idée d'une dyarchie analogue à celle qui devait l'emporter aux Provinces-Unies : une Diète (États généraux), un chef militaire (maison d'Orange). [*American Historical Review*, janvier 1939, t. XLIV, p. 293 à 303.] — Yam (Maurice). Rapport sur les actes des princes belges conservés à Munich et à Cologne (donne une liste abondante d'actes politiques et économiques, nombreux pour les XIII^e et XIV^e siècles, moins copieux pour le XV^e, rares pour le XVI^e). [*Acad. roy. Belgique. Bull. Commission d'histoire*, CIII, 4^e bulletin (1938).]

Poquet du Haut-Jussé (B.-A.). Les dons du roi aux ducs de Bourgogne, Philippe le Hardi et Jean sans Peur, 1363-1419. Le don des aides. [*Ann. Bourgogne*, décembre 1938.]

Lestocquoy (J.). Financiers, courtiers, hautelisseurs d'Arras aux XIII^e-XIV^e siècles. [*Rev. belge de philologie et d'histoire*, juillet-décembre 1938.] — Doehaerd (R.). Les galères génoises dans la Manche et la mer du Nord à la fin du XIII^e et au début

du xiv^e siècle. [*Bull. de l'Institut historique belge de Rome*, 1938, fasc. XIX.] — Sayous (André-E.). La technique des affaires. Le commerce de Nice avec l'intérieur (d'après des actes inédits de notaires niçois, 1272-1284). [*Ann. d'hist. soc.*, janvier 1939.]

V. XVI^e SIÈCLE

Lesellier (J.). Deux enfants naturels de Rabelais légitimés par le pape Paul III. [*Humanisme et Renaissance*, 1938, fasc. IV.] — Delcourt (Marie). Notulae Erasmaniae. [*Ibid.*, 1938, fasc. IV.] — Febvre (Lucien). Une conquête de l'histoire : l'Espagne d'Érasme (à propos de la thèse de Marcel Bataillon). [*Ann. d'hist. soc.*, janvier 1939.] — Anthéunis (L.). Un réfugié anglais traducteur de Louis de Grenade ; Richard Hopkins, 1546-1594. [*Rev. d'hist. ecclés.*, janvier 1939.] — Lebègue (Raymond). L'influence du théâtre néo-latin sur le théâtre sérieux en langue française. [*Humanisme et Renaissance*, 1939, fasc. I.] — Pariset (F.-G.). L'art et l'humanisme en Alsace. [*Rev. d'Alsace*, janvier-mars 1939.] — Lenaerts (R.). La chapelle de Saint-Marc à Venise sous Adrien Willaert, 1527-1562. [*Bull. de l'Institut historique belge de Rome*, 1938, fasc. XIX.]

IV^e Centenaire de la fondation de la première Église réformée française par Calvin à Strasbourg, 1538 (allocutions de MM. Choisy, Strohl, Pannier, Will et Gérold). [*Bull. de la Soc. d'hist. du Protestantisme français*, octobre-décembre 1938.] — Febvre (Lucien). Sur Calvin (à propos du livre de Emm. Stickelberger). [*Rev. Synth.*, décembre 1938.]

Siegfried (André). Le Collège de France. [*Rev. de Paris*, 1^{er} décembre 1938.] — Carrière (Victor). Remontrances du clergé de Luçon en 1564. [*Rev. d'hist. de l'Église de France*, octobre-décembre 1938.] — Bost (Ch.). Notes sur Olivier de Serres. [*Bull. de la Soc. d'hist. du Protestantisme français*, janvier-mars 1939.]

Costil (Pierre). Le mécénat humaniste de Fugger. [*Humanisme et Renaissance*, 1939, fasc. I et II.] — Perrin (Ch.-E.). Hanséates et Norvégiens au xvi^e siècle. [*Ann. d'hist. soc.*, janvier 1939.] — Pollard (A. F.). The under-clerks and the Commons' Journals, 1509-1558. [*Bull. of the Inst. of hist. research*, février 1939.]

VI. L'ANCIEN RÉGIME

Klipffel (L.). Le Rhin frontière et sa défense au xviii^e siècle. [*Rev. d'Alsace*, janvier-mars 1939.]

Hyma (Albert). Calvinism and capitalism in the Netherlands, 1555-1700. [*Journ. of mod. hist.*, septembre 1938.] — Brouwere (J. de). Les dénombrements de la chàtellenie d'Audenarde, 1469-1801 (des dénombrements ont eu lieu en 1469, 1557, 1600 et 1601, 1698, 1709, 1740, 1766 et 1768, 1801. L'auteur en donne ensuite le détail. Il croit, comme MM. H. Van Houtte et P. Bonenfant, que les guerres du xvii^e et du xviii^e siècle n'ont pas eu « l'effet néfaste qu'on leur attribue généralement »). [*Acad. roy. Belgique. Bull. Commission d'histoire*, CIII, 4^e bulletin (1938).] — Tihon (C.). Un consulat belge à Palerme au début du xvii^e siècle. [*Bull. de l'Institut historique belge de Rome*, 1938, fasc. XIX.] — Sacke (G.). Adel und Bürgertum in der Regierungszeit Katharina II von Russland. [*Rev. belge de philologie et d'histoire*, juillet-décembre 1938.] — Butterfield (Agnes M.). Notes on the records of the Supreme Court, the Chancery and the Vice-admiral Courts of Jamaica.

[*Bull. of the Inst. of hist. Research*, novembre 1938.] — *Visconti (Dante)*. Il problema coloniale nel pensiero settecentesco italiano. I primi africanisti italiani. [*Annali di scienze politiche*, juillet-décembre 1938.]

Pannier (J.). L'acteur Floridor (fils de pasteur, né en 1608). [*Bull. de la Soc. d'hist. du Protestantisme français*, janvier-mars 1939.] — *Féret (H.-M.)*. Nicolas Coeffeteau est-il le docteur tenté contre la foi dont a parlé saint Vincent de Paul? (non). [*Rev. d'hist. de l'Église de France*, juillet-septembre 1938.] — *Lemoine (J.)*. La marquise de Montespan dans l'affaire des poisons (réponse à M. Funck-Brentano). [*Rev. des Quest. hist.*, novembre 1938.] — *Robert (Edmond des)*. Noël des Robert, 1656-1721, brigadier des armées du Roi, lieutenant du Roi à Huningue, commandant en Haute-Alsace (suite). [*Rev. d'Alsace*, juillet-septembre et octobre-décembre 1938.] — *Spies (A.)*. L'enseignement public à Sélestat au XVIII^e siècle. [*Ibid.*, janvier-mars 1939.] — *Sayous (André-E.)*. La crise financière de 1709 à Lyon et à Genève (Appendix). [*Rev. d'hist. écon. et soc.*, 1938, n° 2.] — *Saintonge (Constance et Paul)*. Eighteenth century racketeering (épisode de la vie de Saint-Aignan, évêque de Beauvais de 1713 à 1728). [*Journ. of Mod. hist.*, décembre 1938.] — *Gourmont (marquise de)*. La duchesse de Polignac à Montreuil en 1782. [*Rev. des Quest. hist.*, novembre 1938.] — *Dartein (abbé de)*. Charles-Mathieu-Sylvestre de Dartein, baron de Tanviller, 1749-1814 (suite). [*Rev. d'Alsace*, juillet-septembre et octobre-décembre 1938.]

Sambuc (Ed.). Les archives de Lourmarin (Vaucluse), 1525-1792. [*Bull. de la Soc. d'hist. du Protestantisme français*, janvier-mars 1939.] — *Pannier (Jacques)*. Le protestantisme à Fontainebleau, 1528-1837. L'Église réformée de Bois-le-Roi. [*Ibid.*, octobre-décembre 1938.] — *Pignet (Ém.)*. Les dénombrements généraux de réfugiés au Pays de Vaud et à Berne, à la fin du XVII^e siècle (à suivre). [*Ibid.*, juillet-septembre et octobre-décembre 1938.] — *Léonard (Émile-G.)*. Les Assemblées au Désert. [*Ibid.*, octobre-décembre 1938.] — *Cirot (G.)*. Les Juifs de Bordeaux, leur situation morale et sociale, de 1550 à la Révolution. [*Rev. hist. de Bordeaux*, 1938, n°s 3, 4.] — *Sol (Eugène)*. Les céréales inférieures en Quercy. Les prix de 1751 à 1789. [*Rev. hist. écon. et soc.*, 1938, n° 4.] — *Id.* La vigne et le vin en Quercy avant 1790. [*Ann. hist. Révol. franç.*, janvier-février 1939.] — *Cabanes (Charles)*. L'état de l'industrie du papier en France à la veille de la Révolution (d'après un manuscrit inédit d'Étienne de Montgolfier). [*Rev. des Quest. hist.*, janvier 1939.]

VII. LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET LE PREMIER EMPIRE

Labrousse (C.-E.). A propos du cent cinquantième de la Révolution française ; observations complémentaires sur les sources et la méthodologie pratique de l'histoire des prix et des salaires au XVIII^e siècle. [*Rev. d'hist. écon. et soc.*, 1938, n° 4.] — *Laboulaye (René de)*. Calvin et la maçonnerie (« Que l'on recherche l'origine des massacres, de l'instrument de supplice (la guillotine), de la devise ou du drapeau de la Révolution, toujours l'on remonte à une source calviniste. Et toujours ce sont des maçons qui font adopter par la France ces innovations »). [*Rev. des Quest. hist.*, janvier 1939.] — *Sévestre (Ém.)*. Considérations sur l'histoire de la paroisse pendant l'époque révolutionnaire. [*Rev. d'hist. de l'Église de France*, juillet-septembre 1938.]

Vermale (F.). Les années de jeunesse de Mounier, 1758-1787. Documents inédits. [*Ann. hist. de la Révol. franç.*, janvier-février 1939.] — *Bouchary (Jean)*. Un manieur d'argent avant la Révolution française : Étienne Clavière, d'après sa correspondance financière et politique. [*Rev. d'hist. écon. et soc.*, 1938, nos 2, 3, 4.] — *Hyslop (Beatrice F.)*. French gild opinion in 1789 (analyse de 943 cahiers de corporations dans trente et une villes, dont quatre ports ; Le Havre, Rochefort, La Rochelle, Marseille. Aucun cahier de villes du Nord-Est et de la vallée du Rhône n'est ici analysé. Ils révèlent un profond esprit de corps. En majorité, ils sont favorables aux corporations, hostiles au vingtième d'industrie, demandent de nouvelles juridictions consulaires — 70 cahiers dénoncent le traité de 1786. Note bibliographique). [*American Historical Review*, janvier 1939, t. XLIV.] — *Bernardin (E.)*. Lettres de Lanthenas à Bancal des Issarts, 1789 et 1790. [*Ann. hist. de la Révol. franç.*, janvier-février et mars-avril 1939.] — *Herlaut (général)*. Les certificats de civisme (ce fut « une arme nécessaire pour la défense de la République »). [*Ibid.*, novembre-décembre 1938.] — *Aubert (G.)*. La Révolution à Douai, Société des Amis de la République Une et Indivisible (suite). [*Ibid.*, novembre-décembre 1938.] — *Corgne (E.)*. Deux plébiscites dans le Morbihan pendant la Révolution (pour l'adoption des Constitutions de l'an I et de l'an III). [*Ibid.*, janvier-février et mars-avril 1939.] — *Soreau (Ed.)*. Documents sur Rouen et la Seine-Inférieure pendant l'an II et l'an III, relatifs notamment aux cordonniers. [*Ibid.*, janvier-février 1939.] — *La Fuye (Maurice de)*. Rouget de Lisle journaliste (lettre inédite de son frère, le capitaine Rouget). [*Rev. des Quest. hist.*, janvier 1939.]

Mazars (intendant général). Conscription et recrutement (la loi Jourdan). [*Rev. d'hist. rédigée à l'état-major de l'Armée*, 1939, n° 176.] — *Mauguin (Georges)*. Préparation de l'expédition d'Égypte à Toulon. [*Rev. de l'Institut Napoléon*, 1938, 4^e trimestre.] — *Gallini (lieutenant-colonel)*. La région rhénane, théâtre d'opérations (suite ; la campagne de 1796 sur le Rhin). [*Rev. d'hist. rédigée à l'état-major de l'Armée*, 1939, n° 175.]

Bruley (Édouard). Considérations sur l'histoire de la paroisse rurale sous le Concordat de 1801. [*Rev. d'hist. de l'Église de France*, octobre-décembre 1938.] — Doctorat de M. Jean Leflon (analyse par l'auteur de sa thèse consacrée à E.-A. Bernier, évêque d'Orléans, et l'application du Concordat). [*Ann. hist. de la Révol. franç.*, novembre-décembre 1938.] — *Deschamps (Jules)*. Bonaparte et ses visiteurs anglais de 1802 (fin). [*Rev. de l'Institut Napoléon*, 1938, 4^e trimestre.] — *Vedeler (Harold C.)*. The Genesis of the toleration reforms in Bavaria under Montgelas. [*Journ. of. Mod. hist.*, décembre 1938.] — *Reinhard (Ewald)*. Karl von Dalberg als Schriftsteller. [*Hist. Jahrbuch*, 1938, Bd 58.]

Vallée (Gustave). Population et conscription de 1798 à 1814 (suite). [*Rev. de l'Institut Napoléon*, 1938, 4^e trimestre.] — *Schaedelin (F.)*. Notes sur le maréchal Lefebvre (sa famille, sa fortune, sa maison). [*Rev. d'Alsace*, janvier-mars 1939.] — *Audibert (général)*. Réflexions sur Marengo. [*Rev. Ét. napol.*, mai-juin 1939.] — *Vidal de la Blache (chef de bataillon)*. La campagne de 1807. Friedland (à suivre). [*Rev. d'hist. rédigée à l'état-major de l'Armée*, 1939, nos 173, 174, 176.]

VIII. LE XIX^e ET LE XX^e SIÈCLES

Vaccari (Pietro). Lo sviluppo degli Stati Europei dal 1871 al 1910. [*Annali di*

scienze politiche, juillet-décembre 1938.] — *Iorga (N.)*. Entre la Turquie moderne et les Empires chrétiens de récupération (suite). [*Rev. hist. Sud-Est Europ.*, juillet-septembre 1938.] — *May (Arthur J.)*. The Novibazar Railway project (1908). [*Journ. of Mod. hist.*, décembre 1938.]

Chicchiarelli (Ezio). Note sul pensiero politico francese del secolo XIX. Il liberalismo della restaurazione 1815-1848. [*Annali di scienze politiche*, juillet-décembre 1938.] — *Wright (Gordon)*. Persigny and the annexation of Nice and Savoy. [*Journ. of Mod. hist.*, septembre 1938.] — *Id.* Les journaux politiques en province, 1860-1870 (fin). [*Révol. de 1848*, décembre 1938, janvier-février 1939.] — *Rocheblave (S.)*. Le libéralisme sous le Second Empire. A. Nefftzer et ses contemporains (Daniel Stern, G. Sand). [*Mercure de France*, 15 novembre 1938.] — *Dupuis* (lieutenant-colonel). La guerre de 1870-1871. La première armée de la Loire (suite). [*Rev. d'hist. rédigée à l'état-major de l'Armée*, 1939, nos 175, 176.] — *Winnacker (R. A.)*. The Third french Republic, 1870-1914 (article bibliographique). [*Journ. of Mod. hist.*, septembre 1938.] — *Perroux (François)*. La fécondité de la coutume ; coutume parlementaire, coutume professionnelle (à propos du livre de *Maxime Leroy* : Les tendances du pouvoir et de la liberté en France au XIX^e siècle). [*Rev. Synth.*, décembre 1938.]

Costa (J.-L.). Essai sur le mouvement historico-sociologique en Angleterre au XIX^e siècle. [*Rev. d'hist. écon. et soc.*, 1938, n° 2.] — *Gash (N.)*. Ashley and the Conservative party in 1842. [*Engl. hist. Rev.*, octobre 1938.] — *Wernham (R. B.)*. The Public Record Office, 1838-1938. [*History*, décembre 1938.] — *Tyler (J. E.)*. Historical revision ; Campbell-Bannerman and the liberal imperialists, 1906-1908. [*Ibid.*, décembre 1938.] — *Sontag (R. J.)*. British policy in 1913-1914 (revue bibliographique critique). [*Journ. of Mod. hist.*, décembre 1938.]

Henderson (Garvin B.). Aspirations polonaises en 1855 (lettres du général Zamoyski à Lord John Russel et à Palmerston). [*Rev. des Quest. hist.*, janvier 1939.]

Seyell (David R.). American consular activities in Egypt, 1849-1863. [*Journ. of Mod. hist.*, septembre 1938.] — *Paxson (Frederic L.)*. The great demobilization (longue introduction. Sur le plan politique, la démobilisation fut commencée par le républicain Will. H. Hays, qui, le 5 novembre, parvint à faire nommer un Congrès républicain. La démobilisation des troupes se fit sans plan, ainsi que la reprise du travail au temps de la déflation). [*American Historical Review*, janvier 1939, t. XLIV.] — *Lindsey (Almont)*. Paternalism and the Pullman strike (devant le succès de ses voitures, la Pullman Palace Company fit construire de gigantesques usines à 12 milles au sud de Chicago. Pour loger les ouvriers, 1,800 maisons, de nombreux bâtiments construits de 1880 à 1885 constituèrent une ville modèle, peuplée au début de 1893 de 12,500 habitants. Chef-d'œuvre du paternalisme autoritaire de George Mortimer Pullman, l'expérience devait échouer à cause du haut prix des loyers, du gaz, du défaut de liberté, de l'absence de garanties pour les ouvriers, de la diminution excessive des salaires en 1893. La ville modèle de Pullman, contraire aux lois politiques et morales, a été vendue en 1907). [*Ibid.*, janvier 1939, t. XLIV.] — *Benoit (S.-M.)*. L'évolution du pouvoir fédéral aux États-Unis et les crises constitutionnelles. [*Rev. d'hist. moderne*, janvier-mai 1939.] — *Trévoeux (F.)*. L'intervention de l'État fédéral en matière d'industrie, de trusts et de public utilities (depuis 1933). [*Ibid.*, janvier-mai 1939.]

Braubach (Max). Deutsche Geschichte vom Untergang des ersten Reiches bis

zur Reichsgründung Bismarcks (importante revue bibliographique). [*Hist. Jahrbuch*, 1938, Bd 58.] — *Merkle (Sebastian)*. Möhler (à l'occasion du centenaire de sa mort). [*Ibid.*, 1938, Bd 58.] — *Fleury (Victor)*. Les républicains allemands : Arnold Ruge. [*Révol. de 1848*, décembre 1938, janvier-février 1939.]

Glaesener (Henri). Guizot et la Belgique (son influence sur les historiens belges). [*Rev. des Quest. hist.*, janvier 1939.] — *Terlinden (vicomte Charles)*. Papiers du lieutenant général De Lannoy, gouverneur des Princes royaux, 1846-1849 (le général De Lannoy, professeur, constructeur des fortifications de Diest, gouverneur des Princes royaux, « est une des figures les plus en vues [de l'armée belge] au lendemain de la révolution de 1830 ». Les papiers choisis par le vicomte Terlinden renseignent sur l'éducation donnée aux princes sous la direction de la reine Louise-Marie, à l'occasion aussi sur les rapports de la famille royale de Belgique avec celle de Louis-Philippe et sur la vie aux Tuileries ou à Saint-Cloud). [*Acad. roy. Belgique. Bull. Commission d'histoire*, CIII, 4^e bulletin (1938).] — *Dessal (Marcel)*. Accueil fait en Belgique à la Révolution de février. [*Révol. de 1848*, décembre 1938, janvier-février 1939.]

Kuntz (E.). Le problème de l'unité de commandement sur le front franco-britannique au début de 1917. [*Rev. hist. guerre mondiale*, janvier 1939.] — *Levanier (général)*. Les prodromes de Vauquois. La 10^e D. I. les 22, 23, 24, 25 septembre 1914 (à suivre). [*Rev. d'hist. rédigée à l'état-major de l'Armée*, 1939, n^{os} 175, 176.] — *Savant (Jean)*. Campagne de l'armée Rennenkampf en Prusse orientale (suite). [*Ibid.*, 1939, n^{os} 175, 176.] — *Ancl (Jacques)*. L'Albanie méridionale en septembre 1918. [*Rev. hist. guerre mondiale*, janvier 1939.] — *Iorga (N.)*. Une révélation : le maréchal von Mackensen parle... (amusant commentaire des souvenirs du maréchal). [*Rev. hist. Sud-Est Europ.*, octobre-décembre 1938.] — *Pingaud (Albert)*. Les Pays-Bas et l'Entente pendant la Grande Guerre. [*Rev. hist. guerre mondiale*, janvier 1939.]

Grondijs (L. H.). La révolution russe de mars 1917 (souvenirs d'un témoin et acteur du côté des Russes blancs). [*Rev. hist. Sud-Est Europ.*, octobre-décembre 1938.]

Lowell (A. Lawrence). The evolution of democracy. [*Foreign Aff.*, octobre 1938.]

Toynbee (Arnold J.). A turning point in history. [*Foreign Aff.*, janvier 1939.] — *Lavergne (Bernard)*. La crise européenne ou la grande défaite des démocraties (septembre 1938). [*Année politique*, novembre 1938.] — *Jaray (Gabriel-Louis)*. L'accord de Munich pouvait-il être évité? (il résulte de l'imprévoyance des hommes d'État occidentaux). [*Ibid.*, décembre 1938.] — *Wiskemann (Elizabeth)*. Czechs and Germans after Munich. [*Foreign Aff.*, janvier 1939.]

Benda (Julien). The conflict of generations in France. [*Ibid.*, octobre 1938.] — *Werth (Alexander)*. After the popular front. [*Ibid.*, octobre 1938.] — *Lavergne (Bernard)*. Les conséquences de Munich pour la France. [*Année politique*, février 1939.] — *Friedmann (G.)*. Apprentissage et main-d'œuvre qualifiée en France, 1938. [*Ann. d'hist. soc.*, janvier 1939.]

Chevalier (Jean-Jacques). Explication de l'Empire britannique. [*Année politique*, décembre 1938.] — *Renouvin (Pierre)*. Britain and the continent : the lessons of history. [*Foreign Aff.*, octobre 1938.] — *Fraser (Geoffroy)*. La crise euro-

péenne et ses résultats pour la Grande-Bretagne (ils sont désastreux). [*Année politique*, novembre 1938.]

Maupas (Jacques). L'État national-socialiste. [*Sciences politiques*, décembre 1938.] — Clad (Jean). L'Allemagne en 1937. [*Année politique*, novembre 1938.] — Mémoire confidentiel de la grande industrie allemande (Krupp-Thyssen) sur la politique économique du III^e Reich, fin 1937. [*Ibid.*, décembre 1938.] — Heim (Willibald). La situation économique de l'Allemagne après l'annexion de l'Autriche et des territoires Sudètes. [*Ibid.*, février 1939.]

Agronsky (Martin). Racism in Italy. [*Foreign Aff.*, janvier 1939.]

Pernot (Maurice). La question de Palestine. [*Esprit intern.*, octobre 1938.]

Paneyko (Basile). Le problème ukrainien. [*Ibid.*, janvier 1939.] — Lecompte-Boinet (J.). Quelques données sur la question ukrainienne. [*Sciences politiques*, février 1939.]

Scott (F. R.). A policy of neutrality for Canada. [*Foreign Aff.*, janvier 1939.]

— Bidwell (Percy W.). Latin America, Germany and the Hull program. [*Ibid.*, janvier 1939.] — Beals (Carleton). Totalitarian inroads in Latin America. [*Ibid.*, octobre 1938.] — Blakeslee (George H.) Hawaii : racial problem and naval base. [*Ibid.*, octobre 1938.]

Gunther (John). Siam, the incredible Kingdom. [*Ibid.*, janvier 1939.] — Radjinsky (W.). Agrarian unrest in Japan. [*Ibid.*, janvier 1939.]

Du Bois (W. E. B.). Black Africa Tomorrow. [*Ibid.*, octobre 1938.]

IX. HISTOIRE RELIGIEUSE

Roes (Anne). L'animal au signe solaire (le taureau ou le cheval sont les animaux les plus fréquemment représentés ; on trouve aussi des oiseaux, coqs ou aigles). [*Rev. archéologique*, octobre-décembre 1938.] — Goury (G.). L'évolution du tumulus funéraire. Histoire d'un rite (les tombelles de Champagne, simples tertres de quatre à six mètres). [*Rev. d'hist. des religions*, juillet-août 1938.] — Deonna (W.). Croyances funéraires : la soif des morts, le mort musicien. [*Ibid.*, janvier-février 1939.]

Tessier (Georges). La diplomatie et l'histoire ecclésiastique. [*Rev. d'hist. de l'Église de France*, janvier-mars 1939.] — Bruyne (L. de). Archéologie chrétienne (revue bibliographique des ouvrages parus de 1936 et 1937). [*Bull. de l'Institut historique belge de Rome*, 1938, fasc. XIX.]

Goguel (M.). Quelques remarques sur les origines de la christologie. A propos d'un livre récent (l'ouvrage de Jean Héring. Le royaume de Dieu et sa venue d'après Jésus et d'après l'apôtre Paul). [*Rev. d'hist. des religions*, janvier-février 1939.] — Lehmann (Paul). Die heilige Einfalt. [*Hist. Jahrbuch*, 1938, Bd 58.] — Sijen (G. P.). O. Praem. La passibilité du Christ chez Philippe de Harveng (il s'agit de la doctrine sur l'impossibilité de souffrir dans sa chair qu'aurait possédée le Christ ; Philippe de Harveng, au XII^e siècle, défend avec l'Église la doctrine de la passibilité). [*Analecta Praem.*, 1938, t. XIV, fasc. 3-4.] — Buchner (Max). Die Areopagitika des Abtes Hilduin von St. Denis und ihr kirchenpolitischer Hintergrund (suite). [*Hist. Jahrbuch*, 1938, Bd 58.]

Morin (D. G.). Le *Breviarium fidei* contre les Ariens, produit de l'atelier de Césaire d'Arles? [*Rev. d'hist. ecclés.*, janvier 1939.] — Morin (G.). Castor et Poly-

chronius. Un épisode peu connu de l'histoire ecclésiastique des Gaules (suppose que Polychronius est l'évêque de Verdun obligé de fuir, dans la seconde moitié du v^e siècle, devant la poussée germanique). [*Rev. bénédictine*, janvier-mars 1939.] — *Martin (Ch.)*. Mélanges d'homilétique byzantine. I : Hésychius et Chrysippe de Jérusalem. [*Rev. d'hist. ecclés.*, janvier 1939.] — *Wilmart (A.)*. Le règlement ecclésiastique de Berne (date de 830 environ). [*Rev. bénédictine*, janvier-mars 1939.] — *Plinval (G. de)*. Le problème de Pélage sous son dernier état. [*Rev. d'hist. ecclés.*, janvier 1939.] — *Capelle (D.-B.)*. Le pape Gélase et la messe romaine. [*Ibid.*, janvier 1939.]

Weisweiler (H.). Das erste systematische Kompendium aus den Werken Anselms von Canterbury. [*Rev. bénédictine*, juillet-décembre 1938.] — *Wilmart (A.)*. L'histoire ecclésiastique composée par Hugues de Fleury et ses destinataires (xiii^e siècle). [*Ibid.*, juillet-décembre 1938.] — *Berger (H.)*. La forme des stigmates de saint François d'Assise. [*Rev. d'hist. ecclés.*, janvier 1939.]

Zähringer (Konradin). Bonifacio Ferrer (frère de Vincent Ferrer, il est né en 1350 et non en 1355). [*Hist. Jahrbuch*, 1938, Bd 58.] — *Uzureau* (chanoine). La réforme de l'Ordre de Fontevrault, 1469-1641. [*Anjou hist.*, janvier 1939.] — *Valvekens (P. E.)*, O. Praem. La situation financière du chapitre général prémontré au début du xvi^e siècle (lourdeur des dettes, situation financière désespérée, donne le texte du décret de 1535 qui supprime les *urbanitates* ou cadeaux faits à certaines personnalités). [*Analecta Praem.*, 1938, t. XIV, fasc. 3-4.] — *Hildesheimer (Ernest)*. Les possédées de Louviers, 1643. [*Rev. d'hist. de l'Église de France*, octobre-décembre 1938.] — *Le Bras (Gabriel)*. Notes de statistique et d'histoire religieuses (très suggestif). [*Ibid.*, juillet-septembre 1938.]

CHRONIQUE

— La mort prématurée du professeur Harold TEMPERLEY — né en 1879, il avait à peine atteint la soixantaine — est une grande perte pour la science historique, à laquelle sa méthode critique et son sens des valeurs humaines lui avaient permis d'apporter des contributions précieuses. La guerre de 1914-1918, en interrompant sa carrière de recherches et d'enseignement, lui avait fourni de nouvelles occasions d'enrichir son expérience des réalités historiques, et à l'autorité que lui donnaient ses travaux s'était ajoutée de plus en plus celle que lui conférait son rôle actif dans les relations entre historiens de divers pays.

Fils d'un universitaire — *tutor* au Queen's College de l'Université de Cambridge — il était, dès 1904, nommé Fellow de Peterhouse, antique et illustre maison à laquelle il est toujours resté attaché, et qu'il a dirigée pendant les dernières années de sa vie. En 1911 et 1912, il enseigne temporairement à Harvard. Pendant la guerre, capitaine de la Yeomanry, nous le trouvons aux Dardanelles, puis officier d'État-major à l'armée de Salonique. De 1918 à 1920, il accompagne comme expert la délégation britannique à la Conférence de la Paix, après quoi il est chargé de missions dans les Balkans. En 1921, il est membre de la Commission de délimitation des frontières albanaises. Revenu à Cambridge, il y reprend son activité scientifique comme professeur d'histoire moderne et, plus récemment, comme *Master of Peterhouse*, un des titres les plus enviés parmi ceux des dignitaires de ces collèges vénérables qui, dans leurs murs séculaires et au milieu des magnifiques verdures qui les encadrent, conservent tant de l'histoire et de la tradition nationales.

Ses travaux — à une exception près, à savoir son livre, paru en 1915, sur *Frédéric le Grand et l'empereur Joseph II* — ont été consacrés à l'histoire des relations internationales aux *xix^e* et *xx^e* siècles. Il avait commencé en 1905 par une *Vie de George Canning*, complétée, vingt ans plus tard, par sa *Politique extérieure de Canning*. Au même groupe d'études appartient son édition du *Journal de la princesse de Lieven* (1925). Il avait, depuis quelques années, entrepris un ouvrage de longue haleine sur *l'Angleterre et le Proche-Orient* : le premier volume, dont le sujet est la guerre de Crimée, a seul paru, en 1936. Il a produit aussi, surtout pour ses étudiants de Cambridge, des ouvrages d'un caractère plus général, tel que le livre intitulé *Europe ; the Revolutionary and Napoleonic Eras* (1935) et son *Europe au *xix^e* siècle*, écrite en collaboration avec A. J. Grant. Il a aussi donné, en 1930, des *Scènes de l'histoire moderne* et des *Essais choisis*, tirés de ses nombreuses contributions à des périodiques.

Pendant la guerre, il avait donné, sans doute pour les besoins de l'information politique, une *Histoire de Serbie*. Son *Rapport au Parlement sur la situation au Monténégro* (1921) est d'un historien et a la valeur d'un témoignage préparé méthodiquement. Au lendemain de la signature des traités de 1919, Temperley, entouré de

collaborateurs bien choisis, entreprenait ce tour de force de publier une *Histoire de la Conférence de la Paix*, dont les six volumes, parus de 1920 à 1924, présentent des grands événements diplomatiques qui ont conclu la guerre mondiale un tableau, provisoire sans doute, mais fait avec un grand souci d'objectivité, et d'une valeur documentaire considérable. Pour le remplacer dans son ensemble, il faudra attendre l'ouverture complète des archives dont le *Diary* de David Hunter Miller, et tant de souvenirs, d'indiscrétions ou de plaidoyers personnels d'acteurs ou de spectateurs de ce grand drame ne nous ont donné encore que des fragments. — Peu après, il était désigné pour entreprendre, avec le Dr G. P. Gooch, la publication des *Documents britanniques sur les origines de la guerre* ; collection monumentale, dont il est inutile de parler plus longuement aux lecteurs de la *Revue historique*.

Il faisait, depuis 1928, partie de la grande *Historical Manuscripts Commission*. Son rôle, comme membre du bureau du Congrès international des sciences historiques, et la part qu'il a prise aux réunions où se sont rencontrés, périodiquement, les historiens des principaux pays du monde évoquent, pour beaucoup d'entre nous, des souvenirs personnels. Les historiens français se souviendront plus particulièrement de certaines de ces conférences franco-britanniques où, en petit nombre et dans une atmosphère d'intimité, ils se sont entretenus avec leurs collègues d'outre-Manche ; le volume intitulé *Studies in Anglo-French History*, qui rassemble les exposés présentés aux deux conférences de 1933 et de 1934, est présenté au lecteur par les deux hommes qui ont inspiré ces échanges d'informations et de pensée, MM. Alfred Coville et Harold Temperley.

La santé du professeur Temperley avait fléchi depuis plus d'une année. Il avait espéré recevoir lui-même, en printemps dernier, ses collègues français, invités à Cambridge pour un nouvel entretien : ils eurent le regret d'apprendre qu'une rechute lui imposait un repos absolu. Ses jours étaient malheureusement comptés. Nos compatriotes, qui apprécient à toute leur valeur les travaux de l'historien, conserveront aussi le souvenir de l'homme, dont l'esprit ouvert et la courtoisie hospitalière se prêtaient si bien à la collaboration intellectuelle.

Paul MANTOUX.

France. — Sous le patronage du Comité international des Sciences historiques, la Commission d'histoire militaire comparée, présidée par M. A. Depréaux, a récemment créé une *Revue internationale d'histoire comparée*, destinée à servir de lien aux historiens militaires de tous les pays. Georges BOURGIN.

— C'est en grande partie en se référant, pour le format, le contenu et la présentation, à nos *Cahiers de la presse*, publiés depuis deux ans par la librairie du Recueil Sirey, que vient de paraître le premier numéro d'une revue italienne, *Il giornalismo, rassegna trimestriale di studi sulla stampa periodica italiana*. Le directeur en est M. Francesco FATORELLO, professeur d'histoire du journalisme à l'Université de Rome, à qui on doit des travaux de bibliographie journalistique estimés, assisté de M. Antonio GALATA ; l'administration est installée à Udine, 17, via Vittorio Veneto, et l'abonnement coûte 30 l. Le premier numéro, que nous avons sous les yeux, et qui s'applique à la période janvier-mars 1939, ventile agréablement l'histoire et l'information.

G. BA.

— Le *Temps* a publié, à partir du 1^{er} juin 1939, une série de feuilletons de M. André PIERRE, intitulés *La Révolution française et la Russie tsariste*, où il utilise un recueil récent du professeur russe bien connu Loukine, intitulé *La culture russe et la France*. C'est dans ce recueil que se trouvent publiés les rapports de l'ambassadeur Simolin à Catherine II, de 1789 à 1792.

Mais la Russie soviétique participe d'une autre façon à la célébration de la révolution « bourgeoise » de 1789, car l'Académie des Sciences de Moscou a créé une section spéciale de la Révolution et son Institut d'histoire est en train de préparer un recueil en quatre volumes sur *Le tsarisme et la Révolution française*, sans compter qu'on élabore à Léninegrad un catalogue des documents sur la Révolution qui se trouvent dans les archives et bibliothèques soviétiques. On sait que la Bibliothèque nationale de Léninegrad conserve, en particulier, un grand nombre de manuscrits en provenance de la Bastille ; il existe de certains de ces manuscrits, sauvés, en juillet 1789, par le conseiller d'ambassade Doubrovski, des copies à la bibliothèque parisienne de l'Arsenal.

Enfin, dans le 3^e numéro de l'*Historien marxiste* seront publiés, avec une préface de M. E. Tarlé, des documents de l'époque révolutionnaire retrouvés dans les papiers du comte Serge Vorontzov, ambassadeur de Russie à Londres à la fin du XVIII^e siècle.

Autographes. — Parmi les manuscrits mis en vente du 6 au 8 mars 1939 par la maison Sotheby and Co, de Londres, on notera tout particulièrement un chansonnier français du XV^e siècle, contenant 69 chansons médiévales, dont 37 inconnues, analogue à quatre autres recueils seulement qui figurent dans les bibliothèques de Dijon, de Wolfenbüttel, de Copenhague et de Washington ; — les archives de Sir George Lee, trésorier de la princesse de Galles au milieu du XVIII^e siècle ; — le procès de l'amiral Thomas Mathews, commandant en chef en Méditerranée en 1747 et poursuivi à la suite de son échec contre Toulon ; — les archives personnelles de W. E. Ffitt, qui servit dans la marine anglaise depuis 1802 et, à partir de 1818, fut chargé d'opérer contre les pirates de Cuba et de l'Amérique espagnole. Le même catalogue énumère les éléments de la collection F. A. Woods, relative à l'histoire portugaise et plus particulièrement à l'histoire des découvertes portugaises.

— Le catalogue établi par la même maison pour une vente d'autographes qui a eu lieu du 3 au 5 avril 1939 indique quelques pièces importantes : original de la sentence de l'évêque de Lucques, nonce pontifical en Angleterre, touchant la dispense de mariage de l'union entre Charles le Téméraire et Marguerite, sœur du roi d'Angleterre, Édouard IV, 16 mai 1468 ; collection d'environ 200 lettres reçues par Guy Chabot, seigneur de Jarnac, gouverneur de la Rochelle dans la seconde moitié du XVI^e siècle (certaines émanent des rois François II, Charles IX, Henri IV, de Catherine de Médicis, de François de Guise) ; groupe de documents sur sir Hudson Lowe ; papiers du général-comte Loison (lettres de Bonaparte au sujet du brigandage dans l'Eure, 1795-96 ; lettres et instructions émanant de tous les grands soldats de l'empire et se rattachant principalement aux campagnes d'Espagne, de Portugal et de Russie).

— On trouvera dans le catalogue Sotheby and Co pour la vente des 15 et 16 mai 1939 des indications de documents intéressants : lettre, en italien, du cardinal Pole,

archevêque de Cantorbery, en tant que légat pontifical, à Henri II, roi de France, du 13 décembre 1554, et réponse de celui-ci, par la main d'un secrétaire, du même mois 1554, les deux pièces d'objet principalement religieux ; lettre de Rouget de Lisle, 10 février 1828, sur la « fatalité » qui préside à ses affaires ; lettre d'Eugène de Beauharnais au roi Joseph de Naples, 10 janvier 1808, commentant les ordres contenus dans une lettre jointe de l'empereur ; lettre de Joseph Bonaparte, 20 février 1834, où il prend vivement la défense de la mémoire de son frère ; des lettres d'Élisa Bonaparte, l'une sur l'attentat de nivôse, l'autre sur le départ de Pie VII en France ; les archives de lord Brougham, importantes pour l'affaire de la reine Charlotte, le bill de réforme et le mouvement antiesclavagiste.

— Le catalogue de la même maison, établi pour une vente des 12 et 13 juin 1939, signale des documents importants : une lettre de Franklin à David Hartley, sur le traité de paix de 1783 ; une sorte de manifeste revendicatif de George Washington, du 10 mars 1757 ; une lettre de John Wesley, du 20 octobre 1775, concernant les relations avec l'Amérique immédiatement avant la guerre d'Indépendance ; le texte en latin, adressé à Côme de Médicis, de la renonciation au protestantisme affirmée par la reine d'Angleterre Marie, en date du 19 février 1554 ; deux lettres de Georges Cadoudal au commodore Keats, en vue de combiner une opération sur les côtes de Bretagne, 28 novembre et 7 décembre 1799 ; un mémoire de Boissy d'Anglas, de l'an VII, et intitulé « Pensées sur la Révolution française » ; une lettre de Stofflet, du 12 octobre 1796, en faveur de deux personnes brimées pour leur attachement au trône et à l'autel.

— Le catalogue Sotheby de la vente (28-29 juin 1939) de la bibliothèque Leicester Harmsworth constitue un riche répertoire de documents — manuscrits, livres, atlas, lettres autographes d'explorateurs célèbres — sur l'histoire de la découverte du monde.

— Le catalogue n° 427 de la firme Stargardt (de Berlin), publié en mai 1939, fournit quelques précisions sur le sort réel de la fameuse lettre de Napoléon à Guillaume I^{er}, le jour de Sedan. Ce document se trouve toujours aux archives allemandes des Affaires étrangères, mais l'auteur du catalogue reconnaît la très belle venue de certaines reproductions qui ont circulé — et dont quelques-unes ont fait parler d'elles dans la presse française. — A noter, dans ce catalogue, l'indication d'une lettre du Comité de Salut public à Jean Bon Saint-André et Prieur sur la situation de Lorient, en septembre 1793 ; une lettre de Saint-Just à Lindet, représentant près l'armée des Côtes-de-Cherbourg, du 17 septembre 1793, au sujet des résultats qu'il a obtenus en matière d'artillerie.

— Un catalogue de *Précieux manuscrits, autographes, livres*, établi par M. G. Andrieux pour une vente du 22 au 25 mai 1939, signale une lettre de Chaumette, procureur de la Commune de Paris, aux citoyens de la section du Palais-Royal, 9 décembre 1792, les engageant à assurer l'ordre dans Paris, et particulièrement à surveiller les hôtels garnis et les lieux publics ; — un dossier concernant Custine, dont une requête de Delphine de Custine, belle-fille du général, au Comité de Sécurité générale, pour obtenir sa propre libération et promettant d'élever son fils dans les principes d'un bon républicain ; — une lettre de Garibaldi à M^{me} Charras, de Caprera, le 28 février 1871, expliquant que sa place n'est pas en France, où il serait « un être hétérogène », mais ne désespère pas de servir encore ce pays ; il ex-

prime
tels en
de l'ép
sures f
Vaudr
et mar

— M
drieux
E. Dau
let-Mal
tion En
Bonap
neau,
du 29
la Chal
rappor
tion de
et le c
Romm
bespier
tion à
lettres
deuxiè
reques

— U
Corres
Pau
ments
chelot,
ils en
nomb
lement
domes

Belg
a été
sition
M. Oct
seur à
Napol
toire n
terie,
illustre
exposé

État
public

prime ses vœux pour la République, à défendre contre les prêtres, « qui sont les mortels ennemis » ; — une lettre de Necker à un correspondant inconnu, et sans date, de l'époque révolutionnaire certainement, écrite de Coppet et concernant les mesures financières ; — un dossier de lettres de Renan ; — un rapport du comte de Vaudreuil, grand favori du comte d'Artois, de 1792, sur la politique des émigrés, et marqué particulièrement par une violente hostilité contre le baron de Breteuil.

— M^e Édouard Giard a présidé du 24 au 28 mars 1939, assisté de MM. G. Andrieux et P. Prouté, à la vente de diverses collections où nous retenons : collection E. Daudet, quarante-cinq lettres du duc Decazes (1839-1886) et de l'éditeur Poulet-Malassis, dont l'une concerne l'édition des œuvres de l'historien de la Révolution Ernest Hamel ; — collections de divers amateurs, lettres de Joseph, de Jérôme Bonaparte, de Murat et de sa femme au prince de Beauharnais ; lettres de Gobineau, du 10 avril 1864, relative à des recherches généalogiques sur sa famille, et du 29 avril 1872, sur le livre de Paul de Saint-Victor, *Barbares et bandits* ; lettre de la Chalotais à Voltaire, du 11 mai 1783, pour le remercier de son approbation ; rapport de Mérimée au ministre de l'Instruction publique, de 1850, sur l'exportation de poinçonnage des objets d'art en métal ; pièces diverses concernant Charette et le comte de Puisaye, 1793-1794 ; le curieux journal du futur Conventionnel Romme, du 24 septembre au 24 octobre 1791 ; lettre du général Ronsin à Robespierre, 13 septembre 1793, pour lui demander son appui en vue de son élection à la Convention ; l'ordre d'arrestation du prince de Conti donné par Santerre ; lettres de Suffren des 2 octobre-19 décembre 1783 sur sa campagne aux Indes ; le deuxième lot de la correspondance reçue par la comtesse de Loynes (dont 110 lettres reçues de Sainte-Beuve, qui fut le maître de Jeanne de Tourbey).

— Un beau catalogue a été consacré par M. P. Cornuau, libraire expert, à une *Correspondance inédite de Napoléon I^{er} et de la famille impériale avec la princesse Pauline Borghèse*, mise en vente le 20 juin 1939 (Paris, in-4^o, 53 p., ill.). Ces documents proviennent de la famille de l'intendant général de la maison de Pauline, Michelot, et, s'ils n'ont pas un immense intérêt au point de vue de l'histoire générale, ils en offrent un certain au regard de l'histoire des Napoléonides, dont un grand nombre de textes sont reproduits en fac-similé et transcrits plus ou moins intégralement, de certains grands serviteurs de la monarchie impériale et de menus domestiques de la belle « Paoletta ».

G. BN.

Belgique. — A l'occasion de diverses manifestations qui se déroulent à Liège a été organisée, dans les locaux de l'ancienne préfecture de l'Ourte, une *Exposition de la légende napoléonienne au pays de Liège*, dont le catalogue, préfacé par M. Octave Aubry (Liège, 1939, in-8^o, 104 p., ill.) et M. Jules Deschamps, professeur à l'Université de Louvain, et qui précisent, l'un et l'autre, les rapports de Napoléon avec Liège, constitue une contribution secondaire, mais utile, à l'histoire napoléonienne : objets, peintures, sculptures, meubles, céramiques, argenterie, objets d'art, armes, uniformes, décorations, monnaies et médailles abondent, illustrant de façon très suggestive les livres, manuscrits et documents également exposés.

G. BN.

États-Unis. — Nous sommes heureux d'annoncer à nos lecteurs la prochaine publication en janvier 1940 du *Journal of the history of ideas*, consacré à l'histoire

des idées et plus particulièrement à l'histoire des influences réciproques de la philosophie, de la littérature, des arts, des sciences naturelles et sociales, ainsi que des religions et des mouvements politiques et sociaux. Le *Journal* est publié sous la direction de MM. Arthur O. Lovejoy (Johns Hopkins), Chinard (Princeton), Morris R. Cohen (Chicago), Marjorie H. Nicolson (Smith College), J. H. Randall Jr. (Columbia), J. Salwyn Schapiro (College of the City of New-York), Louis B. Wright (Huntington Library). Le numéro trimestriel comptera 128 pages. L'abonnement pour l'étranger est de 4 dollars 50 par an, le prix de chaque fascicule étant de 1 dollar 50. On est prié d'adresser toutes les communications au « managing editor » Philip P. Wiener, College of the City of New-York, Convent Avenue et 139^e Street, N. Y. C.

Le gérant : R. LISBONNE.

